

LA FEMME ET LE COMMUNISME

ANTHOLOGIE DES GRANDS TEXTES DU MARXISME

*PRECEDEE D'UNE PRESENTATION DE JEANNETTE
VERMEERSCH ET D'UNE ETUDE DE JEAN FREVILLE*

*Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à
partir de l'ouvrage publié en 1950 aux Editions Sociales.*

WWW.MARXISME.FR

SOMMAIRE :

AVANT-PROPOS de Jeannette Vermeersch (p. 4)

LA FEMME ET LE COMMUNISME, par Jean Fréville (p. 7)

I. L'opprimée (p. 8)

II. Marx et Engels (p. 15)

III. Lénine et Staline (p. 22)

I^{ère} partie : L'EVOLUTION DE LA FAMILLE (p. 30)

1. Le matérialisme historique et la famille (*Engels*) (p. 30)

2. L'évolution du mariage (*Engels*) (p. 30)

3. La famille syndyasmique (*Engels*) (p. 31)

4. Le passage du matriarcat au patriarcat (*Engels*) (p. 32)

5. Polygamie et polyandrie (*Engels*) (p. 33)

6. La ruine de la « gens » et la naissance de l'Etat (*Engels*) (p. 33)

7. Origine de la famille monogamique (*Engels*) (p. 34)

8. Caractères de la monogamie (*Engels*) (p. 35)

9. L'amour sexuel et le mariage, de l'antiquité à nos jours (*Engels*) (p. 37)

10. Le mariage dans les chansons populaires (*Lafargue*) (p. 40)

11. Les femmes et la Révolution française (*Bebel*) (p. 42)

12. L'histoire de la femme et l'histoire de son oppression (*Bebel*) (p. 43)

13. L'avenir de la monogamie (*Engels*) (p. 44)

II^{ème} partie : LE MARXISME ET LA LIBERATION DE LA FEMME (p. 46)

1. La femme et le communisme grossier (*Marx*) (p. 46)

2. L'émancipation des femmes et la critique critique (*Marx*) (p. 47)

3. La décomposition de la famille bourgeoise (*Marx*) (p. 48)

4. Le régime communiste et la famille (*Engels*) (p. 48)

5. Les communistes et la famille (*Marx et Engels*) (p. 49)

6. Fourier et l'émancipation des femmes (*Engels*) (p. 49)

7. La famille selon M. Dühring (*Engels*) (p. 50)

8. Le mariage bourgeois (*Engels*) (p. 50)

9. La situation juridique de la femme et les conditions de son affranchissement (*Engels*) (p. 51)

10. La femme doit pouvoir vivre en travaillant (*Guesde*) (p. 52)

11. Le salut de la femme est dans la société communiste (*Guesde*) (p. 54)

12. La question de la femme (*Lafargue*) (p. 54)

13. La question de la femme est un aspect de la question sociale (*Bebel*) (p. 58)

14. Féminisme bourgeois et lutte des classes (*Bebel*) (p. 58)

15. La classe ouvrière et le néo-malthusianisme (*Lénine*) (p. 58)

16. Les femmes dans la lutte révolutionnaire (*Lénine*) (p. 60)

17. La lutte pour le droit de vote (*Lénine*) (p. 60)

18. Pas de démocratie sans femmes ! (*Lénine*) (p. 61)

19. L'éducation politique des femmes (*Staline*) (p. 61)

20. La journée internationale des femmes (*Staline*) (p. 62)

III^{ème} partie : LA FEMME, L'ENFANT, LA FAMILLE EN REGIME CAPITALISTE (p. 64)

1. Les dentellières (*Engels*) (p. 64)

2. Les modistes et les couturières (*Engels*) (p. 65)

3. Les mères enlevées à leurs enfants (*Engels*) (p. 66)
4. La dissolution de la famille (*Engels*) (p. 66)
5. L'ouvrière sous le joug du patron (*Engels*) (p. 67)
6. Le capitalisme rend impossible au travailleur la vie de famille (*Engels*) (p. 68)
7. Les enfants et les femmes dans les mines (*Marx*) (p. 68)
8. La mortalité infantile (*Marx*) (p. 71)
9. Le système des bandes (*Marx*) (p. 72)
10. Les paysans obligés de vendre leurs enfants (*Marx*) (p. 73)
11. La débauche (*Marx*) (p. 74)
12. ... Et la mort (*Marx*) (p. 74)
13. Deux foyers de chômeurs (*Marx*) (p. 75)
14. Le baptême dans l'infamie (*Marx*) (p. 75)
15. Le malheur d'être jeune (*Marx*) (p. 76)
16. L'exploitation des femmes mariées (*Marx*) (p. 76)
17. Le capitalisme et la famille (*Marx*) (p. 76)
18. Sous le talon de fer (*Bebel*) (p. 77)
19. Les femmes contre la guerre (*Guesde*) (p. 78)
20. Comment la bourgeoisie lutte contre la prostitution (*Lénine*) (p. 78)
21. Le droit au divorce (*Lénine*) (p. 79)
22. La guerre impérialiste et les femmes (*Lénine*) (p. 80)
23. L'hypocrisie des classes dirigeantes (*Lénine*) (p. 81)
24. La femme au village (*Maurice Thorez*) (p. 81)
25. Les conditions d'exploitation de la femme dans la société capitaliste (*Jeannette Vermeersch*) (p. 82)

IV^{ème} partie : LA FEMME AU PAYS DES SOVIETS (p. 85)

1. La femme et la vie publique (*Lénine*) (p. 85)
2. Egalité complète pour les femmes ! (*Lénine*) (p. 85)
3. Le succès d'une révolution dépend du degré de participation des femmes (*Lénine*) (p. 88)
4. La femme et la révolution (*Lénine*) (p. 89)
5. Les tâches des femmes dans la République des soviets (*Lénine*) (p. 90)
6. Le pouvoir soviétique et la situation de la femme (*Lénine*) (p. 93)
7. Les conquêtes de la Révolution russe (*Lénine*) (p. 94)
8. Lénine et la question sexuelle (*Clara Zetkin*) (p. 95)
9. Les femmes dans les kolkhoz (*Staline*) (p. 102)
10. Individualiste hier, kolkhoziennne aujourd'hui (*Staline*) (p. 102)
11. Importance de l'activité des femmes dans l'édification du socialisme (*Staline*) (p. 103)
12. Héroïnes du travail socialiste (*Staline*) (p. 103)
13. Les femmes dans le mouvement stakhanoviste (*Staline*) (p. 104)
14. La femme et la constitution de l'U.R.S.S. (*Staline*) (p. 105)
15. Les femmes soviétiques dans la guerre de libération contre l'envahisseur hitlérien (1941-1945) (*Staline*) (p. 106)

ANNEXE (p. 107)

Ce que Lénine pensait de l'amour libre. (p. 107)

AVANT-PROPOS

DE JEANNETTE VERMEERSCH

Des savants, des hommes de génie, les meilleurs d'entre les meilleurs amis de l'humanité, ont écrit à propos des femmes, de leur vie, de leur labeur, de leurs souffrances, de leurs combats. Ces hommes s'appellent : Marx, Engels, Lénine, Staline.

Avant eux, des hommes généreux, tel Fourier, s'étaient indignés de la condition de la femme aux différents stades de l'humanité. Mais ils n'avaient pu indiquer le remède.

Marx, Engels, Lénine, Staline ont non seulement apporté aux travailleuses, ouvrières et paysannes, aux mères, leur solidarité, ils ont encore cherché les raisons de leur exploitation, de leurs souffrances, de leur esclavage. Ils ont expliqué ces raisons. Ils ont cherché et trouvé le remède.

Dès avant la guerre, en 1938, Jean Fréville avait choisi, traduit et présenté, dans la collection « Les grands textes du marxisme », publiés par les Editions Sociales Internationales, de nombreux textes se rapportant à la vie, aux luttes des femmes, aux conditions de leur libération sociale, de leur indépendance.

Malheureusement, les hitlériens et leurs complices du vichysme ont interdit, puis détruit ou incendié tout ce qui pouvait porter atteinte au capitalisme, à l'impérialisme, dont ils étaient les représentants les plus abjects.

Or, jamais nous n'avons eu tant besoin de ces textes, qui constituent une arme solide entre les mains des combattants de la démocratie et de la paix.

Après une deuxième guerre mondiale effroyable, et dans le moment où les fauteurs de guerre impérialistes préparent une guerre qui serait plus effroyable encore, des millions de femmes se sont éveillées à cette conscience de la nécessité d'un combat sans merci contre les responsables des guerres injustes, qui font d'elles des épouses sans maris, des mères sans enfants, des fiancées de cadavres.

Les femmes ont appris par expérience que les guerres, et aussi les périodes qui précèdent les guerres, signifient pour elles, pour leurs foyers, dans les pays dirigés par les impérialistes, la vie chère, la faim, la misère, les souffrances, la répression. Elles ont appris, au contraire, que là où le peuple est au pouvoir, le pain est assuré, la liberté existe pour le plus grand nombre, les énergies sont mises au service de la Paix.

Les femmes ne peuvent pas ne pas voir que le monde est divisé en deux camps, que cette division n'est pas géographique, qu'elle n'oppose pas deux blocs d'Etats : elle est beaucoup plus profonde.

D'un côté, les femmes voient le monde impérialiste, avec, à sa tête, les cercles financiers et militaristes des Etats-Unis. Les Etats impérialistes, y compris la France, imposent un joug cruel non seulement à la classe ouvrière, aux peuples de leurs pays, mais encore ils maintiennent en esclavage des centaines de millions d'hommes et de femmes des pays coloniaux et semi-coloniaux, dont ils ont conquis les territoires à la pointe des baïonnettes.

Dans ce camp impérialiste, qui se compose d'une poignée d'hommes opposés à leurs peuples, les travailleuses, les mères constatent que règne l'exploitation éhontée de l'homme par l'homme, exploitation qui atteint même, les enfants de 6 ans dans les pays coloniaux.

Dans ce camp, c'est la misère, les taudis, les épidémies, les famines permanentes. Une répression sanglante s'abat sur les peuples qui se révoltent contre les injustices et qui luttent

pour leurs libertés, pour leur indépendance. Le sang de millions de victimes rougit les mains des impérialistes.

Dans ce camp, c'est la préparation et le déclenchement de guerres atroces (1914 et 1939), c'est aujourd'hui la préparation d'une guerre plus atroce encore. C'est la course aux armements, ce sont les pactes de guerre, ce sont les budgets de guerre écrasants qui coûtent aux peuples de la sueur, des larmes, une misère accrue.

Tout cela en vue d'une guerre qui, si les peuples n'y prenaient garde, serait déclenchée contre l'avant-poste des forces du socialisme dans le monde, l'Union Soviétique, et, par contre-coup, contre tous les peuples qui aspirent au bonheur dans la démocratie réelle et dans la paix.

Dans l'autre camp, se trouvent les centaines de millions d'hommes et de femmes, qui veulent secouer le joug impérialiste de misère, de répression et de guerre. A leur tête, le pays qui a rompu le système universel du capitalisme, en donnant naissance à la société socialiste, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Ce camp lutte pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, déjà réalisée en Union Soviétique, pour la suppression de l'exploitation des enfants, de l'esclavage des femmes. Dans ce camp, la terre est à celui qui la travaille.

La route est ouverte à l'intelligence, au savoir, dans tous les domaines et pour le seul bien de l'humanité progressive !

Ce camp lutte pour la démocratie, pour une paix juste et durable.

Dans le grand combat qui oppose deux milliards d'hommes et de femmes du camp démocratique à la poignée de criminels du camp impérialiste, fasciste, les femmes prennent une part jusqu'ici inconnue.

Combien de femmes, d'héroïnes, sont mortes pour la cause de leur peuple, pour l'indépendance de leur pays, dans le combat contre les fauteurs de guerre ?

De Jeanne d'Arc, héroïne de l'indépendance nationale, à Danielle Casanova, morte pour le peuple de France et pour le communisme, en passant par l'institutrice Louise Michel, héroïque combattante de la Commune de Paris, et Jeanne Labourbe, exemple d'internationalisme prolétarien, combien sont-elles les « Maries de France, noms doux aux fils, aux frères, aux maris », qui ont lutté jusqu'au sacrifice, pour le peuple, pour le pays, pour la démocratie et la paix ?

Et celles qui ont le plus souffert, qui ont le plus donné, les femmes de l'Union Soviétique, considèrent non pas comme un droit, mais comme un devoir sacré de se trouver aujourd'hui à la tête de centaines de millions de femmes qui mènent le combat pour la Paix.

Les femmes ont, en effet, compris cette vérité soulignée par Jaurès que la lutte pour la Paix est le plus rude des combats.

Pour tromper le peuple, pour tromper les femmes, pour parvenir à ce but infâme : la guerre, qu'ils préparent idéologiquement et matériellement, les impérialistes déploient les plus grands efforts.

Ils veulent semer le doute au sein des forces de paix. Ils tentent de se justifier par tous les moyens.

Ils disent et font dire : « Il y a toujours eu des riches et des pauvres, il y en aura toujours. »

« Le pot de terre ne peut pas lutter contre le pot de fer », en voulant faire croire naturellement que l'impérialisme est le pot de fer.

« Il y a toujours eu des guerres et il y en aura toujours. »

Ces proverbes inventés par eux sont répétés à l'infini.

A cela viennent s'ajouter les mensonges, les calomnies contre le peuple au pouvoir. A entendre les impérialistes, il n'y aurait rien de pire pour le peuple que de se gouverner lui-même.

Leurs valets, les socialistes de droite et les gens du Vatican, renchérissent encore : car, pour eux, l'impérialisme, le colonialisme valent toujours mieux qu'un gouvernement du peuple. Ils prennent même les rênes du pouvoir contre le peuple, quand il devient trop difficile aux hommes de droite de diriger eux-mêmes directement leur politique réactionnaire.

Aussi, pour combattre efficacement les fauteurs de misère et de guerres injustes, les femmes ont besoin d'éclairer leur chemin à la lumière du marxisme.

Jean Fréville a fait pour nous, femmes travailleuses, mères de famille, militantes communistes et de tout le mouvement démocratique féminin (et aussi pour les militants d'ailleurs !) un nouveau choix de textes marxistes. Ces textes sont peu connus, quelques-uns inédits en français, d'autres difficiles, souvent impossibles à se procurer.

Les militantes y trouveront non seulement la réfutation des arguments réactionnaires sur la femme et la famille en général, mais aussi les moyens de combattre la réaction impérialiste avec intelligence et succès. Elles y trouveront également la preuve que le communisme est le porteur d'un humanisme supérieur, que les communistes sont les défenseurs réels de la famille, qu'ils veulent porter, qu'ils portent déjà, en Union Soviétique, sur un sixième du globe, à une forme supérieure.

Merci à Jean Fréville et aux Editions Sociales de nous donner, à l'occasion de la Journée internationale des Femmes du 8 mars, des armes nouvelles pour notre combat, et une raison de plus d'aimer de tout notre cœur ceux qui ont consacré leurs jours et leurs nuits, leur intelligence, tout ce qu'ils avaient de meilleur, au bonheur des peuples — Marx, Engels, Lénine et Staline !

Jeannette VERMEERSCH.

Paris, le 9 février 1950.

LA FEMME ET LE COMMUNISME

PAR JEAN FREVILLE

La femme avilie, prostituée, mise en commun ! Les enfants arrachés à leurs parents ! La famille profanée, pervertie, dissociée, détruite ! Voilà ce que font les bolcheviks, clamaient les idéologues, les politiciens, les plumitifs de la classe possédante, tandis que l'incendie d'Octobre embrasait l'horizon et tirait de leur nuit les peuples... Bourreaux de la femme, démolisseurs de la famille ! Quel argument souverain pour inspirer l'horreur du communisme, quelle recette infaillible pour préparer, au nom de la morale outragée, la croisade impérialiste contre la jeune République des ouvriers et des paysans ! L'intervention échoue, grâce à l'héroïsme de la Russie révolutionnaire, au génie des bolcheviks, à l'action du prolétariat international. Mais la calomnie persiste. Elle n'est pas neuve. Marx la dénonçait déjà dans le *Manifeste* de 1848. Elle a traîné, en 1871, dans la fange de Versailles. Une bourgeoisie à bout d'imagination et de souffle s'y raccroche.

Les dignitaires de l'Eglise et de la franc-maçonnerie, les royalistes et les républicains bourgeois, les puritains et les fascistes, les défenseurs de la « personne humaine » et les paladins de la « civilisation atlantique », d'accord pour pressurer la main-d'œuvre féminine et pour asservir la femme en invoquant ses prétendues déficiences naturelles, ceux-là mêmes qui la confinent dans sa fonction de reproductrice, l'enchaînent à son ménage et lui refusent tous les droits, plaignent hypocritement la femme soviétique et maudissent la révolution prolétarienne, qui l'a mise, pour la première fois, sur un pied d'égalité absolue avec l'homme !

En 1931, alors que la crise, le chômage et la misère rendaient évidentes les contradictions internes du capitalisme, et que les succès du premier plan quinquennal démontraient la supériorité du système socialiste, Paul Van Zeeland, « conservateur éclairé », leader du parti social-chrétien belge, brossait ce tableau de « l'enfer soviétique » :

Plus de vie de famille : la famille est littéralement détruite dans les villes et elle va l'être dans les campagnes, à mesure qu'elles seront collectivisées. Plus d'ambition personnelle : tout homme qui s'élève est aussitôt suspect ; tout homme qui réussit dans la direction d'une entreprise est aussitôt déplacé. Plus de confort, de raffinement de vie ; plus de vie religieuse, ni d'espoir dans l'au-delà. (Van Zeeland : *Réflexions sur le plan quinquennal*, p. 95. Editions de la Revue générale. Bruxelles, 1931.)

Plus de vie de famille ! Comme si ce n'est pas le capitalisme qui met la femme dans l'impossibilité d'avoir une vie de famille stable et de satisfaire son instinct maternel ! Comme si ce n'est pas le capitalisme qui lui arrache son mari et ses enfants pour la guerre ! Comme si ce n'est pas le capitalisme qui perpétue la vieille iniquité barbare du mâle souverain et de l'esclave durement exploitée ! Mais qu'importe ? La fable grossière des « femmes soviétiques mises en commun » appartient désormais à l'arsenal idéologique de la nouvelle Sainte-Alliance.

Quand, après la chute de l'hitlérisme, les trusts des Etats-Unis prirent à leur tour la tête de la croisade antisoviétique et que la propagande de Wall Street succéda à celle de Goebbels, le Comité des activités non-américaines de la Chambre des représentants publia un catéchisme anticommuniste. On y lit :

Art. 25. — Quelle était la conception de Marx d'un monde communiste ? C'était que le monde tel que nous le connaissons devait être détruit — religion, famille, lois, droit : tout. Et toute personne s'y opposant devait être détruite elle aussi.

Tandis que « ceux qui croient en l'Amérique et en Dieu », pour reprendre le mot du cardinal Spellman, réduisent à cette caricature le marxisme, anarchistes, trotskistes, existentialistes accusent les dirigeants soviétiques d'avoir rétabli les contraintes patriarcales, la domination de l'homme sur la femme.

Ainsi, les bolcheviks sont voués aux gémonies à la fois pour avoir supprimé la famille et pour l'avoir maintenue ! Les pourfendeurs du communisme, qui font flèche de tout bois, ne s'embarrassent pas de ces contradictions. Ne s'agit-il pas de toucher des milieux divers ? Ne faut-il pas épouvanter les classes moyennes et, en même temps, convaincre les masses, impatientes de briser leur joug, que la réalité soviétique ne diffère pas de la réalité capitaliste ?

Ces anathèmes dérisoires, ces radotages sur « la faillite du communisme » n'empêchent pas les peuples encore asservis de lutter pour une société où, comme en U.R.S.S., la femme sera libérée et promue à la

dignité du travail créateur. [« La « ruche communiste », la théorie de l'amour « qui n'est qu'un Terre d'eau à avaler lorsqu'on a soif » ont fait faillite avec bien d'autres accessoires de l'éthique communiste. Mais ce n'est que lorsque les fondements de cette éthique seront formellement désavoués que la famille pourra vraiment renaître ». (Hélène Isvolsky, *Esprit*, 1^{er} juin 1936.) L'auteur de ces lignes ne fait que manifester son ignorance complète des « fondements de l'éthique communiste ». Marx, Engels, Lénine, Staline ont toujours combattu ce que Lénine a appelé la « théorie du verre d'eau ».]

Car la vérité, qu'essaient en vain de dissimuler ou de travestir les professionnels de l'antisoviétisme, sous les slogans les plus caducs ou sous des oripeaux ravaudés, tient en ces mots : Il a fallu la Révolution prolétarienne pour mettre fin à la servitude de la femme.

Dans toutes les sociétés qui reposent sur l'exploitation, la femme est humiliée, bafouée, piétinée. Le mâle lui ordonne : « Procure le plaisir ! Mets au monde des enfants ! Prépare la soupe ! »

Man was made for God

And woman was made for man... (Milton : le Paradis perdu.)

« L'homme a été fait pour Dieu, et la femme a été faite pour l'homme », écrit Milton. Bossuet rappelle aux femmes « qu'elles viennent d'un os surnuméraire, où il n'y avait de beauté que celle que Dieu voulut y mettre ». Vigny parle d'une lutte éternelle « entre la bonté d'Homme et la ruse de Femme ». Proudhon décrète : « La femme est la désolation du juste. » Amiel conseille de « l'honorer et la gouverner ». Schopenhauer la définit : un animal à cheveux longs et à idées courtes. Nietzsche voit en elle « le délassément du guerrier »... Telle a été la philosophie du vieux monde.

Mais le prolétariat révolutionnaire inscrit sur ses drapeaux : « Egalité sociale de la femme et de l'homme devant la loi et dans la vie pratique. Transformation radicale du droit conjugal et du code de la famille. Reconnaissance de la maternité comme fonction sociale. Prise en charge par la société des soins et de l'éducation à donner aux enfants et aux adolescents. Lutte systématique contre les idéologies et les traditions qui font de la femme une esclave. »

Tels sont les principes des temps nouveaux. Ils passent dans la vie et dans les mœurs partout où les peuples se sont mis en marche vers le communisme.

I. L'OPPRIMEE

La famille ne constitue pas une formation sociale immuable. Elle s'est modifiée au cours des âges. Cette évolution est déterminée, en dernière instance, par le facteur économique. L'asservissement de la femme coïncide avec cette période de la préhistoire où la famille s'oppose à la tribu, où se développe la propriété privée, où la société se divise en classes, et où, du besoin de tenir en bride les antagonismes de classes, va naître l'Etat.

Aux périodes reculées de la préhistoire, l'homme s'adonne à la chasse et à la pêche, la femme se préoccupe de nourrir sa progéniture, de la protéger contre les fauves, le froid, les intempéries ; elle cueille et prépare les herbes, soigne maladies et blessures, apprivoise les bêtes, veille sur les réserves, s'inquiète de l'avenir... Activités indispensables et multiples, qui donnent à la femme, appelée à maintenir l'espèce, le pas sur l'homme. C'est elle qui élève les enfants, prend les initiatives, fixe les tabous, déchiffre et détient les secrets de la nature : on la vénère et on la craint. L'homme apprécie ses qualités, se soumet à ses injonctions : socialement et intellectuellement, elle est au moins son égale.

Aussi la femme entre-t-elle dans la mythologie et la légende avec les qualités et les attributions qui lui étaient propres aux âges primitifs. Les divinités tutélaires qui président à la génération et à la fécondité, comme Cybèle et Cérès, ou à l'intelligence, comme Minerve, les sibylles qui lisent dans l'avenir, les fées et les sorcières, douées d'un pouvoir surnaturel, les Mères mystérieuses du second *Faust* de Goethe, sont femmes.

Enchanteresse, jeteuse de sorts, initiée, messagère de l'impénétrable, dispensatrice du merveilleux, la femme incarne les puissances de l'au-delà, l'inconnu, les forces magiques et occultes.

A l'époque du matriarcat, les femmes exerçaient une autorité prépondérante : la filiation était comptée en ligne féminine et les enfants appartenaient à la tribu de la mère.

Des écrivains de la Grèce antique relatent l'existence, chez certaines tribus scythes, de « communes dirigées par les femmes » : c'étaient là des vestiges du matriarcat.

La découverte du cuivre, du bronze et du fer, la fabrication des armes et des outils en métal, la guerre devenue source principale de subsistance et de profit, entraînèrent le triomphe du mâle, bouleversèrent l'ancienne division du travail, reléguèrent au second plan les besognes domestiques de la femme. Avec l'extension de la propriété privée, l'accumulation des richesses au sein de la famille, le désir croissant d'un enrichissement continu, se pose bientôt le problème de la transmission des biens. Possesseur des armes et des outils, de troupeaux et d'esclaves, le père voulut que ses enfants en héritassent. Or, sous le régime du matriarcat, les biens du père n'allaient pas à ses descendants, qui continuaient à faire partie de la tribu maternelle, mais à ses frères et sœurs. L'homme s'efforça d'enlever à la femme son hégémonie : durant des siècles, il combattit pour s'assurer la primauté. Les récits des luttes soutenues par les Amazones semblent se rapporter à la résistance armée que les femmes, en ces temps reculés, opposèrent parfois aux prétentions des hommes. Mais ceux-ci, qui voulaient que leur situation sociale répondît désormais à leur rôle économique, finirent par l'emporter.

La filiation féminine et le droit héréditaire maternel furent abolis. Le mariage multiple ou temporaire fut remplacé par le mariage monogamique, que l'homme seul pouvait rompre. Au matriarcat se substitua la famille patriarcale, fondée sur la domination de l'homme, *qui* veut des enfants d'une paternité incontestée, afin de leur léguer ses biens. Ce fut là « la grande défaite historique du sexe féminin ». (Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*)

La monogamie se manifeste comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit entre les sexes, inconnu jusque-là dans toute la préhistoire... Le premier antagonisme de classe qui parut dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans la monogamie, et la première oppression de classe avec celle du sexe féminin par le sexe masculin. La monogamie fut un grand progrès historique, mais, en même temps, elle ouvre, à côté de l'esclavage et de la propriété privée, l'époque qui dure encore de nos jours, où chaque pas en avant est en même temps un pas en arrière relatif, le bien-être et le progrès des uns se réalisant par le malheur et le refoulement des autres. (Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*)

Désormais, la suprématie de l'homme est établie. Il considère la femme comme un instrument de travail et de procréation. Du patrimoine de son père, elle passe clans le patrimoine de son mari ; on l'échange contre du bétail ou des armes ; son infidélité est punie de mort, car elle laisse planer un doute sur la légitimité de sa descendance.

Depuis, la femme n'a cessé de subir, à travers les régimes esclavagiste, féodal, capitaliste, une double oppression : oppression au sein de la société, oppression au sein de la famille.

Les religions et les législations primitives ont sanctionné cette subordination de la femme, vouée à la perpétuation de l'espèce. La loi de Manou, comme le livre de Moïse, ordonnent de quitter l'épouse sans progéniture. Les textes sacrés de l'Inde privent la femme des biens et de la liberté. Les peuples de l'Orient la méprisent. « J'ai trouvé la femme plus amère que la mort », dit l'Ecclésiaste. Les Grecs, dont la civilisation brilla d'un si vif éclat, ne la traitent pas mieux. Le père et le tuteur peuvent lui imposer un époux de leur choix. L'époux a la faculté de l'échanger ou de la donner. Si elle demeure stérile, ne pas la répudier est un crime envers les dieux. Alors que l'homme se consacre à ses devoirs civiques, elle vit dans une retraite absolue, sans contact avec le monde extérieur.

On chercherait en vain, chez les penseurs grecs, des accents de révolte contre cette oppression de la femme. A peine quelques-uns d'entre eux la traitent-ils en partenaire dont il conviendrait de prendre l'avis. Diogène de Sinope, comme le rapporte Diogène Laërce, voulait qu'il n'y eût « d'autre condition à l'union des sexes que le consentement réciproque ». Mais la plupart des philosophes et des écrivains grecs sont misogynes. Pythagore distingue « un principe bon, qui a créé l'ordre, la lumière et l'homme, et un principe mauvais, qui a créé le chaos, les ténèbres et la femme ». Hippocrate déclare : « La femme est au service du ventre. » Hésiode, Archiloque et Hipponax la dénigrent ; Aristophane et Ménandre la criblent de sarcasmes ; Périclès la confine dans le gynécée ; Démosthène dit qu'on prend une épouse pour avoir des enfants légitimes, des concubines pour être bien soigné, des courtisanes pour les plaisirs de l'amour.

L'antiquité, qui dédaigne la femme, n'a guère connu le sentiment de l'amour.

Ni Platon ni Aristote, pour qui « la femelle est femelle en vertu d'un certain manque de qualités », ne songent à affranchir la femme de sa condition subalterne, à la rendre l'égal de l'homme. La communauté des femmes et des enfants, envisagée par Platon dans sa *République*, est la conséquence et la condition d'un communisme imposé aux seuls guerriers. Ceux-ci, les plus forts et les plus braves, ne doivent rien posséder en propre. A la sélection des guerriers correspond la sélection des femmes qui leur sont destinées. Les « mariages les plus avantageux à l'Etat seront les plus saints » (Platon, *La République*, p. 253. Paris, 1862.) ; les magistrats mettront en rapports « les sujets d'élite de l'un et de l'autre sexe », afin que les enfants à naître soient vigoureux. Dans la cité idéale de Platon s'affirme le primat de l'espèce sur l'individu, qui n'est pas libre d'aimer ni de choisir à sa guise. (Campanella, dans *La Cité du Soleil* (1623), invoque le même principe. « La reproduction de l'espèce, écrit-il, intéresse la République et non les particuliers. » Il préconise, lui aussi, « les unions des géniteurs et des génitrices les plus distingués ».)

A mesure que la condition du sexe féminin s'abaisse, grandit la prostitution, héritage des anciennes relations sexuelles et complément du mariage monogamique.

L'hétaïre grecque, échappant au mariage, se soustrait à la réclusion. Sa vie intellectuelle et sentimentale n'est pas étouffée. L'hétaïre sert de modèle aux peintres et aux sculpteurs, inspire les poètes, cultive elle-même les arts, connaît les hommes célèbres. Phryné pose pour Praxitèle, Aspasia est l'amie de Périclès, Danaë d'Epicure, Archéanassa de Platon...

Le droit romain primitif ne reconnaît pas à la femme de volonté propre ; il la soumet à la tutelle de son père. De la loi des XII Tables à Marc-Aurèle, le droit civil a évolué dans un sens favorable à la femme. Le mariage avec *manu* donnait à l'époux un pouvoir discrétionnaire sur sa personne et ses biens : le mariage *sine manu* limite ce pouvoir à sa personne, et ce pouvoir est lui-même neutralisé par l'autorité que le *paterfamilias* garde sur sa fille. Peu à peu, le législateur restreint les droits du mari et du père, abroge la tutelle, permet à la femme d'hériter et de tester. Mais si la Romaine veut disposer de sa fortune, c'est pour en jouir. A aucun moment, elle n'a combattu pour acquérir des droits politiques. Il y a eu, dans l'histoire de Rome, des guerres d'esclaves ; il n'y a pas eu de mouvement féministe, et il ne pouvait pas y en avoir. Les sociétés antiques ne se sont pas posées un problème qu'elles eussent été incapables de résoudre.

Le christianisme naissant apporte aux femmes et aux esclaves un immense espoir d'affranchissement, bientôt déçu. Pour la foi nouvelle, les femmes affrontent en foule le martyre.

Mais lorsque le christianisme, de religion des pauvres et des opprimés, devint religion d'Etat, il abassa la femme. Saint Paul n'avait-il pas dit : « L'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme » ?

Les docteurs et les Pères de l'Eglise la traitent en ennemie, voient en elle la tentatrice éternelle, l'invite à la fornication, le piège du malin... « Femme, s'écrie Tertullien, tu es la porte du diable... Tu devrais toujours t'en aller vêtue de deuil et de haillons ! » Saint Jean Chrysostome la fustige : « Parmi toutes les bêtes sauvages, il ne s'en trouve pas de plus nuisible que la femme. » La subordination de la femme à l'homme est le principe constant du droit canon, « La femme, écrit Saint Thomas d'Aquin, est destinée à vivre sous l'emprise de l'homme et n'a de son chef aucune autorité. » Le célibat imposé aux prêtres renforce le discrédit jeté sur les rapports naturels entre les sexes, souligne, malgré le culte rendu à la Vierge, le caractère dangereux et suspect de la femme. La répulsion de la femme, la haine du péché de la chair inciteront plus tard le pape Pie IX à proclamer, en 1854, le dogme de l'Immaculée Conception. Le mariage est incompatible avec la perfection chrétienne. Que représente-t-il ? « L'union des âmes ». L'Eglise en bannit l'attirance physique. L'amour n'a pas de place dans le plus grave, le plus solennel et le plus intime de tous les pactes conclus entre deux êtres humains. Mais la prostitution est acceptée comme un mal nécessaire. « Les prostituées, lit-on dans la *Somme* de Saint Thomas, sont dans une cité ce qu'est le cloaque dans un palais : supprimez le cloaque, le palais deviendra un lieu malpropre et infect. »

Au moyen âge, la femme est considérée comme la propriété de l'homme. Incorporée au fief, elle dépend du suzerain : celui-ci, en lui choisissant un époux, dispose de la femme et du domaine. Le chevalier peut maltraiter son épouse, la frapper, la « châtier raisonnablement », la donner, la léguer par testament, la répudier et, jusqu'au XIII^e siècle, la vendre. Mariée, elle est astreinte à une fidélité

unilatérale : le mari, quand il s'absente, la verrouille dans une ceinture de chasteté. Veuve, elle doit accepter un nouveau maître. Dès l'âge de sept ans, l'enfant du sexe mâle échappe à l'autorité maternelle ; si son père meurt, il peut se déclarer majeur et devenir tuteur de sa propre mère.

Ainsi vit la femme au sein de la classe dominante. Quant à la femme du serf, soumise au *jus primae noctis*, c'est une bête de somme, misérable, ignorante, écrasée par la société féodale.

Dans la barbarie de l'époque fleurissent les îlots de l'amour courtois. De nobles dames, férues de littérature et de beauté, attirent auprès d'elles des poètes, opposent à la brutalité conjugale les douceurs du bien dire et les inclinations du cœur, rendent sur les questions de galanterie des arrêts motivés, dans des tribunaux appelés cours d'amour.

L'amour, dans le sens moderne du mot, ne se produit dans l'antiquité qu'en dehors de la société officielle... Le point même où l'antiquité s'est arrêtée dans ses tendances à l'amour sexuel est celui d'où le moyen âge repart : l'adultère. (Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*)

La Renaissance ne modifie pas la condition juridique de la femme, mais apporte des changements considérables dans les mœurs.

Les aspirations nouvelles, l'esprit de recherche et de libre examen, les inventions et les découvertes, la poussée individualiste, l'humanisme contrebattent les coutumes féodales et la scolastique. La femme acquiert une certaine indépendance, prend part à la vie intellectuelle, trouve des défenseurs. Erasme dénonce la tyrannie des hommes « qui traitent les femmes comme des jouets, font d'elles leurs blanchisseuses et leurs cuisinières ». Souveraines et condottières, poètes et musiciennes, savantes, lettrées, courtisanes s'affranchissent de la morale courante : mais ce sont là des cas isolés.

Tandis que la bourgeoisie ascendante, aux XVII^e et XVIII^e siècles, prône l'austérité, les vertus familiales, l'effacement de la femme, à la Cour et dans les salons, le beau sexe triomphe. N'ambitionnant que la gloire de paraître et les succès mondains, brillante, superficielle, frivole, réduite à l'habileté, à l'intrigue, aux aventures amoureuses, la femme de la classe dominante se corrompt dans l'oisiveté, la jouissance, le mépris de la maternité, la misère morale.

Au moyen âge, sous l'ancien régime, la femme du peuple doit se contenter d'un salaire extrêmement bas. Les corporations s'opposent au travail féminin, s'efforcent de supprimer une concurrence dangereuse, qu'elles jugent déloyale. Certaines d'entre elles obligent les femmes à adhérer, tout en leur interdisant l'accès à la maîtrise. D'autres leur ferment les portes, en alléguant le caractère trop pénible de leurs tâches. Il en résulte que les femmes, exclues des corporations, sont soumises aux dures conditions et aux bas salaires du travail à domicile. La révolution industrielle du XVIII^e siècle fait entrer dans la production un nombre croissant de femmes ; mais, en même temps, les nouvelles machines suppriment les travaux à la main, qui leur étaient réservés, tels le filage et le tissage, rendent la concurrence plus âpre et le chômage plus fréquent, abaissent le prix de la main-d'œuvre féminine.

La Révolution française abolit en 1790 le droit d'aînesse. Elle autorise en 1792 le divorce. Mais elle se refuse à suivre Condorcet qui avait demandé, en 1789, les droits civiques pour la femme.

Les femmes du peuple avaient pourtant joué un rôle décisif au cours des grandes journées où se décida le sort de la Révolution. Ce furent les ouvrières des faubourgs, les marchandes des Halles, qui, les 5 et 6 octobre 1789, forcèrent les portes de l'Hôtel de Ville en réclamant du pain, puis marchèrent sur Versailles, au nombre de 8.000, avec Théroigne de Méricourt, l'Amazone de la Liberté : elles ramenèrent aux Tuileries « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ». Aussi peut-on dire, avec Michelet, que si les hommes ont pris la Bastille, les femmes se sont emparé de la royauté.

Lorsque paraît la Déclaration des Droits de l'Homme, Olympe de Gouges, l'une des fondatrices du mouvement féministe, publie une Déclaration des Droits de la Femme :

La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits... Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation, qui n'est que la réunion de la femme et de l'homme... Toutes les citoyennes et tous les citoyens, égaux devant la loi, doivent être également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents... La femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune... Femmes, réveillez-vous !

Mais les dirigeantes des premières organisations de femmes — Olympe de Gouges, Rose Lacombe — périrent sous le couperet de la guillotine, et la Convention décida de dissoudre et d'interdire toutes les associations féminines.

Tandis que la suppression des entraves féodales permet au capitalisme d'exploiter la main-d'œuvre « libre » et d'abaisser les salaires en recourant au travail des femmes et des enfants, l'Etat bourgeois fixe le statut de la famille, pilier du régime.

Le Code civil de Napoléon met la femme mariée en tutelle. Il s'inspire du droit romain et de l'ancien droit français (Pothier affirmait que la prépondérance du mari et la sujétion de la femme sont « de droit naturel »). Napoléon estime que la femme est la propriété de l'homme à qui elle donne des enfants, comme un poirier donne à son propriétaire des poires. Devant le Conseil d'Etat il déclare : « La nature a fait de nos femmes nos esclaves. Le mari a le droit de dire à sa femme : Madame, vous ne sortirez pas ! Madame, vous n'irez pas à la Comédie ! Madame, vous ne verrez pas telle ou telle personne ! c'est-à-dire : Madame, vous m'appartenez corps et âme ! »

La puissance maritale s'exerce sur la personne de l'épouse et sur ses biens. « Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari » (art. 213 du Code civil). L'incapacité de la femme mariée s'exprime par l'interdiction de tester, d'hériter, de placer de l'argent, d'acheter, de vendre, de voyager, de prendre un métier ou un négoce sans autorisation maritale. L'adultère de la femme peut entraîner une peine de réclusion. Les femmes sont exclues des droits politiques. Un grand nombre de fonctions et de carrières leur sont fermées. La recherche de la paternité demeure interdite. La fille-mère et l'enfant naturel sont mis au ban de la société.

Le capitalisme du XIX^e siècle s'est développé sur les assises de la famille, telle que l'a consacrée le Code de 1804. Le père gagne et autorise ; la femme assure la lignée ; le fils hérite et succède ; la fille s'allie ; la virginité fait partie de son capital et garantit sa fidélité ultérieure. La maternité en dehors du mariage est une tare, presque un délit.

Cellule exclusive et antisociale, vouée essentiellement à la garde et à la transmission du patrimoine, la famille bourgeoise est caractérisée par l'égoïsme, le mensonge, l'hypocrisie, la guerre contre les autres familles à l'extérieur, la limitation des naissances au sein d'elle-même. Balzac n'a pas seulement, avec la perspicacité du génie, décrit ses vices, il en a prévu les conséquences sociales.

Aujourd'hui, les familles riches sont entre le danger de ruiner leurs enfants si elles en ont trop, ou celui de s'éteindre en s'en tenant à un ou deux ; un singulier effet du Code civil, auquel Napoléon n'a pas songé. (Balzac : *la Fausse Maîtresse*.)

Pour la bourgeoisie, la femme est le hochet, le bien de l'homme.

La destinée de la femme et sa seule gloire sont de faire battre le cœur des hommes... La femme est une propriété que l'on acquiert par contrat ; elle est mobilière, car la possession vaut titre ; enfin la femme n'est à proprement parler qu'une annexe de l'homme. (Balzac : *la Physiologie du mariage*.)

Molière avait, au nom du bon sens, raillé les *Précieuses ridicules* et les *Femmes savantes*, dépourvues des vertus solides et des connaissances pratiques, propres à la classe montante. Il s'était moqué du bourgeois enrichi et vaniteux, entiché des rubans et des plumes du gentilhomme. Il considérait comme mérités les malheurs de George Dandin : un bourgeois doit demeurer fidèle aux siens !

Balzac, sous la Monarchie de Juillet, assiste à l'avènement de la société bourgeoise, au triomphe des banquiers, au règne de l'argent qui domine tout, procure tout — plaisirs, puissance, particules. Le mariage, cet acte par lequel la femme et l'homme disposent d'eux-mêmes, est devenu un marché ; et comme une union d'où l'amour est absent risque de conduire la femme à l'adultère, le mari l'astreindra aux travaux du ménage, la surveillera, la bridera, s'opposera au développement de sa personnalité.

Le mariage ne saurait avoir pour base la passion, ni même l'amour... Le viatique du mariage est dans ces mots : résignation et dévouement. (Balzac : *Mémoires de deux jeunes mariées*.)

Qu'a fait la bourgeoisie de ses anciennes vertus ? Elle ne reconnaît plus qu'un mérite : être riche ! Le mariage est « un moyen de fortune ». La noblesse ruinée du faubourg Saint-Germain se rue « à la chasse des héritières », afin de redorer ses couronnes de comte ou de marquis ; le bourgeois cossu, ébloui par les blasons de la classe qu'il vient d'abattre, achète à sa fille un mari titré. Les héros de

Balzac, arrivistes effrénés — Marsay, Rastignac, Rubempré, Maxime de Trailles — se font entretenir par les femmes. Dans la médiocrité des petites villes de province, des jeunes gens sans situation se désespèrent : « Ah ! si quelque femme riche voulait de moi... »

Que valent l'intelligence, la beauté, les qualités morales ? Place au sac d'écus ! A travers l'exploitation éhontée, le vol légal, la tyrannie des riches, la corruption des mœurs, le déchaînement des ambitions sans scrupules, la vénalité générale, se perpétuent les vieilles injustices et, parmi elles, la plus vieille de toutes : l'assujettissement de la femme.

Une déception profonde avait suivi la naissance de la société nouvelle que les philosophes du siècle des lumières espéraient asseoir sur la raison. Ce désenchantement s'exprima dans la littérature par le romantisme et, dans la pensée sociale, par ce qu'on a appelé plus tard le socialisme utopique.

Saint-Simon et Fourier en France, Owen en Angleterre, reprennent et approfondissent les critiques des matérialistes du siècle précédent. Ils condamnent cette société chaotique, aveugle et féroce, où la domination d'une classe s'est substituée à celle d'une autre, où le capitalisme progresse à travers les antagonismes sociaux et l'anarchie de la production, où grandit la misère du peuple, où chacun lutte contre tous, où persiste l'antique esclavage de la femme.

Diderot avait plaint les femmes : « La cruauté des lois civiles se réunit contre les femmes à la cruauté de la nature. » Helvétius, d'Alembert, qui attribuaient leur infériorité à l'éducation et aux lois, les avaient considérées comme les égales de l'homme. Le socialisme utopique recueille cet héritage des Encyclopédistes. Il s'élève contre le sort réservé à la femme par la société bourgeoise, et propose ses solutions.

Pour Saint-Simon, l'égalité de l'homme et de la femme était un principe simplement politique. Après sa mort (1825), son disciple Olinde Rodrigues l'élargit, lui donne un contenu nouveau, en invoquant le mot que le maître aurait prononcé au cours d'un de ses entretiens suprêmes : « L'homme et la femme, voilà l'individu social. » Un autre disciple de Saint-Simon, Prosper Enfantin, en fait le nœud central de la doctrine : il s'intitula le « Saint Jean de la Femme », et motiva par là sa dignité de second révélateur. La femme devint l'obsession collective des saint-simoniens, qui voulurent fonder « le règne de la paix et de l'amour » sur la réhabilitation de la chair.

Le christianisme, déclare Enfantin, condamne la chair et frappe dans la femme l'incarnation du péché. La chasteté, le célibat, la morale ascétique, l'indissolubilité du mariage, tous ces principes religieux qui contribuent à asservir la femme, ne répondent pas à la nature humaine. La matière ayant été créée par Dieu, comme l'esprit, ses manifestations sont, pour Enfantin, également saintes. Il faut légitimer les jouissances sensuelles, mettre fin à l'antique anathème, relever les « anges rebelles » que l'Eglise foudroie depuis dix-huit siècles. Ce sera l'œuvre de l'Eglise nouvelle, nourrie des principes du saint-simonisme.

Enfantin divise les individus de chaque sexe en mobiles et immobiles, les uns éprouvant des affections vives et passagères, un besoin de changement, de variété, de multiplicité, les autres voués aux liaisons profondes et durables. Les mariages temporaires et successifs, découlant d'engouements éphémères, sont donc aussi normaux que les mariages définitifs, fondés sur un amour à l'abri des atteintes du temps. Que leurs rapports se fondent sur l'instabilité ou sur la constance, les deux sexes auront désormais des droits égaux.

Le saint-simonisme ne s'appuyait pas sur une analyse des classes ; il considérait la femme, non dans sa fonction sociale, mais dans sa fonction sexuelle, et comme le symbole même de l'œuvre de chair qu'il exalte. Il voulait rénover la société par une doctrine mystique et sensuelle, la révélation d'une nouvelle morale, incarnée et prêchée par le « couple-prêtre », chargé d'harmoniser les rapports sociaux.

Le Père Enfantin installa son phalanstère en avril 1832 à Ménilmontant. Appelé quelques mois plus tard à comparaître en cour d'assises, il fut condamné à un an de prison pour outrages à la morale publique. Tandis qu'il purgeait sa peine à Sainte-Pélagie, quelques-uns de ses disciples s'embarquaient pour l'Orient, à la recherche de la Femme-Messie, guide et sauveur de l'humanité. Les « Compagnons de la Femme » se heurtèrent à l'incompréhension du sultan de Turquie ; ils poursuivirent leur croisade en Egypte, où les rejoignit, après sa libération, le Père Enfantin, avec une petite cohorte de fidèles. Sur la terre des Pharaons, où Enfantin songeait au percement de l'isthme de Suez et au barrage du Nil,

l'extravagante odyssée de la Famille saint-simonienne aboutit à des déceptions sans nombre, à la défection des uns, à la ruine et la mort des autres.

Fourier, avec une fougue mordante, une vive imagination, un sens élevé de la justice, réclame l'émancipation de la femme, l'égalité juridique des deux sexes, la liberté des passions. Les philosophes ont méconnu « les droits du sexe faible, dont l'oppression détruit la justice dans sa base ». Les nations les meilleures sont celles qui accordent aux femmes le plus de liberté : c'est là le véritable critérium du progrès social.

Les progrès sociaux et les changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté, et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes... L'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous progrès sociaux. (Fourier : *Théorie des quatre mouvements*, p. 195.)

Les femmes se montrent aussi aptes que les hommes à tous les travaux. Quand elles peuvent déployer leurs capacités naturelles, elles égalent et surpassent les hommes.

L'Harmonie ne commettra pas comme nous la sottise d'exclure les femmes de la médecine et de l'enseignement, pour les réduire à la couture et au pot. Elle saura que la nature distribue aux deux sexes, par égale portion, l'aptitude aux sciences et aux arts... Ainsi les philosophes qui veulent tyranniquement exclure un sexe de quelque emploi sont comparables à ces méchants colons des Antilles qui, après avoir abruti par les supplices leurs nègres déjà abrutis par l'éducation barbare, prétendent que ces nègres ne sont pas au niveau de l'espèce humaine. L'opinion des philosophes sur les femmes est aussi juste que celle des colons sur les nègres. (Fourier : *le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, p. 235.)

Dans sa critique de la « civilisation » — cinquième période de l'évolution humaine — Fourier s'élève contre le commerce et le mariage, qui font régner le mensonge et la déloyauté, le premier dans les relations économiques, le second dans les relations sexuelles. Le mariage, fondé sur des « spéculations cupides », développe « l'égoïsme, essence du lien conjugal ». Avant sa célébration, il dégrade la femme : la jeune fille doit s'avilir en s'offrant comme une marchandise. Il lui faut à tout prix trouver preneur. On trafique d'elle sous le couvert de la loi.

La jeune fille n'est-elle pas une marchandise exposée en vente à qui veut en négocier l'acquisition et la propriété exclusive ? Le consentement qu'elle donne au lien conjugal n'est-il pas dérisoire et forcé par la tyrannie des préjugés qui l'obsèdent dès son enfance ? (Fourier : *Théorie des quatre mouvements*, p. 192.)

L'homme, lui aussi, poursuit dans le mariage son intérêt, de sorte que le mari et la femme se vendent : « en négoce conjugal deux prostitutions valent une vertu ». L'attraction passionnelle, pense Fourier, est un aspect de la grande loi d'attraction qui régit l'univers. Or, « l'odieux ménage » réduit la femme à la servitude, stérilise ses facultés, contredit la liberté des passions.

A la vie de famille, qui isole le couple, le condamne à l'ennui et au mensonge, le rive à une même chaîne, Fourier oppose la communauté du phalanstère. Les femmes, délivrées des soins domestiques et de la surveillance des enfants, s'adonneront à tous les travaux comme les hommes. Elles jouiront comme eux de tous les droits. Par leurs activités quotidiennes, elles pourront satisfaire la « papillonne », ce besoin impérieux de variété ressenti par chaque être humain.

Les groupes d'amour s'organiseront au phalanstère comme les groupes de travail, selon leur tempérament ou leurs goûts. Cette révolution dans les mœurs sexuelles libérera, dès la troisième génération d'Harmonie, l'amour de toutes les contraintes imposées par la « civilisation ».

Les utopistes se sont émus du sort fait à la femme. Mais ils ont confondu son affranchissement avec la licence sexuelle. Faut-il les accabler ? Ulcérés par les iniquités sociales, impatients d'un avenir meilleur dont ils ne distinguent ni les promesses ni les éléments dans la réalité, ils secouent sur le monde leur hotte aux miracles. L'émancipation de la femme, ils ne la voient pas sortir de l'évolution historique, ils la découvrent dans la liberté des passions. Leur idéologie reflète ce stade du capitalisme où l'imagination essaie de suppléer par ses trouvailles au manque de maturité des conditions objectives. Le prolétariat en formation se cherche, tâtonne, passe des mouvements spontanés aux révoltes sporadiques, il ne sait pas encore ni ce qu'il est ni où il va, il ne lutte pas de façon organisée contre la bourgeoisie... Les utopistes ne discernent pas le nouveau dans l'ancien, ils ne s'appuient pas sur les forces qui montent : leur générosité impuissante n'a enfanté que des paradis chimériques...

Une femme veut émanciper les femmes : elle se tournera vers le prolétariat. Dans l'*Union Ouvrière* (1843), Flora Tristan demande aux ouvriers de faire triompher le principe d'égalité de l'homme et de la femme.

Tout en réclamant pour vous la justice, prouvez que vous êtes justes, équitables ; proclamez, vous, les hommes forts, les hommes aux bras nus, que vous reconnaissez la femme pour votre égale...

A la Déclaration des Droits de l'Homme doit correspondre la Déclaration des Droits de la Femme. Alors, « l'unité humaine sera constituée ».

Mais cette idée de rattacher la cause de la femme à la cause des ouvriers n'est, dans l'esprit de la « paria », qu'une affirmation abstraite, noyée dans des aspirations fouriéristes et des rêves romantiques. Flora Tristan croit à la rédemption du peuple par la femme et à la régénération de la société par l'amour.

En vérité, je vous le dis encore, vous ne serez libres qu'autant que vous saurez aimer, et comment le saurez-vous, si vous ne voulez rien apprendre de la femme ?

La foi dans la puissance de la passion lui inspire des appels fervents et désespérés.

Femmes, mes sœurs, ne restez plus oisives dans le combat qui se prépare, car ce sera le plus aimant qui vaincra !... Mes sœurs, ne soyez plus des esclaves dont on vend la chair et dont on étouffe le cœur. Faites comme moi plutôt, protestez et mourez... (Abbé Constant : *l'Emancipation de la femme ou le testament de la paria.*)

Avec Marx et Engels, la question féminine quitte le monde des chimères et des effusions généreuses. Ils n'imaginent pas des couvents d'amour ou des cités idéales, ils ne croient pas à la vertu des exhortations pathétiques. L'harmonie de la famille, le libre épanouissement de la femme, le bonheur de l'enfant sont impossibles dans le cadre de la société bourgeoise.

Les créateurs du socialisme scientifique savent que les hommes, les femmes auront de dures batailles à livrer, à gagner, avant de réaliser une humanité affranchie, réconciliée avec elle-même, puisant sa force dans sa totalité enfin conquise. Le problème de la femme ne peut être séparé de l'ensemble des problèmes sociaux. Marx et Engels l'ont résolu en le liant à la lutte des classes et à la transformation, révolutionnaire du monde.

II. MARX ET ENGELS

Quand Marx, âgé de 24 ans, expose pour la première fois dans la *Gazette Rhénane*, en 1842, ses idées sur la femme et le mariage, il n'a pas terminé l'évolution qui devait l'amener, deux ans plus tard, au communisme. Parti de Hegel, il s'éloigne déjà des jeunes hégéliens. Ceux-ci viennent de former à Berlin le groupe des « Affranchis », avec Max Stirner et quelques libertins, dont l'extrémisme verbal se satisfait d'une vie de bohème. Marx, lancé dans la bataille contre la réaction prussienne et fiancé à Jenny von Westphalen, qu'il épousera en juin 1843, ne peut que condamner la phraséologie et les mœurs dissolues des « Affranchis ».

Dans les deux articles de la *Gazette Rhénane* où il aborde le sujet de la famille, Marx se prononce, dans l'un, pour la monogamie, dans l'autre, pour la liberté du divorce.

Le premier article de Marx, daté du 9 août 1842, est consacré à un manifeste publié par l'école historique du droit. Marx tourne en dérision cette école « qui explique l'infamie d'aujourd'hui par l'infamie d'hier », et dont le fondateur, Hugo, « nous ordonne de nous soumettre à tout ce qui existe, pour la seule raison que cela existe ». Hugo, cependant, critique le mariage, institution qui, selon lui, n'a « rien de raisonnable » : il résout la question de la polygamie ou de la monogamie par une simple référence à la nature animale de l'homme. Marx raille « l'impudence frivole » de l'honorable professeur.

La sanctification du désir sexuel par son caractère exceptionnel, son enchaînement par des normes légales, sa *beauté morale* qui transforme l'instinct de la nature en une union spirituelle, l'essence *spirituelle* du mariage, tout cela inspire à M. Hugo de grandes inquiétudes. (Marx, *Marx-Engels Gesamtausgabe*, t. I, p. 256. Edition de l'Institut Marx-Engels.)

Le second article du 15 novembre 1842 critique le projet de loi prussien sur le divorce. Marx rejette le point de vue de Hegel, qui proclamait l'indissolubilité du mariage en soi, en tant que concept. Or, le mariage n'est pas un concept, c'est un fait social. Un mariage sans amour, un mariage qui ne représente qu'une façade derrière laquelle ne subsiste plus rien, ne saurait être maintenu. Le divorce sera la constatation juridique de sa dissolution réelle.

Fixé à Paris en novembre 1843, quelques mois après l'interdiction de la *Gazette Rhénane*, Marx prépare deux études pour les *Annales franco-allemandes*, dont l'unique numéro paraît en mars 1844. Puis il rédige ses *Manuscrits économiques et philosophiques* : on y trouve une page remarquable sur le communisme et les relations de l'homme et de la femme.

Marx traite dialectiquement du double rapport entre la propriété privée et le communisme, d'une part, entre l'homme et la femme, de l'autre. L'influence persistante des idées saint-simoniennes et fouriéristes, les errements de certains milieux babouvistes (Babeuf n'avait jamais préconisé la communauté des femmes) poussent Marx à délimiter le communisme scientifique auquel il tend de « ce communisme encore tout à fait grossier et dépourvu de pensée », qui veut substituer au mariage bourgeois la communauté des femmes et nie la personnalité humaine.

Ce communisme — qui nie partout la *personnalité humaine* — n'est qu'une expression conséquente de la propriété privée, qui en est elle-même la négation. (Marx, *Marx-Engels Gesamtausgabe*, t. III, p. 112.)

Les rapports de l'homme et de la femme, dit Marx, marquent le degré du développement social. La communauté des femmes est l'expression d'un communisme inculte (Le communisme utopique de Thomas Morus s'était prononcé pour la communauté des biens, mais non des femmes (*Utopie*, 1518).), animé par le seul désir de nivellement, et qui se retourne contre la propriété privée pour assouvir son appétit de possession.

La propriété privée nous a rendus si stupides et si bornés qu'un objet n'est *nôtre* que lorsque nous le possédons, c'est-à-dire lorsqu'il existe pour nous comme capital, lorsque nous l'avons en possession immédiate, que nous le mangeons, le buvons, le portons sur notre corps, vivons dans lui, etc..., lorsque, en un mot, nous le consommons... C'est pourquoi la place de *tous* les sentiments physiques et moraux fut occupée par la simple aliénation de *tous* ces sentiments, par le sentiment de la *possession*. L'essence humaine devait tomber dans cette pauvreté absolue pour pouvoir faire naître d'elle-même sa richesse intérieure. (Marx, *Marx-Engels Gesamtausgabe*, t. III, p. 118.)

Ceux qui réclament la communauté des femmes assimilent l'instinct sexuel aux autres besoins naturels. La faim se satisfait par des aliments. Mais l'aliment de l'instinct sexuel est un être humain, qui agit, qui pense, qui souffre. Peut-on admettre qu'un être humain devienne un objet d'exploitation ou d'humiliation, à seule fin de satisfaire les besoins ou les caprices d'autrui ?

Dans la *Sainte Famille* (1845), Marx exécute une dernière fois la philosophie idéaliste des jeunes hégéliens, dont les grands mots ne servent qu'à masquer la soumission à l'ordre existant. L'un d'eux, Szeliga, avait porté aux nues les *Mystères de Paris*. Marx compare les « idées » que professe Rodolphe, le héros d'Eugène Sue, aux « fantaisies » de Fourier. Le romancier, gonflé de prétentions socialisantes et de philanthropie vulgaire, est loin « de considérer la condition générale de la femme dans la société moderne comme inhumaine ». Ses prêches et ses bavardages hypocrites ne font que dissimuler l'injustice, l'égoïsme, la dureté de la classe dominante : Marx leur oppose les critiques adressées par l'utopiste Fourier à la famille bourgeoise et la « caractéristique magistrale » que ce dernier donne du mariage. (Marx, *Marx-Engels Gesamtausgabe*, t. III, p. 375.)

Tandis que Marx, par les chemins de la philosophie, aboutissait au communisme, Engels y venait par l'observation sociale et l'économie politique. Quand ils se rencontrèrent à Paris, en août 1844, ils constatèrent la concordance admirable de leurs idées.

Depuis 1842, Engels travaillait à Manchester dans la filature dont son père était co-proprétaire. Ayant observé de près la vie des masses laborieuses et les rouages du système capitaliste, il avait abouti à des conclusions précises. Le chômage crée une armée de réserve industrielle, qui permet au patronat de maintenir de bas salaires. Des crises périodiques, dues à l'engorgement du marché, dévastent l'économie anglaise, sèment faillites et ruines. Face aux capitalistes, se dresse un prolétariat de plus en plus nombreux, qui n'a d'autre issue à sa détresse que le socialisme.

La Situation de la classe laborieuse en Angleterre décrit les conditions économiques et sociales nées du développement de l'industrie : misère des ouvriers, alcoolisme, débauche, dissolution de la famille, dégradation physique et morale.

Quand on met les gens dans une situation qui ne peut convenir qu'à la bête, il ne leur reste qu'à se révolter ou à succomber à la bestialité... La bourgeoisie a vraiment moins que personne le droit de reprocher à la classe ouvrière sa brutalité sexuelle. (Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 126.)

Si, après cent ans de luttes et de conquêtes ouvrières, le prolétariat des pays capitalistes ne connaît plus l'exploitation effroyable dont parle Engels, il n'en demeure pas moins que la société capitaliste s'est développée grâce à cette exploitation. Certaines couches du prolétariat, et les peuples coloniaux, ne subissent-ils pas encore un traitement analogue ? Le livre d'Engels n'est pas seulement un des premiers documents du matérialisme historique, il garde son actualité et sa force. Il remonte aux causes profondes de la misère, du vice, de la prostitution. La femme avilie et asservie, l'enfant sacrifié et martyrisé, l'ouvrier famélique et déguenillé, s'y dressent en accusateurs de la classe qui les écrase, et dont Engels annonce la fin inévitable.

En France, Engels aurait pu dénoncer la même exploitation, les mêmes abus. Les témoignages des chroniqueurs de l'époque, du docteur Guépin, de Villermé, concordent dans leur tragique évocation de la détresse ouvrière. (Villermé : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de soie, coton et laine*. Paris, 1840.)

Les femmes et les enfants sont les victimes désignées du capitalisme. Les patrons des filatures et des tissages préfèrent les femmes aux hommes, car, disent-ils, « elles font du meilleur travail et moins payé ». A Lyon, en 1831, les ouvrières de la soie travaillent en été de trois heures du matin jusqu'à la nuit, l'hiver de cinq heures du matin jusqu'à onze heures du soir, soit dix-sept heures par jour dans des ateliers humides et obscurs.

La moitié de ces jeunes filles deviennent poitrinaires avant la fin de leur apprentissage. Lorsqu'elles se plaignent, on les accuse de faire des grimaces. (Norbert Truquin : *Mémoires et aventures d'un prolétaire*, p. 212 Paris, 1888.)

Les enfants mis au travail dès six ans, pendant seize à dix-sept heures par jour sans changer de place, endurent un véritable martyre.

(A Lyon), des enfants très jeunes sont placés au rouet destiné à faire les canettes ; là, constamment courbés, sans mouvements, sans pouvoir respirer un air pur et libre, ils contractent des irritations qui deviennent par la suite des maladies scrofuleuses ; leurs faibles membres se contournent, et leur épine dorsale se dévie ; ils s'étiolent, et, dès leurs premières années, sont ce qu'ils devront être souvent toujours, débiles et valétudinaires. D'autres enfants sont occupés à tourner des roues qui mettent en mouvement de longues mécaniques à dévider ; la nutrition des bras s'accroît aux dépens de celle des jambes, et ces petits malheureux ont souvent les membres inférieurs déformés. (J.-B. Monfalcon : *Histoire des insurrections de Lyon*, p. 30. Paris 1884.)

Lafargue cite les déclarations d'un industriel du Nord qui, en 1857, se vantait d'avoir appris à chanter aux enfants en travaillant : « Cela les distrait et leur fait accepter avec courage ces douze heures de travail qui sont nécessaires pour leur procurer des moyens d'existence. » (Paul Lafargue : *Le Droit à la Paresse*. Lafargue ajoute : « Les matérialistes regretteront toujours qu'il n'y ait pas un enfer pour y clouer ces chrétiens, ces philanthropes, bourreaux de l'enfance ! »)

Victor Hugo, dans les *Châtiments*, évoque les caves de Lille, les désespoirs et les douleurs qu'elles abritent.

*Là, frissonnent, plus bas que les égouts des rues,
Familles de la vie et du jour disparues,
Des groupes grelottants ;
Là, quand j'entrai, farouche, aux méduses pareille,
Une petite fille à figure de vieille
Me dit : J'ai dix-huit ans !*

*Là, n'ayant pas de lit, la mère malheureuse
Met ses petits enfants dans un trou qu'elle creuse,
Tremblants comme l'oiseau ;
Hélas ! ces innocents aux regards de colombe
Trouvent en arrivant sur la terre une tombe,
En place d'un berceau !*

Voilà le régime que combattent Marx et Engels. De tous les exploités qu'ils défendent, les plus exploités sont la femme et l'enfant.

Expulsé de Paris en janvier 1845, Marx se rend à Bruxelles. Il y rédige aussitôt ses thèses sur Feuerbach. Liquidant et dépassant l'idéalisme de Hegel et l'humanisme de Feuerbach, il déclare que « le nouveau matérialisme » considère, non plus l'individu, mais la société. « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; or, il s'agit de le transformer ».

Marx et Engels exposent leur conception du matérialisme historique dans un ouvrage qui ne parut pas alors, et que l'Institut Marx-Engels-Lénine publia intégralement sous le titre : *l'Idéologie allemande*. Passant au crible de sa critique l'héritage laissé par l'hégélianisme, Marx dénonce le socialisme sentimental des « philosophes, demi-philosophes et beaux esprits allemands ». Max Stirner, l'un des « Affranchis », l'auteur de *l'Unique et sa propriété*, s'était insurgé contre les institutions établies, la famille et le mariage : sa révolte stérile exprime seulement l'exaspération du petit bourgeois qui veut renverser, non pas le régime social, mais les barrières qui gênent son égoïsme.

Le *Manifeste du Parti Communiste*, écrit sur la demande de la *Ligue des Communistes*, paraît en février 1848, à la veille de la Révolution. Son influence, assez faible sur les événements immédiats, ne cessera de grandir. Grâce au *Manifeste*, le prolétariat cristallisera ses aspirations confuses, s'armera idéologiquement, prendra conscience de sa force et de son rôle historique. Ces pages fulgurantes, chef-d'œuvre de profondeur et de concision, expliquent le passé, éclairent le présent, dévoilent l'avenir,

Engels avait, au préalable, écrit un projet de catéchisme communiste, sous la forme de 25 questions suivies de 25 réponses. La 21^e question concernait la famille. « L'organisation communiste, explique Engels, loin d'introduire la communauté des femmes, la supprimera, au contraire ».

C'est dans le *Manifeste* que la critique marxiste du mariage bourgeois trouve son expression la plus aiguë. (Marx-Engels : *Manifeste du Parti communiste*.) Seule une société communiste libérera la femme, supprimera toute prostitution officielle et non officielle.

Lorsque la réaction l'emporte sur le continent, Marx, qui a pris, avec Engels, une part active à la révolution de 1848 en Allemagne, se fixe à Londres. Durant la période d'accalmie sociale qu'il prévoit, il poursuivra ses travaux scientifiques.

Dans le *Capital*, son œuvre maîtresse, Marx démonte le mécanisme de l'économie capitaliste. Il flétrit les crimes de la classe possédante qui ramasse ses plus beaux profits dans le sang des femmes et des enfants. Il souligne en même temps le côté progressif de cette entrée en masse des femmes dans les usines. En désagrégeant l'ancienne famille, en arrachant la femme et l'enfant à l'autorité du mari et du père, la grande industrie travaille à l'apparition d'une famille nouvelle, où la femme cessera d'être une esclave. Car Marx apporte aux femmes l'annonce de leur libération inéluctable, impliquée par celle du prolétariat.

Marx part du monde réel et du mouvement dialectique de l'histoire. La contradiction du travail collectif dans les usines et de l'appropriation individuelle entraîne la rébellion des forces productives contre la propriété capitaliste. Le régime de la libre entreprise et du profit engendre le prolétariat, aujourd'hui son ennemi, demain son fossoyeur — le prolétariat, composé d'hommes et de femmes qui ne peuvent s'émanciper sans émanciper en même temps toutes les couches de la société...

Participation à la production, affranchissement de l'exploitation capitaliste, tels sont les deux phases de l'émancipation féminine. Par l'abolition de la dictature du capital, le sort de la femme se trouvera réglé. La victoire de l'ouvrière débarrassera toutes les femmes de leurs entraves, mettra fin à leur infériorité

juridique, politique, économique : car les tutelles, les sujétions, les servitudes domestiques imposées au sexe féminin par la société bourgeoise ne disparaîtront qu'avec elle.

Marx abordait aussi le problème démographique. Malthus avait vu la cause de tous les maux dans la trop grande prolifération de l'espèce humaine. En vertu d'une loi naturelle, déclarait l'économiste anglais, la population croît suivant une progression géométrique, tandis que la production croît suivant une progression arithmétique. Ce n'est point par hasard que ces idées ont surgi en Angleterre, berceau du machinisme : les manufacturiers du Lancashire et les gros patrons de Londres devaient accueillir avec joie une théorie qui absolvait le capitalisme. Les exploités, convaincus du péché de trop procréer, n'étaient-ils pas les seuls artisans de leur misère ?

Bien que les chiffres, dans la première moitié du XIX^e siècle, parussent confirmer l'hypothèse de Malthus, Marx démontra que la croissance de la population dépendait des facteurs politiques, sociaux et économiques : il n'existe aucune fatalité dans ce domaine, mais seulement des cycles démographiques qui varient d'une époque à l'autre, selon le type de l'organisation sociale.

L'histoire a donné raison à Marx. On a assisté, au XX^e siècle, dans les pays les plus industrialisés, au phénomène inverse de la dénatalité. Que ce phénomène soit la conséquence d'un ordre social inhumain ou le résultat des coupes sombres effectuées par les guerres impérialistes, le capitalisme destructeur en porte la responsabilité. Comme chantait le Jean Misère d'Eugène Pottier :

*Malheur ! Ils nous font la leçon,
Ils prêchent l'ordre et la famille ;
Leur guerre a tué mon garçon,
Leur luxe a débauché ma fille !*

Il ne faut pas croire que les idées de Marx sur le rôle et l'avenir de la femme s'imposèrent aussitôt. Au sein de la classe ouvrière et de la I^{ère} Internationale, constituée en 1864, il eut à combattre l'influence néfaste des proudhoniens qui voulaient écarter la femme de la production. Leur maître Proudhon n'avait-il pas écrit :

L'homme et la femme ne vont pas de, compagnie. La différence de sexe élève entre eux une séparation de même nature que celle que la différence des races met entre les animaux. Aussi, loin d'applaudir à ce qu'on appelle aujourd'hui émancipation de la femme, inclinerais-je bien plutôt, s'il fallait en venir à cette extrémité, à mettre la femme en réclusion. (Proudhon : *Premier mémoire sur la propriété.*)

La femme, par nature et destination, n'est ni associée, ni citoyenne, ni fonctionnaire publique. (Proudhon : *Troisième mémoire sur la propriété.*)

L'infériorité physique, intellectuelle, morale de la femme a donc pour conséquence sa subordination à l'homme... Pas de place pour elle à l'atelier, ni dans les affaires publiques ! Qu'elle s'occupe uniquement de son ménage et de sa marmaille ! Cet idéal de petit propriétaire, tyranneau domestique et partisan de la parcelle familiale, rejoint très exactement les conceptions des idéologues réactionnaires comme de Bonald, qui écrivait : « Les femmes appartiennent à la famille et non à la société politique, et la nature les a faites pour les soins domestiques et non pour les fonctions publiques ».

Contre les proudhoniens, qui prétendent reléguer la femme au foyer, Marx fait triompher son point de vue au 1^{er} Congrès de l'Internationale à Genève (septembre 1866).

La publication du livre de Lewis H. Morgan, *Ancient Society* (Londres, 1877), attira à nouveau l'attention de Marx sur l'histoire de la famille. Il voulut y consacrer un ouvrage. La mort ne lui en laissa pas le temps. Ce fut Engels qui l'écrivit.

Les nouvelles recherches sur la préhistoire, les progrès des sciences qui s'y rapportent, ont infirmé en partie les thèses de Morgan. Celui-ci avait établi plusieurs stades dans l'évolution de la famille : mariages par groupes où des groupes entiers d'hommes et de femmes se possèdent réciproquement, groupes conjugaux séparés suivant les générations, exclusion progressive, d'abord des parents rapprochés, puis des parents plus ou moins éloignés... Ce système évolutionniste, qui allait dans le sens d'un rétrécissement continu, était d'une logique séduisante ; il ne satisfait plus entièrement les spécialistes, qui contestent le mariage par groupes. Si certaines conclusions de Morgan se trouvent

aujourd'hui dépassées, ses grandes lignes n'en demeurent pas moins exactes : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, qui s'appuie sur les travaux de Morgan, n'a rien perdu de sa valeur.

Engels montre que l'asservissement de la femme est lié à l'apparition de la propriété privée. Le patriarcat, qui a succédé au matriarcat pour des raisons économiques, assujettit la femme à l'homme. Le droit bourgeois n'a fait que confirmer la suprématie masculine. Mais le capitalisme, qui a besoin d'une main-d'œuvre abondante et à bon marché, embauche les femmes à l'usine. L'intégration des femmes dans la production leur permettra de s'émanciper.

On verra alors que l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique, et qu'à son tour cette condition exige la suppression de la famille individuelle comme unité économique de la société. (Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.)

La monogamie, dont « l'origine a peu de chose à voir avec l'amour », est pour Engels l'expression la plus haute des rapports sexuels. Provoquée par « la concentration de grandes richesses dans les mêmes mains », liée au développement de la propriété privée, ne disparaîtra-t-elle pas avec la révolution socialiste qui remettra aux mains de la collectivité la propriété des moyens de production ? Le soutenir, ce serait substituer au marxisme une interprétation mécanique des rapports entre l'économie et les superstructures idéologiques.

On pourrait répondre, non sans raison : elle disparaîtra si peu que c'est bien plutôt à partir de ce moment qu'elle sera pleinement réalisée. Car avec la transformation des moyens de production en propriété sociale disparaissent aussi le salariat, le prolétariat, et, par suite, la nécessité obligeant un certain nombre — calculable par la statistique — de femmes à se prostituer pour de l'argent. La prostitution disparaît, la monogamie, au lieu de périr, devient enfin une réalité — même pour les hommes. (Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.)

Ce qui disparaîtra dans la monogamie, ce sont tous les caractères que lui ont imprimés les rapports de production reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans une société où l'intérêt, l'égoïsme, la soif du lucre, auront cessé de jouer leur rôle primordial, l'amour véritable, l'inclination réciproque, conféreront à la famille et au mariage un caractère nouveau et une véritable dignité. Alors s'éteindront les prostitutions masculine et féminine : on verra s'établir dans les relations entre hommes et femmes, dont le mensonge et l'hypocrisie auront été exclus, une forme supérieure de monogamie, une monogamie réelle, épurée, terme et couronnement de l'amour.

Si l'on passe en revue les pages que les fondateurs du socialisme scientifique ont consacrées à la femme, à la famille, au mariage et à l'amour, des *Manuscrits économiques et philosophiques* de Marx (1844) à *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* d'Engels (1884), on s'aperçoit que, durant ces quarante ans, leur pensée s'est étoffée, enrichie, précisée, mais que, dès les oeuvres de jeunesse, elle possède une vigueur et une cohésion remarquables. On peut la résumer ainsi :

Tout au long de son histoire, l'homme se libère de l'animalité. Aux temps préhistoriques, il était le jouet et l'esclave des éléments. Peu à peu, un homme *social*, de plus en plus conscient, de plus en plus maître de la nature qu'il humanise, remplace l'homme *naturel*. Marx, dès 1844, recherche clans l'attitude de l'homme envers la femme « à quel point le comportement *naturel* de l'homme est devenu *humain* ».

L'humanisme marxiste est un combat mené par l'homme pour se développer et s'accomplir, combat contre les conditions naturelles et sociales d'existence qui lui sont imposées et qu'il s'agit pour lui de modifier.

L'amour, épanouissement de la personne humaine, est sous le coup d'une double menace, sociale et individuelle : les servitudes extérieures, qui découlent des rapports de production ; les sollicitations aveugles de l'instinct. Dans toutes les sociétés de classes qui se sont succédées, la femme a été opprimée et exploitée, l'amour écrasé, persécuté, proscrit. La réaction contre l'hypocrite morale bourgeoise s'exprime parfois par l'exaltation des appétits et des caprices sexuels. Le libertinage ne fait que refléter la corruption de la société bourgeoise. Incapable de se libérer des servitudes sociales, l'individu s'asservit à l'instinct.

Marx et Engels ont dénoncé la contrainte économique que le capitalisme fait peser sur les relations entre l'homme et la femme, et aussi la révolte anarchisante contre le mariage bourgeois. Cette révolte prend la forme d'une condamnation de la monogamie, d'un « communisme grossier » prônant la communauté des femmes, d'une licence généralisée qui, au nom de l'amour libre, aboutit à une « prostitution universelle ».

La véritable liberté de l'amour, la liberté du mariage, le bien-être de la famille sont conditionnés par la fin du régime capitaliste. Car la société bourgeoise, qui s'oppose à l'amour, est aussi l'ennemie des foyers (exploitation des femmes, taudis et manque de logements, absence d'aide, faible taux des allocations, misère, chômage, etc.).

La pleine liberté de conclure mariage ne pourra donc être réalisée de façon générale que lorsque la suppression de la production capitaliste et des conditions de propriété créées par elle aura écarté toutes les considérations économiques accessoires qui, aujourd'hui encore, exercent une si puissante influence sur le choix des époux. Alors il ne restera plus de motif autre que l'inclination réciproque. (Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*)

La révolution prolétarienne, qui supprime l'exploitation et les inégalités sociales, abolit l'antagonisme des sexes et l'assujettissement de la femme. Une chaîne millénaire se rompt : en se rompant, elle libère et rend à la dignité la moitié du genre humain. Dans sa maternité honorée et protégée, dans ses enfants assurés de leur avenir, dans le travail auquel dorénavant elle aura accès sur un pied d'égalité absolue avec l'homme, la femme puisera un sentiment de confiance et de fierté, elle affirmera son indépendance, elle développera sa personnalité.

Lorsque chaque individu pourra donner libre cours à ses aspirations les plus nobles, l'amour sexuel s'affranchira de la bestialité. Le couple humain se réconciliera et s'assortira dans la plénitude de l'amour réciproque et dans la compréhension mutuelle.

Face aux idéologies ouvertement rétrogrades ou faussement progressives, le marxisme indique à la femme la voie révolutionnaire, qui la conduit à son affranchissement.

Ici comme ailleurs, il affronte les préjugés et les routines, chez celles-là mêmes qu'il veut libérer. Trop de femmes, façonnées par une tradition de servitude, acceptent leur infériorité sociale. « Il me plaît d'être battue », disait la femme de Sganarelle, qui se vengeait d'ailleurs aussitôt de son mari...

Le marxisme, ennemi implacable de toute mystification, dénonce les prétendus chevaliers de la femme, les sirènes d'un romantisme anachronique, les bardes attardés de la femme-enfant, de la femme-Pythie, les augures qui la hissent sur un trépied, afin de la soustraire aux luttes libératrices du monde réel. (Michelet est le prototype de ces thuriféraires de la femme, qui la glorifient, mais la déclarent soumise aux fatalités de la nature, et impropre au travail. Pour ne pas ternir sa pureté, ils la bannissent de la vie sociale et condamnent à la servitude du ménage « l'ange du foyer ». Michelet, dans *L'Amour*, écrit : « Que peut-on sur la femme dans la société ? Rien. Dans la solitude ? Tout. ») Car la philosophie idéaliste exalte « l'éternel féminin » et l'assoit sur un trône de nuages, pour mieux éterniser l'esclavage de la femme sur la terre.

Que d'ennemis à combattre ! D'abord la réaction sous toutes ses formes, dans toutes ses incarnations...

Toujours, elle a voulu, elle a aggravé l'asservissement de la femme. De Bonald, Le Play, La Tour du Pin, précurseurs du paternalisme de Vichy, la courbent sur ses raccommodages, sa lessive, sa vaisselle, en font une réclusionnaire. Le positivisme d'Auguste Comte la cloître dans la famille. Proudhon ne l'imagine que « ménagère ou courtisane » — bête de somme ou bête de luxe. Le fascisme l'avilit, la place devant son pot-au-feu, exige qu'elle fournisse à l'Etat totalitaire des soldats, la réduit à la fonction d'organe reproducteur. Le III^e Reich a repris la formule de Guillaume II, qui définissait la femme par trois K : *Kirche, Küche, Kinder* (l'église, la cuisine, les enfants). Le racisme a créé, afin de préserver « la pureté de la race », des haras pour étalons aryens et reproductrices aryennes aux cheveux de lin. On voit à quel mépris et à quelle dégradation de la personne humaine aboutit, même pour l'élite privilégiée, la doctrine de haine et d'obscurantisme, prêchée par Hitler. Le marxisme dénonce les diverses idéologies qui se proposent, plus ou moins, d'émanciper la femme, mais s'en révèlent parfaitement incapables.

Le féminisme bourgeois, au XIX^e siècle, s'est réclamé de George Sand. Ses romans à thèse — *Indiana*, *Valentine*, *Lélia*, *Jacques* — prônent le droit de la femme à de multiples amours. George Sand s'élève contre l'autorité maritale, elle combat pour la liberté passionnelle. Elle proteste contre l'asservissement de la femme dans le mariage, mais ignore l'asservissement social de la femme du peuple. Elle ne plaide que pour elle-même, pour la femme supérieure qui se refuse à reconnaître un maître dans celui qu'elle dépasse intellectuellement.

Egoïste aussi, dans *la Maison de Poupée* d'Ibsen, la révolte de Nora, qui s'aperçoit un jour que son mari l'a méconnue, qu'il est un étranger pour elle : alors, se refusant à jouer ce rôle indigne de femme-poupée, elle abandonne son foyer et ses enfants pour accomplir « ses devoirs envers elle-même »...

Le droit à l'amour libre, la volonté de se soustraire à certaines obligations sociales, le désir de « vivre sa vie », et non de rendre meilleure et plus digne la vie de l'immense majorité des femmes, voilà à quoi se ramène le féminisme bourgeois, condamné à juste titre par Louise Michel, parce que, borné dans ses buts, il risque, en leurrant les femmes exploitées, de les détourner de la lutte de classe.

Léon Blum part à la recherche du bonheur conjugal, tout en spécifiant qu'il désire sauvegarder « l'organisation actuelle de la famille et de la société »... La vie humaine, selon lui, se divise en deux périodes : la première, caractérisée par les curiosités et les impatiences sexuelles de la jeunesse, éprise de changement ; la seconde, la période matrimoniale, où s'affirme le goût de la fixité, de l'unité et du repos sentimental. Léon Blum préconise, avant cette période matrimoniale, « des liaisons polygamiques » : les relations entre l'homme et la femme suivront « la courbe spontanée et capricieuse de l'instinct ». Morale pleinement adaptée au cynisme jouisseur d'une bourgeoisie qui se décompose... (Léon Blum, *Du Mariage* (Paris 1907), p. 3 et 316. Quant au problème des enfants issus de ces liaisons polygamiques, Léon Blum le résout très simplement : « Des enfants, on n'en aura pas » (p. 313). Il ajoute : « L'acte le plus important de la vie de Rousseau fut peut-être d'avoir mis au Tour les enfants nés de Thérèse » (p. 318).)

Le freudisme rattache tout le développement de la vie à la seule sexualité. Alors que la réaction traditionnelle emprisonne la femme dans ses travaux ménagers, le freudisme l'emprisonne dans son sexe, l'expulse de la réalité économique et sociale, l'exclut de l'histoire. La psychanalyse interdit ainsi à la femme tout espoir de libération.

L'existentialisme, sous la plume de Simone de Beauvoir, pose la femme en face de l'homme. « Elle se détermine et se différencie par rapport à l'homme et non celui-ci par rapport à elle ; elle est l'inessentiel en face de l'essentiel. Il est le Sujet, il est l'Absolu : elle est l'Autre ». Que propose l'existentialisme à la femme, pour mettre fin à cette situation ? Il lui demande de « transcender son altérité », de se vouloir, non pas créée pour l'homme, mais créée pour elle-même. Il lui suffira de se découvrir, grâce à « l'infrastructure existentielle, qui permet seule de comprendre dans son unité cette forme singulière qu'est une vie »... (Simone de Beauvoir : *le Deuxième Sexe*, t. I, p. 15 et 104.)

A ces impostures, ces leurres, ces impuissances, s'oppose le marxisme, qui appelle les hommes et les femmes à s'unir dans un même combat. Pas d'affranchissement possible de la femme sans le triomphe du socialisme ; mais aussi pas de socialisme sans la participation effective de la femme.

III. LENINE ET STALINE

Lénine et Staline ont, sur tous les problèmes concernant la femme et la famille, les mêmes idées que Marx et qu'Engels. Ces idées, il leur a été donné d'en faire une réalité vivante.

La révolution socialiste éclate en 1917 dans un pays arriéré, où le sort de la femme était particulièrement dur. Opprimée, exploitée, maltraitée, tenue dans l'ignorance, privée de tous les droits par la législation réactionnaire d'un Etat semi-féodal, l'ouvrière peine à l'usine douze et treize heures par jour pour un salaire dérisoire, la paysanne accomplit un travail épuisant et végète dans la misère.

La loi « protégeait » la famille : l'homme, maître absolu, pouvait faire appel à la police pour obliger sa femme à réintégrer le domicile conjugal. Ceux qui avaient contracté mariage sans le consentement de leurs parents étaient emprisonnés et privés de leurs droits successoraux. Le mariage avec les « hérétiques », païens et juifs, était interdit. Seul le mariage religieux était considéré comme légal, et l'Eglise seule pouvait prononcer le divorce, coûteux et accessible uniquement aux riches.

Dans le dernier cercle de l'enfer tsariste, on trouvait la femme. Les poètes et les romanciers ont chanté ses souffrances. Nékrassov s'adresse ainsi aux femmes russes :

*La destinée vous a réservé trois parts amères :
La première, c'est d'épouser un esclave ;
La seconde, c'est d'être mère du fils d'un esclave ;
La troisième, c'est d'obéir pendant toute votre vie à un esclave.*

Dans le sombre empire du knout et de la potence, le mouvement révolutionnaire dresse côte à côte hommes et femmes. Les épouses des décembristes se veulent les égales de leurs maris dans le malheur : quand ceux-ci furent condamnés à la suite de leur conspiration avortée (1825), elles les suivirent dans les mines de Sibérie.

*Et ces femmes sans peur, ces reines détrônées,
Dédaignent de se plaindre et s'en vont au désert
Sans détourner les yeux, sans même être étonnées
En passant sous la porte où tout espoir se perd.
A voir leur front si calme, on croirait qu'elles savent
Que leurs ans, jour par jour, par avance se gravent
Sur un livre éternel devant le czar ouvert. (A. de Vigny : Wanda.)*

Les populistes révolutionnaires, qui « vont au peuple » (1870-1880) et répondent par des attentats à la terreur gouvernementale, comptent beaucoup de femmes : la plus célèbre, Véra Zassoulitch, qui tira sur le chef de la police Tréprov, devait suivre Plékhanov dans son évolution vers le marxisme.

Au cours de la première révolution russe (1905), les femmes participent aux grèves. Dans la *Mère*, Gorki montre cet éveil de la femme du peuple à la lutte politique. Avec leurs maris et leurs frères, elles se battent sur les barricades ; comme eux, elles sont jetées en prison ou aux bagnes.

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 23 février (8 mars) 1917, les ouvrières défilent dans les rues de Pétrograd en exigeant la paix et du pain. C'est la première de ces grandes manifestations qui, en quelques jours, vont entraîner les niasses et balayer le tsarisme. La Journée internationale des femmes marque le début et le déclenchement de la Révolution russe ; elle a acquis, de ce fait, une gloire impérissable.

De nouveau, en octobre 1917, les femmes prennent part à l'insurrection. Elles montent la garde dans les entreprises, organisent des équipes sanitaires, se procurent des armes, font de l'agitation parmi les soldats.

De 1918 à 1920, lorsque la jeune République des Soviets, aux prises avec les pires difficultés économiques, le dénuement le plus tragique et la famine, doit faire face à la contre-révolution intérieure et aux envahisseurs étrangers, les femmes remplacent à l'usine les ouvriers enrôlés dans l'Armée rouge ou s'engagent comme infirmières et comme soldats. Ioudénitch arrive, en octobre 1919, aux portes de Pétrograd : toute la population laborieuse se lève. Douze mille ouvrières creusent des tranchées, près de trois mille combattent en première ligne.

Des femmes rejoignent les groupes de partisans, ou se consacrent à la lutte clandestine, bravant la torture et la mort. Les noms de la Française Jeanne Labourbe et de la Russe Ida Krasnochtchekova, toutes deux exécutées à Odessa, l'une en 1919, l'autre en 1920, se gravent dans les mémoires. Leur sacrifice n'aura pas été vain. D'autres viendront, qui combattront comme elles, édifieront le socialisme, contribueront plus tard à chasser l'envahisseur hitlérien...

Dès que le prolétariat prit le pouvoir, il proclama l'égalité complète entre les deux sexes. La femme pourra occuper tous les postes, exercer toutes les activités. Elle recevra, pour un même travail, un salaire égal à celui de l'homme. Les Soviets se proposent d'attirer à la vie publique toutes les femmes, même les plus arriérées. Bouleversement prodigieux, illustré par le mot d'ordre de Lénine : « Chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'Etat ».

Une transformation aussi radicale ne pouvait aller sans refus et sans résistances opiniâtres, quelquefois de la part de celles qu'il s'agissait de libérer et qui ne comprenaient pas. Cholokhov, dans *Terres*

défrichées, décrit une révolte de paysannes, influencées par les *koulaks*, meute en furie prête à écharper un communiste. Mais l'aube finit toujours par percer...

Dans son poème *l'Amour*, Maïakovski, après une critique cinglante des survivances du passé, termine par le mot-clé, qui ouvre les portes de l'avenir :

Il faut

lier

la vie des hommes et des femmes

Par le mot

qui nous unit :

« Camarades ».

L'égalité politique et économique entre l'homme et la femme ne pouvait manquer d'avoir des répercussions immédiates sur le régime matrimonial.

Un décret de décembre 1917 régleme le mariage. Quelles en sont les caractéristiques ? D'abord, l'égalité des contractants, ce qui implique l'abolition de la puissance maritale et de l'incapacité de la femme mariée ; ensuite, la suppression de l'indissolubilité du mariage. Les seuls empêchements légaux découlent de l'âge (18 ans pour les hommes, 16 ans pour les femmes), d'un mariage antérieur subsistant, d'un lien de parenté.

La famille se fonde sur la filiation effective : aucune différence n'est établie entre la parenté naturelle et la parenté légitime. Le mariage a pour conséquence principale de mettre à la charge du père l'entretien de l'enfant, que l'Etat ne peut pas encore assumer. L'époux doit une pension alimentaire à son conjoint besogneux. L'avortement, considéré déjà comme un « mal social », est autorisé, par une loi de 1919, au cours des trois premiers mois de la grossesse, « tant que les survivances morales du passé et les pénibles conditions économiques du présent obligeront certaines femmes à subir cette opération ».

La famille féodale et capitaliste, fondée sur l'asservissement de la femme, l'intérêt, l'abandon des enfants naturels, avait été emportée par l'ouragan de la Révolution. La législation des premières années de la République des Soviets traduit, par la simplification des formalités du mariage et du divorce, la volonté d'extirper tout ce qui rappelait l'ancien régime.

L'ampleur de la Révolution, le chaos général, les fluctuations de la lutte, les incertitudes, les épreuves, l'instabilité des situations incitaient, comme à toutes les époques de bouleversement et de troubles, à « jouir de l'heure », à cueillir le plaisir au passage. Ce phénomène se manifesta surtout dans les villes, plus particulièrement parmi la bohème intellectuelle et les déclassés, qui voyaient dans la licence sexuelle le signe et la suite de l'émancipation sociale. Libertinage et dérèglements furent le fait d'une petite minorité anarchisante, non du peuple.

Cependant, quelques « théoriciens » concluaient de la disparition de la société bourgeoise à la disparition de la famille monogamique, institution bourgeoise. « La famille cesse d'être une nécessité pour les membres qui la composent aussi bien que pour l'Etat ». (A. Kollontai : *la Famille et l'Etat communiste*, p. 9.) Dans la préface au Code bolchevik du mariage de 1919, le juriste Hoichbarg considère que la famille subsiste « parce que nous avons affaire à un socialisme à l'état naissant » ; il estime que « l'institution du mariage porte en elle le germe de sa ruine ». Faut-il souligner combien de pareilles conceptions sont éloignées des idées exprimées par Marx et par Engels ?

La réalité soviétique posait de façon concrète le problème qu'avait examiné Engels : la famille monogamique, cessant d'être une unité économique de production et de consommation dans le cadre de la société capitaliste, était-elle vouée à disparaître ? Non, avait répondu Engels : le socialisme abolira la prostitution et consolidera la monogamie.

Lénine, comme Marx, condamne la licence sexuelle et « l'amour libre » : une première fois, au début de 1915, en pleine guerre impérialiste, dans deux lettres à Inès Armand ; une seconde fois en 1920, au cours d'un entretien avec Clara Zetkin.

Bien qu'il fût absorbé par sa lutte contre le social-chauvinisme, pour la résurrection d'une nouvelle Internationale, débarrassée des opportunistes et des traîtres, Lénine ne négligeait aucune question qui avait trait à la vie du prolétariat. Une camarade du Parti bolchevik, Inès Armand, lui ayant soumis une brochure qu'elle destinait aux ouvrières, et où elle défendait « l'amour libre », Lénine analysa cette formule d'un point de vue de classe. L'amour libre, déclare-t-il, est une revendication bourgeoise, qui n'a pas sa place dans une brochure écrite pour des ouvrières ; l'amour libre est prôné par les femmes bourgeoises qui veulent échapper aux conséquences sérieuses de l'amour, vivre « en garçons », ne pas s'embarrasser d'enfants, tromper leur conjoint. Il ne faut pas opposer, comme le fait Inès Armand, au mariage sans amour l'amour libre, l'amour-passion, mais il faut opposer au mariage sans amour pratiqué dans la bourgeoisie le « mariage prolétarien avec amour ». (Lettres de Lénine à Inès Armand, 1915.) Lénine a exprimé des idées analogues dans sa conversation avec Clara Zetkin. Il a flétri les libertins qui assimilent l'amour à la satisfaction d'un besoin naturel, ceux qui s'écrient, avec Musset :

Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse !

Certains jeunes gens, observe Lénine, affichent, quant à la vie sexuelle, des théories qu'ils qualifient de « révolutionnaires » et de « communistes », mais que la bourgeoisie a professées bien avant eux. Leur application ferait de la société un lupanar.

Lénine s'élève avec force contre la « théorie du verre d'eau » :

Certes, la soif doit être assouvie, mais un homme normal, dans des conditions normales également, se mettra-t-il à plat ventre dans la rue pour boire dans une flaque d'eau sale ? ou même dans un verre dont les bords auront été souillés par des dizaines d'autres lèvres ? (Clara Zetkin : *Notes de mon carnet.*)

Il est dérisoire d'invoquer, à ce propos, le matérialisme historique et de décréter, contrairement à Engels, que la fin du capitalisme signifie la fin de la monogamie.

Merci pour ce marxisme pour lequel tous les phénomènes et toutes les modifications qui interviennent dans la superstructure idéologique de la société se déduisent immédiatement, en ligne droite et sans réserve aucune, uniquement de la base économique. La chose n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air... La tendance à ramener directement à la base économique de la société la modification de ces rapports en dehors de leur relation avec toute l'idéologie serait non du marxisme, mais du rationalisme. (Clara Zetkin : *Idem.*)

Et Lénine résume ainsi sa pensée sur le comportement sexuel : « Ni moine, ni don Juan ! »

L'émancipation de la femme est conditionnée par son indépendance matérielle. La femme doit participer à la production. Elle sera pour l'homme une collaboratrice inestimable dans le domaine social, car elle y déploiera ses qualités particulières, elle y apportera son expérience d'organisatrice et de ménagère.

L'œuvre entreprise par le pouvoir des Soviets ne pourra progresser que si dans toute la Russie, non pas des centaines de femmes, mais des millions et des millions de femmes lui apportent leur concours. (Lénine : *Œuvres*, t. XXIV, p. 472.)

Pour que la femme pût travailler au dehors, il fallait la libérer des servitudes quotidiennes, créer des restaurants, des blanchisseries, des crèches, des garderies et des jardins d'enfants, des écoles.

La femme continue à demeurer *l'esclave domestique*, malgré toutes les lois libératrices, car la petite économie domestique l'opprime, l'étouffe, l'abêtit, l'humilie, en l'attachant à la cuisine, à la chambre des enfants, en l'obligeant à dépenser ses forces dans des tâches terriblement improductives, mesquines, énervantes, hébétantes, déprimantes. La véritable *libération de la femme*, le véritable communisme ne commenceront que là et au moment où commencera la lutte des masses (dirigée par le prolétariat possédant le pouvoir) contre cette petite économie domestique ou, plus exactement, lors de sa *transformation massive* en grande économie socialiste. (Lénine : *Œuvres*, t. XXIV, p. 343-344.)

Le gouvernement soviétique s'est engagé résolument dans la voie indiquée par Lénine. Un vaste réseau d'institutions diverses a, peu à peu, couvert l'immense pays, arrachant la femme à ses misères traditionnelles. L'œuvre projetée semblait surhumaine. Tout a concouru à cette fin : progrès du machinisme domestique ; réalisations de l'urbanisme moderne ; maternités et maisons de repos ; cantines et dispensaires ; coopératives de consommation ou d'entr'aide ; services collectifs, etc... Chaque victoire du socialisme était une victoire de la femme.

La législation de la famille et du mariage a reflété cette marche en avant vers le socialisme. Les décrets des premières années n'ont jamais, comme l'ont prétendu des idéologues de la bourgeoisie, « supprimé la famille », mais ils ont, en effet, radicalement détruit la vieille famille de la société capitaliste. Ils ont protégé la mère, mariée ou non, en octroyant à la femme enceinte un repos et des soins gratuits. Ils se sont efforcés d'abolir l'hypothèque que faisaient peser sur la femme les soucis domestiques.

Cependant, le jeune Etat prolétarien, qui venait de subir victorieusement la terrible épreuve de la guerre civile et de l'intervention, ne pouvait subvenir à tout, modifier du jour au lendemain les conditions d'existence d'une population occupée à relever les ruines. Les femmes délaissées, par suite de la facilité du divorce, cherchaient en vain à faire valoir leurs droits : les tribunaux se trouvaient submergés d'assignations pour non paiement de pensions alimentaires. Des enfants abandonnés (*bezprizornié*) formaient des bandes qui vivaient de rapines : l'Etat en assura la rééducation. Les unions de fait étant devenues aussi fréquentes que les unions enregistrées, le Code de 1927 étendit à ces unions de fait les effets du mariage civil.

Les succès des plans quinquennaux consolidèrent la famille soviétique.

Dès le deuxième plan quinquennal, l'élévation continue du niveau de vie, le bien-être croissant des travailleurs, la multiplication des maternités, des crèches, des écoles, rendirent caduque et absurde la pratique de l'avortement. Les progrès de l'industrie, l'avenir même de l'Union Soviétique exigeaient un accroissement plus rapide de la population. L'homme n'est-il pas le facteur essentiel de l'édification du socialisme ? « On ne saurait séparer la technique des hommes qui mettent en œuvre cette technique », disait Staline, et il proclamait que « le capital le plus précieux, c'est l'homme ».

La défense et le développement de la famille deviennent alors l'un des soucis primordiaux du gouvernement soviétique.

Nous avons besoin d'hommes. L'avortement qui détruit la vie est inadmissible dans notre pays. La femme soviétique a les mêmes droits que l'homme, mais cela ne l'affranchit pas du grand et honorable devoir qui lui est dévolu par la nature ; elle est mère, elle donne la vie. Et ceci n'est certainement pas une affaire privée, mais une affaire d'une haute importance sociale. (*Troud*, 27 avril 1936.)

En 1936, des peines sévères sanctionnent le non-paiement des pensions alimentaires. Le divorce est réglementé, l'avortement interdit (décret du 27 juin 1936). L'article 122 de la Constitution présentée par Staline en décembre 1936, rappelle que la femme a des droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, et qu'elle a droit, ainsi que l'enfant, à la protection de l'Etat.

La guerre contre l'envahisseur hitlérien ne pouvait que pousser au renforcement de la famille. Le décret du 8 juillet 1944 établit que « seul le mariage légal entraîne des droits et des devoirs pour le mari et pour la femme ». Les personnes vivant maritalement devront légaliser leur union. Le divorce ne sera prononcé que dans des cas importants et après décision du tribunal.

En même temps, l'Etat intensifie son aide aux familles nombreuses, il étend les services collectifs, destinés à relever la femme de ses tâches ménagères.

Ainsi, la législation soviétique sur la famille, inspirée par les idées du marxisme-léninisme, obéit, dans l'évolution qu'elle suit depuis trente ans, à la préoccupation constante de libérer et de défendre la femme. Cette préoccupation a conduit le législateur soviétique du divorce libre au divorce réglementé, de l'avortement légal à l'interdiction de l'avortement. Il a multiplié les institutions d'aide à la famille, protégé la mère et l'enfant, mis la maternité à l'honneur, en récompensant les mères, en augmentant allocations et subsides. (Au 1^{er} juin 1949, on comptait plus de 2 millions de mères de 5 et 6 enfants titulaires de la médaille de la maternité ; 700.000 mères de 7, 8 et 9 enfants titulaires de la médaille « Gloire de la maternité » ; 30.000 mères de 10 enfants et plus titulaires de la médaille de la « Mère héroïne ».) L'Etat soviétique veille à la solidité et à la stabilité de la famille. Car la famille ouvre à l'individu *une vie* pleine et totale ; c'est elle qui éduque les enfants dans l'esprit du socialisme ; c'est elle qui assure la capacité de production du pays.

Comment se traduit, dans les faits, l'égalité conférée à la femme soviétique par la Révolution d'Octobre ?

Après les élections de 1946, 277 femmes siégeaient au Soviet suprême de l'U.R.S.S., 1.738 aux Soviets supérieurs des Républiques socialistes. Plus de 480.000 ont été élues aux Soviets locaux.

En 1950, les femmes représentent 40 % des travailleurs dans l'industrie, 63 % dans les services de l'hygiène, 68 % dans les emplois pédagogiques.

Alors que sous le régime tsariste, d'après le recensement de 1897, 55 % des travailleuses constituaient le personnel domestique, les aides-ménagères ne représentent plus que 2 % des femmes qui travaillent.

Des dizaines de milliers de femmes dirigent des usines, des kolkhoz, des entreprises, des laboratoires. A la veille de la guerre, on dénombrait 141.000 femmes ingénieurs et techniciennes. 43 % des spécialistes qualifiés dans les sciences, la technique et les arts sont des femmes : plus de 200 d'entre elles ont été lauréates du prix Staline. Ceci a été fait en trente ans, dans un pays où, avant la Révolution, l'immense majorité des illettrés appartenait au sexe féminin.

Le pouvoir soviétique a littéralement tiré de l'esclavage les femmes des Républiques soviétiques de l'Asie Centrale. Libérées du vieux code familial musulman, des millions de femmes ouzbèques, tadjiques, turkmènes, kirghizes sont devenues les meilleures ouvrières du communisme. Les traditions de jadis les maintenaient dans la passivité et l'ignorance, les condamnaient à un labeur exténuant. « La femme, disait un proverbe caucasien du vieux temps, doit travailler plus qu'un âne, parce que l'âne mange de la paille, et la femme du pain. » C'est avec raison qu'une femme d'Azerbaïdjan, qui connut dans sa jeunesse la claustration et qui est devenue l'un des meilleurs ingénieurs des puits de pétrole de Bakou, a pu dire : « Autrefois, les gens croyaient aux miracles, mais les vrais miracles, c'est le pouvoir des Soviets qui les a accomplis. »

Dès février 1933, des paysannes, brigadières et chefs d'équipe sont déléguées au congrès des ouvriers de choc des kolkhoz. Les femmes ont brillé aux premiers rangs du mouvement stakhanoviste, des centaines d'entre elles ont été proclamées héroïnes du travail socialiste. On les voit descendre dans les chantiers du métro, se pencher à la gueule des fours, monter sur les moissonneuses-batteuses et les tracteurs ; on les rencontre partout où l'on bâtit, où l'on produit, où l'on sème... C'est Vinogradova, initiatrice du mouvement stakhanoviste dans le textile, qui conduit simultanément 216 métiers à filer automatiques ; c'est la mécanicienne de locomotive Troïtskaïa ; c'est la kolkhozienne Marie Demtchenko, qui, la première, récolte avec son équipe plus de 500 quintaux de betteraves à l'hectare ; c'est la conductrice de tracteurs Anguelina ; c'est l'aviatrice Grizodoubova qui réalise, en 1938, la liaison Moscou-océan Pacifique d'un seul coup d'aile...

A la lueur sinistre de la guerre, la femme soviétique apparaît dans toute sa grandeur, partageant les dangers et les combats de l'homme. Elle le remplace dans les travaux de la terre, elle ravitaille le front en nourriture, en armes et en munitions. Mais ces femmes patriotes font plus : elles se battent. « L'égalité des femmes, a dit Kalinine, existait chez nous depuis les premiers jours de la Révolution d'Octobre, mais vous avez conquis l'égalité de la femme dans un nouveau domaine, la défense de la patrie, les armes à la main. »

Et voici, après les héroïnes du travail, les héroïnes de la guerre. Elles sont légion : Natacha Kovchovaïa, Maroussia Polivanova, Marseïeva, Anna Pavlova, Maria Baïda... Un même amour les exalte. « La mort ne m'effraie pas, crie aux kolkhoziens rassemblés sur le lieu de son supplice, Zoïa Kosmodemianskaïa, c'est un bonheur que de mourir pour son peuple. Adieu, camarades ! Lutte ! N'ayez pas peur ! Staline est avec nous ! Staline viendra ! » De quels prodiges n'est pas capable le pays où meurent et où naissent les Zoïas ? Et c'est encore une femme, Tcherkassova, qui, à Stalingrad, au milieu des ruines fumantes, forme la première brigade de volontaires pour reconstruire la cité, glorieuse entre toutes...

Dans la société bourgeoise, l'aspiration à l'amour est un crime qui porte en soi son châtement. Emma Bovary est acculée au suicide, de même qu'Anna Karénine, de même que Catherine dans l'*Orange* d'Ostrovski. La littérature des pays capitalistes a décrit les drames innombrables provoqués par les mariages « de raison », la dégradation de l'homme et de la femme dressés l'un contre l'autre, ces nœuds de vipères, ces foyers de haines que sont les familles divisées par des questions d'intérêt et d'héritage.

Générateur de contradictions et d'antagonismes, le capitalisme dissocie le couple humain et la famille, dresse la femme contre le mari, le fils contre le père, le frère contre le frère.

[Les Etats-Unis, citadelle du capitalisme, offrent le tableau d'une société tourmentée par les hantises et les névroses sexuelles, déchirée par la guerre des sexes, en proie aux angoisses collectives et aux furies de l'intérêt privé. Il n'y a qu'à lire les romanciers américains ou les ouvrages des meilleurs observateurs de la vie américaine : *Les Etats-Désunis*, de Vladimir Pozner ; *Clefs pour l'Amérique*, de Claude Roy. Denis de Rougemont, qu'on ne saurait suspecter d'hostilité envers les Etats-Unis, évoque « la tragédie secrète d'une civilisation qui produit plus de divorces, plus d'homosexuels, plus d'obsédés, que l'on enferme ou non, et plus d'alcooliques, qu'aucune autre » (*Vivre en Amérique*, p. 123). Il reconnaît que « la morale bourgeoise, issue des puritains, a été l'une des plus perverses qu'ait jamais secrétée l'humanité » (p. 133).]

« La femme, dit un personnage de Strindberg, a été ton ennemie, et l'amour entre les sexes n'est que combat. » Un autre personnage du dramaturge suédois définit ainsi la mentalité qui règne au sein de la famille bourgeoise : « Manger ou être mangé. C'est toute la question. »

La libération de la femme permet de fonder le mariage sur l'amour, de passer, selon l'expression d'Engels, « du royaume de la nécessité dans le royaume de la liberté ». Désormais, la notion de propriété personnelle est bannie du domaine des sentiments. Ce ne sont pas des calculs, des pressions extérieures, des préjugés religieux qui rivent l'une à l'autre deux existences, mais le libre choix et le libre consentement.

A l'heure de la première rencontre, l'amour n'est qu'un émoi de la chair, une vague ébauche, un pressentiment de bonheur. Dans les épreuves affrontées et surmontées en commun, l'union se scelle et s'affirme, chacun s'agrandit de tout ce qu'il donne.

Un poète soviétique, Stepan Chtchipatchov, a écrit :

Il faut savoir chérir l'amour.

Les années passent — il faut doublement le chérir.

L'amour, ce n'est pas un soupir sur un banc.

Quelques pas sous la lune.

Il y aura la boue, les neiges qui tombent.

C'est toute une vie qu'il faut vivre ensemble.

L'amour, on dirait une bonne chanson.

Et faire une bonne chanson n'est point si facile.

Le communisme, qui veut que tous aient « du pain et aussi des roses », offre à l'amour sa meilleure chance.

Ces hommes et ces femmes, qu'un même élan emporte vers un avenir lumineux, ne sont plus le jouet d'une fatalité aveugle et absurde, mais les maîtres de leur destin. Le rêve du grand démocrate révolutionnaire Tchernychevski se réalise :

Comme il est juste, puissant et pénétrant, l'esprit dont la femme est douée par la nature ! Et cet esprit reste inutilisé par la société qui le rejette, qui l'écrase, qui l'étouffe... L'histoire de l'humanité irait dix fois plus vite, si l'intelligence de la femme n'était pas rejetée et annihilée, mais pouvait agir. (Tchernychevski : *Que faire ?*)

La femme a été placée par la Révolution d'Octobre dans des conditions où elle a pu agir : et l'histoire est allée dix fois plus vite...

La victoire des armées soviétiques dans la deuxième guerre mondiale, l'écrasement des envahisseurs hitlériens et japonais ont fait surgir, en Europe, des démocraties populaires et assuré, en Asie, le triomphe de la Chine progressiste, dirigée par le Parti communiste et son leader Mao Tsé Toung. Ces nouvelles républiques ont donné à la femme les mêmes droits qu'à l'homme. La femme chinoise, martyre séculaire dont on mutilait les pieds pour la retenir au foyer, est devenue libre et indépendante. Hier partisane dans la guerre de libération, elle participe aujourd'hui à la vie politique, à l'édification d'une démocratie du peuple et pour le peuple.

L'exemple de leurs sœurs soviétiques et chinoises galvanise les femmes des pays encore sous le joug de l'impérialisme. De la Corée du Sud à l'Iran, de l'Indonésie et du Viet-Nam à l'Afrique, elles luttent pour l'indépendance nationale, contre les colonialistes étrangers et leurs commis. Elles savent que l'émancipation des femmes, le bonheur des enfants ne sont possibles que là où le peuple est devenu maître de ses destinées, là où l'impérialisme a été vaincu.

En quelques années, l'humanité a fait plus de chemin qu'au cours de plusieurs siècles. Et cela, en partie, grâce aux femmes, libérées par la victoire du prolétariat.

Les opprimées et les exploitées du monde entier écoutent rouler la locomotive de l'histoire, frémissent au vent de la jeune liberté et s'apprêtent à jeter leur force immense dans la lutte finale.

Jean FREVILLE.

Janvier 1950.

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION DE LA FAMILLE

1. LE MATERIALISME HISTORIQUE ET LA FAMILLE (Engels).

D'après la conception matérialiste de l'histoire, l'élément déterminant dans l'histoire, en dernière instance, est la production et la reproduction de la vie immédiate. Or, celle-ci est elle-même de deux sortes. D'une part, production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils nécessaires à cette fin ; d'autre part, production des êtres humains eux-mêmes, propagation de l'espèce. Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une époque historique donnée et d'un pays donné sont conditionnées par ces deux sortes de production : par le stade d'évolution où se trouvent d'une part le travail, de l'autre, la famille. Moins le travail est développé, plus est restreinte la somme de ses produits, et, par conséquent, la richesse de la société, plus se montre prédominant l'empire exercé sur l'ordre social par les liens du sang. Cependant, dans cette organisation sociale fondée sur les liens du sang, la productivité du travail se développe plus ou moins, et avec elle la propriété privée et l'échange, l'inégalité des richesses, l'exploitation de la force de travail d'autrui, et, par là, le fondement d'antagonismes de classes : autant d'éléments sociaux nouveaux qui tendent, au cours des générations, à adapter la vieille constitution sociale aux circonstances nouvelles, jusqu'à ce qu'enfin l'incompatibilité de l'une avec les autres amène une transformation totale. La vieille société reposant sur les liens du sang éclate dans le choc des classes sociales nouvellement développées ; elle fait place à une société nouvelle, concentrée dans l'Etat, dont les unités secondaires ne sont plus des associations formées par le sang, mais par l'habitat, société où l'ordre familial est complètement dominé par l'ordre social, et dans laquelle se déploient désormais librement les oppositions et les luttes entre classes qui constituent la matière de toute l'histoire écrite jusqu'à nos jours.

Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, préface de la première édition (1884), p. XXVIII-XXIX. Ring Verlag, Zurich. (Edit. all.)

Edit. Costes, 1931, p. VIII-X.

2. L'EVOLUTION DU MARIAGE (Engels).

Nous avons donc trois formes principales du mariage qui correspondent en gros aux trois stades principaux de l'évolution humaine, A l'état sauvage, le mariage par groupes ; à la barbarie, le mariage syndyasmique ; à la civilisation, la monogamie complétée par l'adultère et la prostitution. Entre le mariage syndyasmique et la monogamie se glissent, au stade supérieur de la barbarie, l'assujettissement des femmes esclaves aux hommes, et la polygamie.

Ainsi que l'a prouvé tout notre exposé, le progrès qui se manifeste dans cette suite chronologique est lié à cette particularité que la liberté sexuelle du mariage par groupes est de plus en plus enlevée aux femmes, mais non pas aux hommes. Ce qui est pour la femme un crime entraînant de graves conséquences légales et sociales est considéré pour l'homme comme un honneur ou, au pis aller, comme une tache morale légère, que l'on porte avec plaisir. Mais plus l'hétaïrisme antique se modifie à notre époque par la production capitaliste et s'y adapte, plus il se transforme en prostitution ouverte, et plus son action devient démoralisatrice. Et, à vrai dire, il démoralise les hommes encore bien plus que les femmes. La prostitution ne dégrade, parmi les femmes, que les malheureuses qui y roulent, et celles-ci même à un degré bien moindre qu'on le croit communément. En revanche, elle avilit le caractère du inonde masculin tout entier. C'est ainsi notamment qu'un état de fiançailles prolongé est, neuf fois sur dix, une véritable école préparatoire à l'infidélité conjugale.

F. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 60-61. Ring Verlag, Zurich. (Edit. all.)

Edit. Costes, p. 79-80.

3. LA FAMILLE SYNDYASMIQUE (Engels).

Des unions par couples, pour un temps plus ou moins long, se faisaient déjà sous le régime du mariage par groupes, ou même plus tôt ; l'homme avait une femme principale (on ne peut guère dire encore une femme favorite) dans le nombre de ses femmes, et il était pour elle l'époux principal entre tous les autres. Cette circonstance n'a pas peu contribué à la confusion faite par les missionnaires, qui voient dans le mariage par groupes, tantôt une communauté de femmes sans entraves, tantôt un adultère arbitraire. Mais des unions de ce genre ont dû s'affermir de plus en plus, à mesure que la *gens* se développait et que devenaient plus nombreuses les classes de « frères » et de « sœurs », entre lesquels le mariage était désormais impossible. L'impulsion donnée par la *gens* à l'interdiction du mariage entre parents consanguins alla plus loin encore. Ainsi nous trouvons que, chez les iroquois et chez la plupart des autres Indiens du stade inférieur de la barbarie, le mariage est interdit entre *tous* les parents que compte leur système, et il y en a plusieurs centaines de sortes différentes. Avec cette complication grandissante des prohibitions de mariage, les unions par groupes devinrent de plus en plus impossibles ; elles furent supplantées par la *famille syndyasmique*. A cette étape, un homme vit avec une femme, mais la polygamie et l'infidélité occasionnelle restent un droit pour les hommes, quoique la première se présente rarement, ne fût-ce que pour des raisons économiques, tandis que le plus souvent la plus stricte fidélité est exigée des femmes pour la durée de la vie commune, et que leur adultère est cruellement puni. Mais le lien conjugal est, de part et d'autre, facilement soluble, et les enfants appartiennent, après comme auparavant, à la mère seule.

Dans cette règle, poussée de plus en plus loin, qui exclut du lien conjugal les parents consanguins, c'est encore la sélection naturelle qui continue d'agir. Voici ce qu'en dit Morgan :

Les mariages entre *gentes* non consanguines engendraient une race plus forte, au physique comme au moral ; deux tribus en progrès se mélangeaient, et les nouveaux crânes et cerveaux s'élargissaient naturellement jusqu'à ce qu'ils comprissent les facultés des deux.

Des tribus à constitution gentilice devaient donc prévaloir sur les retardataires, ou les entraîner par leur exemple.

Le développement de la famille dans l'histoire primitive consiste donc dans le rétrécissement constant du cercle embrassant à l'origine la tribu entière, à l'intérieur duquel règne la communauté conjugale entre les deux sexes. L'exclusion progressive, d'abord des parents rapprochés, puis de ceux plus ou moins éloignés, enfin de ceux qui sont simplement parents par alliance, rend finalement impossible dans la pratique toute espèce de mariage par groupes ; il ne reste, en fin de compte, que le couple uni par un lien encore provisoirement lâche : c'est la molécule dont la désagrégation met fin au mariage en général. Rien que cela prouve déjà combien l'amour sexuel individuel, dans l'acception actuelle du mot, a eu peu de chose à voir avec l'origine de la monogamie.

... La famille syndyasmique a pris naissance à la limite qui sépare l'état sauvage de la barbarie, le plus souvent au stade supérieur du premier, par-ci par-là seulement au stade inférieur de la seconde. Elle est la forme de famille caractéristique pour la barbarie, de même que le mariage par groupes l'est pour l'état sauvage, et la monogamie pour la civilisation. Pour le développement jusqu'à la monogamie définitive, il a fallu d'autres causes que celles dont nous avons jusqu'ici décelé l'action. Le groupe était, dans la famille syndyasmique, déjà réduit à sa dernière unité, sa molécule à deux atomes, un homme et une femme. La sélection naturelle avait accompli son œuvre dans l'exclusion toujours plus complète de la communauté des mariages ; il ne lui restait plus rien à faire dans ce sens. Si des forces d'impulsion nouvelles, *d'ordre social*, n'étaient entrées en action, il n'y avait aucune raison pour que, de l'union syndyasmique, résultât une nouvelle forme de famille. Mais ces forces d'impulsion entrèrent en jeu.

F. Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 30-31, 37-38. Ring Verlag, Zurich. (Edit. all.)

Edit. Costes, p. 37-39, 47-48.

4. LE PASSAGE DU MATRIARCAT AU PATRIARCAT (Engels).

Pour le barbare du stade inférieur, l'esclave était sans valeur. Aussi les Indiens américains de cette époque agissaient-ils avec leurs ennemis vaincus tout autrement qu'on le fit au stade supérieur. Les hommes étaient mis à mort, ou bien adoptés comme frères dans la tribu des vainqueurs ; on mariait les femmes ou on les adoptait également de quelque autre façon avec leurs enfants survivants. A ce stade, la force de travail humaine ne produit pas encore d'excédent appréciable sur ses frais d'entretien. Avec l'introduction de l'élevage du bétail, du travail des métaux, du tissage et enfin de l'agriculture, il en fut tout autrement. De même que les épouses, jadis si faciles à se procurer, avaient maintenant acquis une valeur d'échange et étaient achetées, de même en advint-il avec les forces de travail, surtout une fois les troupeaux devenus définitivement propriété familiale. La famille ne se multipliait pas aussi rapidement que le bétail. Il fallut plus de monde pour le garder ; pour cela on pouvait utiliser le prisonnier de guerre, qui de plus se prêtait à la procréation tout aussi bien que le bétail.

De pareilles richesses, une fois passées dans la propriété particulière des familles, et là rapidement augmentées, ébranlaient dans ses fondements la société basée sur le mariage syndyasmique et sur la *gens* matriarcale. Le mariage syndyasmique avait introduit dans la famille un élément nouveau. A côté de la vraie mère, il y avait placé le vrai père, vraisemblablement plus authentique que bien des « pères » de nos jours. D'après la division du travail dans la famille d'alors, l'homme avait pour rôle de procurer la nourriture et les instruments de travail nécessaires à cet effet, et, par suite, était propriétaire de ces derniers ; il les emportait avec lui en cas de séparation, de même que la femme conservait son ménage. Suivant la coutume de la société de cette époque, l'homme était donc également propriétaire de la nouvelle source d'alimentation, le bétail, et plus tard du nouveau moyen de travail, l'esclave. Mais, d'après l'usage de cette même société, ses enfants ne pouvaient pas hériter de lui, car voici ce qui en était. D'après le droit maternel, c'est-à-dire tant que la descendance ne fut comptée qu'en ligne féminine, et d'après la coutume héréditaire primitive en usage dans la *gens*, les membres de celle-ci héritaient, au début, de leurs proches gentilices décédées. La fortune devait rester dans la *gens*. En raison de son peu d'importance, elle peut avoir passé depuis toujours, dans la pratique, aux parents les plus proches, c'est-à-dire aux consanguins du côté maternel. Or les enfants du défunt n'appartenaient pas à sa *gens*, mais à celle de leur mère ; ils héritèrent d'abord avec les autres consanguins de leur mère ; plus tard, peut-être, héritèrent-ils d'elle en première ligne, mais ils ne pouvaient pas hériter de leur père parce qu'ils n'appartenaient pas à sa *gens*, dans laquelle sa fortune devait rester. À la mort du propriétaire de troupeaux, ceux-ci auraient donc passé *d'abord* à ses frères et sœurs et aux enfants de ces derniers, ou aux descendants des sœurs de sa mère. Quant à ses propres enfants, ils étaient déshérités. A mesure donc que les richesses s'augmentaient, elles donnaient, d'une part, à l'homme une situation plus importante dans la famille qu'à la femme, et, d'autre part, faisaient naître chez lui l'idée d'utiliser cette situation renforcée pour renverser au profit des enfants l'ordre de succession traditionnel. Mais cela ne pouvait se faire tant que restait en vigueur la filiation d'après le droit maternel. Celle-ci devait donc être abolie et elle le fut. Ce ne fut pas du tout aussi difficile qu'il nous semble aujourd'hui. Car cette révolution — une des plus profondes qu'ait vues l'humanité — n'eut pas besoin de toucher à un seul des membres vivants d'une *gens*. Tous les membres de celle-ci pouvaient continuer d'être ce qu'ils avaient été auparavant. Il suffisait de décider simplement qu'à l'avenir les descendants d'un membre masculin resteraient dans la *gens*, mais que ceux d'un membre féminin devaient en être exclus, en ce sens qu'ils passaient dans la *gens* de leur père. Par là étaient renversés la filiation féminine et le droit héréditaire maternel, et établis la filiation masculine et le droit héréditaire paternel. Comment et quand s'accomplit cette révolution chez les peuples civilisés, nous n'en savons rien. Elle appartient entièrement à la période préhistorique... Le renversement du droit maternel fut *la grande défaite historique du sexe féminin*. L'homme prit le gouvernail aussi dans la maison, la femme fut dégradée, asservie, devint l'enclave du plaisir de l'homme et un simple instrument de reproduction. Cette condition humiliée de la femme, telle qu'elle apparaît notamment chez les Grecs des temps héroïques, et plus encore des temps classiques, a été graduellement camouflée et dissimulée, et aussi en certains endroits revêtue de formes plus adoucies ; elle n'a été nullement supprimée.

F. Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 39-41, 41-42. Ring Verlag, Zurich. (Edit. all.)

Edit. Costes, p. 50-52, 53-54.

5. POLYGAMIE ET POLYANDRIE (Engels).

Avant de passer à la monogamie, à laquelle le renversement du droit maternel donne un développement rapide, disons encore quelques mots de la polygamie et de la polyandrie. Ces deux formes du mariage ne peuvent être que des exceptions, pour ainsi dire des produits de luxe de l'histoire, à moins qu'elles ne se présentent dans un pays à côté l'une de l'autre, ce qui, on le sait, n'est pas le cas. Les hommes exclus de la polygamie ne pouvant donc se consoler auprès des femmes laissées de côté par la polyandrie, et le nombre d'hommes et de femmes, sans égard aux institutions sociales, étant resté jusqu'ici sensiblement égal, il est, cela va de soi, impossible que l'une ou l'autre de ces formes du mariage devienne générale. De fait, la polygamie d'un homme était un produit évident de l'esclavage, et limitée à des cas exceptionnels isolés. Dans la famille patriarcale sémitique, le patriarche lui-même et quelques-uns de ses fils, tout au plus, vivent en polygamie ; les autres sont obligés de se contenter d'une seule femme. Il en est encore ainsi aujourd'hui dans tout l'Orient ; la polygamie est un privilège des riches et des grands, qui ont la possibilité d'acheter des esclaves ; la masse du peuple vit en monogamie. C'est une exception analogue que la polyandrie dans l'Inde et au Tibet, et dont l'origine, assurément intéressante, venue du mariage par groupes, reste à étudier plus à fond. Dans sa pratique, elle paraît d'ailleurs bien plus courante que l'organisation jalouse du harem des mahométans. Chez les Naïrs de l'Inde, du moins, trois, quatre hommes ou davantage, ont, il est vrai, une femme commune, mais chacun *d'eux* peut avoir en commun avec plusieurs autres hommes une seconde femme, et de même une troisième, une quatrième, etc.

F. Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 45-46, Ring Verlag, Zurich. (Edit. all.)

Edit. Costes, p. 58-60.

6. LA RUINE DE LA « GENS » ET LA NAISSANCE DE L'ETAT (Engels).

Nous voyons donc dans la constitution grecque des temps héroïques la vieille organisation de la gens encore en pleine vigueur, mais nous y voyons aussi le commencement de sa ruine : droit paternel avec héritage de la fortune allant aux enfants, ce qui favorise l'accumulation des richesses dans la famille et fait de celle-ci une puissance en face de la gens ; réaction de la différence des fortunes sur la constitution par la formation des premières assises d'une noblesse héréditaire et d'une royauté ; esclavage, ne comprenant d'abord que les prisonniers de guerre, mais ouvrant déjà la perspective sur l'asservissement des membres mêmes de la tribu et, qui plus est, de la gens ; l'ancienne guerre de tribu à tribu dégénéralant déjà en brigandage systématique sur terre et sur mer pour conquérir du bétail, des esclaves, des trésors, et donc en source d'enrichissement normale ; bref, la fortune appréciée et considérée comme bien suprême, et les anciens règlements de la gens dénaturés pour justifier le vol des richesses par la violence. Il ne manquait plus qu'une chose : une institution qui non seulement assurât les nouvelles richesses des individus contre les traditions communales de l'organisation gentile, qui non seulement consacraient la propriété individuelle si peu estimée primitivement et proclamaient cette consécration le but le plus élevé de toute communauté humaine, mais qui encore mît sur les formes nouvelles, successivement développées, d'acquisition de la propriété, c'est-à-dire d'accroissement toujours accéléré des richesses, l'estampille d'une reconnaissance par la société en général ; institution qui non seulement perpétuât la division naissante de la société en classes, mais encore le droit pour la classe possédante d'exploiter celle qui ne possédait rien, et la prépondérance de la première sur la seconde. Et cette institution vint. L'*Etat* était inventé.

Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 97. Ring Verlag, Zurich. (Edit. all.)

Edit. Costes, p. 129-130.

7. ORIGINE DE LA FAMILLE MONOGAMIQUE (Engels).

Elle naît de la famille syndyasmique, ainsi que nous l'avons montré, à l'époque qui sert de limite entre les stades moyen et supérieur de la barbarie ; son triomphe définitif est une des marques caractéristiques de la civilisation commençante. Elle est fondée sur la domination de l'homme, avec le but exprès de procréer des enfants d'une paternité incontestée, et cette paternité est exigée parce que ces enfants doivent, en qualité d'héritiers directs, entrer un jour en possession de la fortune paternelle. Elle se différencie du mariage syndyasmique par une bien plus grande solidité du lien conjugal, qui ne peut plus être dénoué au gré des deux parties. C'est maintenant la règle que l'homme seul peut rompre ce lien et répudier sa femme. Le droit d'infidélité conjugale lui reste d'ailleurs garanti tout au moins par les mœurs (le code Napoléon le lui octroie expressément tant qu'il n'amène pas sa concubine au domicile conjugal), et il s'exerce toujours davantage à mesure que progresse le développement social ; si la femme se souvient de l'ancienne pratique sexuelle et veut la renouveler, elle est punie plus sévèrement qu'à aucune époque précédente. C'est chez les Grecs que nous apparaît dans toute sa rigueur la forme nouvelle de la famille. Comme le note Marx, le rôle des déesses dans la mythologie nous présente une période antérieure où les femmes avaient encore une situation plus libre, plus estimée ; aux temps héroïques, nous trouvons la femme déjà humiliée par la prédominance de l'homme et la concurrence des esclaves. Qu'on lise dans l'Odyssée comment Télémaque rudoie sa mère et lui enjoint de se taire. Chez Homère, les jeunes femmes conquises sont livrées aux caprices sensuels des vainqueurs ; les chefs se choisissent les plus belles à leur tour par ordre de rang ; *l'Iliade* entière roule, comme on le sait, sur le conflit entre Achille et Agamemnon au sujet d'une de ses esclaves. A propos de chaque héros homérique d'importance, on mentionne la jeune prisonnière de guerre avec laquelle il partage sa tente et son lit. Ces jeunes filles sont aussi emmenées au pays et dans la maison conjugale, comme Cassandre par Agamemnon dans Eschyle ; les fils nés de ces esclaves ont une petite part de l'héritage paternel et comptent comme hommes libres ; Teucer est ainsi un fils illégitime de Télamon et a le droit de porter le nom de son père. Quant à la femme légitime, on attend d'elle qu'elle supporte tout cela, mais en observant elle-même une chasteté, une fidélité conjugale rigoureuses. La femme grecque des temps héroïques est, il est vrai, plus respectée que celle de la période civilisée, mais, en définitive, elle n'est, après tout, pour l'homme, que la mère de ses héritiers légitimes, la surintendante de son ménage et la directrice des femmes esclaves, dont il peut se faire et se fait à son gré des concubines. C'est l'existence de l'esclavage à côté de la monogamie, la présence de jeunes et belles esclaves appartenant corps et âme à *l'homme*, qui imprime dès l'origine à la monogamie son caractère spécifique de n'être monogamie *que pour la femme* et non pour l'homme. Et ce caractère, elle l'a encore aujourd'hui.

Pour les Grecs d'époque plus tardive, il nous faut distinguer entre Doriens et Ioniens. Les premiers, dont l'exemple classique est Sparte, ont encore, à bien des points de vue, des rapports matrimoniaux plus primitifs que ne les dépeint Homère lui-même. A Sparte est en vigueur un mariage syndyasmique modifié d'après les idées qu'on se faisait de l'Etat et qui présente bien des réminiscences du mariage par groupes. On rompt les unions restées stériles ; le roi Anaxandrides (vers 650 avant notre ère) adjoignait une seconde femme à sa première restée stérile, et entretenait deux ménages ; vers le même temps, le roi Ariston, ayant deux femmes sans enfants, y ajoutait une troisième, mais par compensation répudiait l'une des premières. D'autre part, plusieurs frères pouvaient avoir une femme commune ; l'ami à qui la femme de son ami plaisait mieux pouvait la partager avec lui, et il passait pour convenable de mettre sa femme à la disposition d'un « bon étalon » — comme dirait Bismarck — même si celui-ci n'était pas un citoyen libre. D'un passage de Plutarque, où l'on voit une Spartiate renvoyer à son mari l'amant qui la poursuivait de ses propositions, il semble même — suivant Schoemann — ressortir une liberté de mœurs plus grande encore. Aussi, l'adultère effectif, l'infidélité de la femme derrière le dos de son mari, était-il chose inouïe. D'autre part, l'esclavage domestique était inconnu à Sparte, tout au moins à la meilleure époque ; les ilotes serfs habitaient à part sur les domaines : la tentation pour les Spartiates de s'en prendre à leurs femmes était donc moindre. Toutes ces circonstances assuraient aux femmes de Sparte une situation bien autrement respectée que chez les autres Grecs, il n'en pouvait être autrement. Les femmes spartiates et l'élite des hétaires athéniennes sont les seules femmes grecques dont les anciens parlent avec respect et dont ils prennent la peine de recueillir les propos.

C'est tout autre chose chez les Ioniens, dont Athènes est le type. Les filles n'apprenaient qu'à filer, à tisser et à coudre, tout au plus un peu à lire et à écrire. Elles étaient comme cloîtrées, n'ayant de rapports qu'avec d'autres femmes. Le gynécée était une partie distincte de la maison, à l'étage supérieur ou sur le derrière, où les hommes, surtout les étrangers, n'avaient pas facilement accès, et où elles se retiraient lors des visites masculines. Les femmes ne sortaient pas sans être accompagnées d'une esclave ; à la maison elles étaient formellement surveillées ; Aristophane parle de chiens molosses que l'on entretenait pour effrayer les galants, et, dans les villes asiatiques du moins, on avait, pour surveiller les femmes, des eunuques que, dès le temps d'Hérodote, on fabriquait à Chio en vue du commerce, et, d'après Wafchsmuth, pas seulement à l'usage des barbares. Dans Euripide, la femme est désignée comme un *oïkourema*, un objet fait pour les soins du ménage (le mot est neutre) et, hors la besogne de procréer des enfants, elle n'était pour l'Athénien que la servante principale. L'homme avait ses exercices gymnastiques, ses discussions publiques, d'où la femme était exclue ; il avait en outre souvent des femmes esclaves à sa disposition, et, à l'époque florissante d'Athènes, une prostitution fort étendue et tout au moins favorisée par l'Etat. C'est précisément sur la base de cette prostitution que se développèrent les seules personnalités féminines grecques qui, par l'esprit et le goût artistique, sont aussi supérieures au niveau général du monde féminin antique que les femmes Spartiates le sont par le caractère. Mais le fait qu'il fallait commencer par se faire hétéraire pour devenir femme est la plus sévère condamnation de la famille athénienne.

Cette famille athénienne devint, au cours des âges, le type sur lequel non seulement le reste des Ioniens, mais encore de plus en plus tous les Grecs du continent et des colonies modelèrent leurs rapports domestiques. Mais malgré toute séquestration et toute surveillance, les Grecques trouvaient assez souvent l'occasion de tromper leurs maris. Ceux-ci, qui eussent rougi de montrer le moindre amour pour leurs femmes, s'amusaient à toute sorte de commerce amoureux avec les hétéraïres ; mais l'avilissement des femmes eut sa revanche dans celui des hommes jusqu'à les faire tomber dans la pratique répugnante de la pédérastie, et déshonorer leurs dieux comme eux-mêmes par le culte de Ganymède.

Telle fut l'origine de la monogamie, autant que nous pouvons la suivre chez le peuple le plus civilisé et parvenu au plus haut degré de développement dans l'antiquité. Elle ne fut en aucune façon un fruit de l'amour sexuel individuel, avec lequel elle n'avait absolument rien à faire, les mariages restant, après comme auparavant, tout de convenance. Elle fut la première forme de famille qui fut fondée sur des conditions non pas naturelles, mais économiques, à savoir le triomphe de la propriété individuelle sur le communisme spontané primitif. Souveraineté de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne puissent être que de lui et destinés à devenir les héritiers de sa fortune, — tels furent, proclamés sans ambages par les Grecs, les buts exclusifs de la monogamie. Du reste, le mariage était pour eux une charge, un devoir envers les dieux, l'Etat et leurs propres ancêtres, qu'ils étaient bien obligés de remplir. A Athènes, la loi n'imposait pas seulement le mariage, mais encore l'accomplissement par le mari d'un minimum de ce que l'on appelle les « devoirs conjugaux ».

Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 46-50. Ring Verlag, Zurich.
(Edit. all.)

Edit. Costes, p. 60-65.

8. CARACTERES DE LA MONOGAMIE (Engels).

Ainsi, la monogamie n'apparaît pas le moins du monde dans l'histoire comme la réconciliation entre l'homme et la femme, bien moins encore comme sa forme la plus élevée. Au contraire. Elle se manifeste comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit entre les sexes, inconnu jusque-là dans toute la préhistoire. Dans un vieux manuscrit inédit, travail fait en 1846 par Marx et moi (*L'Idéologie allemande.*), je trouve cette phrase : « La première division du travail est celle entre homme et femme pour la procréation des enfants. » Et aujourd'hui je puis ajouter : le premier antagonisme de classe qui parut dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans la monogamie, et la première oppression de classe avec celle du sexe féminin par le sexe masculin.

La monogamie fut un grand progrès historique, mais, en même temps, elle ouvre, à côté de l'esclavage et de la propriété privée, l'époque qui dure encore de nos jours, où chaque pas en avant est en même temps un pas en arrière relatif, le bien-être et le progrès des uns se réalisant par le malheur et le refoulement des autres. Elle est la forme cellule de la société civilisée, sur laquelle nous pouvons étudier déjà la nature des contradictions et des antagonismes qui y atteignent leur plein développement.

L'ancienne liberté relative des rapports sexuels ne disparut pas du tout avec le triomphe du mariage syndyasmique ou même de la monogamie.

L'ancien système matrimonial, ramené à des limites plus étroites par l'extinction graduelle des groupes punalueniens, ne cessa pas de régner autour de la famille dans son développement ultérieur et l'accompagna jusqu'à l'aube de la civilisation... Il disparut finalement sous la forme nouvelle de l'hétaïrisme, qui suit l'humanité jusque dans sa civilisation comme une ombre obscure, ombre qui tombe sur la famille.

Par hétéraïrisme, Morgan entend les rapports extra-conjugaux, existant à côté de la monogamie, entre des hommes et des femmes non mariés, rapports qui, comme on sait, fleurissent sous les formes les plus diverses pendant toute la période de civilisation et deviennent de plus en plus de la prostitution ouverte. Cet hétéraïrisme dérive directement du mariage par groupes, du sacrifice de leur personne par lequel les femmes s'acquerraient le droit à la chasteté. Se donner pour de l'argent fut d'abord un acte religieux ; il se pratiquait dans le temple de la déesse de l'amour, et l'argent allait, à l'origine, au trésor du temple. Les hiérodules d'Anaïtis en Arménie, d'Aphrodite à Corinthe, de même que les danseuses attachées aux temples de l'Inde, les « bayadères » (le mot est une corruption du portugais *bailadeira*, danseuse) furent les premières prostituées. Cette prostitution, devoir de toutes les femmes à l'origine, fut plus tard exercée par ces prêtresses seules en remplacement de toutes les autres. Chez d'autres peuples, l'hétéraïrisme provient de la liberté sexuelle accordée aux filles avant le mariage, — c'est donc également un reste du mariage par groupes, mais arrivé jusqu'à nous par une autre voie. A mesure qu'apparaît l'inégalité de propriété, par conséquent dès le stade supérieur de la barbarie, le salariat apparaît sporadiquement à côté du travail servile, et, simultanément, comme son corrélatif nécessaire, la prostitution professionnelle des femmes libres à côté de l'abandon obligatoire de son corps par l'esclave. Ainsi, l'héritage qu'a laissé le mariage par groupes à la civilisation est double, comme tout ce que la civilisation produit est à double face, équivoque, dichotomique, contradictoire : ici la monogamie, là l'hétéraïrisme, y compris sa forme extrême, la prostitution. L'hétéraïrisme est une institution sociale tout comme une autre ; il maintient l'ancienne liberté sexuelle au profit des hommes. Non seulement toléré en fait, mais pratiqué couramment, surtout par les classes dirigeantes, il est condamné en paroles. Mais, en réalité, cette condamnation ne frappe aucunement les hommes qui ont part à la chose, mais seulement les femmes : celles-ci, on les méprise et on les repousse pour proclamer ainsi une fois de plus, comme loi fondamentale de la société, la suprématie absolue de, l'homme sur le sexe féminin.

Mais par là se développe, dans la monogamie elle-même, une seconde antinomie. A côté du mari qui embellit son existence par l'hétéraïrisme, se trouve la femme délaissée. Et l'on ne peut avoir un terme d'une antinomie sans l'autre, pas plus qu'on ne peut garder en main une pomme entière après qu'on en a mangé la moitié. Telle semble néanmoins avoir été l'opinion des hommes jusqu'à ce que les femmes les eussent mieux informés. Avec la monogamie apparaissent d'une façon permanente deux figures sociales caractéristiques inconnues auparavant : l'amant permanent de la femme et le cocu. Les hommes avaient remporté la victoire sur les femmes, mais les vaincues se chargèrent généreusement de couronner le front des vainqueurs. A côté de la monogamie et de l'hétéraïrisme, l'adultère devint une institution sociale inéluctable — proscrire, rigoureusement punie, mais impossible à supprimer. La certitude de la paternité reposa, après comme auparavant, tout au plus sur la conviction morale, et, pour résoudre l'insoluble contradiction, le code Napoléon décréta, art. 312 : « *L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.* » (En français dans le texte.) C'est là le dernier résultat de trois mille ans de monogamie.

Nous avons ainsi dans la famille monogamique — dans les cas qui expriment fidèlement son origine historique et font clairement apparaître le conflit entre homme et femme exprimé par la domination exclusive du premier — une image en petit de ces mêmes contradictions et antagonismes où la société divisée en classes, depuis le début de la civilisation, se meut sans pouvoir ni les résoudre, ni les

vaincre. Je ne parle naturellement ici que de ces cas de monogamie où la vie conjugale s'écoule effectivement d'après l'ordonnance du caractère originel de toute l'institution, mais où la femme se révolte contre la domination de l'homme. Que ce ne soit pas l'histoire de tous les mariages, nul ne le sait mieux que le philistin allemand, qui n'est pas plus capable de maintenir sa souveraineté dans son ménage que dans l'Etat, et dont la femme porte en conséquence de plein droit la culotte dont il n'est pas digne. Mais, par compensation, il se croit bien supérieur à son compagnon d'infortune français, à qui il arrive, plus souvent qu'à lui-même, des choses beaucoup plus désagréables.

La famille monogamique n'a du reste pas revêtu partout et à toutes les époques la forme de rigueur classique qu'elle a eue chez les Grecs. Chez les Romains qui, en leur qualité de futurs conquérants du monde, avaient une vision plus large, quoique moins fine que les Grecs, la femme était plus libre et plus considérée. Le Romain croyait que la fidélité de sa femme était suffisamment garantie par le droit de vie et de mort qu'il avait sur elle. La femme pouvait, d'ailleurs, rompre volontairement le mariage aussi bien que l'homme. Mais le plus grand progrès dans l'évolution de la monogamie s'est décidément produit avec l'entrée des Germains dans l'histoire, et cela parce que chez eux, en raison sans doute de leur pauvreté, elle paraît ne s'être pas encore complètement dégagée à ce moment du mariage syndyasmique. Nous tirons cette conclusion de trois circonstances que mentionne Tacite : d'abord malgré le caractère très sacré du mariage — « ils se contentent d'une seule femme ; les femmes vivent ceintes de leur pudeur » — la polygamie était cependant en vigueur pour les grands et les chefs de tribu, situation analogue, par conséquent, à celle des Américains chez qui le mariage syndyasmique existait. Deuxièmement, la transition du droit maternel au droit paternel n'avait dû se faire que peu de temps auparavant, car le frère de la mère — le parent mâle *gentile* le plus proche, suivant le matriarcat — comptait presque comme un parent plus rapproché que le propre père, ce qui correspond également au point de vue des Indiens américains, chez lesquels Marx, comme il le disait souvent, avait trouvé la clé pour comprendre nos propres temps primitifs. Et troisièmement, chez les Germains, les femmes jouissaient d'une haute considération et exerçaient une grande influence, même sur les affaires publiques, ce qui est en contradiction directe avec la suprématie masculine de la monogamie. Ce sont presque autant de points sur lesquels les Germains sont d'accord avec les Spartiates, chez lesquels, comme nous l'avons vu, le mariage syndyasmique n'avait pas non plus disparu complètement. A cet égard, un facteur tout nouveau allait s'imposer avec les Germains. La nouvelle monogamie qui, sur les ruines du monde romain, se constitua désormais en conséquence du mélange des peuples, revêtit la suprématie masculine de formes plus douces, et laissa aux femmes une position bien plus considérée et plus libre — extérieurement au moins — que ne l'avait jamais connue l'antiquité classique. Cela donna pour la première fois la base sur laquelle put, de la monogamie, se former — en elle, à côté d'elle ou contre elle, selon les cas, — le plus grand progrès moral que nous lui devons : l'amour individuel moderne de sexe à sexe, antérieurement inconnu.

Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 50-55. Ring Verlag, Zurich.
(Edit. all.)

Edit. Costes, p. 65-71.

9. L'AMOUR SEXUEL ET LE MARIAGE, DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS (Engels).

Avant le moyen âge, il ne peut être question d'amour sexuel individuel. Certes, la beauté personnelle, l'intimité, les penchants communs, etc., ont éveillé chez les individus de sexe différent le désir des rapports sexuels, et hommes et femmes ne furent pas tout à fait indifférents quant au choix de leur partenaire dans ce plus intime des commerces, cela va de soi. Mais de là à notre amour sexuel moderne, il y a encore infiniment loin. Dans toute l'antiquité, les mariages sont conclus par les parents pour les intéressés, et ceux-ci s'en accommodent tranquillement. Le peu d'amour conjugal que l'antiquité connaît n'est pas une inclination subjective, mais bien un devoir objectif, non pas la base, mais le corrélatif du mariage. L'amour, dans le sens moderne du mot, ne se produit dans l'antiquité qu'en dehors de la société officielle. Les pasteurs dont Théocrite et Moschus nous chantent les joies et les chagrins d'amour, le Daphnis et la Chloé de Longus, sont uniquement des esclaves, qui n'ont point de part dans l'Etat, dans la sphère où vit le citoyen libre.

Mais en dehors des esclaves, nous ne trouvons la galanterie que comme un produit de la décomposition du vieux monde sur son déclin, et avec des femmes qui, elles aussi, vivent en dehors de la société officielle, des hétéraïes, donc des étrangères ou des affranchies : à Athènes dès la veille de sa chute, à Rome au temps des empereurs. Si par hasard il y eut des relations amoureuses entre citoyens et citoyennes libres, il s'agissait toujours d'adultère. Et l'amour sexuel, dans le sens que nous lui donnons, était si bien chose indifférente au vieil Anacréon, le poète classique de l'amour dans l'antiquité, que le sexe même de l'être aimé lui importait peu.

Notre amour sexuel se distingue essentiellement du simple désir sexuel, de l'Eros des anciens. D'abord, il suppose la réciprocité de l'amour chez l'être aimé ; la femme y est à ce point de vue l'égale de l'homme, tandis que dans l'Eros antique on est loin de toujours la consulter. En second lieu, l'amour sexuel a un degré de durée et d'intensité qui fait apparaître aux deux parties la non-possession et la séparation comme un grand malheur, sinon comme le plus grand de tous ; pour pouvoir être l'un à l'autre, elles jouent gros jeu, jusqu'à risquer leur vie, ce qui, dans l'antiquité, arrivait tout au plus en cas d'adultère. Et, enfin, il se crée une nouvelle règle d'appréciation morale pour juger le commerce sexuel : on ne demande pas seulement : était-il légitime ou illégitime ? mais aussi : résultait-il de l'amour et d'un amour partagé ? Il va de soi que dans la pratique féodale ou bourgeoise, cette règle n'est pas plus respectée que toute autre règle de morale, — on passe par-dessus. Mais elle ne l'est pas plus mal. Elle est tout aussi bien reconnue que les autres — en théorie, sur le papier. Et voilà, jusqu'à nouvel ordre, tout ce qu'elle peut demander.

Le point même où l'antiquité s'est arrêtée dans ses tendances à l'amour sexuel est celui d'où le moyen âge repart : l'adultère. Nous avons déjà dépeint l'amour chevaleresque qui inventa les *Tagelieder*. (*Chants du matin*, aubades.) De ce genre d'amour, qui tend à détruire le mariage, à celui qui doit le fonder, il y a encore un long chemin, que la chevalerie n'a jamais parcouru en entier. Même si des frivoles Latins nous passons aux vertueux Allemands, nous trouvons, dans le poème des *Nibelungen*, que si Kriemhild n'est pas moins éprise en secret de Siegfried que celui-ci l'est d'elle, elle n'en répond pas moins simplement à Gunther lui annonçant qu'il l'a promise à un chevalier qu'il ne nomme pas : « Vous n'avez pas besoin de me prier : telle que vous me l'ordonnez, telle je veux toujours être ; je veux bien m'unir, seigneur, à celui que vous me donnez pour mari. » Il ne vient pas du tout à l'idée de Kriemhild que son amour puisse le moins du monde entrer en considération. Gunther recherche en mariage Brünhild, et Etzel Kriemhild, sans les avoir jamais vues ; de même, dans *Gutrun*, Sigebant d'Irlande recherche la Norvégienne Ute, Hetel d'Hegelingen Hilda d'Irlande, et enfin Siegfried de Moriand, Hartmut d'Ormanie et Herwig de Zélande demandent tous trois la main de Gutrun ; et, dans ce dernier cas seulement, il arrive que celle-ci se prononce de son plein gré pour le dernier. D'ordinaire, la fiancée du jeune prince est choisie par les parents de celui-ci, s'ils vivent encore, ou, dans le cas contraire, par lui-même avec le consentement des grands feudataires qui, en tous cas, ont leur mot à dire dans la circonstance. Et il ne saurait d'ailleurs en être autrement. Pour le chevalier ou le baron comme pour le prince lui-même, le mariage est un acte politique, une question d'augmenter de pouvoir par des alliances nouvelles ; l'intérêt de la *maison* doit décider et non pas le caprice de l'individu. Comment l'amour serait-il à même d'avoir le dernier mot dans la conclusion du mariage ?

De même pour le bourgeois des corporations dans les villes au moyen âge. Précisément, les privilèges qui le protègent, les règlements restrictifs des corporations, les lignes de frontières artificielles qui le séparaient légalement, ici des autres corporations, là de ses propres confrères ou de ses compagnons et apprentis, rétrécissaient le cercle où il pouvait se chercher une épouse assortie. Et, dans ce système compliqué, ce n'était évidemment pas son goût personnel, mais l'intérêt de la famille qui décidait quelle était la femme qui, de toutes, convenait le mieux.

Dans l'immense majorité des cas, et jusqu'à la fin du moyen âge, le mariage resta de la sorte 'ce qu'il avait été dès l'origine, une affaire qui n'était pas décidée par les parties en cause. Au début, on venait au monde tout marié, — marié avec tout un groupe d'êtres de l'autre sexe. Dans les formes ultérieures du mariage par groupes, des conditions analogues existaient vraisemblablement, sauf un rétrécissement progressif du groupe. Dans le mariage syndyasmique, il est de règle que les mères conviennent entre elles du mariage de leurs enfants ; ici encore, ce qui décide, c'est la considération des nouveaux liens de parenté qui doivent affermir la situation du jeune couple dans la gens et la tribu. Et quand, par la prépondérance de la propriété individuelle sur la propriété collective et par l'intérêt de

la transmission héréditaire, arriva le règne du droit paternel et de la monogamie, alors plus que jamais le mariage dépendit de considérations économiques. La *forme* du mariage par achat disparaît, la chose se pratique dans une mesure toujours croissante, si bien que non seulement la femme, mais encore l'homme, a son prix, non pas d'après ses qualités personnelles, mais d'après ce qu'il possède. Que l'inclination réciproque des intéressés pût être la raison suprême de contracter mariage, ce fut, dans la pratique des classes dominantes, dès le début, chose inouïe ; cela n'arrivait que dans les romans, ou... chez les classes opprimées, qui ne comptaient pas.

Telle était la situation que trouva devant elle la production capitaliste lorsque, à dater de l'ère des découvertes géographiques, elle se mit en devoir, par le commerce mondial et l'industrie manufacturière, de conquérir l'empire du monde. On devait croire que ce mode de mariage lui conviendrait exceptionnellement, et c'était bien aussi la vérité. Et cependant — l'ironie de l'histoire du monde est insondable — ce fut elle qui dut y faire la brèche décisive. En transformant toutes choses en marchandises, elle désorganisa toutes les situations transmises par tradition ancienne, mit à la place des coutumes héréditaires, du droit historique, l'achat et la vente, le « libre » contrat ; et voilà (comment le juriste anglais H. Sumner Maine a cru avoir fait une découverte extraordinaire, en disant que tout notre progrès sur les époques précédentes consistait en ce que nous étions passés *front status to contract* (En anglais dans le texte.), d'une situation héréditairement transmise à des conditions librement consenties, ce qui, à la vérité, se trouvait déjà dans le *Manifeste communiste*, dans la mesure où c'est exact.

Mais pour conclure un contrat, il faut des gens pouvant librement disposer de leur personne, de leurs actes et de leurs biens, et se trouvant en face les uns des autres sur un pied d'égalité. Créer ces gens « libres » et « égaux » fut précisément une des tâches principales de la production capitaliste. Bien que cela ne se fit encore au début qu'à moitié consciemment et par surcroît sous un travestissement religieux, ce principe n'en resta pas moins établi, à dater de la réforme luthérienne et calviniste, que l'homme n'est complètement responsable de ses actions que lorsqu'il les a faites dans la pleine liberté de sa volonté, et que c'est un devoir de résister à toute contrainte poussant à un acte immoral. Mais comment ce principe pouvait-il s'accorder avec ce qui se pratiquait jusqu'alors dans la conclusion du mariage ? Le mariage était, d'après la conception bourgeoise, un contrat, une affaire de droit, et la plus importante de toutes, parce qu'elle disposait du corps et de l'âme de deux êtres humains pour toute leur vie. Il est vrai que, dans les formes, le mariage était, dès cette époque, conclu volontairement ; on ne se passait pas du « oui » des intéressés. Mais l'on ne savait que trop bien comment s'obtenait le « oui » et quels étaient les véritables auteurs du mariage. Cependant, dès lors que, pour les autres contrats, la liberté réelle de décision était exigée, pourquoi pas pour celui-ci ? Les deux jeunes gens qui devaient être accouplés n'avaient-ils pas aussi le droit de disposer librement d'eux-mêmes, de leur corps et de leurs organes ? L'amour sexuel n'avait-il pas été mis à la mode par la chevalerie ? Et, en face de l'amour adultère de la chevalerie, l'amour conjugal n'était-il pas sa véritable forme bourgeoise ? Mais si le devoir des époux était de s'aimer réciproquement, n'était-il pas autant du devoir des amants de ne se marier qu'entre eux, et avec personne d'autre ? Ce droit des amants n'était-il pas supérieur au droit des père et mère, des parents et autres entremetteurs et courtiers matrimoniaux traditionnels ? Du moment que le droit au libre examen personnel pénétrait sans gêne dans l'Eglise et la religion, pouvait-il s'arrêter devant l'intolérable prétention de la vieille génération à disposer du corps, de l'âme, de la fortune, du bonheur et du malheur des plus jeunes ?

Ces questions devaient forcément être soulevées en un temps qui relâchait tous les vieux liens sociaux et ébranlait toutes les idées reçues. La terre était, d'un seul coup, devenue dix fois plus grande ; au lieu d'un quartier d'hémisphère, le globe terrestre tout entier s'offrait aux regards des Européens occidentaux, qui s'empresaient de prendre possession des sept autres quartiers. Et, de même que les vieilles barrières étroites des patries, tombaient les entraves millénaires prescrites à la pensée du moyen âge. Un horizon infiniment plus étendu s'ouvrait à l'œil mental comme à l'œil corporel de l'homme. Qu'importait la bienveillante des gens respectables, qu'importait l'honorable privilège corporatif, transmis de génération en génération, au jeune homme qu'attiraient les richesses des Indes, les mines d'or et d'argent du Mexique et de Potosi. Ce fut l'époque de la chevalerie errante de la bourgeoisie, car elle aussi a eu son romantisme et son délire amoureux, mais sur un pied bourgeois et avec des buts, en dernière analyse, bourgeois.

C'est ainsi qu'il arriva que la bourgeoisie ascendante, celle des pays protestants surtout, où l'état de choses existant fut le plus profondément ébranlé, admit de plus en plus, pour le mariage aussi, la liberté du contrat, et la pratiqua de la façon dépeinte plus haut. Le mariage resta mariage de classe, mais au sein de la classe on accorda aux intéressés un certain degré de liberté dans le choix. Et sur le papier, dans la théorie morale comme dans, la peinture poétique, rien ne fut plus inébranlablement établi que l'immoralité de tout mariage ne reposant pas sur un amour sexuel réciproque et sur un accord réellement libre des époux. Bref, le mariage d'amour était proclamé droit de l'homme, et non seulement *droit de l'homme*, mais encore et par exception *droit de la femme*. (En français dans le texte.)

Mais ce droit de l'homme différait sur un point de tous les autres prétendus droits de l'homme. Tandis que ceux-ci, dans la pratique, étaient réservés aux classes dominantes, et restaient directement ou indirectement lettre morte pour la classe opprimée, le prolétariat, ici, une fois de plus, l'ironie de l'histoire s'affirme. La classe dominante reste dominée par les influences économiques que l'on sait et n'offre qu'exceptionnellement des cas de mariages vraiment conclus en toute liberté, tandis que ces cas, comme nous l'avons vu, sont la règle chez la classe opprimée.

La pleine liberté de conclure mariage ne pourra donc être réalisée de façon générale que lorsque la suppression de la production capitaliste et des conditions de propriété créées par elle aura écarté toutes les considérations économiques accessoires qui, aujourd'hui encore, exercent une si puissante influence sur le choix des époux. Alors il ne restera plus de motif autre que l'inclination réciproque.

Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 62-68. Ring Verlag, Zurich.
(Edit. all.)

Edit. Costes, p. 82-90.

10. LE MARIAGE DANS LES CHANSONS POPULAIRES (Lafargue).

Les religions et les gouvernements entourent le mariage de respect et de pompes ; les philosophes, les prêtres et les hommes d'Etat le considèrent comme le fondement de la famille, comme l'institution qui garantit, à la femme, position, protection et considération : la chanson populaire lance sa note discordante dans ce grave et solennel concert qui dure depuis des siècles.

Les chants traditionnels que l'on répétait et ceux que l'on improvisait en son honneur contrastaient étrangement avec la joie générale.

Dans les villages du Berry, les compagnes de l'épousée la conduisaient à l'église en chantant :

*Héla ! la pourre fille,
Qu'alle a donc du chagrin ;
Je la prenons chez gué (guère)
Je la menons chez rin (rien).*

La chanson populaire prenait à tâche de détruire, dans leur fleur, toutes les illusions de bonheur :

*Le jour de ses noces,
Le jour le plus beau,
Elle est couverte de roses blanches,
De roses pénitentes,
Et le ruban de trois couleurs
Le ruban de souffrance.
(Haute-Bretagne).*

*Le jour de mon mariage
Ah ! c'est mon plus beau jour !
Adieu plaisirs et agréments.*

*J'y mettrai mon habit noir.
Mon habit de pénitence,
Mon chapeau de même couleur,
Le cordon de souffrance.
(Picardie).*

Les filles du Poitou saluaient, de ce chant mélancolique et narquois, « Madame la mariée et toute la compagnée ».

*Adieu le souci,
La liberté jolie !
Adieu le temps chéri
De vot' bachelerie ;
Adieu les beaux discours
Qui se font dans l'amour.*

*Vous n'irez plus au bal,
Madam' la mariée,
Vous aurez l'air sérieux
Devant les compagnées,
Vous garderez l'maison
Pendant que nous irons.*

*Le bouquet que voilà,
Qu'i vous prions de prendre.
C'est un bouquet de fleurs
Pour vous faire comprendre
Que les plus grands honneurs
Passent comme les fleurs.*

*Le gâteau que voilà,
Que ma main vous présenta,
Prenez-en un morceau,
Car il vous représente
Qu'il faut pour se nourrir,
Travailler et souffrir.*

*Vous souhaitons l'bonjour,
Madam' la mariée,
Souvenez-vous toujours
Que vous êtes liée.*

Les filles du Languedoc lui conseillaient de mettre sur son sein :

*Un bouquet de pensées ;
Aux quatre coins du lit
Un bouquet de soucis.
Adieu, pauv' Jeanneton !*

En Gascogne, le chant nuptial était triste comme celui d'un condamné : avant de quitter la maison paternelle, les compagnes de la mariée lui recommandaient :

*Noubieto, en parti d'ici
Quito la roso, prend lou souci.*

(Petite mariée, en partant d'ici, — quitte la rose, prend le souci.)

En l'accompagnant à l'église, elles chantaient :

*Nobio, bouto la man sou cap,
Digo : « Bet tems, oun es anat ? »
La man sou cap, lou pé sou hour,
E digo adiu a tous betz jours.*

(Mariée, mets la main sur la tête, — dis : « Beau temps, où es-tu allé ? » — La main sur la tête, le pied sur le four ; — et dis adieu à tes beaux jours.)

En la ramenant de l'église dans la maison du mari, elles lui disaient :

*Adiu gléiseto, adiu pourtau !
Tourneras pas sans dauantau ;
Que tourneras pas dambe flours.
Que n'auras perdut tas amours.*

(Adieu église, adieu portail ! — Tu ne reviendras pas sans tablier (sans la livrée de travail) ; — tu ne reviendras pas avec des fleurs, — tu auras perdu tes amours.)

Le sort qui l'attendait était prévu :

*Qui veut avoir misère,
Qui veut avoir misère,
N'a qu'à s'y marier
Dondaine
N'a qu'à s'y marier
Dondé !*

Paul Lafargue : *Les chansons et les cérémonies populaires du mariage*, La Nouvelle Revue, 1886.

Paul Lafargue : *Critiques littéraires*, p. 4-6, Edit. Soc. Int., 1936.

11. LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE (Bebel).

Le grand mouvement intellectuel, qui s'incarna au cours du XVIII^e siècle dans des hommes comme Montesquieu, Voltaire, d'Alembert, Holbach, Helvétius, La Mettrie, Rousseau et d'autres, ne laissa pas les femmes indifférentes. S'il y en avait beaucoup qui se jetaient dans le mouvement pour rester à la mode, ou pour satisfaire leur désir d'intrigues, ou pour d'autres motifs peu sérieux, beaucoup d'entre elles prirent une part active au mouvement qui égalisa les bases de la société, et ruina le système féodal. Pendant les vingt années précédant l'explosion de la grande Révolution de 1789, qui passa sur la France comme un orage purifiant, disloqua tout le vieil organisme social et libéra les esprits, elles accouraient en foule aux cercles politiques et scientifiques. Elles aidèrent à préparer la Révolution qui fit passer les théories dans la pratique.

Quand, en juillet 1789, la grande Révolution commença enfin par la prise de la Bastille, ce furent aussi bien les femmes des classes élevées que les femmes du peuple qui prirent une part active au mouvement, exercèrent une influence marquée pour ou contre ce mouvement. Excessives dans le bien comme dans le mal, elles coopérèrent partout où l'occasion se présenta. La plupart des historiens n'ont pris acte que des excès commis, excès inévitables parce qu'ils découlaient de la corruption indescriptible, de l'exploitation, de l'oppression, du mépris et de la trahison des classes régnautes à l'égard du peuple. Ils ont minimisé ou passé sous silence les actions héroïques. Sous l'influence de ce jugement superficiel, Schiller chanta : « Les femmes se transformèrent en hyènes et se moquèrent de la peur. » Et cependant, elles ont donné tant d'exemples d'héroïsme, de grandeur d'âme, d'abnégation admirable pendant ces années terribles, que la rédaction impartiale d'un livre sur « Les femmes pendant la grande Révolution » équivaldrait à l'érection d'une colonne en leur honneur. (Voyez Emma Adler : *Die berühmten Frauen der französischen Revolution (Les femmes célèbres de la Révolution française)*, Vienne, 1906.) Michelet dit que les femmes furent à l'avant-garde de la Révolution.

Comme toujours, la misère générale qui pesait sur le peuple français pendant le règne des Bourbons, frappa surtout les femmes. Exclues par les lois de toute profession honnête, elles tombaient par dizaines de milliers dans la prostitution. Ajoutez à cela la famine de 1789, qui poussa leur misère et celle de leurs proches à son point culminant. Elles montèrent à l'assaut de l'Hôtel de Ville en octobre, et se dirigèrent en masse sur Versailles, où résidait la Cour. D'autres demandèrent par pétition à l'Assemblée Nationale « que l'on rétablît l'égalité entre l'homme et la femme, qu'on leur accordât la liberté du travail et qu'on les admît aux fonctions auxquelles leurs aptitudes les prédisposaient ». Comme elles comprenaient qu'elles devaient être fortes pour obtenir ces droits, et que la force ne s'obtient que par l'organisation et l'union, elles organisèrent partout en France des cercles de femmes, dont quelques-uns comptèrent un très grand nombre de membres. Elles entrèrent également dans les clubs masculins. Pendant que Mme Roland essayait, grâce à son intelligence, de jouer un rôle politique prépondérant parmi les Girondins, ce « hommes d'Etat » de la Révolution, l'ardente et éloquente Olympe de Gouges prit la direction des femmes du peuple et les défendit avec l'enthousiasme exubérant qui la caractérisait.

Lorsque, en 1793, la Convention eut proclamé les Droits de l'Homme, les femmes perspicaces s'aperçurent bien vite qu'il n'était question que des droits des hommes. Olympe de Gouges, Rose Lacombe et d'autres encore leur opposèrent les « droits de la femme » en dix-sept articles, basés sur cette déclaration faite le 28 brumaire (20 novembre 1793) devant la Commune de Paris : « Si la femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit avoir aussi celui de monter à la tribune. » Ces prétentions furent repoussées. Mais l'on confirma de façon sanglante ce qu'elles avaient dit à propos du droit de monter à l'échafaud. La défense des droits de la femme d'un côté, la lutte contre les violences de la Convention de l'autre, les désignèrent pour la guillotine. Olympe de Gouges fut décapitée pendant le mois de novembre de la même année ; Mme Roland mourut cinq jours plus tard. Toutes deux périrent en héroïnes. Peu de temps avant leur mort, le 17 octobre 1793, la Convention avait montré son antipathie pour les femmes en fermant tous les clubs féminins. Plus tard, comme les femmes ne cessaient de protester contre l'injustice dont elles étaient victimes, on leur défendit même l'accès de la Convention et des réunions publiques, et on les traita en révoltées.

Et lorsque, face à toute l'Europe réactionnaire marchant contre elle, la Convention eut déclaré « la patrie en danger » et convié tous les hommes en état de porter les armes à accourir en toute hâte pour défendre la Patrie et la République, d'enthousiastes Parisiennes s'offrirent à faire ce que firent effectivement vingt ans plus tard des femmes prussiennes contre le despotisme de Napoléon : défendre la patrie le fusil à la main.

Auguste Bebel : *La Femme et le Socialisme*, p. 411-414.

12. L'HISTOIRE DE LA FEMME EST L'HISTOIRE DE SON OPPRESSION (Bebel).

La femme et le travailleur ont ceci de commun : ils sont tous deux des opprimés. Cette oppression a subi des modifications dans sa forme, selon le temps et le pays, mais l'oppression s'est maintenue. A travers l'histoire, les opprimés eurent souvent conscience de leur oppression, et cette conscience amena des modifications et des soulagements dans leur situation. Mais ils ne purent déterminer la véritable nature de cette oppression. Chez la femme comme chez le travailleur, cette connaissance ne date que de nos jours. Il fallait d'abord connaître la véritable nature de la société et des lois, qui servirent de base à son développement, avant de déclencher, avec quelque chance de succès, un mouvement pour mettre fin à des situations reconnues comme injustes. L'importance et l'étendue d'un pareil mouvement dépendent de la conscience des couches lésées et de la liberté de mouvement qu'elles possèdent.

Sous ce double rapport, la femme est inférieure au travailleur, aussi bien par les mœurs et l'éducation que par la liberté qui lui est donnée. D'ailleurs, des conditions qui durent pendant une longue série de générations finissent par devenir des habitudes : l'hérédité et l'éducation les font apparaître comme « naturelles » aux deux parties intéressées. C'est ainsi que la femme accepte encore aujourd'hui sa situation inférieure comme une chose évidente par elle-même. Or a beaucoup de peine à lui démontrer que sa situation est indigne d'elle, et qu'elle doit chercher à devenir dans la société un membre possédant les mêmes droits que l'homme, et son égale sous tous les rapports.

S'il y a beaucoup de points de ressemblance entre la situation de la femme et celle de l'ouvrier, il y a cependant une différence essentielle : *la femme est le premier être humain qui ait eu à subir la servitude*. Elle a été esclave, avant que l'esclave fût.

Toute dépendance sociale trouve son origine dans la dépendance économique de l'opprimé vis-à-vis de l'opprimeur. De temps immémorial, la femme se trouve dans cette situation ; l'histoire du développement de la société humaine nous l'apprend.

Auguste Bebel : *La Femme et le Socialisme*, p. 35-36.

13. L'AVENIR DE LA MONOGAMIE (Engels).

Maintenant, nous marchons à une révolution sociale où les bases économiques actuelles de la monogamie disparaîtront aussi sûrement que celles de son complément, la prostitution. La monogamie est née de la concentration de grandes richesses dans les mêmes mains — celles d'un homme — et le désir de transmettre ces richesses par héritage aux enfants de cet homme-là et d'aucun autre. Pour cela, la monogamie de la femme était nécessaire, non celle de l'homme, si bien que cette monogamie de la femme n'a pas le moins du monde entravé la polygamie ouverte ou cachée de l'homme. Mais la révolution sociale imminente, en transformant au moins l'immense majorité des fortunes immobilières héréditaires — des moyens de production — en propriété sociale, réduira tous ces soucis de transmission héréditaire au minimum. Or, la monogamie étant née de causes économiques, disparaîtra-t-elle si ces causes disparaissent ?

On pourrait répondre, non sans raison : elle disparaîtra si peu que c'est bien plutôt à partir de ce moment qu'elle sera pleinement réalisée. Car avec la transformation des moyens de production en propriété sociale disparaissent aussi le salariat, le prolétariat, et, par suite, la nécessité obligeant un certain nombre — calculable par la statistique — de femmes à se prostituer pour de l'argent. La prostitution disparaît, la monogamie, au lieu de périr, devient enfin une réalité — même pour les hommes.

La condition des hommes sera donc, dans tous les cas, fort modifiée. Mais celle des femmes, de *toutes* les femmes, subira également des changements considérables. Les moyens de production une fois passés à la propriété commune, la famille individuelle cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en industrie sociale. Les soins et l'éducation à donner aux enfants deviennent une affaire publique ; la société prend un soin égal de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels. Ainsi disparaît le souci des « suites », aujourd'hui le mobile social essentiel — tant moral qu'économique — qui empêche une jeune fille de se donner sans arrière-pensée à celui qu'elle aime. Est-ce que cela ne suffira pas pour amener progressivement plus de liberté dans le commerce sexuel, et une opinion publique par conséquent moins rigoriste en matière d'honneur des vierges et de déshonneur des femmes ? Et enfin, n'avons-nous pas vu que, dans le monde moderne, monogamie et prostitution sont, il est vrai, des antinomies, mais des antinomies inséparables, les deux pôles du même état social ? La prostitution peut-elle disparaître sans entraîner avec elle la monogamie dans l'abîme ?

Ici, entre en jeu un élément nouveau, un élément qui, à l'époque où la monogamie se constituait, existait tout au plus en germe : l'amour sexuel individuel.

... Mais comme, par sa nature, l'amour sexuel est exclusif — bien que de nos jours cette exclusivité ne se réalise complètement que chez la femme — le mariage fondé sur l'amour sexuel est, de par sa nature, monogamie. Nous avons vu combien Bachofen avait raison lorsqu'il considérait le progrès constitué par le passage du mariage par groupes au mariage syndyasmique comme étant surtout l'œuvre de la femme ; seul le passage du dernier à la monogamie peut être mis au compte de l'homme ; il a essentiellement consisté dans l'histoire à faire empirer la situation des femmes et à faciliter l'infidélité des hommes. Que disparaissent les considérations économiques en vertu desquelles les femmes ont accepté cette infidélité habituelle des hommes — le souci de leur propre existence, et plus encore celui de l'avenir des enfants — et l'égalité de la femme qui en résultera aura pour effet, selon toutes les expériences antérieures, que les hommes deviendront monogames dans une proportion infiniment plus large que les femmes ne deviendront polyandres.

Mais ce qui disparaîtra décidément de la monogamie, ce sont tous les caractères qui lui ont été imprimés par les conditions de la propriété auxquelles elle doit sa naissance : ces caractères sont d'abord la prépondérance de l'homme et ensuite l'indissolubilité. La prépondérance de l'homme dans le mariage est une simple conséquence de sa prépondérance économique, et tombera d'elle-même avec celle-ci. L'indissolubilité du mariage est en partie conséquence de la situation économique dans laquelle est née la monogamie, en partie tradition de l'époque où le lien qui unissait cette situation économique à la monogamie n'était pas encore bien compris et subissait une exagération religieuse. Elle est dès aujourd'hui entamée par mille côtés. Si le mariage fondé sur l'amour est seul moral, celui-là seul peut l'être où l'amour persiste. Mais la durée de l'accès de l'amour sexuel est fort variable suivant les individus, notamment chez les hommes, et une disparition de l'inclination ou son éviction par un amour passionnel nouveau fait de la séparation un bienfait pour les deux parties comme pour la société. On épargnera seulement aux gens de patauger dans la boue inutile d'un procès en divorce.

Ce que nous pouvons donc augurer de l'organisation des rapports sexuels, après l'imminent coup de balai donné à la production capitaliste, est surtout d'ordre négatif et se borne principalement à ce qui disparaîtra. Mais qu'arrivera-t-il ensuite ? Cela se décidera quand une nouvelle génération aura grandi et quand une génération d'hommes qui jamais de leur vie n'auront été dans le cas d'acheter à prix d'argent, ou à l'aide de tout autre ressort social, l'abandon d'une femme : génération de femmes qui n'auront jamais été dans le cas ni de se livrer à un homme pour d'autres considérations qu'un amour réel, ni de se refuser à l'aimé par crainte des suites économiques de cet abandon. Quand ces gens-là existeront, du diable s'ils se soucieront de ce qu'on croit aujourd'hui qu'ils devraient faire : ils se créeront eux-mêmes leurs coutumes et une opinion publique appropriée pour juger la manière d'agir de chacun. Un point, c'est tout.

Engels : *l'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 61-62, 68-70. Ring Verlag, Zurich. (Edit, all.)

Edit. Costes, p. 80-82, 90-93.

DEUXIEME PARTIE

LE MARXISME ET LA LIBERATION DE LA FEMME

1. LA FEMME ET LE COMMUNISME GROSSIER (Marx).

Ce mouvement qui tend à opposer à la propriété privée la propriété privée rendue commune, s'exprime dans une forme animale lorsqu'il oppose au *mariage* (qui est évidemment une *forme de propriété privée exclusive*) la *communauté des femmes*, où la femme devient une propriété *collective et vulgaire*. On peut dire que cette idée de la *communauté des femmes révèle le secret* de ce communisme encore tout à fait grossier et dépourvu de pensée. De même que la femme quitte le mariage pour la prostitution générale, de même le monde entier de la richesse, c'est-à-dire de l'essence objective de l'homme, passe de l'état de mariage exclusif avec la propriété privée à la prostitution générale avec la collectivité. Ce communisme — qui nie partout la *personnalité humaine* — n'est qu'une expression conséquente de la propriété privée, qui en est elle-même la négation. *L'envie générale*, devenue une force, n'est qu'une forme déguisée par laquelle l'avidité s'affirme et se satisfait d'une autre façon. L'idée de toute propriété privée en tant que telle se retourne *au moins* contre la propriété privée *plus riche*, sous forme d'envie et de tendance à niveler, de sorte que ces dernières constituent l'essence de la concurrence. Le communisme grossier n'est que l'achèvement de cette envie et de ce désir de nivellement en vue d'un minimum imaginé. Il a une échelle de mesures *définie et bornée*. Que cette abolition de la propriété privée ne soit pat du tout une véritable appropriation, cela est prouvé par la négation abstraite de tout l'univers de la culture et de la civilisation, le retour à la simplicité *non naturelle* de l'homme pauvre et dans le besoin, qui non seulement n'a pas dépassé la propriété privée, mais ne l'a même pas atteinte.

La *femme*, considérée comme proie et comme objet qui sert à satisfaire la concupiscence collective, exprime la dégradation infinie de l'homme qui n'existe que pour soi, car le mystère des rapports de l'homme avec son semblable trouve son expression *non équivoque*, décisive, *publique*, ouverte, dans le rapport de l'homme et de la femme et dans la façon de concevoir le rapport générique *immédiat et naturel*. Le rapport immédiat, naturel, nécessaire, des êtres humains est le *rapport de l'homme et de la femme*. Dans ce rapport générique *naturel*, le rapport de l'homme avec la nature représente directement le rapport de l'homme avec son semblable, de même que le rapport de l'homme avec son semblable représente directement son rapport avec la nature, sa propre destination *naturelle*. Par conséquent, ce rapport *fait apparaître* d'une *manière sensible*, réduit à un *fait* visible, à quel point l'essence humaine est devenue nature pour l'homme et à quel point la nature est devenue l'essence humaine de l'homme. C'est pourquoi, en se fondant sur ce rapport, on peut juger du degré général du développement de l'homme. Le caractère de ce rapport montre dans quelle mesure l'*homme*, en tant qu'être *générique*, est devenu *homme* et se conçoit comme tel ; le rapport de l'homme et de la femme est le rapport *le plus naturel* des êtres humains. Par conséquent, on y voit jusqu'à quel point le comportement *naturel* de l'homme est devenu *humain*, et jusqu'à quel point son essence *humaine* est devenue pour lui essence *naturelle*, jusqu'à quel point sa *nature humaine* est devenue *nature* pour lui. Dans ce rapport, on voit aussi jusqu'à quel point le *besoin* de l'homme est devenu un besoin *humain*, c'est-à-dire jusqu'à quel point un *autre* être humain est devenu pour lui un besoin, en tant qu'être humain, jusqu'à quel point il est, dans son existence individuelle, en même temps un être social.

Ainsi, la première forme positive de l'abolition de la propriété privée, le communisme *grossier*, n'est qu'une *forme où se manifeste* l'abjection de la propriété privée qui veut s'affirmer comme *manière d'être sociale positive*.

Marx : « Propriété privée et communisme ». *Manuscrits économiques et philosophiques* (1844).
Œuvres, t. III, p. 112-113. (Édit. all.)

2. L'EMANCIPATION DES FEMMES ET LA CRITIQUE CRITIQUE (Marx).

A l'occasion de l'arrestation de Louise Morel, Rodolphe se livre à des réflexions qui peuvent se résumer comme suit : « Le maître débauche souvent la servante, par la terreur, la surprise ou la mise à profit des occasions créées par la nature même de la *domesticité*. Il la plonge dans le malheur, la honte, le crime. Mais la *loi* veut *ignorer* tout cela... Le criminel qui a, en fait, poussé la jeune fille à l'infanticide, on ne le *punit* pas. »

Dans ses réflexions, Rodolphe ne va même pas jusqu'à soumettre la *domesticité* à sa haute critique. *Petit prince*, il est un *grand* protecteur de la *domesticité*. Rodolphe est encore plus loin de considérer la condition générale de la femme dans la société moderne comme inhumaine. Absolument fidèle à son ancienne théorie, il regrette simplement l'absence d'une *loi* qui *punisse* le séducteur et accompagne le repentir et l'expiation de terribles châtiments.

Rodolphe n'aurait qu'à étudier la législation actuelle d'autres pays. La législation *anglaise* comble tous ses désirs. Dans sa délicatesse, dont *Blackstone* fait le plus grand éloge, elle va jusqu'à déclarer coupable de *félonie* quiconque séduit une fille de joie.

Monsieur Szeliga fait retentir ses fanfares :

« Ceci ! — Pensez donc ! — Rodolphe ! — Comparez donc *ces idées* à vos *élucubrations fantaisistes* sur *l'émancipation de la femme*. Cette émancipation, on peut *presque* la toucher du doigt chez Rodolphe, tandis que vous êtes, de par votre nature, bien trop pratiques et connaissez par suite tant d'échecs dans vos tentatives. »

Nous devons, en tout cas, à Monsieur Szeliga la révélation de ce mystère : un fait peut être *presque* touché du doigt dans des idées. Quant à sa plaisante comparaison de Rodolphe aux hommes qui ont préconisé l'émancipation de la femme, on n'a qu'à comparer les *idées* de Rodolphe aux fantaisies suivantes de Fourier :

« L'adultère, la séduction font honneur aux séducteurs et sont de bon ton... Mais, pauvre jeune fille ! l'infanticide, quel crime ! Si elle tient à l'honneur, il faut qu'elle fasse disparaître les traces du déshonneur ; et si elle sacrifie son enfant aux préjugés du monde, elle est déshonorée davantage encore et tombe sous les préjugés de la loi... Tel est le cercle vicieux que décrit tout mécanisme civilisé...

« La jeune fille n'est-elle pas une marchandise exposée en vente à qui veut en négocier l'acquisition et la propriété exclusive ?... *De même qu'en grammaire deux négations valent une affirmation, l'on peut dire qu'en négoce conjugal deux prostitutions valent une vertu...* (En français dans le texte.)

« ... L'évolution d'une époque historique est déterminée par le rapport entre le progrès de la femme et la liberté, car des rapports entre l'homme et la femme, entre le faible et le fort, ressort nettement le triomphe de la nature humaine sur la bestialité. Le degré de l'émancipation féminine détermine naturellement l'émancipation générale...

« L'humiliation du sexe est un trait essentiel et caractéristique aussi bien de la civilisation que de la barbarie, avec cette différence que le vice est pratiqué par la barbarie sans être enjolivé, tandis qu'il est élevé par la civilisation au degré d'une existence complexe, équivoque, inconvenante et hypocrite... Personne n'est humilié autant que l'homme par le crime de traiter la femme en esclave. »

Il est superflu, devant les idées de Rodolphe, de renvoyer à la caractéristique magistrale que Fourier nous a donnée du *mariage*, ainsi qu'aux écrits de la fraction matérialiste du communisme français.

Le rebut le plus triste de la littérature socialiste tel que nous le trouvons chez le romancier révèle toujours à la critique critique des « mystères » inconnus.

Marx : *la Sainte Famille ou Critique de la critique critique*, *Œuvres*, t. III, p. 373-375. (Edit. all.)

Edit. Costes. *Œuvres philosophiques*, t. III, p. 97-99.

3. LA DECOMPOSITION DE LA FAMILLE BOURGEOISE (Marx).

Le brave garçon (Max Stirner, l'auteur de *l'Unique et sa propriété*. (N.R.)) voit une fois de plus la domination du saint là où dominant seulement des rapports empiriques. Le bourgeois considère les institutions de son régime comme le Juif considère la loi ; il les transgresse autant que possible, dans chaque cas particulier, mais il veut que tous les autres s'y soumettent. Si tous les bourgeois transgressaient en masse et d'un seul coup les institutions de la bourgeoisie, ils cesseraient d'être bourgeois, — conduite qui ne leur vient pas naturellement à l'esprit et ne dépend aucunement de leur volonté. Le bourgeois libertin transgresse le mariage et commet clandestinement un adultère ; le marchand transgresse l'institution de la propriété en privant les autres de leur propriété par la spéculation, la banqueroute, etc... ; le jeune bourgeois se rend indépendant de sa propre famille, quand il le peut ; il dissout pratiquement pour son compte la famille ; mais le mariage, la propriété privée, la famille, demeurent théoriquement intacts, parce que, pratiquement, ils sont le fondement sur lequel la bourgeoisie a érigé sa domination, parce que, dans leur forme bourgeoise, ils sont les conditions qui font d'un bourgeois un bourgeois, de même que la loi toujours transgressée fait d'un Juif religieux un Juif religieux. Ce rapport du bourgeois avec ses conditions d'existence trouve son expression générale dans la morale bourgeoise. Ne parlons d'ailleurs pas de « la » famille. La bourgeoisie donne historiquement à la famille le caractère de famille bourgeoise, dont les liens sont l'ennui et l'argent, et qui comprend aussi la décomposition bourgeoise de la famille, pendant laquelle la famille elle-même continue à exister. A sa fangeuse existence correspond aussi une conception sacrée, dans la phraséologie officielle et dans l'hypocrisie générale. Là où la famille est *réellement* décomposée, comme dans le prolétariat, il se passe juste le contraire de ce que pense Stirner. L'idée de la famille n'y existe pas du tout, tandis que nous constatons, par endroits, il est vrai, un penchant pour la vie familiale qui s'appuie sur des rapports tout à fait réels. Au XVIII^e siècle, l'idée de famille s'est dissoute sous les coups des philosophes, parce que la famille réelle, au degré supérieur de la civilisation, commençait déjà à se dissoudre. Ce qui se dissolvait, c'étaient le lien intérieur de la famille, les divers éléments qui forment la notion de la famille : l'obéissance, la piété, la fidélité conjugale, etc. ; mais le corps réel de la famille, les conditions de fortune, l'attitude exclusive à l'égard des autres familles, la cohabitation forcée, les conditions créées par l'existence des enfants, la construction des villes modernes, la formation du capital, etc., demeurèrent, bien que souvent troublées, parce que l'existence de la famille est rendue nécessaire par sa connexion avec le mode de production, indépendamment de la volonté de la société bourgeoise. Cette nécessité se manifeste de la façon la plus frappante dans la Révolution française où la famille, un instant, fut pour ainsi dire abolie par la loi. La famille continue à exister cependant au XIX^e siècle, mais avec cette différence que sa décomposition est devenue plus générale, non à cause de l'idéologie, mais par suite du développement de l'industrie et de la concurrence ; elle continue à exister, bien que sa décomposition ait été proclamée depuis longtemps par les socialistes français et anglais et que les romans français aient même fini par porter ce fait à la connaissance des docteurs de l'église allemande.

Marx : *l'Idéologie allemande. Œuvres*, t. V, p. 162-163. (Edit. all.)

4. LE REGIME COMMUNISTE ET LA FAMILLE (Engels).

21^e question. — Quelles répercussions aura le régime communiste sur la famille ?

Réponse. — Il transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent, et où la société n'a pas à intervenir. Cette transformation sera possible, du moment qu'il supprimera la propriété privée, qu'il élèvera les enfants en commun et détruira ainsi les deux bases principales du mariage actuel, à savoir la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents. C'est là qu'est la réponse à toutes les criaileries des moralistes bourgeois sur la communauté des femmes que veulent, paraît-il, introduire les communistes. La communauté des femmes est un phénomène qui appartient uniquement à la société bourgeoise et qui est réalisé aujourd'hui par la prostitution. Mais la prostitution repose sur la propriété privée et disparaît avec elle. Par conséquent, le régime communiste, loin d'introduire la communauté des femmes, la supprimera, au contraire.

F. Engels : *Principes du communisme*, p. 29. Bureau d'éditions.

5. LES COMMUNISTES ET LA FAMILLE (Marx et Engels).

L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

Sur quelle base repose la famille actuelle, la famille bourgeoise ? Sur le capital, sur l'enrichissement privé. Elle n'existe avec son plein développement que pour la bourgeoisie ; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille chez les prolétaires et la prostitution publique.

La famille du bourgeois s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons. Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société.

Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion plus ou moins directe de la société au moyen de l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas cette ingérence de la société dans l'éducation ; ils en modifient simplement le caractère, ils arrachent l'éducation à l'influence de la classe dirigeante.

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents, deviennent de plus en plus écœurantes, à mesure que la grande industrie détruit tous les liens de famille pour les prolétaires et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.

Mais vous voulez, vous autres communistes, introduire la communauté des femmes ! nous crie en chœur toute la bourgeoisie.

Le bourgeois voit dans sa femme un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production seront exploités en commun, et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation.

Il ne se doute pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production,

Rien de plus ridicule, du reste, que cette épouvante ultra-morale de nos bourgeois devant la prétendue communauté officielle des femmes chez les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes, elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires, sans même parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on reprocher aux communistes de vouloir substituer, à une communauté des femmes hypocritement dissimulée, une communauté officielle et franchement avouée. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel disparaît également la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution, officielle et non officielle.

Marx et Engels : *Manifeste du Parti communiste, Œuvres*, t. VI, p. 541-543. (Edit. all.)

Edit. Sociales, p. 24-25, 1947.

6. FOURIER ET L'EMANCIPATION DES FEMMES (Engels).

Fourier prend au mot la bourgeoisie, ses prophètes enthousiastes d'avant la Révolution, et ses panégyristes intéressés d'après la Révolution. Il dévoile sans pitié la misère matérielle et morale du monde bourgeois ; il met en regard les promesses illusoire des « philosophes » relatives à la société où règnera la raison seule, à la civilisation faisant le bonheur de tous, à la perfectibilité humaine indéfinie, aussi bien crue la phraséologie couleur de rose des idéologues bourgeois contemporains ; il démontre qu'aux phrases les plus grandiloquentes répond partout la plus misérable des réalités, et il déverse sa raillerie mordante sur ce fiasco irrémédiable de la phrase.

Fourier n'est pas seulement un critique : sa nature éternellement allègre fait de lui un satirique, et l'un des plus grands satiriques de tous les temps. Il décrit avec autant de maestria que de gaieté les folles spéculations qui fleurirent au déclin de la Révolution, et l'esprit boutiquier généralement répandu dans tout le commerce français d'alors. Plus magistrale encore est sa critique de la manière dont la bourgeoisie organise les rapports sexuels et de la situation de la femme dans la société bourgeoise. Il énonce pour la première fois cette vérité que, dans une société donnée, le degré de l'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de l'émancipation générale.

Engels : *le Bouleversement de la science par Monsieur Eugène Dühring*, p. 253-254, Ring Verlag, Zurich, 1934. (Edit. all.)

Edit. Costes, t. III, p. 10-11.

7. LA FAMILLE SELON M. DUHRING (Engels).

De même que Monsieur Dühring se figurait tout à l'heure qu'on pouvait substituer au mode de production capitaliste le mode de production social sans transformer la production elle-même, de même il s'imagine ici qu'on peut détacher la famille bourgeoise moderne de tout son fondement économique sans en changer du même coup la forme tout entière. Cette forme est pour lui à ce point immuable qu'il va jusqu'à faire de l' « ancien droit romain », quoique sous une forme un peu « ennoblie », la norme éternelle de la constitution familiale et qu'il ne peut se représenter une famille autrement que comme une unité « qui hérite », c'est-à-dire qui possède. Ici, les utopistes dépassent de loin Monsieur Dühring. Pour eux, la libre association des hommes et la transformation du travail domestique privé en industrie publique entraînaient la socialisation de l'éducation, et par là des rapports réciproques véritablement libres entre membres d'une famille. Et d'ailleurs, Marx a déjà montré (*Capital*, p. 515 et suivantes) comment

la grande industrie, par le rôle décisif qu'elle assigne aux femmes, aux adolescents et aux enfants des deux sexes dans les procès de production socialement organisés en dehors de la sphère familiale, crée une nouvelle base économique pour une forme supérieure de la famille et des relations entre les deux sexes.

Engels : *le Bouleversement de la science par Monsieur Eugène Dühring*, p. 314, Ring Verlag, Zurich, 1934. (Edit. all.)

Edit. Costes, t. III, p. 111-112.

8. LE MARIAGE BOURGEOIS (Engels).

Le mariage bourgeois, de nos jours, est de deux sortes. Dans les pays catholiques, ce sont, comme auparavant, les parents qui procurent au jeune fils de bourgeois la femme qu'il lui faut, et la conséquence naturelle de cela, c'est que se déploie pleinement la contradiction qu'enferme la monogamie : exubérance de l'hétaïrisme du côté de l'homme, exubérance de l'adultère du côté de la femme. L'Eglise catholique n'a sans doute aboli le divorce que parce qu'elle s'est convaincue que, contre l'adultère comme contre la mort, il ne croît pas d'herbe curative. Dans les pays protestants, au contraire, il est de règle que l'on accorde au fils de bourgeois plus ou moins de liberté pour se chercher une femme de sa classe ; il en résulte qu'une certaine dose d'amour peut exister dans le mariage et que, par convenance, elle est toujours supposée, ce qui répond bien à l'hypocrisie protestante. Ici l'hétaïrisme de l'homme est moins poussé et l'adultère de la femme y est moins la règle. Mais comme dans toute espèce de mariage les êtres humains restent ce qu'ils étaient avant de se marier, et comme les bourgeois des pays protestants sont pour la plupart des philistins, cette monogamie protestante n'aboutit, dans la moyenne des cas les plus favorables, qu'à la mise en commun d'un ennui de plomb que l'on désigne sous le nom de bonheur domestique. Le meilleur miroir de ces deux méthodes de mariage est le roman, le roman français pour la manière catholique, le roman allemand pour la manière protestante. Dans chacun des deux, l'homme « gagne son lot » : dans le roman allemand, pour le garçon, la jeune fille ; dans le roman français, pour le mari, les cornes. Lequel des deux est le plus attrapé ? La question reste ouverte. C'est pourquoi aussi l'ennui du roman allemand inspire aux bourgeois français la même horreur qu'au philistin allemand l' « immoralité » du roman français.

Dans ces derniers temps (Vers 1880.), toutefois, depuis que « Berlin devient une capitale mondiale », le roman allemand commence à pousser des incursions un peu moins timides dans l'hétaïrisme et l'adultère, bien connus là-bas depuis longtemps.

Mais dans les deux cas, le mariage est basé sur la situation de classe des parties et est toujours, par conséquent, un mariage de convenance. Dans les deux cas encore, ce mariage de convenance se change assez souvent en la plus grossière prostitution, — parfois des deux côtés, mais bien plus habituellement du côté de la femme ; celle-ci ne se différencie de la courtisane ordinaire seulement en ceci qu'elle ne loue pas son corps à la pièce comme une salariée, mais qu'elle le vend une fois pour toutes comme une esclave. Et à tous les mariages de convenance s'applique le mot de Fourier : « De même qu'en grammaire deux négations valent une affirmation, l'on peut dire qu'en négoce conjugal, deux prostitutions valent une vertu. » L'amour sexuel n'est et ne peut être réellement la règle dans les relations avec la femme que dans les classes opprimées, c'est-à-dire de nos jours dans le prolétariat, — que ces relations soient ou non officiellement autorisées. Mais dans ces cas aussi, tous les fondements de la monogamie classique disparaissent. Il ne s'y trouve aucune propriété, pour la conservation et la transmission de laquelle la monogamie et la domination de l'homme ont précisément été instituées et il y manque, par suite, tout motif aussi de faire valoir la suprématie masculine. Bien plus, les moyens mêmes y font défaut : le droit bourgeois, qui protège cette suprématie, n'existe que pour les possédants et pour leurs rapports avec les prolétaires ; il coûte de l'argent et par conséquent, pour cause de pauvreté, il ne vaut pas pour la situation de l'ouvrier à l'égard de sa femme. Ici, ce sont de tout autres problèmes personnels et sociaux qui décident. Et, en définitive, depuis que la grande industrie a arraché la femme à la maison pour la jeter sur le marché du travail et dans la fabrique en faisant d'elle assez souvent le soutien de la famille, toute base a été enlevée au dernier reste de la suprématie de l'homme dans la demeure du prolétaire, — sauf peut-être encore un peu de la brutalité envers les femmes qui s'est propagée avec l'introduction de la monogamie. La famille du prolétaire n'est donc plus monogamique dans le sens strict du mot, même si l'on suppose l'amour le plus passionné et la plus stricte fidélité des conjoints, et malgré toutes les bénédictions spirituelles et temporelles possibles. C'est pourquoi les éternels compagnons de la monogamie, l'hétaïrisme et l'adultère, n'y jouent qu'un rôle en voie de presque disparition ; la femme a reconquis en fait le droit au divorce, et quand on ne peut plus se supporter, on aime mieux s'en aller chacun de son côté. Bref, le mariage prolétarien est monogamique dans le sens étymologique du mot, mais ne l'est nullement dans son sens historique.

Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 56-58. Ring Verlag, Zurich.
(Edit. all.)

Edit. Costes, p. 73-75.

9. LA SITUATION JURIDIQUE DE LA FEMME ET LES CONDITIONS DE SON AFFRANCHISSEMENT (Engels).

Nos juristes trouvent, il est vrai, que le progrès de la législation enlève aux femmes, dans une mesure croissante, tout motif de se plaindre. Les systèmes législatifs de la civilisation moderne reconnaissent de plus en plus, d'abord que le mariage, pour être valable, doit être un contrat librement consenti par les deux parties, et en second lieu que, pendant le mariage encore, les deux parties doivent avoir à l'égard l'une de l'autre les mêmes droits et les mêmes devoirs. Mais si ces deux conditions étaient appliquées avec conséquence, les femmes auraient tout ce qu'elles pourraient désirer.

Cette argumentation, qui sent bien son juriste, est exactement celle par laquelle le bourgeois républicain radical ferme la bouche au prolétaire. Le contrat de travail est censément un contrat librement consenti par les deux parties. Mais il compte pour librement consenti dès lors que la loi établit *sur le papier* l'égalité des deux parties. La puissance que la différence de la situation de classe donne à l'une des parties, la pression que celle-ci exerce sur l'autre, — la condition économique réelle des deux — cela ne regarde pas la loi. Et pendant la durée du contrat de travail, les deux parties sont encore censées jouir de droits égaux, pour autant que l'une ou l'autre n'y a pas expressément renoncé. Que l'état de choses économique force l'ouvrier à renoncer même à la dernière apparence d'égalité de droit, la loi n'y peut encore rien.

En ce qui concerne le mariage, la loi, même la plus perfectionnée, est pleinement satisfaite dès que les intéressés ont formellement donné leur libre consentement au procès-verbal. Quant à ce qui se passe derrière les coulisses juridiques où se joue la vie réelle, et de quelle façon s'obtient cette liberté de consentement, ni la loi ni le juriste ne peuvent s'en préoccuper. Et cependant le plus simple recours au droit comparé devrait, ici montrer au juriste ce qu'il en est de cette liberté de consentement. Dans les pays où la loi assure aux enfants une part obligatoire de la fortune des parents, où par suite ils ne peuvent être déshérités — en Allemagne, dans les pays placés sous le régime du droit français, etc., — les enfants sont, pour contracter mariage, liés au consentement des parents. Dans les pays de droit anglais, où ce consentement n'est pas une (condition légale du mariage, les parents jouissent aussi d'une absolue liberté de tester et peuvent, à leur gré, déshériter leurs enfants. Il est cependant clair que, malgré cela et même à cause de cela, dans les classes où il y a quelque chose à hériter, la liberté du mariage n'est pas, en fait, d'un cheveu plus grande en Angleterre et en Amérique qu'en France et en Allemagne.

Il n'en va pas mieux de l'égalité juridique des droits entre l'homme et la femme dans le mariage. L'inégalité des droits entre eux, que nous avons héritée de conditions sociales antérieures, n'est pas la cause, mais l'effet de l'oppression économique de la femme. Dans l'ancien ménage communiste, qui comprenait de nombreux couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, abandonnée aux femmes, était aussi bien une industrie publique, socialement nécessaire, que la fourniture des vivres par les hommes. Les choses changèrent avec la famille patriarcale, et plus encore avec la famille individuelle monogamique. La direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne regarda plus la société. Elle devint un *service privé* ; la femme devint une première servante, écartée de la participation à la production sociale. C'est seulement la grande industrie de nos jours qui lui a ouvert à nouveau la voie de la production sociale — et encore à la seule femme prolétaire. Mais les conditions en sont telles *que* si la femme remplit ses devoirs dans le service privé de la famille, elle reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner ; et que, d'autre part, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son compte, elle est hors d'état de remplir ses devoirs de famille. Et il en va de même pour la femme dans toutes les branches d'affaires, et jusque dans la médecine ou le barreau, tout comme à la fabrique. La famille individuelle moderne est fondée sur l'esclavage domestique avoué ou dissimulé de la femme, et la société moderne est une masse exclusivement composée de familles individuelles qui en sont comme les molécules. L'homme, de nos jours, doit, dans la grande majorité des cas, gagner de quoi nourrir sa famille, tout au moins dans les classes possédantes, et cela lui donne une situation prépondérante qui n'a pas besoin d'être spécialement privilégiée par la loi. Il est, dans la famille, le bourgeois, et la femme représente le prolétariat. Mais, dans le monde industriel, le caractère spécifique de l'oppression économique qui pèse sur le prolétariat ne se manifeste dans toute son acuité qu'une fois tous les privilèges légaux de la classe des capitalistes supprimés, et la pleine égalité des deux classes juridiquement établie ; la République démocratique n'élimine pas l'antagonisme entre les deux classes, elle ne fait au contraire que fournir le terrain sur lequel cet antagonisme se règle par la lutte. Et, de même, le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, et la nécessité comme la manière d'établir entre eux une égalité sociale réelle, ne seront pleinement mis en lumière que lorsque les deux sexes auront juridiquement des droits absolument égaux. On verra alors que l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique, et qu'à son tour cette condition exige la suppression de la famille individuelle comme unité économique de la société.

Engels : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 58-60. Ring Verlag, Zurich.
(Edit. all.)

Edit. Costes, p. 76-79.

10. LA FEMME DOIT POUVOIR VIVRE EN TRAVAILLANT (Guesde).

Parmi les résolutions adoptées à l'unanimité par le Congrès syndical de Rennes, il en est une, celle de la Commission du travail des femmes dans l'industrie, qu'il est impossible de laisser passer sans protestation au nom même de la France ouvrière.

Sans demander positivement que la femme soit exclue des usines, fabriques et ateliers de toutes sortes, que le champ du travail économique lui soit interdit — ce qui, dans les conditions présentes, équivaldrait à la mort industrielle — le Congrès entend le limiter à la femme, « fille ou veuve, obligée par conséquent de subvenir à ses besoins », et il ajoute : « Dans tous les milieux, nous devons nous efforcer de propager cette idée que *l'homme doit nourrir la femme*. »

On ne tenait pas un autre langage en 1876, au premier Congrès ouvrier de la salle d'Arras, où après avoir déclaré que « l'homme étant le plus fort et le plus robuste doit gagner de quoi pourvoir aux frais du ménage », les délégués étaient unanimes à qualifier de « regrettable » le travail des femmes et à répéter, après M. Prud'homme, que « la véritable place de la femme est au foyer ».

Mais autant alors, au début du mouvement, lorsque étaient encore à découvrir par notre prolétariat embourgeoisé, les causes profondes de la misère et les moyens de la faire disparaître, une pareille erreur était explicable, je ne dis même pas excusable, autant aujourd'hui, après vingt-deux années de socialisme coulant à plein bord, a-t-on lieu d'être stupéfait d'une récidive qui ne saurait être évidemment qu'accidentelle.

Non, quelque supériorité de force que l'on suppose à l'homme, et quelque rémunérateur que puisse devenir son travail, il n'est pas possible, de condamner la femme à se faire entretenir par lui. Moins que personne, les ouvriers à qui leur émancipation civile et politique a permis de mesurer le mensonge de toute émancipation non économique, peuvent vouloir éterniser la subordination économique d'un sexe à l'autre. Ce serait vouloir faire de la femme *le prolétaire* de l'homme, sans compter que toute dignité se trouverait du même coup enlevée à des rapports sexuels sans liberté.

La raison du joug qui pèse sur la classe laborieuse et qu'elle cherche de plus en plus à secouer, est tout entière dans ce fait que les moyens de production — et par suite les produits — se trouvent concentrés dans les mains d'une partie de la société qui dispose ainsi de la vie de l'autre partie. En conséquence de cette monopolisation des biens économiques ou des richesses, il faut à la majorité non possédante passer par tous les caprices de la minorité propriétaire, sans laquelle et contre laquelle aucune existence n'est possible.

Or, étant admis que l'homme seul doit produire, étant donné que ce soit lui qui subvienne aux besoins de la femme, à son entretien, qui ne voit que cette dernière se trouvera vis-à-vis de lui dans la même situation inférieure, dans la même dépendance que le travailleur actuel vis-à-vis du capitaliste ?

Elle n'existera plus que conditionnellement *dans la mesure qui plaira à l'homme* ou, ce qui ne vaut pas mieux, *dans la mesure où elle lui plaira*. « Courtisane ou ménagère ! » rien de moins conforme à la vérité que ce fameux dilemme du *sophisme fait homme*, P.-J. Proudhon.

Le travailleur ne saurait donc, sans se rendre coupable à l'égard d'une moitié de l'humanité du déni de justice qu'il reproche avec raison à la bourgeoisie, limiter en quoi que ce soit le droit qui appartient à la femme, comme à tout être humain, de vivre en travaillant sans rien devoir à personne.

Non, la place de la femme n'est pas plus au foyer qu'ailleurs. Comme celle de l'homme, elle est partout, partout où son activité peut et veut s'employer. Pourquoi, à quel titre l'enfermer, la parquer dans son sexe, transformé — qu'on le veuille ou non — en profession, pour ne pas dire en métier ? L'homme aussi, lui, a des fonctions qui répondent à son sexe ; il est mari et père, ce qui ne l'empêche pas d'être médecin, artiste, ouvrier de la main ou du cerveau. Pourquoi, à quel titre — si épouse ou mère qu'on la veuille — pour ne pas parler de celles qui ne sont ni l'une ni l'autre — la femme ne pourrait-elle pas, elle aussi, se manifester socialement sous la forme qui lui convient ?

Le mal n'est pas dans le travail, même industriel de la femme, mais dans le prélèvement, dans la *dîme* capitaliste dont le travail féminin, comme et plus que le travail masculin, est aujourd'hui l'objet. Il est encore dans les entraves mises par les mœurs autant que par les lois à l'action sociale de la femme.

Assurer à la femme comme à l'homme le développement intégral et la libre application de ses facultés. Assurer d'autre part aux travailleurs, sans distinction de sexe, le produit intégral de leur travail. Là est toute la solution — et elle n'est que là.

Jules Guesde : « La femme et son droit au travail », le *Socialiste*, 9 octobre 1898.

11. LE SALUT DE LA FEMME EST DANS LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE (Guesde).

La femme, en période capitaliste, ne peut pas vivre d'elle-même, de son travail. Même en dehors des moments où, absorbée par la plus haute des fonctions sociales, elle immortalise notre espèce en la reproduisant, elle ne trouve dans la vente de force musculaire et intellectuelle qu'un complément tout au plus d'existence. Outrageusement réduit, son salaire l'oblige à demander le reste à l'homme, en tant que mâle : mari, amant ou passant.

Elle est condamnée, en d'autres termes, à faire commerce de son sexe devenu son principal — ou son unique — moyen d'être. Et lorsque, par cette livraison d'elle-même, opérée une fois pour toutes, qui s'appelle le mariage, elle est arrivée — au prix de quelques servitudes que ce soit — à assurer sa conservation ou sa subsistance, on ne voit pas comment il serait loisible de la contraindre, au moyen de cette véritable résiliation qu'est le divorce, à aller se faire... nourrir ailleurs.

Outre que son corps, transformé nécessairement en marchandise, peut, par l'usage ou l'usure» être devenu d'un placement plus difficile ou impossible, elle a le droit, entre les deux modes de prostitution auxquels elle est réduite, de préférer la sécurité de la prostitution définitive à un seul, aux abus d'une prostitution successive et multiple.

... Pour que les individus arrivent à la propriété d'eux-mêmes, à la libre disposition de ce qu'il y a de plus intime dans leur personne, il faut que le milieu individualiste et propriétaire ait fait place au milieu collectiviste et communiste. Il faut que, par le travail affranchi, *désalariarisé*, rétribué par son produit, la femme puisse en travaillant se suffire à elle-même, son indépendance économique pouvant seule la laisser aussi libre en amour qu'en amitié. Il faut que, pendant la gestation et l'allaitement, alors que, par ce travail organique, elle fabrique mieux que des produits, des producteurs, elle soit socialement admise à jouir des produits du travail économique.

Il faut, d'autre part et surtout, que, comme les tribus communistes d'autrefois dans lesquelles, sous le nom *d'oncles*, la paternité était exercée par tous les hommes faits, l'enfant, tous les enfants qui constituent l'humanité de demain, soient mis à la charge de l'humanité du jour. « Elargissez Dieu », disait Diderot. Ce n'est pas Dieu. C'est la famille qu'il convient d'élargir en l'étendant à toute la société, pour l'égal conservation et l'égal développement de tous les *filis de l'homme*, sans distinction.

Alors, et seulement alors, il y aura, il pourra y avoir, non pas le divorce — ce prétendu correctif du mariage n'est qu'un mal ajouté à un autre mal — mais cette liberté illimitée des sympathies partagées, en dehors desquelles il n'y a que prostitution ou viol.

Jules Guesde : « A propos du divorce. La solution », le *Cri du Peuple*, 12 juin 1884.

12. LA QUESTION DE LA FEMME (Lafargue).

Le bourgeois a pensé et pense encore que la femme doit rester à la maison et consacrer son activité à surveiller et diriger le ménage, à soigner le mari, à fabriquer et nourrir les enfants. Déjà, Xénophon, alors que la bourgeoisie naissait et prenait corps dans la société antique, a tracé les grandes lignes de son idéal de la femme. Mais si pendant des siècles, cet idéal a pu paraître raisonnable, parce qu'il correspondait à des conditions économiques florissantes, il n'est plus qu'une survivance idéologique, depuis que celles-ci ont cessé d'exister. La domestication de la femme présuppose qu'elle remplit dans le ménage des fonctions multiples, absorbant toute son énergie ; or, les plus importants et les plus assujettissants de ces travaux domestiques, — filage de la laine et du lin, tricotage, taille et confection des vêtements, blanchissage, panification, etc., — sont aujourd'hui exécutés par l'industrie capitaliste. Elle présuppose également que l'homme, par son apport dotal et ses gains, pourvoit aux besoins matériels de la famille ; or, dans la bourgeoisie aisée, le mariage est autant une association de capitaux qu'une union de personnes, et souvent l'apport dotal de l'épouse est supérieur à celui de l'époux, et dans la petite bourgeoisie, les gains du père de famille sont tombés si bas, que les enfants, — les filles comme les garçons — sont forcés de gagner leurs moyens d'existence dans le commerce, les administrations des chemins de fer, des banques, l'enseignement, les postes, etc., et il arrive fréquemment que la jeune mariée continue à travailler au dehors, afin de compléter les ressources du ménage, dont les appointements du mari n'arrivent pas à couvrir les dépenses. [La dot a joué un rôle

décisif dans l'histoire de la femme : au début de la période patriarcale, le mari l'achète à son père, qui doit restituer son prix de vente, si pour une cause quelconque il la répudie et la renvoie à sa famille, puis ce prix d'achat lui est remis et constitue sa dot, que ses parents prennent l'habitude de doubler. Dès l'instant que l'épouse entre dans la maison du mari avec une dot, elle cesse d'être une esclave qu'il pouvait renvoyer, vendre et tuer. La dot, hypothéquée à Rome et à Athènes sur les biens du mari, devait, en cas de répudiation ou de divorce, lui être restituée de préférence à toute créance. « On ne jouit pas des richesses qu'une femme apporte dans le ménage, dit un fragment d'Euripide, elles ne servent qu'à rendre le divorce difficile. » Les auteurs comiques raillent les maris qui, sous le coup d'une action dotale, tombent dans la dépendance de l'épouse. Un personnage de Plaute dit à un mari qui récrimine contre sa femme : « Tu as accepté l'argent de la dot, tu as vendu ton autorité — *imperium*. » Les riches matrones romaines poussaient l'insolence jusqu'à ne pas confier la gestion de leur dot au mari ; elles la donnaient à des intendants, qui parfois remplissaient auprès d'elles un autre emploi, dit Martial, cette mauvaise langue. L'adultère de la femme entraînait de droit le divorce et la restitution de la dot, mais plutôt que d'arriver à cette douloureuse extrémité, les maris préféraient fermer les yeux sur les fredaines de leurs épouses : la loi dut, à Rome et à Athènes, les frapper pour les rappeler à la dignité maritale ; en Chine, on leur applique un certain nombre de coups de bambou sur la plante des pieds. Les pénalités ne suffirent pas pour encourager les Romains à répudier leurs femmes adultères : la loi, afin de relever la vertu masculine, permit à ceux qui dénonçaient l'infidélité de leur femme de retenir une partie de la dot : il y eut alors des hommes qui ne se mariaient qu'en prévision de l'adultère de leur épouse. Les dames romaines tournèrent la loi en se faisant inscrire chez le censeur sur la liste des prostituées, à qui elle ne s'appliquait pas. Le nombre des matrones inscrites devint si considérable que le Sénat, sous Tibère, rendit un décret interdisant « aux dames qui avaient un chevalier pour aïeul, père ou mari, de faire trafic de leur corps ». (Tacite : *Annales*. II, 85.) L'adultère féminin, dans la société patricienne de l'antiquité ainsi que dans la société aristocratique du XVIII^e siècle, s'était tellement généralisé qu'il était pour ainsi dire entré dans les mœurs, et on l'envisageait plaisamment, comme un correctif et un complément du mariage. (Note de Lafargue.)]

Les filles et les femmes de la petite bourgeoisie, ainsi que celles de la classe ouvrière, entrent donc en concurrence avec leurs père, frères et mari. Cet antagonisme économique, que la bourgeoisie avait empêché de se produire par la claustration de la femme dans la demeure familiale, se généralise et s'intensifie à mesure que la production capitaliste se développe ; il envahit le champ des professions libérales — médecine, barreau, littérature, journalisme, sciences, etc., — dont l'homme s'était réservé le monopole, qu'il s'imaginait devoir être éternel. Les ouvriers, comme toujours, ont été les premiers à tirer les conséquences logiques de la participation de la femme à la production sociale, ils ont remplacé l'idéal de l'artisan, — la femme exclusivement ménagère, — par un nouvel idéal, — la femme, compagne de leurs luttes économiques et politiques pour le relèvement des salaires et l'émancipation du travail. La bourgeoisie n'est pas encore parvenue à comprendre, que depuis longtemps son idéal est démodé et qu'elle doit le remodeler pour le faire correspondre aux nouvelles conditions du milieu social ; cependant dès la première moitié du XIX^e siècle, les dames de la bourgeoisie commencèrent à protester contre leur infériorisation familiale, d'autant plus intolérable que l'apport dotal les plaçait sur un pied d'égalité avec le mari : elles s'insurgèrent contre l'esclavage domestique et la vie parcimonieuse à laquelle on les condamnait, ainsi que contre la privation des jouissances intellectuelles et matérielles qu'on leur imposait ; les plus hardies allèrent jusqu'à réclamer l'amour libre et à s'affilier aux sectes socialistes qui prêchaient l'émancipation de la femme. [Le manifeste saint-simonnien de 1830 annonçait que la religion de Saint-Simon venait « mettre fin à ce trafic honteux, à cette prostitution légale, qui sous le nom de mariage consacre fréquemment l'union monstrueuse du dévouement et de l'égoïsme, de la lumière et de l'ignorance, de la jeunesse et de la décrépitude ». (Note de Lafargue.)] Les philosophes et les moralistes eurent la naïveté de croire qu'ils arrêteraient le mouvement féministe en lui opposant l'intérêt sacré de la famille, qu'ils déclaraient ne pouvoir subsister sans l'assujettissement de la femme aux travaux du ménage, à la pose des boutons de chemise, au raccommodage des chaussettes, etc., elle devait se dévouer à ces obscures et ingrates besognes, pour que l'homme pût librement déployer et parader ses brillantes et supérieures facultés ; ces mêmes sages, qui sermonnaient les bourgeoises révoltées sur le culte de la famille, chantaient les louanges de l'industrie capitaliste, qui en arrachant la femme au foyer domestique et au berceau de l'enfant pour lui infliger les travaux forcés de la fabrique, détruit la famille ouvrière.

Les dames bourgeoises se moquèrent des prédications aussi imbéciles que morales de ces graves Tartufes, elles continuèrent leur chemin et arrivèrent au but qu'elles se proposaient ; ainsi que la patricienne de la Rome antique et que l'aristocrate du XVIII^e siècle, elles se sont débarrassées des soucis du ménage et de l'allaitement de l'enfant sur des mercenaires, pour se consacrer tout entières à la toilette, afin d'être les poupées les plus luxueusement parées du monde capitaliste et afin de faire aller le commerce. Les demoiselles et les dames de la ploutocratie américaine ont atteint les dernières limites de cette sorte d'émancipation, elles métamorphosent leurs père et mari en accumulateurs de millions, qu'elles gaspillent follement. La toilette n'épuisant pas toute l'activité des madames du capitalisme, elles s'amuse à cribler de coups de canifs le contrat de mariage, afin d'affirmer leur indépendance et de perfectionner la race. Le *Manifeste communiste* remarque que les innombrables procès en adultère et en séparation de corps et de biens sont d'incontestables témoignages du respect qu'inspirent aux bourgeois des deux sexes les liens sacrés du mariage que les licenciés socialistes par» laient de délier.

Quand les filles et les femmes de la petite bourgeoisie, obligées de gagner leur subsistance et d'accroître les ressources de la famille, commencèrent à envahir les magasins, les administrations, les postes et les professions libérales, les bourgeois furent pris d'inquiétude pour leurs moyens d'existence déjà si réduits ; la concurrence féminine allait les réduire encore. Les intellectuels, qui entreprirent la défense des mâles, crurent prudent de ne pas recommencer les sermons des moralistes, ils avaient trop piteusement échoué, auprès des bourgeoises riches ; ils firent appel à la science, ils démontrèrent par raisons irréfutables et supérieurement scientifiques que la femme ne peut sortir des occupations ménagères, sans violer les lois de la nature et de l'histoire. Ils prouvèrent à leur complète satisfaction que la femme est un être inférieur, incapable de recevoir une culture intellectuelle supérieure et de fournir la somme d'attention, d'énergie et d'agilité que réclament les professions dans lesquelles elle entrait en concurrence avec l'homme. Son cerveau, moins volumineux, moins lourd et moins complexe que celui de l'homme est un « cerveau d'enfant » ; ses muscles moins développés n'ont pas de forces d'attaque et de résistance, les os de son avant-bras, de son bassin, le col de son fémur, enfin tout son système osseux, musculaire et nerveux ne lui permettent que le train-train de la maison. La nature la désignait par tous ses organes pour être la servante de l'homme, comme le vilain Dieu des Juifs et des chrétiens avait marqué par sa malédiction la race de Cham pour l'esclavage.

L'histoire apportait son éclatante confirmation à ces vérités ultra-scientifiques ; les philosophes et les historiens affirmaient qu'elle enseigne que toujours et partout la femme subordonnée à l'homme avait été enfermée dans la maison, dans le gynécée : si tel avait été son sort dans le passé, telle devait être sa destinée dans l'avenir, déclarait positivement Auguste Comte, le profondissime philosophe bourgeois. Lombroso, le farceur illustre, lui allongea le coup de pied de l'âne ; il assura sérieusement que la statistique sociale proclamait l'infériorité de la femme, puisque le nombre des criminels féminins est inférieur à celui des criminels masculins ; pendant qu'il était plongé dans les chiffres, il aurait pu ajouter que la statistique de la folie constate la même infériorité. Ainsi donc morale, anatomie, physiologie, statistique sociale et histoire rivent pour toujours la femme à la servitude domestique.

La production capitaliste qui se charge de la plupart des travaux auxquels se consacrait la femme dans la maison familiale, a incorporé dans son armée de salariés de la fabrique, du magasin, du bureau et de l'enseignement les femmes et les filles de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, afin de se procurer du travail à bon marché. Son pressant besoin de capacités intellectuelles a fait mettre de côté le vénérable et vénéré axiome de la morale masculine : *lire, écrire et compter doit être tout le savoir de la femme* ; il a exigé qu'on enseignât aux filles comme aux garçons les rudiments des sciences. Le premier pas était fait, on ne put leur interdire l'entrée des universités. Elles prouvèrent que le cerveau féminin que les intellectuels avaient déclaré « un cerveau d'enfant », était aussi capable que le cerveau masculin de recevoir tout l'enseignement scientifique. Les sciences abstraites (mathématique, géométrie, mécanique, etc.), les premières dont l'étude avait été accessible aux femmes, furent aussi les premières où elles purent donner la mesure de leurs capacités intellectuelles ; elles s'attaquent maintenant aux sciences expérimentales (physiologie, physique, chimie, mécanique appliquée, etc.) et en Amérique et en Europe surgit une légion de femmes qui marchent de pair avec les hommes, malgré l'infériorité des conditions de développement physique et moral dans lesquelles elles vivent dès la première enfance.

Le capitalisme n'a pas arraché la femme au foyer domestique et ne l'a pas lancée dans la production sociale pour l'émanciper, mais pour l'exploiter encore plus féroce que l'homme ; aussi s'est-on bien gardé de renverser les barrières économiques, juridiques, politiques et morales, qu'on avait dressées pour la cloîtrer dans la demeure maritale. La femme, exploitée par le Capital, supporte les misères du travailleur libre et porte en plus ses chaînes du passé. Sa misère économique est aggravée ; au lieu d'être nourrie par le père ou le mari dont elle continue à subir la loi, elle doit gagner ses moyens d'existence, et sous prétexte qu'elle a moins de besoins que l'homme, son travail est moins rémunéré, et quand son travail quotidien dans l'atelier, le bureau ou l'école est terminé, son travail dans le ménage commence. La maternité, le travail sacré, la plus haute des fonctions sociales, devient dans la société capitaliste une cause d'horribles misères économiques et physiologiques. L'intolérable condition de la femme est un danger pour la reproduction de l'espèce.

Mais cette écrasante et douloureuse situation annonce la fin de sa servitude, qui commence avec la constitution de la propriété privée et qui ne peut prendre fin qu'avec son abolition. L'humanité civilisée, sous la pression du mode mécanique de production, s'oriente vers une société basée sur la propriété Commune, dans laquelle la femme délivrée des chaînes économiques, juridiques et morales qui la ligotent, pourra développer librement ses facultés physiques et intellectuelles, comme au temps du communisme des sauvages.

Les sauvages, pour interdire la promiscuité primitive et restreindre successivement le cercle des relations sexuelles, n'ont trouvé d'autre moyen que de séparer les sexes ; l'on a des raisons pour supposer que ce furent les femmes qui prirent l'initiative de cette séparation que la spécialisation des fonctions consolida et accentua. Elle se manifesta socialement par des cérémonies religieuses et des langues secrètes particulières à chaque sexe, et même par des luttes : et après avoir pris un caractère de violent antagonisme, elle aboutit au brutal asservissement de la femme, lequel subsiste encore, bien qu'il aille en s'atténuant à mesure que se généralise et s'accroît sur le terrain économique l'antagonisme des deux sexes. [A. W. Howitt, qui a observé chez les Australiens une espèce de totémisme sexuel, dit qu'il arrive souvent que les femmes et les hommes d'un même clan se battent, quand l'animal qui sert de totem à un sexe est tué par une personne de l'autre sexe. (Note de Lafargue.)] Mais l'antagonisme moderne n'aboutira pas à la victoire d'un sexe sur l'autre, car il est un des phénomènes de la lutte du Travail contre le Capital, qui trouvera sa solution par l'émancipation de la classe ouvrière dans laquelle les femmes comme les hommes sont incorporés.

La technique de la production qui tend à supprimer la spécialisation des métiers et des fonctions et à remplacer l'effort musculaire par l'attention et l'habileté intellectuelle et qui, plus elle se perfectionne, plus elle mêle et confond la femme et l'homme dans le travail social, empêchera le retour des conditions, qui chez les nations sauvages et barbares avaient maintenu la séparation des sexes. La propriété commune fera disparaître l'antagonisme économique de la civilisation.

Mais s'il est possible d'entrevoir la fin de la servitude féminine et de l'antagonisme des sexes et de concevoir pour l'espèce humaine une ère d'incomparable progrès corporel et intellectuel, alors qu'elle sera reproduite par des femmes et des hommes d'une haute culture musculaire et cérébrale, il est impossible de prévoir les rapports sexuels de femmes et d'hommes libres et égaux, qui ne seront pas réunis ou séparés par de sordides intérêts matériels et par la grossière morale qu'ils ont engendrée. Mais si l'on juge d'après le présent et le passé, les hommes, chez qui la passion génésique est plus violente et plus continue que chez les femmes — le même phénomène s'observe chez les mâles et les femelles de toute la série animale — seront obligés de faire la roue et d'exhiber toutes leurs qualités physiques et intellectuelles pour conquérir des amoureuses. La sélection sexuelle, qui, ainsi que l'a démontré Darwin, remplit un rôle important dans le développement des espèces animales, mais qui, sauf de rares exceptions, a cessé de le jouer dans les races indo-européennes depuis environ trois mille ans, redeviendra un des plus énergiques facteurs du perfectionnement humain.

La maternité et l'amour permettront à la femme de reconquérir la position supérieure qu'elle occupait dans les sociétés primitives, dont le souvenir a été conservé par les légendes et les mythes des antiques religions.

Paul Lafargue : *la Question de la femme*, Edition de l'Œuvre nouvelle, Paris, 1904.

13. LA QUESTION DE LA FEMME EST UN ASPECT DE LA QUESTION SOCIALE (Bebel).

Nous sommes les contemporains d'une grande évolution sociale, qui prend tous les jours de plus vastes proportions. Un mouvement, une agitation des esprits se manifestent dans toutes les classes de la société avec une intensité de plus en plus grande. Tous s'aperçoivent que le terrain se dérobe sous leurs pieds. Il a surgi une foule de questions, sur la solution desquelles on discute dans les deux sens. Une des plus importantes qui se pose est celle que l'on appelle la question de la femme.

Quelle place doit prendre la femme dans notre organisme social, comment peut-elle développer toutes ses forces et toutes ses aptitudes afin de devenir dans la société humaine un membre complet, ayant les droits de tous, pouvant donner l'entière mesure de son activité ? A notre point de vue, cette question se confond avec celle de savoir quelle sera l'organisation que devra recevoir la société humaine, pour substituer à l'oppression, à l'exploitation, au besoin et à la misère sous leurs milliers de formes, une humanité libre, une société en pleine santé tant au point de vue physique qu'au point de vue social. La question de la femme n'est donc pour nous qu'un des côtés de la question sociale générale, qui occupe en ce moment toutes les intelligences, qui met tous les esprits en mouvement. Elle ne peut, par conséquent, trouver sa solution définitive que dans la suppression des contradictions sociales et dans la disparition des maux qui en résultent.

Auguste Bebel : *la Femme et le Socialisme*, p. 25-26.

14. FEMINISME BOURGEOIS ET LUTTE DES CLASSES (Bebel).

Il en résulte que toutes les femmes, sans distinction de rang social, ont intérêt, dans leur situation de sexe dominé et lésé par les hommes, à voir modifier cet état de choses par des réformes dans l'état social existant, par la révision des lois. L'immense majorité des femmes a le plus grand intérêt à voir modifier complètement cette situation. C'est ainsi que disparaîtront l'esclavage du salariat, sous lequel la plupart d'entre elles gémissent, et l'esclavage sexuel, qui est intimement lié aux conditions de propriété et d'industrie.

Les femmes qui s'occupent du mouvement féminin bourgeois ne comprennent pas la nécessité d'un pareil changement radical. Influencées par la place privilégiée qu'elles occupent dans la société, elles voient, dans le mouvement féministe prolétarien et ses aspirations différentes, des tendances dangereuses et peu raisonnables, qui doivent être combattues. C'est ainsi que la différence des classes, qui creuse un abîme entre les ouvriers et les capitalistes, fait également sentir ses effets dans le mouvement féministe. Et ces effets deviennent plus grands, au fur et à mesure que les situations deviennent plus tendues.

Auguste Bebel : *la Femme et le Socialisme*, p. 30-31.

15. LA CLASSE OUVRIERE ET LE NEO-MALTHUSIANISME (Lénine).

Au Congrès des médecins de Pirogov, la question de l'avortement, c'est-à-dire des fausses couches artificiellement provoquées, a suscité un grand intérêt et a soulevé de nombreux débats. Le rapporteur, Litchkous, apporta des données concernant la très forte extension de l'avortement dans les Etats actuels dits civilisés. A New-York, on a compté en un an, 80.000 avortements, en France, il y en a chaque mois 36 000. A Saint-Pétersbourg, le pourcentage des avortements a plus que doublé en l'espace de cinq ans.

Le congrès des médecins de Pirogov a exprimé le vœu que l'avortement ne devrait pas entraîner pour la mère de poursuites judiciaires et que le médecin ne devrait être poursuivi qu'au cas où il aurait fait l'opération dans un but « intéressé ». La plupart des médecins qui se prononçaient en faveur de l'impunité de l'avortement ont naturellement, au cours des débats, soulevé aussi la question du prétendu néo-malthusianisme (c'est-à-dire des moyens anticonceptionnels) et, à cette occasion, on a également abordé le côté social de l'affaire. Ainsi, par exemple, d'après le compte rendu du *Rousskoïé Slovo*, M. Vigdortchik déclara « qu'il fallait saluer les moyens anticonceptionnels », alors que M. Astrakhan s'écria au milieu d'une tempête d'applaudissements :

On nous oblige à convaincre les mères de mettre au monde des enfants, pour qu'ils soient estropiés dans les établissements scolaires, pour qu'on les soumette au tirage au sort, pour qu'on les accule au suicide !

S'il est exact que de pareilles tirades de M. Astrakhan ont soulevé une tempête d'applaudissements, cela ne m'étonne point. Les auditeurs étaient des bourgeois moyens et petits avec une psychologie bourgeoise. Pouvait-on attendre de leur part autre chose qu'un libéralisme des plus plats ?

Mais du point de vue de la classe ouvrière, il n'est presque pas possible de trouver une expression plus éclatante du caractère tout à fait réactionnaire et de toute l'ineptie du « néo-malthusianisme social » que la phrase précitée de M. Astrakhan.

« Mettre au monde des enfants, pour qu'ils soient estropiés »... Rien que pour cela ? Pourquoi pas afin qu'ils *luttent* mieux, avec plus d'ensemble, avec plus de conscience et d'énergie que nous autres contre les conditions actuelles de la vie qui mutilent et ruinent notre génération ?

Voilà précisément en quoi consiste la différence fondamentale entre la psychologie d'un paysan, d'un artisan, d'un intellectuel, en général d'un petit bourgeois, et celle d'un prolétaire.

Le petit bourgeois voit et sent qu'il périt, que la vie devient toujours plus difficile, la lutte pour l'existence plus impitoyable, que sa situation et celle de sa famille apparaissent de plus en plus sans issue. C'est un fait incontestable. Et contre cela le petit bourgeois proteste.

Mais *comment* proteste-t-il ?

Il proteste comme le représentant d'une classe qui périt sans remède, qui désespère de son avenir, d'une classe abattue et peureuse. Il n'y a rien à faire : qu'il y ait donc moins d'enfants subissant nos souffrances et notre calvaire, notre misère et nos humiliations, tel est le cri du petit bourgeois.

L'ouvrier conscient est infiniment éloigné de ce point de vue. Il ne se laisse pas obscurcir la conscience par de telles lamentations, si sincères et si émues soient-elles. Oui, nous aussi, ouvriers, et la masse des petits propriétaires, nous menons une vie courbée sous un joug insupportable et pleine de souffrances. Notre génération endure plus de maux que nos pères. Mais à un point de vue nous sommes beaucoup plus heureux que nos pères. *Nous avons appris et nous apprenons vite à lutter*, — et à lutter, non pas dans l'isolement comme les meilleurs parmi nos pères, non pas au nom de mots d'ordre lancés par des phraseurs bourgeois et qui nous sont foncièrement étrangers, mais sous nos mots d'ordre à nous, ceux de notre classe. Nous luttons mieux que nos pères. Nos enfants lutteront encore mieux, et *ils vaincront*.

La classe ouvrière ne périt pas, elle grandit, elle devient plus forte et plus virile, elle se rassemble, s'instruit et se trempe dans le combat. Nous sommes pessimistes quant au féodalisme, au capitalisme et à la petite production, mais nous sommes des optimistes fervents en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses buts. Nous jetons déjà les bases du nouveau bâtiment, et nos enfants l'achèveront.

Voilà pourquoi, — et voilà pourquoi seulement, — nous sommes les ennemis absolus du néo-malthusianisme, de cette tendance propre au couple petit-bourgeois, recroquevillé et égoïste, qui bredouille, apeuré : « Mon Dieu, fais que nous puissions nous maintenir d'une façon ou d'une autre ; quant aux enfants, il vaut mieux ne pas en avoir. »

Certes, cela ne nous empêche pas d'exiger un changement complet de toutes les lois interdisant l'avortement ou la diffusion d'ouvrages de médecine ayant trait aux moyens anticonceptionnels, etc. Ces lois sont une des hypocrisies des classes dirigeantes. Ces lois ne guérissent pas les maladies du capitalisme, mais les rendent particulièrement funestes et graves pour les masses opprimées. La liberté de la propagande médicale et la défense des droits démocratiques élémentaires pour les citoyens et les citoyennes est une chose. La théorie sociale du néo-malthusianisme en est une autre. Les ouvriers conscients mèneront toujours la lutte la plus impitoyable contre les tentatives d'insuffler cette théorie réactionnaire et lâche à la classe la plus avancée de la société contemporaine, à celle qui est la plus forte, la mieux préparée à la grande transformation.

Lénine : « La classe ouvrière et le néo-malthusianisme », *Pravda*, 16-29 juin 1913. *Œuvres*, t. XVI, p. 497-499. (Edit. russe.)

16. LES FEMMES DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE (Lénine).

I

Non, les travaux forcés n'effraieront pas les ouvriers dont les chefs n'ont pas craint de mourir dans la bataille des rues contre les sbires du tsar. Le souvenir de nos camarades héroïques tués et torturés à mort dans les prisons décuplera les forces des nouveaux lutteurs et fera surgir des milliers de nouveaux combattants qui, comme Marthe Iakovleva, jeune fille de dix-huit ans, proclameront ouvertement : « Nous sommes avec nos frères ! » Le gouvernement est décidé, en dehors de la répression policière et militaire, à juger les manifestants pour rébellion. Nous répondrons en unissant toutes les forces révolutionnaires, en attirant à nous toutes les victimes de l'arbitraire tsariste, en préparant systématiquement l'insurrection du peuple entier.

Lénine : « Règles de baigne et verdict de baigne », *Iskra*, novembre 1901. *Œuvres*, t. IV, p. 289.

II

Le prolétariat moscovite nous a donné, dans les jours de décembre (Il s'agit de l'insurrection de décembre 1905.), de magnifiques leçons de « travail » idéologique dans l'armée. Par exemple, le 8-21 décembre, sur la place Strastnaïa, lorsque la foule entourait les cosaques, rompit leurs rangs, fraternisa avec eux et les força à s'en aller. Ou le 10-23 dans le quartier de Presna, quand deux jeunes ouvrières, qui portaient un drapeau rouge dans une foule de dix mille personnes, se jetèrent au devant des cosaques en criant : « Tuez-nous ! Nous ne vous livrerons pas, vivantes, notre drapeau ! » Et les cosaques se troublèrent et tournèrent bride, tandis que la foule criait : « Vivent les cosaques ! » Ces images de bravoure et d'héroïsme doivent se graver pour toujours dans la conscience du prolétariat.

Lénine : « Les leçons de l'insurrection de Moscou » *Œuvres*, t. X, p. 51.

Œuvres choisies, t. I, p. 546-547, Editions en langues étrangères, Moscou, 1947.

17. LA LUTTE POUR LE DROIT DE VOTE (Lénine).

La résolution concernant le droit de vote pour les femmes a été adoptée à l'unanimité. Seule, une Anglaise appartenant à la société semi-bourgeoise des « fabiens » déclara qu'on pouvait lutter non pas pour le droit de vote universel, mais pour le droit de vote limité aux femmes possédantes. Cette proposition a été complètement rejetée par le congrès qui a préconisé la lutte des ouvriers pour le droit de vote non pas aux côtés des adeptes bourgeoises, de l'égalité de droits pour les femmes, mais aux côtés des partis de classe du prolétariat. Le congrès a reconnu que, dans la campagne pour le suffrage féminin, il était indispensable de défendre intégralement les principes du socialisme et l'égalité des droits entre hommes et femmes, sans les défigurer par aucune considération d'opportunité.

Un désaccord très intéressant s'est manifesté à ce sujet au sein de la commission. Les Autrichiens (Victor Adler, Adelheid Popp) approuvaient cette tactique dans la lutte pour le droit de vote universel des hommes : pour conquérir ce droit, ils estimaient opportun, dans la campagne d'agitation, de ne pas mettre au premier plan la revendication du droit de vote féminin. Les social-démocrates allemands, en particulier Zetkin, avaient déjà protesté contre ce point de vue au moment où les Autrichiens menaient leur campagne en faveur du suffrage universel. Zetkin avait déclaré dans la presse qu'en aucun cas il ne fallait laisser dans l'ombre la revendication du droit de vote pour les femmes, que les Autrichiens avaient agi en opportunistes en sacrifiant les principes pour des raisons de convenance et que, loin de les affaiblir, ils auraient amplifié la portée de leur agitation et la force du mouvement populaire s'ils avaient mis la même énergie à revendiquer le droit de vote pour les femmes. A la commission, Ziz, une autre femme éminente de la social-démocratie allemande, se rallia pleinement au point de vue de Zetkin. L'amendement d'Adler, justification indirecte de la tactique autrichienne, fut repoussé par douze voix contre neuf — (cet amendement demande seulement qu'il n'y ait pas d'interruption dans la lutte pour le droit de vote accordé véritablement à tous les citoyens, et non pas que la lutte pour le droit de vote soit toujours liée à la revendication de l'égalité des droits entre hommes et femmes). Rien n'exprime mieux le point de vue de la commission et du congrès que les paroles suivantes, prononcées par la susmentionnée Ziz à la conférence internationale des femmes socialistes (qui eut lieu à Stuttgart en même temps que le congrès) :

Par principe, nous devons exiger tout ce que nous considérons comme juste, a dit Ziz, et c'est seulement dans le cas où nos forces ne sont pas suffisantes pour mener la lutte que nous acceptons ce que nous pouvons obtenir. Telle a toujours été la tactique de la social-démocratie. Plus nos revendications seront modestes, et plus modestes seront les concessions du gouvernement.

A la lumière de cette discussion entre les femmes social-démocrates autrichiennes et allemandes, le lecteur peut voir avec quelle sévérité les marxistes les meilleurs jugent la moindre déviation apportée à la tactique révolutionnaire conséquente et fidèle aux principes.

Lénine : « Le congrès socialiste international de Stuttgart », écrit à la fin de 1907, publié dans le *Calendrier pour tous*, 1908. *Œuvres*, t. XII, p. 90-91. (Edit. russe.)

18. PAS DE DEMOCRATIE SANS FEMMES ! (Lénine).

On ne peut pas assurer de liberté véritable, *on ne peut pas* bâtir de démocratie — sans parler de socialisme — si l'on n'appelle pas les femmes au service civique, au service dans la milice, à la vie politique, si l'on ne les arrache pas à l'atmosphère abrutissante du ménage et de la cuisine.

Lénine : « Lettres de loin » (3^e lettre), Zurich, 11/24 mars 1917, publié dans le *Leninski Sbornik*, t. II, 1924.

Œuvres, t. XX, p. 38. (Edit. russe.)

E.S.I., p. 41.

19. L'EDUCATION POLITIQUE DES FEMMES (Staline).

Il y a cinq ans, le Comité central de notre Parti convoquait à Moscou le premier Congrès panrusse d'ouvrières et de paysannes. Plus de mille déléguées se rendirent à ce congrès : elles ne représentaient pas moins d'un million de femmes travailleuses. Ce congrès a posé des jalons pour le travail de notre Parti parmi les femmes travailleuses.

Le mérite inappréciable de ce congrès consiste en ce qu'il a posé les fondements de *l'organisation* de l'éducation politique des ouvrières et des paysannes de notre République.

Certains peuvent penser qu'il n'y a là rien d'extraordinaire, que le Parti s'est toujours occupé de l'éducation politique des masses, y compris les femmes ; que l'éducation politique des femmes ne peut avoir de signification sérieuse, si nous avons bientôt des cadres solides d'ouvriers et de paysans. Ce raisonnement est entièrement faux. L'éducation politique des femmes travailleuses a, maintenant que le pouvoir a passé dans les mains des ouvriers et des paysans, une importance capitale.

Et voici pourquoi.

Notre pays compte une population de près de 140 millions d'habitants, dont la moitié de femmes, principalement des ouvrières et des paysannes, craintives, peu conscientes, ignorantes.

Si notre pays s'est mis sérieusement à édifier une nouvelle vie soviétique, n'est-il pas clair que les femmes de ce pays, qui représentent la moitié de sa population, seront comme un boulet aux pieds à chaque mouvement en avant, si elles continuent à demeurer craintives, peu conscientes, ignorantes ?

La femme ouvrière se tient aux côtés de l'ouvrier. Elle accomplit avec lui l'œuvre commune de l'édification de notre industrie. Elle peut contribuer à l'œuvre commune, si elle est éduquée politiquement. Elle peut ruiner l'œuvre commune, si elle est craintive et ignorante, sans doute non par sa faute, mais à cause de son manque d'instruction.

La femme paysanne se tient aux côtés du paysan. Elle travaille avec lui à l'œuvre commune du développement de notre économie rurale, à ses succès, à son épanouissement. Elle peut être d'une utilité immense à cette œuvre, si elle se libère des ténèbres et de l'ignorance. Et, au contraire, elle peut freiner l'œuvre entière, si elle demeure captive de l'ignorance.

Les ouvrières et les paysannes sont des citoyennes libres, de même que les ouvriers et les paysans. Elles élisent nos Soviets, nos coopératives, elles peuvent être élues aux Soviets, aux coopératives. Les ouvrières et les paysannes peuvent améliorer nos Soviets et nos coopératives, les consolider et les développer, si elles sont éduquées politiquement. Les ouvrières et les paysannes peuvent les affaiblir et les perdre, si elles sont ignorantes et incultes.

Enfin, les ouvrières et les paysannes sont les mères, les éducatrices de notre jeunesse — avenir de notre pays. Elles peuvent déformer l'âme de l'enfant ou donner à notre jeunesse un esprit sain, capable de faire aller notre pays de l'avant, selon que la femme-mère éprouve de la sympathie pour le régime soviétique ou qu'elle se traîne à la remorque du pope, du koulak, de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi l'éducation politique des ouvrières et des paysannes, maintenant que les ouvriers et les paysans ont commencé d'édifier une vie nouvelle, est une tâche capitale, la tâche la plus importante de la victoire réelle sur la bourgeoisie.

Voilà pourquoi la signification du premier Congrès des ouvrières et des paysannes, qui a marqué le début de l'oeuvre d'éducation politique des femmes travailleuses, est, en vérité, inestimable.

Il y a cinq ans, au premier Congrès des ouvrières et des paysannes, la tâche qui se posait au Parti consistait à attirer au travail commun de l'édification de la nouvelle vie soviétique des centaines de milliers d'*ouvrières*. Alors se tenaient aux premiers rangs les ouvrières des rayons industriels, en tant qu'éléments les plus mobiles et les plus conscients des femmes travailleuses. Il faut reconnaître qu'au cours de cinq années pas mal de choses ont été faites sous ce rapport, bien qu'il reste encore beaucoup à faire.

Maintenant la tâche du Parti consiste à attirer au travail commun de l'organisation de notre vie soviétique des millions de *paysannes*. Cinq ans de travail ont permis de faire sortir toute une série de dirigeantes des rangs des paysannes. Espérons que de nouvelles paysannes conscientes viendront renforcer les rangs des dirigeantes paysannes. Espérons que le Parti résoudra ce problème.

Staline : « Pour le cinquième anniversaire du premier Congrès des ouvrières et des paysannes », article paru dans la revue *la Communiste*, n° 11, novembre 1923. *Œuvres*, t. V, p. 349-351. (Edit. russe.)

20. LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES (Staline).

Aucun grand mouvement d'opprimés, dans l'histoire de l'humanité, ne s'est déroulé sans la participation des femmes travailleuses. Les femmes travailleuses, les plus opprimées de tous les opprimés, ne sont jamais restées et ne pouvaient rester à l'écart de la grande route du mouvement libérateur. Le mouvement libérateur des esclaves a, comme on le sait, poussé en avant des centaines et des milliers de grandes martyres et d'héroïnes. Dans les rangs des lutteurs pour la libération des serfs, il y avait des dizaines de milliers de femmes travailleuses. Il n'est pas étonnant que le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, le plus puissant de tous les mouvements libérateurs des masses opprimées, ait attiré sous son étendard des millions de femmes travailleuses.

La Journée internationale des femmes est le témoignage de l'invincibilité et le présage du grand avenir du mouvement libérateur de la classe ouvrière.

Les femmes travailleuses, les ouvrières et les paysannes, constituent la grande réserve de la classe ouvrière. Cette réserve représente une bonne moitié de la population. La réserve féminine sera-t-elle pour la classe ouvrière ou contre elle ?

De cela dépendent le destin du mouvement prolétarien, la victoire ou la défaite de la révolution prolétarienne, la victoire ou la défaite du pouvoir prolétarien. Voilà pourquoi la première tâche du prolétariat et de son détachement le plus avancé, le Parti communiste, consiste à mener une lutte décisive pour libérer les femmes, ouvrières et paysannes, de l'influence de la bourgeoisie, pour éduquer politiquement et organiser les ouvrières et les paysannes sous l'étendard du prolétariat.

La Journée internationale des femmes est un moyen d'attirer la réserve, constituée par les femmes travailleuses, du côté du prolétariat.

Mais les femmes travailleuses ne sont pas seulement une réserve. Elles peuvent et elles doivent devenir — avec une politique juste de la classe ouvrière — une armée véritable de la classe ouvrière, qui combattra la bourgeoisie. Faire de cette réserve des femmes travailleuses une armée d'ouvrières et de paysannes, combattant aux côtés de la grande armée du prolétariat, voilà la seconde tâche, qui est décisive, de la classe ouvrière.

La Journée internationale des femmes doit servir à faire passer les ouvrières et les paysannes de la réserve de la classe ouvrière dans l'armée active du mouvement libérateur du prolétariat.

Vive la Journée internationale des femmes !

Staline : « Pour la Journée internationale des femmes », *Pravda*, 8 mars 1925. *Œuvres*, t. VII, p. 48-49. (Edit. russe.)

TROISIEME PARTIE

LA FEMME, L'ENFANT, LA FAMILLE EN REGIME CAPITALISTE

1. LES DENTELLIERES (Engels).

Le travail le plus malsain est celui des *lacerunners*, enfante, la plupart du temps, de sept, cinq et même quatre ans. Le commissaire Grainger a même rencontré un enfant de *deux ans* occupé à ce travail. Suivre des yeux un seul et même fil qu'on tire à l'aiguille d'un tissu artificiellement entremêlé, c'est très mauvais pour les yeux, surtout lorsque ce travail, comme c'est l'habitude, se poursuit de quatorze à seize heures. Dans le cas le plus bénin, il se produit une myopie très prononcée ; dans le pire, qui est assez fréquent, une cécité incurable, due à la goutte sereine. Mais, en outre, l'accroupissement continu cause, chez les enfants, de la faiblesse, un rétrécissement de la cage thoracique et des scrofules, conséquences d'une mauvaise digestion ; les troubles de l'utérus sont presque généraux chez les fillettes, de même que la déviation de la colonne vertébrale, si bien « qu'on peut reconnaître tous les *lacerunners* à leur démarche ». Le travail de la dentelle a exactement les mêmes conséquences tant pour les yeux que pour l'organisme tout entier. Les médecins sont unanimes à témoigner que la santé de tous les enfants occupés dans l'industrie dentellière souffre considérablement, qu'ils deviennent pâles, languissants, faibles, trop petits pour leur âge et sont, beaucoup plus rarement que d'autres, capables de résister à une maladie. Les affections dont ils souffrent généralement sont : une débilité générale, des syncopes fréquentes, des douleurs de tête, du côté, dans le dos et le bassin, des battements de cœur, des envies de vomir, des nausées, de l'inappétence, une déviation de la colonne vertébrale, des scrofules et de la consommation. C'est surtout la santé du corps féminin qui est continuellement et profondément minée ; on se plaint généralement (Grainger, *Rapport, passim*) de pertes blanches, de couches difficiles et d'avortements. En outre, le même employé de la commission du travail infantile déclare que les enfants sont fréquemment mal habillés ou en haillons et n'ont qu'une nourriture insuffisante, presque toujours du thé et du pain seulement, souvent pas de viande pendant des mois. — Pour ce qui touche leur condition morale, il ajoute :

Tous les habitants de Nottingham, police, clergé, fabricants, ouvriers et parents des enfants eux-mêmes sont unanimement convaincus que le système actuel de travail est une des sources les plus certaines d'immoralité. Les *threaders*, garçonnetts pour la plupart, et les *winders*, fillettes le plus souvent, sont convoqués en même temps à la fabrique — souvent au milieu de la nuit — et leurs parents ne pouvant savoir combien de temps on aura besoin d'eux, ils ont la plus belle des occasions pour conclure des liaisons peu convenables et s'en aller traîner ensemble après le travail. Cela n'a pas peu contribué à l'immoralité qui, d'après l'opinion publique, existe à Nottingham dans des proportions effroyables. Par ailleurs, le repos domestique et le bien-être des familles auxquelles appartiennent ces enfants et ces jeunes gens sont complètement sacrifiés à cet état de choses extrêmement contre nature.

Une autre branche de la fabrication des dentelles, la dentelle au fuseau, est pratiquée dans les contrées d'ailleurs agricoles de Northampton, Oxford, Bedford et Buckingham, la plupart du temps par des enfants et des jeunes gens, qui se plaignent généralement de la mauvaise nourriture et peuvent rarement manger de la viande. Le travail en lui-même est extrêmement malsain. Les enfants travaillent dans des pièces exiguës, mal aérées et humides, continuellement assis et courbés sur le coussin à dentelles. Pour soutenir leur corps dans cette position fatigante, les fillettes portent un corset à monture de bois, qui, étant donné l'âge tendre de la plupart, où les os sont encore très délicats, et la position courbée, déplace complètement le sternum et les côtes, et provoque un rétrécissement général de la cage thoracique. Voilà pourquoi la plupart meurent de phtisie, après avoir, par suite du travail assis et de l'atmosphère viciée, souffert un certain temps des effets les plus pénibles (*severest*) d'une mauvaise digestion. Elles ne reçoivent presque aucune éducation, — d'éducation morale encore moins que toute autre, — elles aiment la toilette et, conséquence de l'un et de l'autre, leur état moral est fort pitoyable, et la prostitution est parmi elles presque épidémique. (*Ch. Empl. Comm., Burns, Rapport.*)

Engels : *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre, Œuvres*, t. IV, p. 183-184. (Edit. all.)

Edit. Costes, t. II, p. 101-104.

2. LES MODISTES ET LES COUTURIERES (Engels).

C'est une chose singulière que précisément la confection des articles qui servent à la toilette des *dames de la bourgeoisie* se lie aux conséquences les plus tristes pour la santé des personnes qui y travaillent. Nous avons déjà vu cela dans la fabrication des dentelles, et nous avons maintenant dans les magasins de modes de Londres une nouvelle preuve à l'appui de cette assertion. Ces établissements emploient un grand nombre de jeunes filles — il y en a, dit-on, en tout, 15.000 — qui habitent et mangent dans la maison, la plupart originaires de la campagne, et sont ainsi complètement esclaves du patronat. Pendant la haute saison, qui dure environ quatre mois de l'année, la durée du travail atteint, même dans les meilleures maisons, quinze heures et, s'il survient des affaires pressantes, dix-huit ; mais, dans la plupart des maisons, on travaille durant cette période sans aucune fixation de temps, si bien que les jeunes filles n'ont jamais plus de six heures, souvent seulement trois ou quatre, et parfois même deux heures sur vingt-quatre pour se reposer et dormir, et travaillent de dix-neuf à vingt-deux heures par jour, lorsqu'elles ne sont pas forcées, — comme il arrive assez fréquemment, — de passer toute la nuit à la tâche ! La seule limite de leur travail est l'absolue incapacité physique de pousser l'aiguille une minute de plus. On a vu des cas où ces pauvres créatures restaient neuf jours de suite sans se déshabiller et ne pouvaient se reposer que quelques instants par-ci par-là, sur un matelas où on leur servait leur nourriture coupée menu, pour leur permettre de l'avalier dans le moindre temps possible ; bref, ces malheureuses filles, pareilles à des esclaves, sous la menace morale d'un fouet qui est la peur d'être congédiées, sont maintenues dans un travail si opiniâtre et si incessant qu'un homme robuste, à plus forte raison des fillettes délicates de quatorze à vingt ans, ne saurait le supporter. En outre, l'air étouffant des ateliers, et aussi des dortoirs, l'attitude courbée, la nourriture souvent mauvaise et difficile à digérer, — tout cela, mais avant tout, le travail prolongé et la privation de grand air, produisent les résultats les plus tristes pour la santé des filles. La fatigue et l'épuisement, la débilité, la perte de l'appétit, les douleurs dans les épaules, le dos et les hanches, mais surtout les douleurs dans la tête, font bientôt leur apparition ; viennent ensuite la déviation de la colonne vertébrale, l'élévation et la difformité des épaules, l'amaigrissement, les yeux gonflés, larmoyants, qui font mal et deviennent bientôt myopes, la toux, l'asthme, l'haleine courte, ainsi que toutes les maladies du développement féminin. Les yeux souffrent en bien des cas si fort qu'il se produit une cécité incurable, une désorganisation complète de la vue, et si la vision reste assez bonne pour permettre la continuation du travail, c'est la phtisie qui, le plus souvent, met fin à la brève et triste vie des modistes. Chez celles-là mêmes qui quittent ce travail assez tôt, la santé est détraquée pour toujours, la vigueur de la constitution brisée ; elles sont perpétuellement, en particulier dans le mariage, infirmes et débiles, et ne mettent au monde que des enfants maladifs. Tous les médecins interrogés à ce sujet par le membre de la Commission sur le travail des enfants, ont été unanimes à déclarer qu'on ne saurait imaginer un mode de vie tendant, plus que celui-ci, à ruiner la santé et à provoquer une mort prématurée.

C'est d'ailleurs avec la même cruauté, d'une façon seulement un peu plus indirecte, que sont exploitées les *couturières* de Londres. Les filles qui s'occupent de la confection des corsets ont un travail dur, pénible, exténuant pour les yeux ; et quel est le salaire qu'elles reçoivent ?... Le salaire de ces couturières se monte, d'après cela et d'après diverses déclarations d'ouvrières et d'entrepreneurs, pour un travail soutenu, continué fort avant dans la nuit, au total de 2 ¹/₂ à 3 shillings par semaine ! Et ce qui vient couronner cette honteuse barbarie, c'est que les couturières doivent déposer une partie de la valeur des matières premières qui leur sont confiées, et elles ne peuvent évidemment le faire — et les propriétaires le savent bien — que d'une manière : les mettre partiellement en gage, puis, ou bien les dégager avec perte, ou alors, si elles *ne peuvent pas* les dégager, elles sont obligées d'aller devant le juge de paix, comme il advint à une couturière en novembre 1843. Une pauvre fille, qui se trouvait dans ce cas et ne savait que faire, se noya dans un canal en août 1844. Ces couturières vivent ordinairement dans la plus grande misère, en de petites mansardes, où elles s'entassent dans une seule pièce, autant que leur permet l'espace, et où, en hiver, la chaleur animale des personnes présentes est, la plupart du temps, l'unique source de chaleur. Là, assises et courbées sur leur travail, elles cousent, depuis quatre ou cinq heures du matin jusqu'à minuit, ruinent leur santé en quelques années et se tuent prématurément, sans pouvoir satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, tandis qu'au-dessous, à leurs pieds, roulent les brillants carrosses de la haute bourgeoisie, et tandis que, peut-être à dix pas de là, un misérable dandy perd en un soir, au pharaon, plus d'argent qu'elles n'en peuvent gagner dans toute l'année.

[Thomas Hood, le plus doué de tous les humoristes anglais contemporains et, comme tous les humoristes, rempli de sentiments humains, mais sans aucune énergie intellectuelle, a publié, au début de l'année 1844, au moment où la misère des couturières remplissait tous les journaux, une belle poésie : *The song of the shirt* (la Chanson de la chemise), qui tira des yeux des filles de la bourgeoisie force larmes de compassion, mais sans utilité. La place me manque pour la reproduire ici ; elle parut d'abord dans le *Punch* et fit ensuite le tour de la presse. La situation des couturières ayant alors été traitée dans tous les journaux, des citations spéciales seraient superflues. (Note d'Engels).]

Engels : *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre. Œuvres*, t. IV, p. 199-201. (Edit all.)

Edit. Costes, t. II, p. 131-136.

3. LES MERES ENLEVEES A LEURS ENFANTS (Engels).

Le *Manchester Guardian*, dans chacun de ses numéros, parle d'un ou de plusieurs cas de brûlures. Que la mortalité générale des enfants en bas âge augmente par suite du travail des mères, cela va de soi et est attesté par les faits. Les femmes retournent à la fabrique souvent le troisième ou le quatrième jour après l'accouchement, et elles abandonnent naturellement leur nourrisson ; aux heures de liberté, elles doivent courir en hâte chez elles pour allaiter l'enfant et, accessoirement, prendre elles-mêmes quelque chose — ce que doit être cet allaitement dans ces conditions-là, on l'imagine ! — Lord Ashley donne les déclarations de quelques ouvrières : M. H., vingt ans, a deux enfants, le dernier encore à la mamelle et qui est à la garde de l'autre, un peu plus âgé. La mère se rend le matin, peu après cinq heures, à la fabrique, et revient le soir à huit heures ; toute la journée, elle a des écoulements de lait qui souillent ses vêtements. — H. W. a trois enfants ; elle part de chez elle le lundi à cinq heures du matin et ne revient que le samedi soir, à sept heures ; ses enfants lui donnent alors tant de travail qu'elle ne peut se coucher avant trois heures du matin. Elle est souvent trempée par la pluie jusqu'aux os, et forcée de travailler dans cet état. « Mes seins m'ont fait horriblement souffrir, et j'ai été ruisselante de lait. » L'emploi de narcotiques, pour faire tenir les enfants tranquilles, n'est que favorisé par ce système infâme, et il est extrêmement répandu dans les districts industriels ; le D^r Johns, inspecteur supérieur du district de Manchester, estime que cette habitude est la cause principale des cas fréquents de mort par convulsions. Le travail de la femme en fabrique dissout complètement, c'est fatal, la famille, et cette dissolution a, dans la société présente qui repose sur la famille, les conséquences les plus démoralisantes, aussi bien pour les époux que pour les enfants. Une mère qui n'a plus le temps de s'occuper de son enfant, de lui donner pendant les premières années les soins les plus élémentaires ; une mère qui peut à peine voir son enfant, ne saurait être une mère pour lui : fatalement, elle devient indifférente, elle le traite sans amour, sans soins, comme un enfant tout à fait étranger. Les enfants qui ont grandi dans de pareilles conditions sont plus tard complètement perdus pour la famille ; ils ne pourront, jamais se sentir chez eux dans la famille qu'ils fonderont eux-mêmes, parce qu'ils n'ont connu que l'isolement dans leur vie, et voilà pourquoi ils contribuent nécessairement à la destruction, d'ailleurs générale, de la famille chez les ouvriers.

Engels : *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre, Œuvres*, t. IV, p. 139-140. (Edit. all.)

Edit. Costes, t. II, p. 21-23.

4. LA DISSOLUTION DE LA FAMILLE (Engels).

Une dissolution analogue de la famille est provoquée par le travail des enfants. Lorsqu'ils arrivent à gagner plus qu'il en coûte à leurs parents pour les entretenir, ils commencent à donner à leurs parents une certaine somme pour l'entretien et le logis, et à dépenser le reste pour eux-mêmes. C'est ce qui arrive fréquemment lorsqu'ils atteignent quatorze ou quinze ans. (Power : *Rept. on Leeds, passim* ; Tufnell : *Rept. on Manchester*, p. 17, etc., dans le rapport sur la fabrique.) En un mot, les enfants s'émancipent et considèrent la maison familiale comme une auberge, qu'ils échangent assez souvent pour une autre lorsqu'elle ne leur plaît pas.

Dans bien des cas, la vie familiale est, non pas détruite complètement, mais mise à l'envers du fait que la femme travaille.

C'est la femme qui nourrit la famille, l'homme reste à la maison, garde les enfants, balaie les chambres et fait la cuisine. Le cas est fréquent, très fréquent : à Manchester seulement, on enregistrerait plusieurs centaines d'hommes condamnés ainsi à des travaux domestiques. On peut s'imaginer quelle révolte légitime cette véritable castration provoque chez les ouvriers, et quel bouleversement de toutes les relations de famille en découle, tandis que les autres relations sociales demeurent les mêmes.

... Si la famille de la société présente est dissoute, on voit dans cette dissolution même qu'au fond ce n'était pas l'amour familial, mais bien l'intérêt privé, fatalement conservé dans cette fausse communauté de biens, qui était le lien maintenant la famille.

Engels : *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Œuvres, t. IV, p. 140-143. (Edit. all.)

Edit. Costes, t. II, p. 23-27.

5. L'OUVRIERE SOUS LE JOUG DU PATRON (Engels).

Mais tout cela n'est encore que la moindre des choses. Les conséquences morales du travail des femmes dans les fabriques sont beaucoup plus graves. La réunion des deux sexes et de tous les âges dans un atelier unique, l'inévitable promiscuité qui en résulte, l'entassement dans un espace étroit d'êtres à qui n'a été dispensée aucune éducation ni intellectuelle ni morale, ne sont pas précisément faits pour exercer une heureuse influence sur le développement du caractère féminin. Le fabricant ne peut, même s'il ouvre l'oeil, intervenir qu'en cas de scandale évident ; il n'a pas l'occasion de connaître, ni par conséquent d'empêcher, l'influence durable, moins frappante, des caractères libertins sur ceux qui sont plus moraux, et notamment sur la jeunesse. Or, c'est précisément cette influence qui est la plus pernicieuse. Le langage courant dans les fabriques a été, de plusieurs côtés, qualifié par les commissaires de fabriques en 1833 d' « indécent », de « mauvais », de « sale », etc. (Cowell, p. 35, 37 et en beaucoup d'autres endroits.) La situation est, en petit, la même que nous avons vue en grand dans les grandes villes. La centralisation de la population a les mêmes effets sur les mêmes gens, qu'elle s'exerce sur eux dans une grande ville ou dans une fabrique plus petite. Si la fabrique est plus petite, la promiscuité est plus grande, et les rapports plus forcés. Aussi les suites ne manquent-elles pas. Un témoin de Leicester dit qu'il aimerait mieux voir ses filles mendier qu'aller à la fabrique : les fabriques sont de véritables trous d'enfer, la plupart des filles de joie de la ville doivent aux fabriques d'être devenues ce qu'elles sont (Power, p. 8) ; un autre, à Manchester, « n'hésite pas à affirmer que les trois quarts des jeunes ouvrières de 14 à 20 ans sont déflorées » (Cowell, p. 57). Le commissaire Cowell exprime d'ailleurs l'avis que la moralité des ouvrières d'usine est assez inférieure à la moyenne de celle de la classe ouvrière (p. 82) et le D^r Hawkins dit (p. 4) :

On ne peut aisément réduire en chiffres l'estimation à faire de la moralité sexuelle, mais, si j'en crois mes propres observations et l'opinion générale de ceux à qui j'ai parlé, ainsi que toute la teneur des témoignages qui m'ont été fournis, l'idée à se faire de l'influence qu'exerce la vie d'usine sur la moralité de la jeunesse féminine est extrêmement décourageante.

On comprend, d'ailleurs, que le travail en fabrique, comme tout autre, et plus que tout autre, attribue au patron le jus *primaev noctis*. Le fabricant est, à cet égard aussi, le maître du corps et des charmes de ses ouvrières. Le renvoi est une peine assez forte pour triompher, dans neuf cas sur dix, sinon dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, des scrupules de filles qui n'ont pas, par ailleurs, de grandes dispositions à la chasteté. Si le patron est assez bas, — et le rapport de la commission cite de nombreux cas — sa fabrique est en même temps son harem ; que tous les fabricants ne fassent pas usage de leur droit ne change en rien la situation par rapport aux jeunes filles. Au début de l'industrie manufacturière, où les fabricants étaient presque tous des parvenus sans éducation et sans égard pour l'hypocrisie sociale, ils ne se sont laissés arrêter par rien dans l'exercice d'un droit qu'ils avaient « bien gagné ».

Engels : *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Œuvres, t. IV, p. 144-145. (Edit. all.)

Edit. Costes, t. II, p. 29-31.

6. LE CAPITALISME REND IMPOSSIBLE AU TRAVAILLEUR LA VIE DE FAMILLE (Engels).

Avec les débordements de l'ivrognerie, les débordements sexuels constituent un des principaux vices de beaucoup d'ouvriers anglais. C'est encore une conséquence fatale, une nécessité inéluctable de la situation d'une classe abandonnée à elle-même, sans avoir les moyens de faire de cette liberté un usage convenable. La bourgeoisie ne lui a laissé que ces deux jouissances, pendant qu'elle l'a accablée de toutes sortes de peines et de douleurs : la conséquence en est que les ouvriers, pour jouir tout de même un peu de la vie, concentrent toute leur passion sur ces deux plaisirs et s'y livrent avec excès et de la façon la plus déréglée. Quand on met les gens dans une situation qui ne peut convenir qu'à la bête, il ne leur reste qu'à se révolter ou à succomber à la bestialité. Et si, par surcroît, la bourgeoisie elle-même contribue encore directement pour sa bonne part au progrès de la prostitution — combien des 40.000 filles de joie, qui remplissent chaque soir les rues de Londres, vivent de par la vertueuse bourgeoisie ? — combien doivent à la séduction par un bourgeois d'être obligées aujourd'hui d'offrir leur corps au passant pour vivre ? — la bourgeoisie a vraiment moins que personne le droit de reprocher à la classe ouvrière sa brutalité sexuelle.

Les fautes des ouvriers se ramènent d'ailleurs toutes au dérèglement dans la recherche de la jouissance, au manque de prévoyance et de soumission à l'ordre social, en somme à l'incapacité de sacrifier le plaisir du moment à un avantage plus lointain. Mais comment s'en étonner ? Une classe qui, pour un dur travail, ne peut se procurer que peu de choses et seulement les jouissances les plus matérielles, ne doit-elle pas se jeter follement, aveuglément, sur ces plaisirs ? Une classe que personne ne se soucie de cultiver, soumise à tous les hasards possibles, ignorant toute sécurité de l'existence, quels mobiles, quel intérêt a-t-elle à être prévoyante, à mener une vie « sérieuse » et, au lieu de profiter de la chance du moment, à penser à une jouissance lointaine et fort problématique, *pour elle* et pour sa situation qui varie, qui se retourne perpétuellement ? Classe forcée de supporter tous les inconvénients de l'ordre social sans bénéficier de ses avantages, classe à qui cet ordre social n'apparaît qu'hostile, c'est à elle qu'on demande encore de respecter cet ordre social ? C'est vraiment trop. Mais la classe ouvrière, aussi longtemps que subsistera cet ordre social, ne peut y échapper ; si le travailleur isolé se dresse contre lui, c'est lui-même qui en subit le plus grand dommage. Ainsi l'ordre social rend au travailleur la vie de famille presque impossible ; un logis sale et inhabitable, à peine assez bon pour servir d'abri nocturne, mal meublé, souvent mal protégé contre la pluie et non chauffé, une atmosphère viciée dans une pièce surpeuplée, ne permettant pas la vie au foyer ; l'homme travaille toute la journée, peut-être également la femme et les aînés des enfants, tous à des endroits différents, ils ne se voient que le matin et le soir, — ajoutez-y la tentation continuelle de boire de l'eau-de-vie ; comment veut-on que la vie de famille existe ? Pourtant l'ouvrier ne peut pas échapper à la famille, il doit vivre en famille ; il en résulte continuellement des discordes familiales et des discussions domestiques, qui exercent tant sur les époux que sur les enfants une influence démoralisatrice au plus haut degré. La négligence de tous les devoirs domestiques, la négligence surtout à l'égard des enfants ne sont que trop fréquentes parmi les ouvriers anglais, et ne sont que trop provoquées par les institutions sociales existantes. Des enfants grandis ainsi en sauvages, dans l'entourage le plus démoralisant qui soit, auquel, assez souvent, appartiennent les parents eux-mêmes, comment auraient-ils plus tard quelque délicatesse morale ? Les exigences du bourgeois content de lui-même à l'égard de l'ouvrier sont véritablement par trop naïves.

Engels : *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Œuvres, t. IV, p. 126-127. (Edit. all.)

Edit. Costes, t. I, p. 217-220.

7. LES ENFANTS ET LES FEMMES DANS LES MINES (Marx).

Ce qui nous frappe donc dans la législation anglaise de 1867, c'est, d'un côté, la nécessité imposée au Parlement des classes dirigeantes d'adopter en principe des mesures si extraordinaires et sur une si large échelle contre les excès de l'exploitation capitaliste, et, de l'autre côté, l'hésitation, la répugnance et la mauvaise foi avec lesquelles il s'y prêta dans la pratique. La commission d'enquête de 1862 proposa aussi une nouvelle réglementation de l'industrie minière, laquelle se distingue des autres industries par ce caractère exceptionnel que les intérêts du propriétaire foncier (*landlord*) et de l'entrepreneur capitaliste s'y donnent la main.

L'antagonisme de ces deux intérêts avait été favorable à la législation de fabrique et, par contre, son absence suffit pour expliquer les lenteurs et les faux-fuyants de la législation sur les mines.

La commission d'enquête de 1840 avait fait des révélations si terribles, si *shocking*, et provoquant un tel scandale en Europe que, par acquit de conscience, le Parlement passa le *Mining Act* (loi sur les mines) de 1842, où il se borna à interdire le travail sous terre, à l'intérieur des mines, aux femmes et aux enfants au-dessous de dix ans.

Une nouvelle loi, *the Mines' Inspecting Act* (loi sur l'inspection des mines), de 1860, prescrit que les mines seront inspectées par des fonctionnaires publics, spécialement nommés à cet effet, et que, de dix à douze ans, les jeunes garçons ne pourront être employés qu'à la condition d'être munis d'un certificat d'instruction ou de fréquenter l'école pendant un certain nombre d'heures. Cette loi resta sans effet à cause de l'insuffisance dérisoire du personnel des inspecteurs, des limites étroites de leurs pouvoirs et d'autres circonstances qu'on verra dans la suite.

Un des derniers livres bleus sur les mines : *Report front the select committee on Mines, etc., together with... Evidence*, 13 juillet 1866, est l'œuvre d'un comité parlementaire choisi dans le sein de la Chambre des Communes et autorisé à citer et à interroger des témoins. C'est un fort in-folio où le rapport du comité ne remplit que cinq lignes, rien que cinq lignes à cet effet qu'on n'a rien à dire et qu'il faut de plus amples renseignements ! Le reste consiste en interrogatoires des témoins.

La manière d'interroger rappelle les *cross examinations* (interrogatoires contradictoires) des témoins devant les tribunaux anglais où l'avocat, par des questions impudentes, imprévues, équivoques, embrouillées, faites à tort et à travers, cherche à intimider, à surprendre, à confondre le témoin et à donner une entorse aux mots qu'il lui a arrachés. Dans l'espèce, les avocats, ce sont messieurs du Parlement, chargés de l'enquête, et comptant parmi eux des propriétaires et des exploiters de mines ; les témoins, ce sont les ouvriers des houillères. La farce est trop caractéristique pour que nous ne donnions pas quelques extraits de ce rapport. Pour abréger, nous les avons rangés par catégorie. Bien entendu, la question et la réponse correspondante sont numérotées dans les livres bleus anglais.

I. L'occupation des garçons à partir de dix ans dans les mines. — Dans les mines, le travail, y compris l'aller et le retour, dure ordinairement de quatorze à quinze heures, quelquefois même de trois, quatre, cinq heures du matin jusqu'à quatre et cinq heures du soir (n^{os} 6, 452, 83). Les adultes travaillent en deux tournées, chacune de huit heures, mais il n'y a pas d'alternance pour les enfants, affaire d'économie (n^{os} 80, 203, 204). Les plus jeunes sont principalement occupés à ouvrir et à fermer les portes dans les divers compartiments de la mine : les plus âgés sont chargés d'une besogne plus rude, du transport du charbon, etc. (n^{os} 122, 739, 740). Les longues heures de travail sous terre durent jusqu'à la dix-huitième ou vingt-deuxième année ; alors commence le travail des mines proprement dit (n^o 161). Les enfants et les adolescents sont aujourd'hui plus rudement traités et plus exploités qu'à aucune autre période antérieure (n^{os} 1663-67). Les ouvriers des mines sont presque tous d'accord pour demander du Parlement une loi qui interdise leur genre de travail jusqu'à l'âge de quatorze ans. Et voici Vivian Hussey (un exploiteur de mines) qui interroge :

— Ce désir n'est-il pas subordonné à la plus ou moins grande pauvreté des parents ? Ne serait-ce pas une cruauté, là où le père est mort, estropié, etc., d'enlever cette ressource à la famille ? Il doit pourtant y avoir une règle générale. Voulez-vous interdire le travail des enfants *sous terre* jusqu'à quatorze ans dans tous les cas ? *Réponse* ; — *Dans tous les cas* (n^{os} 107-110). Hussey : — Si le travail avant quatorze ans était interdit dans les mines, les parents n'enverraient-ils pas leurs enfants dans les fabriques ? — Dans la règle, non (n^o 174). Un ouvrier : — L'ouverture et la fermeture des portes semble chose facile. C'est, en réalité, une besogne des plus fatigantes. Sans parler du courant d'air continu, les garçons sont réellement comme des prisonniers qui seraient condamnés au cachot noir. Bourgeois Hussey : — Le garçon ne peut-il pas lire en gardant la porte, s'il a une lumière ? — D'abord, il lui faudrait acheter des bougies, et on ne le lui permettrait pas. Il est là pour veiller à sa besogne, il a un devoir à remplir ; je n'en ai jamais vu lire un seul dans la mine (n^{os} 139, 141, 143, 158, 160).

II. L'éducation. — Les ouvriers des mines désirent des lois pour l'instruction obligatoire des enfants, comme dans les fabriques. Ils déclarent que les clauses de la loi de 1860, qui exigent un certificat d'instruction pour l'emploi de garçons de dix à douze ans, sont parfaitement illusoire. Mais voilà où l'interrogatoire des juges d'instruction capitalistes devient réellement drôle.

— Contre qui la loi est-elle le plus nécessaire ? Contre les entrepreneurs ou contre les parents ? — Contre les deux (n° 115). — Plus contre ceux-ci que contre ceux-là ? — Comment répondre à cela ? (n° 116). — Les entrepreneurs montrent-ils le désir d'organiser les heures de travail de manière à favoriser la fréquentation de l'école ? — Jamais (n° 137). — Les ouvriers des mines améliorent-ils après coup leur instruction ? — Ils se dégradent généralement et prennent de mauvaises habitudes ; ils s'adonnent au jeu et à la boisson et se perdent complètement (n° 211). — Pourquoi ne pas envoyer les enfants aux écoles du soir ? — Dans la plupart des districts houillers il n'en existe aucune ; mais le principal, c'est qu'ils sont tellement épuisés du long excès de travail, que leurs yeux se ferment de lassitude (n° 154)... Donc, conclut le bourgeois, vous êtes contre l'éducation ? — Pas le moins du monde, etc. — Les exploiters de mines, etc., ne sont-ils pas forcés par la loi de 1860 de demander des certificats d'école, pour les enfants entre dix et douze ans ? — La loi l'ordonne, c'est vrai ; mais ils ne le font pas. — D'après vous, cette clause de la loi n'est donc pas généralement exécutée ? — Elle ne l'est, pas du tout (nos 443, 442). — Les ouvriers des mines s'intéressent-ils beaucoup à cette question de l'éducation ? — La plus grande partie (n° 717). — Désirent-ils ardemment l'application forcée de la loi ? — Presque tous (n° 728). — Pourquoi donc n'emportent-ils pas de haute lutte cette application ? — Plus d'un ouvrier désirerait refuser un garçon sans 'certificat d'école ; mais alors c'est un *homme signalé* (*a marked man*) (n° 720). — Signalé par qui ? — Par son patron (n° 721). — Vous croyez donc que les patrons persécuteraient quelqu'un parce qu'il aurait obéi à la loi ? — Je crois qu'ils le feraient (n° 722). — Pourquoi les ouvriers ne se refusent-ils pas à employer les garçons qui sont dans ce cas ? — Cela n'est pas laissé à leur choix (n° 123). — Vous désirez l'intervention du Parlement ? — On ne fera jamais quelque chose d'efficace pour l'éducation des enfants des mineurs, qu'en vertu d'un acte du Parlement et par voie coercitive (n° 1.123). — Cela se rapporte-t-il aux enfants de tous les travailleurs de la Grande-Bretagne ou seulement à ceux des ouvriers des mines ? — Je suis ici seulement pour parler au nom de ces derniers (n° 1.636). — Pourquoi distinguer les enfants des mineurs des autres ? — Parce qu'ils forment une exception à la règle (n° 1.638). — Sous quel rapport ? — Sous le rapport physique (n° 1.649). — Pourquoi l'instruction aurait-elle plus de valeur pour eux que pour les enfants d'autres classes ? — Je ne prétends pas cela ; mais, à cause de leur excès de travail dans les mines, ils ont moins de chances de pouvoir fréquenter les écoles de la semaine et du dimanche (n° 1.640). — N'est-ce pas, il est impossible de traiter ces questions d'une manière absolue ? (n° 1.644). — Y a-t-il assez d'écoles dans les districts ? — Non. (n° 1.646). — Si l'Etat exigeait que chaque enfant fût envoyé à l'école, où pourrait-on trouver assez d'écoles pour tous les enfants ? — Je crois que, dès que les circonstances l'exigeront, les écoles naîtront d'elles-mêmes (n° 1.647). La plus grande partie non seulement des enfants, mais encore des ouvriers adultes dans les mines ne sait ni lire ni écrire (nos 705, 726).

III. — *Le travail des femmes.* — Depuis 1842, les ouvrières ne sont plus employées *sous terre*, mais bien *au-dessus*, à charger et trier le charbon, à traîner les cuves vers les canaux et les wagons de chemins de fer, etc. Leur nombre s'est considérablement accru dans les trois ou quatre dernières années (n° 1.727). — Ce sont en général des femmes, des filles et des veuves de mineurs, de douze à cinquante et soixante ans nos 647, 1.779, 1.781).

Que pensent les ouvriers mineurs du travail des femmes dans les mines ? — Ils le condamnent généralement (n° 648). — Pourquoi ? — Ils le trouvent humiliant et dégradant pour le sexe (n° 648). Les femmes portent des vêtements d'hommes. Il y en a qui fument. Dans beaucoup de cas, toute pudeur est mise de côté. Le travail est aussi sale que dans les mines. Dans le nombre se trouvent beaucoup de femmes mariées qui ne peuvent remplir leurs devoirs domestiques (nos 650-54, 701). — Les veuves pourraient-elles trouver ailleurs une occupation aussi bien rétribuée [8 ou 10 sh. par semaine] ? — Je ne puis rien dire là-dessus (nos 709-708). — Et pourtant vous seriez décidé à leur couper ce moyen de vivre ? [cœur de pierre !] — Assurément (n° 710). — D'où vous vient cette disposition ? — Nous, mineurs, nous avons trop de respect pour le sexe pour le voir ainsi condamné à la fosse à charbon... Ce travail est généralement très pénible. Beaucoup de ces jeunes filles soulèvent dix tonnes par jour (nos 1.715, 1.717). — Croyez-vous que les ouvrières occupées dans les mines soient plus immorales que celles employées dans les fabriques ? — Le nombre des mauvaises est plus grand chez nous qu'ailleurs (n° 1.732). — Mais n'êtes-vous pas non plus satisfait de l'état de la moralité dans les fabriques ? — Non (n° 1.733). — Voulez-vous donc interdire aussi dans les fabriques le travail des femmes ? — Non. Je ne le veux pas (n° 1.734). — Pourquoi pas ? — Le travail y est plus honorable et plus convenable pour le sexe féminin (n° 1.735). — Il est cependant funeste à leur moralité, pensez-vous ? — Mais pas autant, il s'en faut de beaucoup, que le travail dans les mines. Je ne parle pas d'ailleurs seulement au point de vue moral, mais encore au point de vue physique et social. La dégradation sociale des jeunes filles est extrême et lamentable. Quand ces jeunes filles deviennent les femmes des ouvriers mineurs, les hommes souffrent profondément de leur dégradation, et cela les entraîne à quitter leur foyer et à s'adonner à la boisson (n° 1.736). — Mais n'en est-il pas de même des femmes employées dans les usines ? — Je ne puis rien dire

des autres branches d'industrie (n° 1.737). — Mais quelle différence y a-t-il entre les femmes occupées dans les mines et celles occupées dans les usines ? — Je ne me suis pas occupé de cette question (n° 1.740). — Pouvez-vous découvrir une différence entre l'une et l'autre classe ? — Je ne me suis assuré de rien à ce sujet, mais je connais par des visites de maison en maison l'état ignominieux des choses dans notre district (n° 1.741). — N'auriez-vous pas grande envie d'abolir le travail des femmes partout où il est dégradant ? — Bien sûr... Les meilleurs sentiments des enfants doivent avoir leur source dans l'éducation maternelle (n° 1.750). — Mais cela s'applique également aux travaux agricoles des femmes ? — Ils ne durent que deux saisons ; chez nous, les femmes travaillent pendant les quatre saisons, quelquefois jour et nuit, mouillées jusqu'à la peau ; leur constitution s'affaiblit et leur santé se ruine (n° 1.751). — Cette question [de l'occupation des femmes], vous ne l'avez pas étudiée d'une manière générale ? — J'ai jeté les yeux autour de moi, et tout ce que je puis dire, c'est que nulle part je n'ai rien trouvé qui puisse entrer en parallèle avec le travail des femmes dans les mines de charbon... C'est un travail d'homme, et d'homme fort... (n° 1.753, 1.793, 1.794). La meilleure classe des mineurs qui cherche à s'élever et à s'humaniser, bien loin de trouver un appui dans leurs femmes, se voit au contraire par elles toujours entraînée plus bas (n° 1.308).

Après une foule d'autres questions, à tort et à travers, de messieurs les bourgeois, le secret de leur compassion pour les veuves, les familles pauvres, etc., se révèle enfin :

Le patron charge certains *gentlemen* de la surveillance, et ceux-ci afin de gagner ses bonnes grâces, suivant la politique de tout mettre sur pied le plus économiquement possible ; les jeunes filles occupées n'obtiennent que 1 sh. à 1 sh. 6 d. par jour, tandis qu'il faudrait donner à un homme 2 sh. 6 d. (n° 1.816).

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XIII, p. 436-440. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Editions Sociales, 1949, liv. I, t. II. p. 171-175.

8. LA MORTALITE INFANTILE (Marx).

Nous avons déjà signalé le dépérissement physique des enfants et des jeunes personnes, ainsi que des femmes d'ouvriers que la machine soumet d'abord directement à l'exploitation du capital dans les fabriques dont elle est la base, et ensuite indirectement dans toutes les autres branches d'industrie. Nous nous contenterons ici d'insister sur un seul point, l'énorme mortalité des enfants des travailleurs dans les premières années de leur vie. Il y a en Angleterre 16 districts d'enregistrement où sur 100.000 enfants vivants, il n'y a en moyenne que 9.000 cas de mort par année (dans un district 7.047 seulement) ; dans 24 districts on constate 10 à 11.000 cas de mort ; dans 39 districts, 11 à 12.000 ; dans 48 districts, 12 à 13.000 ; dans 22 districts, plus de 20.000 ; dans 25 districts, plus de 21.000 ; dans 17, plus de 22.000 ; dans 11, plus de 23.000 ; dans ceux de Hoo, Wolverhampton, Ashton-under-Lyne et Preston, plus de 24.000 ; dans ceux de Nottingham, Stockport et Bradford, plus de 25.000 ; dans celui de Wisbeach, 26.000 et à Manchester, 26.125. [*Sixth Report on Public Health*, Lond., 1864, p. 34. Dans les villes ouvrières en France, la mortalité des enfants d'ouvriers au-dessous d'un an est de 20 à 22 % (chiffre de Roubaix). A Mulhouse, elle atteint 33 % en 1863. Elle y dépasse toujours 30 %. Dans un travail présenté à l'Académie de médecine, M. Devilliers établit que la mortalité des enfants des familles aisées étant de 10 %, celle des enfants d'ouvriers tisseurs est au minimum de 35 %. (Discours de M. Boudet à l'Académie de médecine, séance du 27 novembre 1866.) Dans son 28^e *Bulletin*, la Société industrielle de Mulhouse constate le « dépérissement effrayant de la classe ouvrière ».] Une enquête médicale officielle de 1861 a démontré qu'abstraction faite de circonstances locales, les chiffres les plus élevés de mortalité sont dus principalement à l'occupation des mères hors de chez elles. Il en résulte, en effet, que les enfants sont négligés, maltraités, mal nourris ou insuffisamment, parfois alimentés avec des opiat, délaissés par leurs mères, qui en arrivent à éprouver pour eux une aversion contre nature. Trop souvent ils sont les victimes de la faim ou du poison. [« Elle [l'enquête de 1861...] a démontré que, d'une part, dans les circonstances que nous venons de décrire, les enfants périssent par suite de la négligence et du dérèglement qui résultent des occupations de leurs mères, et, d'autre part, que les mères elles-mêmes deviennent de plus en plus dénaturées ; à tel point qu'elles ne se troublent plus de la mort de leurs enfants, et quelquefois même... prennent des mesures directes pour assurer cette mort. » (*l.c.*)] Dans les districts agricoles,

où le nombre des femmes ainsi occupées est à son minimum, le chiffre de la mortalité est aussi le plus bas.

La commission d'enquête de 1861 fournit cependant ce résultat inattendu que, dans quelques districts purement agricoles des bords de la mer du Nord, le chiffre de mortalité des enfants au-dessous d'un an, atteint presque celui des districts de fabrique les plus mal famés. Le D^r Julian Hunter fut chargé d'étudier ce phénomène sur les lieux. Ses conclusions sont enregistrées dans le *VI^e Rapport sur la santé publique*. On avait supposé jusqu'alors que la malaria et d'autres fièvres particulières à ces contrées basses et marécageuses décimaient les enfants. L'enquête démontra le contraire, à savoir

que la même cause qui avait chassé la malaria, c'est-à-dire la transformation de ce sol, marais en hiver et lande stérile en été, en féconde terre à froment, était précisément la cause de cette mortalité extraordinaire.

Les soixante-dix médecins de ces districts, dont le docteur Hunter recueillit les dépositions, furent « merveilleusement d'accord sur ce point ». La révolution dans la culture du sol y avait en effet introduit le système industriel.

Des femmes mariées, travaillant par bandes avec des jeunes filles et des jeunes garçons, sont mises à la disposition d'un fermier pour une certaine somme par un homme qui porte le nom de chef de bande (*gangmaster*) et qui ne vend les bandes qu'entières. Le champ de travail de ces bandes ambulantes est souvent situé à plusieurs lieues de leurs villages. On les trouve matin et soir sur les routes publiques, les femmes vêtues de cotillons courts et de jupes à l'avenant, avec des bottes et parfois des pantalons, fortes et saines, mais corrompues par leur libertinage habituel, et n'ayant nul souci des suites funestes que leur goût pour ce genre de vie actif et nomade entraîne pour leur progéniture qui reste seule à la maison et y dépérit.

Tous les phénomènes observés dans les districts de fabriques, entre autres l'infanticide dissimulé et le traitement des enfants avec des opiat, se reproduisent ici à un degré bien supérieur.

[La consommation de l'opium se propage chaque jour parmi les travailleurs adultes et les ouvrières, dans les districts agricoles comme dans les districts manufacturiers. « Pousser à la vente des opiats..., tel est l'objet des efforts de plus d'un marchand en gros. Pour les droguistes, c'est *l'article principal* (*l.c.*, p. 459). Les nourrissons qui absorbaient des opiats « devenaient rabougris comme de vieux petits hommes ou se ratatinaient à l'état de petits singes ». (*L.c.*, p. 460.) Voilà la terrible vengeance que l'Inde et la Chine tirent de l'Angleterre.]

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XIII, p. 342-343. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Editions Sociales, 1949, livre I, t. II, p. 81-83.

9. LE SYSTEME DES BANDES (Marx).

La terre exige certains travaux de peu de difficulté, tels que le sarclage, le houage, l'épierrement, certaines parties de la fumure, etc. On y emploie des gangs ou bandes organisées qui demeurent dans les localités ouvertes. Une bande se compose de dix à quarante ou cinquante personnes, femmes, adolescents des deux sexes, bien que la plupart des garçons en soient éliminés vers leur treizième année, enfin enfants des deux sexes, de six à treize ans. Son chef, le *gangmaster*, est un ouvrier de campagne ordinaire, presque toujours ce qu'on appelle un mauvais sujet, vagabond, noceur, ivrogne, mais entreprenant et doué de savoir-faire. C'est lui qui recrute la bande, destinée à travailler sous ses ordres et non sous ceux du fermier.

Comme il prend l'ouvrage à la tâche, son revenu, qui, en moyenne, ne dépasse guère celui de l'ouvrier ordinaire, dépend presque exclusivement de l'habileté avec laquelle il sait tirer de sa troupe, dans le temps le plus court, le plus de travail possible. Les fermiers savent, par expérience, que les femmes ne font tous leurs efforts que sous le commandement des hommes et que les jeunes filles et les enfants, une fois en train, dépensent leurs forces, ainsi que l'a remarqué Fourier, avec fougue, en prodigues, tandis que l'ouvrier mâle adulte cherche, en vrai surnois, à économiser les siennes. Le chef de bande, faisant le tour des fermes, est à même d'occuper ses gens pendant six ou huit mois de l'année. Il est donc pour les familles ouvrières une meilleure pratique que le fermier isolé, qui n'emploie les enfants que de temps à autre. Cette circonstance établit si bien son influence que, dans beaucoup de localités ouvertes, on ne peut se procurer les enfants sans son intermédiaire. Il les loue aussi individuellement aux fermiers, mais c'est un accident qui n'entre pas dans le « système des bandes ».

Les vices de ce système sont l'excès de travail imposé aux enfants et aux jeunes gens, les marches énormes qu'il leur faut faire chaque jour pour se rendre à des fermes éloignées de cinq, six et quelquefois sept mille et pour en revenir ; enfin, la démoralisation de la troupe ambulante. Bien que le chef de bande, qui porte en quelques endroits le nom de *driver* (piqueur, conducteur), soit armé d'un long bâton, il ne s'en sert néanmoins que rarement, et les plaintes de traitement brutal sont l'exception. Comme le preneur de rats de la légende, c'est un charmeur, un empereur démocratique. Il a besoin d'être populaire parmi ses sujets et se les attache par les attraits d'une existence de bohème — vie nomade, absence de toute gêne, gaillardise bruyante, libertinage grossier. Ordinairement la paye se fait à l'auberge au milieu de libations copieuses. Puis, on se met en route pour retourner chez soi. Titubant, s'appuyant de droite et de gauche sur le bras robuste de quelque virago, le digne chef marche en tête de la colonne, tandis qu'à la queue la jeune troupe folâtre et entonne des chansons moqueuses ou obscènes. Ces voyages de retour sont le triomphe de la phanérogamie, comme l'appelle Fourier. Il n'est pas rare que des filles de treize ou quatorze ans deviennent grosses du fait de leurs compagnons du même âge. Les villages ouverts, souches et réservoirs de ces bandes, deviennent des Sodomes et des Gomorrhes, où le chiffre des naissances illégitimes atteint son maximum. Nous connaissons déjà la moralité des femmes mariées qui ont passé par une telle école. Leurs enfants sont autant de recrues prédestinées de ces bandes, à moins pourtant que l'opium ne leur donne auparavant le coup de grâce.

La bande, dans la forme classique que nous venons de décrire, se nomme bande publique, commune ou ambulante (*public, common or tramping gang*). Il y a aussi des bandes particulières (*private gangs*), composées des mêmes éléments que les premières, mais moins nombreuses et fonctionnant sous les ordres, non d'un chef de bande, mais de quelque vieux valet de ferme, que son maître ne saurait autrement employer. Là, plus de gaieté ni d'humeur bohémienne, mais, au dire de tous les témoins, les enfants y sont moins payés et plus maltraités.

Ce système qui, depuis ces dernières années, ne cesse de s'étendre, n'existe, évidemment pas pour le bon plaisir du chef de bande. Il existe parce qu'il enrichit les gros fermiers et les propriétaires. Quant au fermier, il n'est pas de méthode plus ingénieuse pour maintenir ses travailleurs bien au-dessous du niveau normal — tout en laissant toujours à sa disposition un supplément de bras applicable à chaque besogne extraordinaire —, pour obtenir beaucoup de travail avec le moins d'argent possible et pour rendre « superflus » les adultes mâles. On ne s'étonnera plus, après les explications données, que le chômage plus ou moins long et fréquent de l'ouvrier agricole soit franchement avoué, et qu'en même temps le « système des bandes » soit déclaré « nécessaire », sous prétexte que les travailleurs mâles font défaut et qu'ils émigrent vers les villes.

La terre du Lincolnshire nettoyée, ses cultivateurs souillés, voilà le pôle positif et le pôle négatif de la production capitaliste.

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XXIII, p. 629-631. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit all.)

Editions Sociales, livre I, t. III, p. 134-136.

10. LES PAYSANS OBLIGES DE VENDRE LEURS ENFANTS (Marx).

Le *Public Health Report*, que j'ai cité, dans la quatrième section de cet ouvrage, ne traite du système des bandes agricoles, qu'en passant, à l'occasion de la mortalité des enfants ; il est resté inconnu de la presse et, conséquemment, du public anglais. En revanche, le sixième rapport de la Commission du travail des enfants a fourni aux journaux la matière, toujours bienvenue, d'articles à sensation. Tandis que la presse libérale demandait comment les nobles gentlemen et ladies et les gros bénéficiaires de l'Eglise anglicane pouvaient laisser grandir sur leurs domaines et sous leurs yeux un pareil abus, eux qui organisent des missions aux antipodes pour moraliser les sauvages des îles de l'Océanie, la presse comme il faut se bornait à des considérations filandreuses sur la dépravation de ces paysans, assez abrutis pour faire la traite de leurs propres enfants ! Et pourtant, dans les conditions maudites où ces *brutes* sont retenues par la classe éclairée, on s'expliquerait qu'ils les mangent. Ce qui étonne réellement, c'est l'intégrité de caractère qu'ils ont en grande partie conservée. Les rapporteurs officiels établissent que les parents détestent le système des bandes, même dans les districts où il règne. « Dans les témoignages que nous avons rassemblés, on trouve des preuves abondantes que les parents

seraient, dans beaucoup de cas, reconnaissants d'une loi coercitive qui les mît à même de résister aux tentations et à la pression exercée sur eux. Tantôt c'est le fonctionnaire de la paroisse, tantôt leur patron, qui les force, sous menace de renvoi, à tirer profit de leurs enfants, au lieu de les envoyer à l'école. Toute perte de temps et de force, toute souffrance qu'occasionne au cultivateur et à sa famille une fatigue extraordinaire et inutile, tous les cas dans lesquels les parents peuvent attribuer la perte morale de leurs enfants à l'encombrement des cottages et à l'influence immonde des bandes, évoquent dans l'âme de ces pauvres travailleurs des sentiments faciles à comprendre et qu'il est inutile de détailler. Ils ont parfaitement conscience qu'ils sont assaillis par des tourments physiques et moraux provenant de circonstances dont ils ne sont en rien responsables, auxquelles, si cela eût été en leur pouvoir, ils n'auraient jamais donné leur assentiment, et qu'ils sont impuissants à combattre. » (*l.c.*, p. XX, n° 82, et XXIII, n° 96.)

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XXIII, p. 631 (en note), Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Editions Sociales, livre I, t. III, p. 136 (en note).

11. LA DEBAUCHE (Marx).

« Le spectacle de jeunes couples mariés n'a rien de bien édifiant pour des frères et sœurs adultes qui couchent dans la même chambre, et, bien qu'on ne puisse enregistrer ces sortes d'exemples, il y a suffisamment de faits pour justifier la remarque que de grandes souffrances et souvent la mort sont le lot des femmes qui se rendent coupables d'inceste. » (D^r Hunter, *l.c.*, p. 137.) Un employé de police rurale, détective pendant de longues années dans les plus mauvais quartiers de Londres, s'exprime ainsi sur le compte des jeunes filles de son village : « Leur grossière immoralité dans l'âge le plus tendre, leur effronterie et leur impudeur dépassent tout ce que j'ai vu de pire à Londres pendant tout le temps de mon service... Jeunes gens et jeunes filles adultes, pères et mères, tout cela vit comme des porcs et couche ensemble dans la même chambre. » (*Child. Empl. Comm. Sixth Report. London, 1867. Appendix*, p. 77, n° 155.)

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XXIII, p. 621 (en note), Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Editions Sociales, livre I, t. III, p. 125 (en note).

12. ... ET LA MORT (Marx).

Dans son rapport du 5 septembre 1865, le docteur Bell, un des médecins des pauvres de Bradford, attribue, lui aussi, la terrible mortalité, parmi les malades de son district atteints de fièvres, à l'influence horriblement malsaine des logements qu'ils habitent.

Dans une cave de 1.500 pieds cubes, dix personnes logent ensemble... Vincent-Street, Green Aire Place et les Leys contiennent 223 maisons avec 1.450 habitants, 435 lits et 36 lieux d'aisances... Les lits, et j'entends par là le premier amas venu de sales guenilles ou de copeaux, servent chacun à 3,3 personnes en moyenne, et quelques-uns à quatre et six personnes. Beaucoup dorment sans lit, étendus tout habillés sur le plancher nu, hommes et femmes, mariés et non mariés, pêle-mêle. Est-il besoin d'ajouter que ces habitations sont des antres infects, obscurs et humides, tout à fait impropres à abriter un être humain ? Ce sont les foyers d'où partent la maladie et la mort pour chercher des victimes même chez les gens de bonne condition (*of good circumstances*), qui ont permis à ces ulcères pestilentiels de suppurer au milieu de nous.

Dans cette classification des villes d'après le nombre et l'horreur de leurs bouges, Bristol occupe le troisième rang.

Ici, dans une des villes les plus riches de l'Europe, la pauvreté réduite au plus extrême dénuement (*blank poverty*) surabonde, ainsi que la misère domestique. Vers la même époque, le docteur Harvey, de l'hôpital Saint-Georges, à propos de sa visite à Wing pendant l'épidémie, me cita des faits pareils : Une jeune femme malade de la fièvre couchait la nuit dans la même chambre que son père, sa mère, son enfant illégitime, deux jeunes hommes ses frères, et ses deux sœurs, chacune avec un bâtard, en tout dix personnes. Quelques semaines auparavant, treize enfants couchaient dans ce même local.

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XXIII, p. 621. Dietz. Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Editions Sociales, livre I, t. III, p. 105-106.

13. DEUX FOYERS DE CHOMEURS (Marx).

En quittant le Workhouse, je fis une promenade dans les rues, entre les rangées de maisons à un étage, si nombreuses à Poplar. Mon guide était membre du Comité pour les ouvriers sans travail. La première maison où nous entrâmes était celle d'un métallurgiste, en chômage depuis vingt-sept semaines. Je le trouvai assis dans une chambre de derrière avec toute sa famille. La chambre n'était pas tout à fait dégarnie de meubles et il y avait un peu de feu ; c'était de toute nécessité, par une journée de froid terrible, afin d'empêcher les pieds nus des jeunes enfants de geler. Il y avait devant le feu, sur un plat, une certaine quantité d'étope que les femmes et les enfants devaient effiler en échange du pain fourni par le Workhouse. L'homme travaillait dans une des cours, pour un bon de pain et 3 d. par jour. Il venait d'arriver chez lui, afin d'y prendre son repas de midi, très affamé, comme il nous le dit avec un sourire amer, et ce repas consistait en quelques tranches de pain avec du saindoux et une tasse de thé sans lait. La seconde porte à laquelle nous frappâmes fut ouverte par une femme entre deux âges, qui, sans souffler mot, nous conduisit dans une petite chambre sur le derrière, où se trouvait toute sa famille, silencieuse et les yeux fixés sur un feu près de s'éteindre. Il y avait autour de ces gens et de leur petite chambre un air de solitude et de désespoir à me faire souhaiter de ne jamais revoir pareille scène... « Ils n'ont rien gagné, monsieur, dit la femme en montrant ses jeunes garçons, rien depuis vingt-six semaines, et tout notre argent est parti, tout l'argent que le père et moi nous avons mis de côté dans des temps meilleurs avec le vain espoir de nous assurer une réserve pour les jours mauvais. Voyez ! » s'écria-t-elle d'un accent presque sauvage, et en même temps elle nous montrait un livret de banque où étaient indiquées régulièrement toutes les sommes successivement versées, puis retirées, si bien que nous pûmes constater comment le petit pécule, après avoir commencé par un dépôt de 5 shillings, puis avoir grossi peu à peu jusqu'à 20 l. st., s'était fondu ensuite de livres en shillings et de shillings en pence, jusqu'à ce que le livret fût réduit à n'avoir pas plus de valeur qu'un morceau de papier blanc. Cette famille recevait chaque jour un maigre repas du Workhouse... Nous visitâmes enfin la femme d'un Irlandais qui avait travaillé au chantier de construction maritime. Nous la trouvâmes malade d'inanition, étendue tout habillée sur un matelas et à peine couverte d'un lambeau de tapis, car toute la literie était au mont-de-piété. Ses malheureux enfants la soignaient et paraissaient avoir bien besoin, à leur tour, des soins maternels. Dix-neuf semaines d'oisiveté forcée l'avaient réduite à cet état, et pendant qu'elle nous racontait l'histoire du passé désastreux, elle sanglotait comme si elle eût perdu tout espoir d'un avenir meilleur. A notre sortie de cette maison, un jeune homme courut vers nous et nous pria d'entrer dans son logis pour voir si l'on ne pourrait rien faire en sa faveur. Une jeune femme, deux jolis enfants, un paquet de reconnaissances du mont-de-piété et une chambre entièrement nue, voilà tout ce qu'il avait à nous montrer.

[Marx donne un extrait d'une enquête faite par un correspondant du *Morning Star* qui visita, en janvier 1867, des centres ouvriers pour se rendre compte des effets de la crise.]

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XXIII, p. 605-606. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Edit. Sociales, livre I, t. III, p. 111-112.

14. LE BAPTEME DANS L'INFAMIE (Marx).

Citons une observation générale du docteur Simon :

Quoique mon point de vue officiel, dit-il, soit exclusivement médical, l'humanité la plus élémentaire ne permet pas de taire l'autre côté du mal. Parvenu à un certain degré, il implique presque nécessairement une négation de toute pudeur, une promiscuité révoltante, un étalage de nudité qui est moins de l'homme que de la bête. Etre soumis à de pareilles influences, c'est une dégradation qui, si elle dure, devient chaque jour plus profonde. Pour les enfants élevés dans cette atmosphère maudite, c'est un baptême dans l'infamie (*baptism into infamy*). Et c'est se bercer du plus vain espoir que d'attendre de personnes placées dans de telles conditions qu'à d'autres égards elles s'efforcent d'atteindre à cette civilisation élevée dont la pureté physique et morale constitue l'essence. (*Public Health, Eighth Report*, London, 1866, p 14, note.)

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XXIII, p. 595. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Edit. Sociales, livre I, t. III, p. 101-102.

15. LE MALHEUR D'ETRE JEUNE (Marx).

Vingt-quatre années auparavant, une autre commission d'enquête sur le travail des enfants avait déjà, comme le remarque Senior,

déroulé dans son rapport de 1842 le tableau le plus affreux de la cupidité, de l'égoïsme et de la cruauté des parents et des capitalistes, de la misère, de la dégradation et de l'anéantissement des enfants et des adolescents... On croirait que le rapport décrit les horreurs d'une époque reculée... Ces horreurs durent toujours, plus intenses que jamais... Les abus dénoncés en 1842 sont aujourd'hui [octobre 1863] en pleine floraison... Le rapport de 1842 fut empilé avec d'autres documents, sans qu'on en prît autrement note, et il resta là vingt années entières pendant lesquelles ces enfants élevés sans avoir la moindre idée de ce que nous appelons la morale, sans instruction, sans religion, sans avoir connu les sentiments naturels de l'amour familial, purent devenir les pères de la génération actuelle.

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XIII, p. 433-434. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Edit. Sociales, livre I, t. II, p. 169-170.

16. L'EXPLOITATION DES FEMMES MARIÉES (Marx).

1. « M. E..., fabricant, m'a fait savoir qu'il emploie exclusivement des femmes à ses métiers mécaniques ; il donne la préférence aux femmes mariées, surtout à celles qui ont une famille nombreuse ; elles sont plus attentives et plus disciplinables que les femmes non mariées, et de plus sont forcées de travailler jusqu'à extinction pour se procurer les moyens de subsistance nécessaires. C'est ainsi que les vertus qui caractérisent le mieux la femme tournent à son préjudice. Ce qu'il y a de tendresse et de moralité dans sa nature devient l'instrument de son esclavage et de sa misère. » (« Ten Hours' Factory Bill. » *The speech of Lord Ashley*. London, 1844, p. 20.)

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XIII, p. 346-347. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Edit. Sociales, livre I, t. II, ch. XV, p. 86.

17. LE CAPITALISME ET LA FAMILLE (Marx).

Par les règlements qu'elle impose aux fabriques, aux manufactures, etc., la législation de fabrique apparaît d'abord comme une immixtion dans les droits d'exploitation qui appartiennent au capital. Toute réglementation du travail à domicile semble, au contraire, aussitôt un empiètement direct, avoué, sur la *patria potestas*, ce qui signifie, en langage moderne, sur l'autorité des parents ; et les pères conscrits du Parlement anglais ont longtemps affecté de reculer avec horreur devant cet attentat contre la sainte institution de la famille. Néanmoins, on ne se débarrasse pas des faits par des déclamations. Il fallait enfin reconnaître qu'en sapant les fondements économiques de la famille ouvrière, la grande industrie en a bouleversé toutes les autres relations. Le droit des enfants dut être proclamé.

C'est un malheur, est-il dit à ce sujet dans le rapport final de la *Child. Empl. Commission* publié en 1866, c'est un malheur, mais il résulte de l'ensemble des dépositions des témoins que les enfants des deux sexes n'ont contre personne autant besoin de protection que contre leurs parents.

Le système de l'exploitation du travail des enfants en général et du travail à domicile en particulier,

... se perpétue par l'autorité arbitraire et funeste, sans frein et sans contrôle, que les parents exercent sur leurs jeunes et tendres rejetons... Il ne doit pas être permis aux parents de pouvoir, d'une manière absolue, faire de leurs enfants de pures machines, à seule fin d'en tirer par semaine tant et tant de salaire... Les enfants et les adolescents ont le droit d'être protégés par la législation contre l'abus de l'autorité paternelle qui ruine prématurément leur force physique et les fait descendre bien bas sur l'échelle des êtres moraux et intellectuels.

Ce n'est pas cependant l'abus de l'autorité paternelle qui a créé l'exploitation de l'enfance ; c'est, tout au contraire, l'exploitation capitaliste qui a fait dégénérer cette autorité en abus. Du reste, la législation de fabrique n'est-elle pas l'aveu officiel que la grande industrie a fait de l'exploitation des femmes et des enfants par le capital, de ce dissolvant radical de la famille ouvrière d'autrefois, une nécessité

économique, l'aveu qu'elle a converti l'autorité paternelle en un appareil du mécanisme social destiné à fournir, directement ou indirectement, au capitaliste les enfants du prolétaire, lequel, sous peine de mort, doit jouer son rôle d'entremetteur et de marchand d'esclaves ? Aussi, tous les efforts de cette législation ne prétendent-ils qu'à réprimer les excès de ce système d'esclavage.

Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille, la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et romain, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition du personnel ouvrier collectif, formé d'individus des deux sexes et de tout âge, bien qu'elle constitue une source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociale. [« Le travail de fabrique peut être pur et bienfaisant comme l'était jadis le travail domestique, et même à un plus haut degré. » (*Reports of Insp. of Fact. 31st Oct. 1865*, p. 127.).]

Marx : *le Capital*, livre I, ch. XIII, p. 430-431. Dietz, Stuttgart, 1914. (Edit. all.)

Edit. Sociales, livre I, t. II, p. 167-168.

18. SOUS LE TALON DE FER (Bebel).

Dans les classes inférieures, il n'est pour ainsi dire pas question de mariage d'argent. En règle générale, le travailleur se marie par amour ; cependant, il ne manque pas de motifs qui mettent obstacle au bonheur du mariage de l'ouvrier.

Une trop riche fécondité sexuelle affaiblit ou annihile la force de la femme et augmente les dépenses. La maladie et la mort sont les hôtes habituels des familles ouvrières. Le manque de travail pousse la misère à l'extrême. Et combien de causes diminuent le salaire de l'ouvrier, ou parfois le lui enlèvent presque complètement ! Les crises commerciales et industrielles le privent de travail, l'introduction de nouvelles machines ou de méthodes de production perfectionnées le font congédier comme inutile ; les guerres, la fâcheuse action des traités de commerce, des tarifs douaniers, les impôts indirects, les mesures du patron contre les convictions politiques, etc., détruisent l'existence du salarié ou la rendent très pénible. Tantôt ceci, tantôt cela le prive de travail pendant un temps plus ou moins long et le fait souffrir de la faim.

L'incertitude est la caractéristique de son existence. Ces coups du sort aigrissent les caractères, et c'est sur la vie domestique qu'ils influent tout d'abord, lorsque chaque jour, chaque heure, femme et enfants réclament au père le strict nécessaire, sans qu'il puisse leur donner satisfaction. Les disputes et la discorde éclatent. Tout cela ruine le mariage et la vie de famille. Ou bien l'homme et la femme vont tous deux au travail. Alors les enfants sont abandonnés à eux-mêmes ou à la surveillance de frères et sœurs plus âgés, qui eux-mêmes ont encore besoin de soins et d'éducation. Ce qu'on appelle le dîner, le misérable repas de midi, est englouti au grand galop, à la condition cependant que les parents aient le temps de revenir chez eux, chose qui, dans des milliers de cas, est impossible, vu la distance entre l'atelier et le domicile et vu la courte durée du répit.

Le soir, tous deux rentrent à la maison, épuisés de fatigue. Au lieu d'un intérieur agréable et riant, ils trouvent un logis étroit, malsain, manquant d'air, de lumière, et souvent des commodités les plus indispensables. La misérable manière de loger les ouvriers, avec tous les inconvénients qui en découlent, est un des côtés les plus sombres de notre société et conduit à bien des maux, à bien des crimes. Malgré tous les essais qui, à ce propos, ont été faits dans les villes et dans les quartiers ouvriers, la situation devient plus mauvaise d'année en année. Elle frappe des cercles toujours plus étendus : petits industriels, employés, professeurs, petits commerçants, etc. La femme de l'ouvrier, qui rentre exténuée le soir, a maintenant de l'ouvrage plein les mains ; en toute hâte, elle doit faire la besogne la plus indispensable. Les enfants, criant et faisant du tapage, sont mis au lit ; la femme s'assied, coud et raccommode tard dans la nuit.

Les distractions intellectuelles, les consolations si indispensables de l'esprit, font entièrement défaut. Le mari n'a pas d'instruction, ne sait pas grand'chose, la femme encore moins ; le peu qu'on a à se dire est vite épuisé. L'homme va chercher au cabaret la conversation qui manque chez lui ; il boit, et si peu qu'il dépense, c'est encore trop pour ses moyens. Parfois il s'abandonne aussi au jeu, vice qui fait plus particulièrement des victimes dans les classes élevées, et il perd dix fois plus qu'il ne dépense à boire. Pendant ce temps la femme, assise à sa besogne, se laisse aller à sa rancune contre son mari : elle travaille comme une bête de somme, il n'y a pour elle ni un instant de repos ni une minute de distraction. L'homme, lui, use de la liberté qu'il doit au hasard d'être né homme. La mésintelligence est complète.

Si la femme est moins fidèle à ses devoirs, si, rentrant le soir, fatiguée du travail, elle cherche les délasséments auxquels elle a droit, alors le ménage marche à rebours, et la misère devient doublement grande. Oui, en vérité, nous vivons dans le « meilleur des mondes ».

Auguste Bebel : *La Femme et le Socialisme*, p. 194-197.

19. LES FEMMES CONTRE LA GUERRE (Guesde).

La Ligue des femmes pour le désarmement international adresse un nouvel appel aux « Sœurs de toutes les nations ». Elle dénonce les 8 milliards par année absorbés, rien qu'en Europe, pour la production et l'entretien des moyens de destruction sur lesquels repose la paix armée. Et indignée devant un pareil *budget de la mort* — alors que les chapitrées de la vie : instruction, agriculture, etc., sont si dérisoirement dotés — elle crie : « Bas les armes ! » aux hommes assez imbéciles et assez aveugles pour mener l'humanité à sa ruine.

Impossible de ne pas être ému par cette généreuse intervention des modernes Sabines ; mais impossible également de ne pas les rappeler à la réalité en leur montrant le militarisme qui les révolte, inséparable du régime capitaliste lui-même.

Toutes les protestations resteront impuissantes, aussi longtemps que le triomphe du socialisme, en supprimant la lutte pour la vie entre les hommes, n'aura pas créé, sur l'harmonie des intérêts, la grande paix sociale.

C'est au parti socialiste, par suite, seul parti de la paix, que doivent venir non seulement nos Ligueuses, mais toutes les femmes qui n'entendent pas plus longtemps enfanter pour la guerre, cette dernière et pire forme de l'anthropophagie.

Jules Guesde : « la Paix », *le Socialiste*, 31 juillet 1898.

20. COMMENT LA BOURGEOISIE LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION (Lénine).

Dernièrement, à Londres, s'est terminé le « cinquième congrès international de lutte contre la prostitution ».

Ce fut une rencontre de duchesses, de comtesses, d'évêques, de pasteurs, de rabbins, de fonctionnaires de la police et de philanthropes bourgeois de tout poil ! Et combien de dîners solennels, combien de fastueuses réceptions officielles eurent lieu à cette occasion ! Combien de discours emphatiques y furent prononcés sur la nocivité et l'infamie de la prostitution !

Quels étaient donc les moyens de lutte réclamés par les délégués bourgeois au congrès, ces gens délicats ? Deux moyens avant tout : la religion et la police. Il paraît que c'est là tout ce qu'il y a de bon et de sûr contre la prostitution. D'après le correspondant londonien de la *Volkszeitung* de Leipzig, un délégué anglais s'est vanté d'avoir proposé au Parlement d'appliquer un châtiment corporel aux entremetteurs. Voilà un héros « civilisé » de la lutte contre la prostitution telle qu'on la pratique de nos jours !

Une dame canadienne était ravie de la police et de la surveillance exercée par la police féminine sur les femmes « tombées », mais à propos d'une augmentation des salaires elle disait que les ouvrières ne méritaient pas un meilleur paiement.

Un pasteur allemand fulmina contre le matérialisme contemporain qui se répand de plus en plus dans le peuple et contribue aux progrès de l'amour libre.

Lorsque le délégué autrichien, Hertner, essaya d'aborder les causes sociales de la prostitution, la misère et la pauvreté des familles ouvrières, l'exploitation du travail des enfants, les conditions de logement insupportables, etc., le congrès, par des exclamations hostiles, obligea l'orateur à se taire !

En revanche, on racontait, dans les groupes de délégués, des choses édifiantes et solennelles sur de hautes personnalités. Par exemple, quand l'impératrice allemande rend visite à une maison d'accouchement à Berlin, on met des alliances aux doigts des mères des enfants « illégitimes », afin de ne pas choquer la haute personnalité par l'aspect de mères non mariées !

Cela permet de juger quelle dégoûtante hypocrisie bourgeoise règne à ces congrès aristocratiques et bourgeois. Les acrobates de la charité et les policiers pour qui la misère et la pauvreté sont des objets de dérision se rassemblent pour « lutter contre la prostitution », qui est soutenue précisément par l'aristocratie et la bourgeoisie...

Lénine : « Le cinquième congrès international de lutte contre la prostitution », *Rabotchaïa Pravda*, 13/26 Juillet 1913, *Œuvres*, t. XVI, p. 516-517. (Edit russe.)

21. LE DROIT AU DIVORCE (Lénine).

L'exemple du divorce montre qu'il est impossible d'être un démocrate et un socialiste sans demander, dès aujourd'hui, l'entière liberté du divorce, car l'absence d'une telle liberté constitue une vexation supplémentaire du sexe opprimé, de la femme, — bien qu'il ne soit point difficile de comprendre que la reconnaissance de la *liberté* de se séparer du mari n'est pas une *invitation* à toutes les femmes de divorcer ! ... Sous le capitalisme, l'existence de circonstances ne permettant pas aux classes opprimées de « réaliser » leurs droits démocratiques n'est pas un cas isolé, mais un phénomène typique. Dans la plupart des cas, sous le capitalisme, le droit au divorce n'est pas réalisé parce que le sexe opprimé est économiquement écrasé, parce que, dans n'importe quelle démocratie, sous le capitalisme, la femme reste l'« esclave du ménage », une esclave emprisonnée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants, la cuisine.

Sous le capitalisme, dans la plupart des cas, le droit du peuple d'élire ses « propres » juges, fonctionnaires, instituteurs, jurés, etc., est également irréalisable en raison précisément de l'oppression économique des ouvriers et paysans. Il en est de même en ce qui concerne la République démocratique : notre programme « la proclame expression de la souveraineté du peuple », et pourtant tous les social-démocrates savent très bien que sous le capitalisme la République la plus démocratique n'aboutit qu'à la corruption des fonctionnaires par la bourgeoisie, et à l'alliance de la Bourse et du gouvernement.

Seuls, des gens complètement incapables de penser ou ne connaissant pas du tout le marxisme en concluront ; la République n'a donc aucune espèce d'utilité, pas plus que la liberté du divorce, la démocratie, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ! Les marxistes n'ignorent pas que la démocratie *ne supprime pas* le joug de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus nette, plus large, plus ouverte, plus aiguë ; c'est cela qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète, et mieux la femme voit que son « esclavage domestique » est dû au capitalisme, et non pas à l'absence de droits. Plus la structure de l'Etat est démocratique, et mieux les ouvriers voient que c'est le capitalisme qui est la cause de tout le mal, et non pas l'absence de droits. Et ainsi de suite.

... Le droit au divorce, comme tous les droits démocratiques, sans exception, est difficilement réalisable sous le capitalisme, il est conditionnel, restreint, formel et étroit, mais, néanmoins, aucun social-démocrate honnête ne comptera parmi les socialistes ni même parmi les démocrates ceux qui nient ce droit. Et c'est là l'essentiel. *Toute* la « démocratie » consiste en la proclamation et la réalisation de « droits » qui, sous le capitalisme, sont réalisés dans une mesure très modeste et très conditionnelle, mais sans leur proclamation, sans la lutte immédiate et directe pour ces droits, sans l'éducation des masses dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est *impossible*.

Lénine : « Sur une caricature et sur l'« économisme impérialiste ». Octobre 1916, publié en 1924. *Œuvres*, t. XIX, p. 232-233. (Edit. russe.)

22. LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET LES FEMMES (Lénine).

A celui qui dira que notre théorie est détachée de la vie, nous rappellerons deux faits de l'histoire mondiale : le rôle des trusts et le travail des femmes à l'usine, d'une part, la Commune de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie, de l'autre.

L'affaire de la bourgeoisie, c'est de développer les trusts, d'entasser enfants et femmes dans les usines, de les y faire souffrir, de les dépraver, de les condamner à l'extrême misère. Nous « n'exigeons » pas un tel développement, nous ne le « soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais *comment* luttons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes à l'usine sont progressifs. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme d'avant les monopoles, au travail des femmes à domicile. En avant à travers les trusts, etc., et plus loin qu'eux, vers le socialisme !

Ce raisonnement, qui tient compte du *développement objectif*, peut être appliqué, avec les modifications qui s'imposent, à la militarisation actuelle du peuple.

Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste ne militarise pas seulement le peuple entier, mais encore la jeunesse. Demain elle procédera peut-être même à la militarisation des femmes.

A ce sujet, il faut que nous disions : Tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus on ira vite, plus vite nous en viendrons à l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment des social-démocrates peuvent-ils se sentir intimidés par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils se rappellent l'exemple de la Commune ? Ce n'est pas là une « théorie en dehors de la vie », ce ne sont pas des rêves, mais des faits. Et il serait véritablement fort regrettable que des social-démocrates, en dépit de tous les faits économiques et politiques, se missent à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent inévitablement conduire à la répétition de tels faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait en mai 1871 dans un journal anglais ; « Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle nation terrible ce serait ! » Pendant la Commune, les femmes et les enfants de treize ans luttèrent aux côtés des hommes. Il ne pourra pas en être autrement dans les batailles futures pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont point passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur les ouvriers mal armés ou sans armes. Elles prendront les armes comme en 1871 et, de toutes ces nations aujourd'hui terrorisées, ou plus exactement ; du mouvement ouvrier actuel, plus désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements, surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une union internationale des « nations terribles », c'est-à-dire du prolétariat révolutionnaire.

Aujourd'hui, la militarisation pénètre toute la vie sociale. L'impérialisme, c'est la lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le nouveau partage du monde, et c'est pourquoi il doit inévitablement aboutir à une militarisation dans tous les pays, même neutres et petits. Contre cela, que feront donc les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toute guerre et tout ce qui a trait à la guerre, et à ne réclamer que le désarmement ? Jamais les femmes de la classe opprimée, qui est réellement révolutionnaire, ne se contenteront d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils :

« Bientôt, tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends bien le métier de la guerre. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pas pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme on le fait dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, — mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, afin de mettre un terme à l'exploitation, à la misère et aux guerres, non point par des vœux inoffensifs, mais en remportant la victoire sur la bourgeoisie et en la désarmant. »

Lénine : « Sur le mot d'ordre : désarmement », le *Sbornik Sotsial-demokrata*, décembre 1916. *Œuvres*, t. XIX, p. 316-318. (Edit. russe.)

23. L'HYPOCRISIE DES CLASSES DIRIGEANTES (Lénine).

La connaissance même sommaire de la législation des pays bourgeois, concernant le mariage, le divorce et les enfants naturels, ainsi que la situation de fait qui y existe, montrera à quiconque s'intéresse à la question que la démocratie bourgeoise, de nos jours, même dans les Républiques bourgeoises les plus démocratiques, a, sous ce rapport, une attitude vraiment féodale à l'égard de la femme et des enfants naturels.

Bien entendu, cela n'empêche pas les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et une partie des anarchistes, ainsi que tous les partis respectifs d'Occident, de continuer à invoquer la démocratie et à crier à sa violation par les bolcheviks. En réalité, la révolution bolchevik, précisément, est la seule révolution démocratique conséquente dans les questions du mariage, du divorce et de la situation des enfants naturels. Or, cette question concerne de façon la plus directe plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule, la révolution bolchevik, en dépit des multiples révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui se sont prétendues démocratiques, a, pour la première fois, mené résolument la lutte dans le sens indiqué, aussi bien contre la réaction et le servage que contre l'hypocrisie coutumière des classes dirigeantes et possédantes.

Si quatre-vingt-douze divorces sur dix mille mariages paraissent au sieur Sorokine un chiffre fantastique, il reste à supposer que l'auteur a vécu et a été élevé dans quelque monastère à ce point séparé de la vie que l'on aura peine à croire à l'existence d'un semblable monastère, ou bien que l'auteur déforme la vérité pour servir la réaction et la bourgeoisie. Quiconque connaît tant soit peu les conditions sociales dans les pays bourgeois, sait que le nombre réel des divorces de fait (non sanctionnés, évidemment, par l'Eglise et par la loi) est partout infiniment supérieur. Sous ce rapport, la Russie ne se distingue des autres pays que par le fait que ses lois, au lieu de sanctionner l'hypocrisie et l'absence de droits pour la femme et son enfant, déclarent ouvertement et au nom de l'Etat une guerre systématique à toute hypocrisie et à toute absence de droits.

Lénine : « De la signification du matérialisme militant », le 12 mars 1922, paru dans *Sous la bannière du marxisme*, mars 1922. *Œuvres*, t. XXVIII, p. 189. (Edit. russe.) *Marx, Engels, marxisme*, p. 474-475, Editions en langues étrangères, Moscou, 1947.

24. LA FEMME AU VILLAGE (Maurice Thorez).

Chaque fois que je lis, dans les feuilles bien-pensantes ou dans les ouvrages d'écrivains à la mode, que la vie à la campagne est faite de douceur et de charme, et qu'en particulier l'existence heureuse de la paysanne est en tous points digne d'envie, les scènes de ma jeunesse me reviennent aussitôt à l'esprit. Je revois près de l'âtre, où elle se tenait accroupie toute la journée, une pauvre vieille femme que la vie abandonnait. C'était ma « patronne », la Marie, comme on l'appelait dans son village de la Creuse, aux Forges de Clugnat. Elle avait survécu à son fils et à son mari. Agée de cinquante ans à peine, elle s'en allait à son tour, usée par le travail et les privations, rongée par la tuberculose, cette terrible maladie, plus répandue qu'on ne le croit dans nos campagnes.

Je m'étais « loué » chez la Marie, demeurée seule pour cultiver le petit bien de famille : quelques prés grands comme des mouchoirs de poche ; un peu de terre labourable, le « Fromental », et une parcelle provenant du partage du « Communal » ; quatre vaches et deux chèvres ; un vieux cheval ; la basse-cour. A cette modeste exploitation, ma patronne avait ajouté le commerce de clous de sabots. Le magasin se trouvait dans le petit atelier où le frère de la Marie avait autrefois fabriqué lui-même les clous, lorsque le chien tournait encore dans la grande roue qui actionnait le soufflet de forge.

Comme tous les paysans, je me levais tôt et je me couchais tard, l'été surtout. Mais la Marie était debout avant moi ; elle se mettait au lit quand je dormais déjà. De bonne heure, il lui fallait traire, puis « couler » le lait et nettoyer à grande eau les jarres et les autres ustensiles. Elle donnait à manger aux poules. Et elle préparait la soupe matinale pendant que je nettoyais les étables, que je faisais la litière du cheval, que je menais les vaches au pré.

Puis nous partions ensemble aux champs. Ma patronne piochait la terre, buttait ou arrachait les pommes de terre, fanait l'herbe fraîchement coupée, ramassait la javelle de froment ou de seigle,

coupait à la faucille le blé noir, ou sarrasin, que l'on battait au fléau. La Marie empoignait tout comme moi la pioche, le fléau ou la fourche. Elle chargeait le lourd fumier sur le tombereau, elle lançait sa gerbe bien haut sur la charrette, que traînaient les vaches. Car on « liait » les vaches pour rentrer les foins et pour tirer la charrue, et la patronne piquait de l'aiguillon l'attelage lent.

Une demi-heure avant le repas du midi ou du soir, la Marie quittait hâtivement le champ. Chemin faisant, elle ramassait quelques pissenlits qu'elle épluchait en marchant ; ou elle passait au jardin cueillir une salade. Quand j'arrivais, la table était mise. Un feu de genêts et de brindilles avait cuit l'omelette ou les pommes de notre repas. La dernière bouchée à peine avalée, la patronne était déjà debout pour laver la vaisselle ou aller à l'étable faire boire le veau.

En été, après le souper, la Marie battait le beurre ou se mettait à « gratter » les fromages qui séchaient au plafond. Elle « mouillait » légèrement et entourait de brins de paille humide les meilleurs fromages, qu'elle déposait au frais dans la cave. Ma patronne ne dormait que quelques heures.

Les jours de marché ou de foire, hiver ou été, quel que fût le temps, elle s'en allait vendre les clous à Boussac. C'est cette existence de bête de somme qui a usé, qui a tué la Marie. Un matin, elle ne put se lever ; elle souffrait d'une courbature douloureuse ; elle était fiévreuse, trempée de sueur. Elle ne devait plus se remettre.

Ah ! nous sommes loin du tableau idyllique de la paysanne robuste, saine et belle, en raison de son travail au grand air ! La vérité, c'est que la paysanne, obligée de se livrer à des travaux toujours pénibles et souvent rebutants, est vieille bien avant l'âge. Le souci du ménage, les soins aux enfants, les occupations multiples à la maison et aux champs ne lui laissent aucun repos. C'est ce qui explique le visage triste, l'allure résignée des paysannes qui ne connaissent aucune distraction d'ordre intellectuel. Elles ne peuvent même songer à embellir leur existence, à soigner leur cuisine, à se faire elles-mêmes belles. Tout cela exigerait du temps, et un peu plus de confort au village ; des locaux d'habitation plus grands et mieux disposés, de l'eau à volonté, l'électricité partout. Comment s'étonner que des jeunes filles tournent leurs regards vers la ville où l'existence leur apparaît plus agréable Sur 7.276.845 personnes occupées à la terre, la statistique officielle compte 3.896.457 femmes. C'est dire la place de la femme dans l'agriculture, son rôle social dans la nation. Aussi longtemps que l'on n'aura pas remédié effectivement au sort pitoyable de la paysanne, l'agriculture se dégradera, les villages se dépeupleront, le pays sera menacé dans sa substance et dans son avenir.

Maurice Thorez : « la Femme au village », *L'Humanité* du 3 juillet 1939.

25. LES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE (Jeannette Vermeersch).

L'introduction des femmes dans la production et dans les différents domaines de la vie économique et sociale de pays est un phénomène historique de progrès. Le travail des femmes, c'est l'apport de bras nouveaux, d'intelligences nouvelles. Le travail, c'est pour les femmes la perspective de l'indépendance économique, la possibilité de gagner son pain à égalité avec l'homme, le droit de choisir un époux, le droit à une vie digne et honnête.

Le travail fait de la femme un être intelligent, plus compréhensif, capable de s'élever au-dessus de ses seules préoccupations pour s'intéresser au sort de ses semblables, au sort de son pays. L'introduction d'un nombre toujours plus grand de femmes dans le travail social crée les conditions d'une union solide du peuple, plus nombreux, plus fort dans la lutte qu'il mène contre ses ennemis.

Pour beaucoup de femmes, écrasées de soucis, la formule peut paraître alléchante. Pourtant, imaginons que, demain, les centaines de milliers de cousettes restent à la maison. Que deviendrons-nous sans vêtements ? Et n'oublions pas que nos cousettes participent au bon renom de la France, que nos modèles de haute couture rapportent des devises. Il est impossible de se passer du travail de nos cousettes.

Que nos infirmières, gardes-malades, filles de salle, décident brusquement de rester au foyer, que ferait-on dans les hôpitaux, maternités, maisons de santé ?

Imaginons que les deux tiers des effectifs de l'enseignement cessent le travail. Que ferions-nous de nos petits écoliers ?

Dans les industries du textile, des cuirs et peaux, de l'habillement, des produits pharmaceutiques, ce serait l'arrêt complet du travail ! Et dans l'agriculture, sans le travail des femmes, il n'y a pas de ravitaillement possible.

Encore faudrait-il que ces millions de femmes puissent vivre sans travailler.

Les réactionnaires, aidés par les organisations confessionnelles, M.R.P. en tête, « oublient » volontiers ces millions de femmes, ouvrières, paysannes, fonctionnaires, savantes, artistes qui sont des travailleuses et des mères. Ils parlent volontiers de la « femme au foyer », pour ne pas accorder aux femmes des droits égaux à ceux des hommes, pour diviser les travailleurs.

Les réactionnaires voudraient maintenir la femme dans l'obscurantisme, ramener la famille à l'état de tribu. Leur conception de la famille n'est pas basée sur la femme qui travaille, sur le respect et l'estime mutuels des époux, le respect et l'estime réciproques des parents et enfants, sur l'égalité entre époux, sur l'affection. Ils veulent inculquer au peuple la conception de la famille, basée sur la crainte de Dieu, la crainte du père, la crainte du diable, la résignation devant Dieu, devant le père et surtout devant les maîtres capitalistes.

... Il faut constater que le système capitaliste signifie pour les femmes une double exploitation. Exploitation capitaliste à l'usine, au bureau, au magasin, et exploitation domestique, car la femme est encore, de nos jours, considérée comme celle à qui incombe le pénible, l'ingrat, l'abrutissant travail du ménage.

Les femmes ont été appelées dans les entreprises par les maîtres capitalistes, quand ceux-ci avaient besoin de main-d'œuvre dans les périodes de prospérité.

Elles sont utilisées, en période de crise, de chômage, comme main-d'œuvre concurrente contre les travailleurs, par les salaires inférieurs qui leur sont accordés. Dans les périodes de guerre, les femmes sont appelées en grand nombre pour suppléer au manque de bras provoqué par les mobilisations.

Il n'a jamais été question, dans ces moments, pour le capitalisme, de savoir si cela agréait à la femme ou non, si cela détruisait la famille ou non. Il s'agissait pour lui de se procurer de la main-d'œuvre qui augmente ses bénéfices. *Le profit*, voilà ce qui a guidé le capitalisme à appeler les femmes et les enfants dans la production.

Et il n'a pas dépendu de la volonté des femmes de travailler dehors ou de rester au foyer. Les conditions inhumaines de pauvreté dans lesquelles vivent les familles de travailleurs ont poussé les filles et les femmes dans la production.

Ce qui illustre le mieux l'exploitation des femmes au seul profit de la réaction, c'est l'exemple de la guerre 1939-1944. En effet, en 1939, au lendemain de la mobilisation, les femmes sont appelées dans la production. Les hommes, pour une part, étaient mobilisés, les autres, en particulier les ouvriers de la région parisienne, étaient jetés dans les prisons et dans les camps de concentration par le gouvernement Daladier, où les Allemands n'eurent qu'à les cueillir pour les déporter ou les assassiner.

À ce moment-là, toute la presse réactionnaire et « bien pensante » vante les femmes. Elles étaient vives, habiles, intelligentes, leur capacité était supérieure à celle des hommes pour certains travaux, elles rendaient d'immenses services au pays, etc...

Et puis, le fossoyeur de la patrie, Paul Reynaud, appelle Pétain au pouvoir. Pétain signe le honteux armistice. Plus besoin de femmes. Alors commence un autre refrain. « La femme, c'est l'ange gardien du foyer », « Sa place est au foyer », et, sans se préoccuper si le père est absent, déporté ou prisonnier, sans se préoccuper si l'enfant aura du pain, on chasse sa mère de l'usine, on chasse la femme mariée des services publics, de l'administration. On met les institutrices, les femmes fonctionnaires à la retraite anticipée.

Ainsi, avec beaucoup de fleurs, avec beaucoup de discours ampoulés, on rejetait celles dont on avait tant vanté les mérites un an plus tôt.

En 1942, la guerre prend une tournure inquiétante pour Hitler et ses complices, les pétainistes et collaborateurs. Hitler a besoin de main-d'œuvre. Pétain organise la « relève ». Puis le S.T.O. ; il décrète que les femmes de dix-huit à trente-cinq ans seront mobilisées. C'est le travail obligatoire pour les femmes, dont la présence au foyer n'était, paraît-il, plus nécessaire. C'est l'ange du foyer transformé en chair à travail pour le Führer.

Tout cela sans jamais se soucier de l'être de chair et de sang, de la femme, de la mère.

Quand on songe que M^{gr} Suhard est l'inspirateur et le directeur spirituel des mouvements catholiques féminins qui réclament le « retour de la femme au foyer », que ce même Monseigneur collaborait avec Pétain, on reste confondu par tant de jésuitisme, par tant d'hypocrisie.

Ainsi, aussi loin que nous remontions dans l'histoire du mouvement ouvrier, nous constatons une exploitation éhontée du travail féminin et des enfants.

Jeannette Vermeersch : *Les femmes dans la Nation*, discours prononcé au Congrès de Strasbourg, le 27 juin 1947. (Editions du Parti Communiste Français.)

QUATRIEME PARTIE

LA FEMME AU PAYS DES SOVIETS

1. LA FEMME ET LA VIE PUBLIQUE (Lénine).

I

Tant que les femmes ne seront pas appelées à participer librement à la vie politique en général, mais aussi à s'acquitter d'un service civique permanent et universel, il ne peut être question de socialisme, ni même d'une démocratie intégrale et durable. Les fonctions de « police », telles que l'assistance aux malades et aux enfants abandonnés, le contrôle de l'alimentation, etc., ne peuvent, en général, être assurées de façon satisfaisante tant que les femmes n'auront pas obtenu l'égalité son point nominale, mais effective.

Lénine : *Les Tâches du prolétariat dans notre Révolution*, écrit le 10/23 avril 1917, publié en brochure en septembre 1917.

Œuvres choisies, t. II, p. 30, Editions en langues étrangères, Moscou, 1947.

II

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que le premier manoeuvre ou la première cuisinière venus ne sont pas en mesure de participer immédiatement à l'administration de l'Etat. Là-dessus, nous sommes d'accord avec les cadets, avec Brechkovskaïa, avec Tsérétéli. Mais nous différons de ces citoyens en ce que nous exigeons la rupture immédiate avec le préjugé d'après lequel, seuls, des fonctionnaires riches ou de famille riche seraient capables de *diriger* l'Etat, d'accomplir le travail administratif courant, quotidien.

Lénine : « Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ? », octobre 1917. *Œuvres*, t. XXI, p. 266. (Edit. russe.)

E.S.I., p. 324.

2. EGALITE COMPLETE POUR LES FEMMES ! (Lénine).

I

Camarades, les élections au Soviet de Moscou témoignent de l'affermissement du Parti communiste au sein de la classe ouvrière.

Les ouvrières doivent prendre une plus grande part aux élections. Seul au monde, le pouvoir des Soviets a, le premier, complètement aboli les vieilles lois bourgeoises, les lois infâmes qui consacraient l'infériorité légale de la femme et les privilèges de l'homme, notamment dans le mariage et les rapports avec les enfants. Le pouvoir des Soviets a aboli, le premier et le seul au monde, en tant que pouvoir des travailleurs, tous les privilèges qui, liés à la propriété, sont maintenus au profit de l'homme, dans le droit familial, par les Républiques bourgeoises les plus démocratiques.

Là où il y a des propriétaires fonciers, des capitalistes et des commerçants, il ne peut y avoir d'égalité entre l'homme et la femme, même devant la loi.

Là où il n'y a pas de propriétaires fonciers, de capitalistes ni de commerçants, là où le pouvoir des travailleurs édifie sans ces exploités une vie nouvelle, il y a égalité de l'homme et de la femme devant la loi.

Mais c'est insuffisant. L'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie.

Nous entendons que l'ouvrière conquière non seulement devant la loi, mais encore dans la vie, l'égalité avec l'ouvrier. Il faut pour cela que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'Etat.

En administrant, les femmes feront vite leur apprentissage et rattraperont les hommes.

Elisez donc plus d'ouvrières communistes on sans parti au Soviet ! Peu importe si une ouvrière honnête, sensée et consciencieuse dans son travail, n'appartient pas au Parti : élisez-la au Soviet de Moscou ! Qu'il y ait plus d'ouvrières au Soviet de Moscou ! Que le prolétariat moscovite montre qu'il est prêt à tout faire et qu'il fait tout pour lutter jusqu'à la victoire contre la vieille inégalité, contre le vieil avilissement bourgeois de la femme !

Le prolétariat ne parviendra pas à s'émanciper complètement s'il ne conquiert pour les femmes une liberté complète.

Lénine : « Aux ouvrières », 21 février 1920, *Pravda*, 22 février 1920. *Œuvres*, t. XXV, p. 40-41. (Edit. russe.)

E.S.I., t. XXV, p. 55-56. (Edit. franç.)

II

Le capitalisme unit une égalité de pure forme à l'inégalité économique et, par conséquent, sociale. C'est un de ses traits fondamentaux, mensongèrement dissimulé par les partisans de la bourgeoisie, par les libéraux, et incompris des démocrates petits-bourgeois. De ce trait du capitalisme, découle, entre autres, la nécessité, dans la lutte résolue pour l'égalité économique, de reconnaître ouvertement l'inégalité capitaliste, et même, dans certaines conditions, de mettre cette reconnaissance hautement formulée de l'inégalité à la base de l'Etat prolétarien. (Constitution soviétique.)

D'ailleurs, même dans l'égalité de pure forme (l'égalité juridique, « égalité » du bien nourri et de l'affamé, du possédant et du non-possédant), le capitalisme *ne peut pas* être conséquent. Et l'une des manifestations les plus criantes de cette inconséquence est *l'inégalité* de la femme et de l'homme. Aucun Etat bourgeois, si progressif, si républicain, si démocratique soit-il, n'a reconnu l'entière égalité des droits de l'homme et de la femme.

La République des Soviets de Russie a, par contre, balayé d'un seul coup, *sans exception, toutes* les traces juridiques de l'infériorité de la femme, et assuré d'un seul coup à la femme, de par la loi, l'égalité la plus complète.

On a dit que le niveau de culture d'un peuple était le mieux caractérisé par la situation juridique de la femme. Il y a dans cette formule un grain de profonde vérité. De ce point de vue, seule la dictature du prolétariat, seul l'Etat socialiste pouvaient atteindre et ont atteint le degré le plus haut de la culture.

C'est pourquoi la nouvelle impulsion, d'une puissance sans précédent, donnée au mouvement ouvrier féminin, est inséparable de la fondation (et de l'affranchissement) de la première République des Soviets, — et, parallèlement, en connexion avec ce dernier fait, de l'Internationale communiste. Dès qu'il s'agit de ceux que le capitalisme opprima directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, le régime des Soviets, et ce régime seul, leur assure la démocratie. La condition de la classe ouvrière et des paysans les plus pauvres l'atteste clairement. La condition de la femme l'atteste aussi clairement.

Mais le régime des Soviets est le dernier combat décisif pour *l'abolition des classes*, pour l'égalité économique et sociale. La démocratie, même offerte aux opprimés du capitalisme, y compris le sexe opprimé, *ne nous suffit pas*.

Le mouvement ouvrier féminin, ne se contentant pas d'une égalité de pure forme, se donne pour tâche principale la lutte pour l'égalité économique et sociale de la femme. Faire participer la femme au travail productif social, l'arracher à l'« esclavage domestique », la libérer du joug abrutissant et humiliant, éternel et exclusif, de la cuisine et de la chambre des enfants, voilà la tâche principale.

Cette lutte sera longue. Elle exige une transformation radicale de la technique sociale et des moeurs. Mais elle prendra fin par la victoire complète du communisme.

Lénine : « Pour la journée internationale des femmes », 4 mars 1920. *Pravda*, 7 mars 1920, *Œuvres*, t. XXV, p. 63-64. (Edit. russe.)

E.S.I., t. XXV, p. 83-84.

III

Le fait essentiel, fondamental, dans le bolchévisme et la Révolution russe d'Octobre, c'est qu'ils ont entraîné dans la politique précisément ceux qui, sous le capitalisme, ont été le plus opprimés. Ces couches avaient été écrasées, dupées, pillées par les capitalistes, et sous le régime monarchique et dans les Républiques démocratiques bourgeoises. Ce joug, cette duperie, ce pillage du peuple travailleur par les capitalistes était inévitable, tant qu'a existé la propriété privée de la terre, des fabriques, des usines.

L'essentiel du bolchévisme et du pouvoir soviétique, c'est qu'en démasquant le mensonge et l'hypocrisie du démocratism bourgeois, en abolissant la propriété privée des terres, des fabriques, des usines, ils concentrent tout le pouvoir de l'Etat entre les mains des masses laborieuses et exploitées. Ce sont elles-mêmes, ces masses, qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'œuvre de construction de la société nouvelle. Tâche difficile, car les masses ont été foulées et écrasées par le capitalisme, mais pour sortir de l'esclavage salarié, de l'esclavage des capitalistes, il n'y a pas d'autre issue et il ne peut pas y en avoir. Or, il est impossible d'entraîner les masses dans la politique sans entraîner dans la politique les femmes. En effet, sous le capitalisme, la moitié féminine du genre humain subit une oppression double. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le Capital, et, par-dessus le marché, même dans les Républiques bourgeoises les plus démocratiques, d'abord elles ne disposent pas des mêmes droits que l'homme, puisque la loi ne leur accorde pas l'égalité avec lui ; puis, — et c'est là l'essentiel, — elles vivent dans « l'esclavage du ménage », elles demeurent des « esclaves domestiques » qui subissent le joug du travail le plus mesquin, le plus sombre, le plus lourd, le plus abêtissant, le travail de la cuisine et, en général, du ménage individuel et familial.

La révolution bolchevik, soviétique, arrache les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes d'une façon plus profonde que ne l'a osé aucun parti ni aucune révolution dans le monde. Chez nous, en Russie soviétique, aucune trace n'est restée de l'inégalité juridique entre femmes et hommes. Le pouvoir soviétique a complètement aboli l'inégalité particulièrement ignoble, abjecte et hypocrite dans le droit du mariage et de la famille, l'inégalité concernant les enfants.

Tout cela n'est qu'un premier pas vers l'émancipation de la femme. Pourtant, ce premier pas, aucune des Républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, n'a osé le faire. Elles ne l'ont pas osé par peur de la « sainte propriété privée ».

Le deuxième pas le plus important fut l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Cela, et cela seul, ouvre la voie à l'émancipation complète et réelle de la femme, à sa libération de l'« esclavage domestique » par le passage du petit ménage individuel au grand ménage socialisé.

Ce passage est difficile, car il s'agit de la transformation d'un « ordre » des plus enracinés, habituel, endurci, invétéré (à vrai dire, ce n'est pas un « ordre », mais des infamies et de la barbarie). Mais ce passage est commencé, l'œuvre est entreprise, nous nous sommes engagés dans la voie nouvelle.

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, les ouvrières de tous les pays du monde rassemblées dans d'innombrables meetings, enverront leurs salutations à la Russie soviétique qui a commencé une œuvre extrêmement difficile et lourde, mais grande, d'une grandeur mondiale, et véritablement libératrice. On entendra des exhortations courageuses à ne pas se laisser intimider par la réaction bourgeoise, féroce et parfois bestiale. Plus un pays bourgeois est « libre » ou « démocratique », et plus la bande des capitalistes sévit et exerce une répression sauvage contre la révolution ouvrière : on n'a qu'à prendre l'exemple de la République démocratique des Etats-Unis. Mais déjà les masses ouvrières se sont réveillées. La guerre impérialiste a définitivement tiré de leur sommeil les masses endormies, somnolentes, inertes, en Amérique, en Europe et dans l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde. La libération des peuples du joug de l'impérialisme, la libération des ouvriers et des ouvrières du joug du Capital fait des progrès irrésistibles. Cette œuvre a été entreprise par des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et d'ouvrières, de paysans et de paysannes. C'est pourquoi cette œuvre, qui libère le travail du joug du Capital, vaincra dans le monde entier.

Lénine : « La journée internationale des femmes », 4 mars 1921, *Pravda*, 8 mars 1921. *Œuvres*, t. XXVI, p. 193-194. (Edit. russe.)

3. LE SUCCES D'UNE REVOLUTION DEPEND DU DEGRE DE PARTICIPATION DES FEMMES (Lénine).

Camarades, le congrès de la partie féminine de l'armée prolétarienne, à un certain point de vue, a une importance particulièrement grande, du fait que, dans tous les pays, les femmes se sont mises en mouvement avec assez de difficulté. Une révolution socialiste n'est pas possible sans une large participation d'une fraction des femmes laborieuses.

Dans tous les pays civilisés, même les plus avancés, la condition des femmes est telle qu'on les appelle, non sans raison, des esclaves domestiques. Dans aucun Etat capitaliste, fût-ce la plus libre des Républiques, les femmes ne jouissent d'une pleine égalité de droits.

La République des Soviets a pour tâche d'abolir d'abord toutes les restrictions des droits de la femme. Le pouvoir des Soviets a aboli entièrement cette source d'ignominie bourgeoise, d'avilissements et d'humiliations, — la procédure du divorce.

Il y aura bientôt un an qu'existe une législation tout à fait libre sur le divorce. Nous avons promulgué un décret qui abolit la différence de la situation entre l'enfant légitime et l'enfant naturel, et supprime toute une série de vexations politiques ; nulle part dans le monde l'égalité et la liberté des femmes travailleuses n'ont trouvé une aussi complète réalisation.

Nous savons que tout le poids de prescriptions surannées pèse sur la femme de la classe ouvrière.

Pour la première fois dans l'histoire, notre loi a effacé tout ce qui a fait de la femme un être sans droits. Mais il ne s'agit pas de la loi. Chez nous, cette loi sur la liberté complète du mariage est aisément acceptée dans les villes et les agglomérations industrielles, mais à la campagne, elle reste très souvent lettre morte. Là, jusqu'à présent, le mariage religieux prédomine. Cela est dû à l'influence des prêtres, et ce mal est plus difficile à combattre que l'ancienne législation.

C'est avec une extrême prudence qu'il faut lutter contre les préjugés religieux : ceux qui, au cours de cette lutte, blessent les sentiments religieux, font beaucoup de mal. Il faut lutter par la propagande et l'éclaircissement. En envenimant cette lutte, nous pouvons irriter les masses : une telle lutte approfondit la division des masses sur le terrain religieux, et notre force réside dans l'union. La source la plus profonde des préjugés religieux, c'est la misère et l'obscurantisme ; voilà les maux que nous devons combattre.

Jusqu'ici, la condition de la femme est restée telle qu'on la qualifie d'esclavage ; la femme est soumise à son ménage et elle ne peut être sauvée de cette situation que par le socialisme, seulement à l'heure où, de la petite exploitation, nous irons vers l'exploitation commune et vers la culture en commun de la terre.

Alors, seulement, la libération et l'émancipation de la femme seront complètes. C'est une tâche difficile : mais déjà on crée des comités de paysans pauvres, et le temps approche où la révolution sera affermie.

À présent, seulement, la partie la plus pauvre de la population du village s'organise, et dans ces organisations des pauvres le socialisme obtient un fondement stable.

Dans le passé, on a connu très souvent des situations où la ville devenait révolutionnaire et le village ne se mettait à bouger qu'après.

La révolution actuelle s'appuie sur le village, et c'est là que réside son importance et sa force. L'expérience de tous les mouvements libérateurs atteste que le succès d'une révolution dépend du degré de participation des femmes. Le pouvoir soviétique fait tout pour que la femme puisse accomplir, en toute indépendance, sa tâche prolétarienne et socialiste.

Lénine : « Discours au premier congrès panrusse des ouvrières », prononcé le 19 novembre 1918.

Pravda, 10 mars 1925.

Œuvres, t. XXIII, p. 285-286. (Edit. russe.)

4. LA FEMME ET LA REVOLUTION (Lénine).

Prenez la situation de la femme. Aucun parti démocratique dans le monde, dans aucune des Républiques bourgeoises les plus avancées n'a, durant des dizaines d'années, accompli sous ce rapport la centième partie de ce que nous avons fait pendant la première année de notre gouvernement. Nous n'avons véritablement rien laissé subsister de ces lois infâmes concernant l'inégalité des droits de la femme, les entraves au divorce, les formalités abjectes qui l'accompagnent, la non-reconnaissance des enfants nés en dehors du mariage, la recherche de la paternité, etc., — lois qui se retrouvent en grand nombre dans tous les pays civilisés, pour la honte de la bourgeoisie et du capitalisme. Nous avons mille fois raison d'être fiers de ce que nous avons fait dans ce domaine. Mais *plus* nous avons débarrassé le terrain de ce vieil amas de lois et d'institutions bourgeoises, et mieux nous voyons que c'est là seulement un déblaiement pour la construction, mais pas encore la construction elle-même.

La femme continue à demeurer *l'esclave domestique*, malgré toutes les lois libératrices, car la *petite économie domestique* l'opprime, l'étouffe, l'abêtit, l'humilie, en l'attachant à la cuisine, à la chambre des enfants, en l'obligeant à dépenser ses forces dans des tâches terriblement improductives, mesquines, énervantes, hébétantes, déprimantes. La véritable *libération de la femme*, le véritable communisme ne commenceront que là et au moment où commencera la lutte des masses (dirigée par le prolétariat possédant le pouvoir) contre cette petite économie domestique ou, plus exactement, lors de sa *transformation massive* en grande économie socialiste.

Prêtons-nous assez d'attention en pratique à cette question qui, en théorie, ne fait de doute pour aucun communiste ? Evidemment non. Soignons-nous assez les *pousses* du communisme qui existent maintenant déjà dans ce domaine ? Encore une fois non et non. Les restaurants collectifs, les crèches, les jardins d'enfants, — voilà des exemples de ces pousses, voilà les moyens simples, quotidiens, qui ne supposent rien de pompeux, d'extraordinaire ni de majestueux, et qui, *en fait*, sont capables de *libérer la femme*, en fait sont capables de diminuer et de supprimer son inégalité avec l'homme, et répondent à son rôle dans la production sociale et la vie sociale. Ces moyens ne sont pas nouveaux, ils sont créés (comme toutes les prémices matérielles du socialisme en général) par le grand capitalisme, mais ils étaient restés sous ce régime d'abord l'exception, ensuite — ce qui est particulièrement important — soit une *entreprise commerciale*, avec tous ses pires côtés de spéculation, de lucre, de tromperie, de falsification, soit une « acrobatie de la philanthropie bourgeoise », que les ouvriers les meilleurs haïssaient et méprisaient à juste titre.

Il est hors de doute que nous nous mettons à avoir beaucoup plus de ces institutions et qu'elles *commencent* à changer de caractère. Il est hors de doute que, parmi les ouvrières et les paysannes, il existe, beaucoup plus nombreux que nous les connaissons, des *talents d'organisatrices*, des personnes qui savent faire marcher une entreprise avec le concours d'un grand nombre d'ouvriers et d'un plus grand nombre encore de consommateurs, sans cette exubérance de phrases, d'affolement, de vacarme, de bavardages sur les plans, les systèmes, etc., « maladie » dont souffrent constamment les « intellectuels » si gonflés d'eux-mêmes, ou les « communistes » fraîchement éclos. Mais *nous ne soignons pas* comme il le faudrait ces pousses du futur.

Regardez la bourgeoisie. Comme elle sait bien faire la réclame de ce qui *lui* est nécessaire ! Comme les entreprises « modèles » aux yeux des capitalistes sont vantées à des millions d'exemplaires par *leurs* journaux, comme les institutions bourgeoises « modèles » deviennent un objet de fierté nationale ! Notre presse ne s'occupe pas, ou ne s'occupe presque pas, de décrire les meilleurs restaurants ou les meilleures crèches ; elle ne s'efforce pas, par des sollicitations quotidiennes, de transformer quelques-uns d'entre eux en établissements modèles, elle ne leur fait pas de publicité, elle ne dit pas avec force détails quelle économie du travail humain, quelles facilités pour les consommateurs, quelle épargne du produit, quelle libération de la femme de l'esclavage domestique, quelle amélioration des conditions sanitaires s'obtiennent par le *travail communiste modèle*, peuvent être obtenues, peuvent être étendues à toute la société, à tous les travailleurs.

Lénine : « La grande initiative », Moscou, 1919. *Œuvres*, t. XXIV, p. 343-344. (Edit. russe.) *Œuvres choisies*, t. II, p. 596-598, Editions en langues étrangères, Moscou, 1947.

5. LES TACHES DES FEMMES DANS LA REPUBLIQUE DES SOVIETS (Lénine).

Je voudrais vous dire quelques mots sur les tâches générales du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets, aussi bien sur celles qui sont liées à la transition vers le socialisme en général que sur celles qui, actuellement, occupent le premier plan d'une façon particulièrement pressante. Camarades, c'est dès le début que la question de la femme a été soulevée par le pouvoir soviétique. Il me semble que la tâche de tout Etat ouvrier passant au socialisme sera de deux sortes. La première partie de cette tâche est relativement simple et facile. Elle a trait aux vieilles lois qui ont mis la femme dans un état d'infériorité à l'égard de l'homme.

Depuis fort longtemps, non seulement pendant des dizaines d'années, mais durant des siècles, les représentants de tous les mouvements libérateurs en Europe occidentale ont exigé l'abrogation de ces lois surannées et l'établissement de l'égalité juridique entre hommes et femmes, mais pas un des Etats démocratiques de l'Europe, aucune des Républiques les plus avancées n'a réussi à réaliser cette revendication, car, partout où existe le capitalisme, partout où l'on conserve la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines, partout où l'on maintient le pouvoir du Capital, les privilèges des hommes restent en vigueur. En Russie, on a réussi à réaliser cette revendication pour la seule raison que, depuis le 25 octobre 1917, on y a établi le pouvoir des ouvriers. Le pouvoir soviétique s'est donné pour tâche, dès le début, d'exister comme pouvoir des travailleurs, ennemi de toute exploitation. Il s'est donné pour tâche d'extirper les possibilités d'exploitation des travailleurs par les propriétaires fonciers et les capitalistes, de détruire la domination du Capital. Le pouvoir soviétique s'est efforcé d'obtenir que les travailleurs construisent leur vie sans la propriété privée sur les fabriques et usines, sans cette propriété privée qui, partout dans le monde, même en pleine liberté politique, même dans les Républiques les plus démocratiques, a réduit les ouvriers à la misère et à l'esclavage salarié, et la femme à un esclavage double.

C'est pourquoi le pouvoir soviétique, en tant que pouvoir des travailleurs, a réalisé, au cours des premiers mois de son existence, la transformation la plus décisive sur le plan de la législation relative aux femmes. Dans la République soviétique, il n'est pas resté pierre sur pierre des lois qui ont placé la femme dans un état d'infériorité. Je fais allusion, notamment, aux lois qui ont spécialement exploité la condition inférieure de la femme, l'ont privée de droits, et l'ont même souvent humiliée, c'est-à-dire aux lois sur le divorce, sur les enfants naturels, sur la recherche de la paternité pour assurer la subsistance de l'enfant.

C'est précisément dans ce domaine que la législation bourgeoise, même dans les pays les plus avancés, il faut le dire, exploite la faiblesse de la femme en diminuant ses droits et en l'humiliant ; et c'est précisément dans ce domaine que le pouvoir soviétique n'a pas laissé pierre sur pierre des vieilles lois injustes, insupportables pour les représentants des masses laborieuses. Et aujourd'hui, nous pouvons dire, avec une légitime fierté et sans exagération aucune, qu'en dehors de la Russie soviétique, il n'y a pas un pays au monde où la femme jouisse d'une entière égalité de droits et où elle ne soit placée dans une condition humiliante, particulièrement sensible dans la vie quotidienne et familiale. Ce fut là une de nos premières et de nos plus importantes tâches.

S'il vous arrive d'entrer en contact avec des partis hostiles aux bolcheviks, de lire des journaux édités en russe dans les régions occupées par Koltchak et Dénikine, ou de parler à des gens qui partagent le point de vue de ces journaux, vous les entendez souvent accuser le pouvoir soviétique de violer la démocratie.

A nous, représentants du pouvoir soviétique, bolcheviks-communistes et partisans du pouvoir soviétique, on nous reproche constamment d'avoir violé la démocratie et, à l'appui de cette accusation, on invoque le fait que le pouvoir soviétique a chassé la Constituante. [Pour désigner l'Assemblée constituante, Lénine emploie le diminutif péjoratif d'*Outchredilka*.] Nous répondons d'habitude à ces accusations comme suit : nous n'attachons pas de prix à cette démocratie et à cette Constituante qui sont nées à l'époque de la propriété privée sur la terre, quand les hommes n'étaient pas égaux entre eux, quand celui qui possédait son capital était le maître et les autres, qui travaillaient chez lui, étaient ses esclaves salariés. Une telle démocratie a dissimulé l'esclavage, même dans les Etats les plus avancés. Nous autres, socialistes, nous sommes des partisans de la démocratie seulement dans la mesure où elle allège la situation des travailleurs et des opprimés.

Le socialisme se donne pour tâche de mener la lutte dans le monde entier contre toute exploitation de l'homme par l'homme. Ce qui nous importe à nous véritablement, c'est une démocratie au service des exploités, au service de ceux qui se trouvent dans une situation d'inégalité juridique. Que celui qui ne travaille pas soit privé du droit de vote, voilà la véritable égalité entre les hommes. Il ne faut pas qu'il y ait d'hommes qui ne travaillent pas. En réponse à ces accusations, nous disons qu'il faut poser la question de savoir comment la démocratie est réalisée dans tel ou tel autre Etat. Dans toutes les Républiques démocratiques, nous voyons qu'on proclame l'égalité, mais dans les lois civiles et dans les lois sur la condition de la femme, sur sa condition dans la famille, sur le divorce, nous nous apercevons à chaque pas de l'inégalité et de l'abaissement de la femme, et nous disons que c'est précisément une violation de la démocratie à l'égard des opprimés. En ne laissant subsister dans ses lois la moindre allusion à l'inégalité des femmes, le pouvoir soviétique a réalisé la démocratie à un plus haut degré que les autres pays, les plus avancés. Je le répète, pas un Etat, pas une législation démocratique n'ont fait pour la femme seulement la moitié de ce qu'a fait le pouvoir soviétique au cours des premiers mois de son existence.

Bien entendu, des lois ne suffisent pas, et nous ne nous contentons, en aucune manière, des réalisations sur le plan législatif dont nous venons de parler, mais nous avons accompli tout ce qu'il fallait pour donner l'égalité à la femme, et nous avons le droit d'en être fiers. Aujourd'hui, la situation de la femme en Russie soviétique est idéale par rapport aux Etats les plus avancés. Mais nous nous disons que cela, évidemment, n'est qu'un début.

La condition de la femme, occupée aux travaux du ménage, reste toujours pénible. Pour que la femme soit complètement libérée et réellement l'égale de l'homme, il faut que les travaux du ménage soient, chose publique et que la femme participe à la production générale. Alors, la femme occupera la même situation que l'homme.

Bien entendu, il n'est pas question ici d'abolir pour la femme les différences en ce qui concerne le rendement du travail, son extension, sa durée, les conditions de travail, etc., mais ce qu'il faut, c'est que la femme ne soit pas opprimée en raison de sa situation économique différente de celle de l'homme. Vous savez toutes que, même lorsque l'entière égalité de droits est réalisée, il reste toujours en fait cette oppression de la femme, parce que tous les travaux du ménage lui sont dévolus. Dans la plupart des cas, ce sont les travaux les moins productifs, les plus barbares et les plus lourds qu'effectue la femme. C'est un labeur extrêmement mesquin et qui ne peut contribuer, d'aucune façon, au développement de la femme.

En poursuivant l'idéal socialiste, nous voulons lutter pour la réalisation complète du socialisme, et ici un champ de travail très vaste s'ouvre aux femmes. A l'heure actuelle, nous nous préparons sérieusement à déblayer le terrain pour la construction du socialisme, mais l'édification du socialisme ne sera possible que lorsque, ayant réalisé l'égalité complète de la femme, nous aborderons le travail nouveau en commun avec la femme, libérée de son labeur mesquin, abrutissant, improductif. Pour ce travail, il nous faudra de très nombreuses années. Ce travail ne peut donner des résultats si rapides ni produire de si éblouissants effets.

Nous créons des institutions modèles, des restaurants, des crèches, pour libérer les femmes des travaux du ménage. Et c'est précisément avant tout aux femmes qu'incombera la tâche d'organiser toutes ces institutions. Il faut dire qu'à l'heure actuelle, il y a, en Russie, très peu d'institutions susceptibles d'aider les femmes à sortir de l'état d'esclaves domestiques. Leur nombre est infime et les conditions dans lesquelles la République des Soviets se trouve à l'heure actuelle, — situation militaire, ravitaillement, dont les camarades vous ont parlé ici en détail — nous empêchent de réaliser cette œuvre. Il faut pourtant dire que ces institutions, libérant la femme de sa condition d'esclave domestique, surgissent partout où s'ouvre pour elles la moindre possibilité. Nous disons que l'émancipation des ouvriers doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes, et, de même, l'émancipation des ouvrières doit être réalisée par les ouvrières elles-mêmes. Les ouvrières doivent s'occuper elles-mêmes du développement de pareilles institutions, et cette activité des femmes modifiera complètement la situation qu'elles occupaient dans la société capitaliste.

Pour s'occuper de politique, dans l'ancienne société capitaliste, une préparation spéciale était exigée, et c'est pourquoi, même dans les pays capitalistes les plus avancés et les plus libres, la participation des

femmes à la politique était insignifiante. Notre tâche consiste à rendre la politique accessible à chaque femme travailleuse. Du moment où la propriété privée de la terre et des usines est abolie et que le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes est renversé, les tâches politiques des masses laborieuses et des femmes travailleuses deviennent simples, claires et complètement accessibles pour tous. Dans la société capitaliste, la femme est privée de droits politiques, à tel point que sa participation à la politique est presque nulle par rapport à l'homme. Pour changer cette situation, il faut que s'instaure le pouvoir des travailleurs, et alors les tâches principales de la politique engloberont tout ce qui concerne directement le sort des travailleurs eux-mêmes.

Ici, la participation des ouvrières est indispensable, non seulement de celles qui sont membres du Parti et conscientes, mais encore des femmes sans parti et des moins conscientes. Ici, le pouvoir soviétique a ouvert un vaste champ d'action aux femmes.

Nous avons eu de graves difficultés dans la lutte contre les forces hostiles qui attaquent la Russie soviétique. Sur le plan militaire, nous avons eu des difficultés à combattre les forces qui attaquent le pouvoir des travailleurs en recourant à la guerre, et, sur le plan du ravitaillement, il nous a été difficile de lutter contre les spéculateurs, parce que nous n'avons pas assez de gens, de travailleurs qui soient entièrement venus à notre secours par leur propre travail. Ici, rien n'est plus précieux pour le pouvoir soviétique que l'aide de la grande masse des ouvrières sans parti. Qu'elles le sachent : dans l'ancienne société bourgeoise, l'activité politique a peut-être demandé une préparation politique compliquée qui n'était pas à la portée de la femme. Mais l'objectif principal de l'activité politique de la République soviétique, c'est la lutte contre les propriétaires fonciers, les capitalistes, la lutte pour l'anéantissement de l'exploitation, et voilà pourquoi, dans la République soviétique, les ouvrières peuvent exercer une activité politique en aidant les hommes par leurs capacités d'organisation.

Ce qu'il nous faut, ce n'est pas seulement un travail d'organisation à très grande échelle. Il nous faut également un travail d'organisation à la plus petite échelle, permettant également aux femmes d'y participer. La femme peut aussi travailler sur le plan militaire, lorsqu'il s'agit d'aider l'armée, de faire dans son sein un travail d'agitation. La femme doit prendre une part active à tout cela, afin que l'Armée rouge voie qu'elle est l'objet de nos pensées et de nos soucis. La femme peut aussi travailler sur le plan du ravitaillement, — pour la distribution des produits et l'amélioration de la nourriture des masses, le développement des restaurants qui sont maintenant si répandus à Pétrograd.

Voilà les domaines où l'activité de l'ouvrière acquiert une véritable importance en matière d'organisation. La participation de la femme est également indispensable pour l'installation des grandes économies expérimentales et leur surveillance, afin que ces tentatives ne restent pas isolées. Sans la participation d'un grand nombre de femmes travailleuses, cette tâche n'est pas réalisable. Ce travail, l'ouvrière peut parfaitement l'aborder en surveillant la distribution des produits et en veillant à ce que l'on puisse se les procurer plus facilement. Cette tâche est tout à fait proportionnée aux forces de l'ouvrière sans parti et son accomplissement contribuera, d'ailleurs, plus que tout autre chose, à la consolidation de la société socialiste.

En abolissant la propriété privée de la terre et, presque complètement, la propriété privée des fabriques et des usines, le pouvoir soviétique s'efforce de faire participer à cette édification de l'économie tous les travailleurs, non seulement les membres du Parti, mais aussi les sans-parti, et non seulement les hommes, mais également les femmes. L'œuvre entreprise par le pouvoir des Soviets ne pourra progresser que si, dans toute la Russie, non pas des centaines de femmes, mais des millions et des millions de femmes, lui apportent leur concours. Alors, les travailleurs prouveront qu'ils peuvent vivre et qu'ils peuvent mener leurs affaires sans propriétaires fonciers ni capitalistes. Alors, l'édification socialiste aura en Russie un fondement si solide qu'aucun ennemi dans les autres pays, ni à l'intérieur de la Russie, ne sera à craindre pour la République soviétique.

Lénine : « Des tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République soviétique », discours prononcé le 23 septembre 1919 à la IV^e conférence des ouvrières sans parti de la ville de Moscou.
Pravda, 25 septembre 1919. *Œuvres*, t. XXIV, p. 467472. (Edit. russe.)

6. LE POUVOIR SOVIETIQUE ET LA SITUATION DE LA FEMME (Lénine).

Le deuxième anniversaire du pouvoir soviétique nous dicte le devoir de passer en revue tout ce qui a été réalisé au cours de cette période et de réfléchir sur la signification et les buts de la transformation actuelle.

La bourgeoisie et ses partisans nous accusent d'avoir violé la démocratie. Nous déclarons que la révolution soviétique a donné à la démocratie une impulsion sans précédent tant en extension qu'en profondeur ; cette impulsion, elle l'a donnée précisément à la démocratie des masses laborieuses exploitées par le capitalisme, c'est-à-dire à la démocratie pour l'immense majorité du peuple, donc à la démocratie socialiste (pour les travailleurs) qu'il faut distinguer de la démocratie bourgeoise (pour les exploités, les capitalistes, les riches).

Qui a raison ?

Bien réfléchir sur cette question et l'approfondir, cela veut dire vérifier l'expérience de ces deux années et se préparer mieux en vue de son développement ultérieur.

La condition de la femme rend la différence entre la démocratie bourgeoise et socialiste particulièrement évidente et donne une réponse singulièrement claire à la question que nous venons de poser.

Dans aucune République bourgeoise (c'est-à-dire où existe la propriété privée de la terre, des fabriques, des mines, des actions, etc.), si démocratique soit-elle, nulle part au monde, même dans les pays les plus avancés, la femme ne jouit d'une pleine égalité de droits. Et cela, bien qu'un siècle et quart se soit écoulé depuis la grande Révolution française (bourgeoise démocratique).

En paroles, la démocratie bourgeoise promet l'égalité et la liberté. En fait, aucune République bourgeoise, même la plus avancée, n'a donné à la moitié féminine du genre humain la pleine égalité juridique avec l'homme, ni ne l'a libérée de la tutelle et de l'oppression de ce dernier.

La démocratie bourgeoise est une démocratie de phrases pompeuses, de promesses grandiloquentes, de mots d'ordre sonores de *liberté et d'égalité*, mais, en réalité, elle dissimule l'esclavage et l'inégalité de la femme, l'esclavage et l'inégalité des travailleurs et des exploités.

La démocratie soviétique ou socialiste rejette le verbiage pompeux et mensonger, elle déclare une guerre sans merci à l'hypocrisie des « démocrates », des propriétaires fonciers, des capitalistes ou des paysans repus qui s'enrichissent en vendant à des prix exorbitants leurs excédents de blé aux ouvriers affamés.

A bas ce mensonge hideux ! Il ne peut y avoir, il n'y a pas et il n'y aura pas d' « égalité » entre opprimés et oppresseurs, exploités et exploités. Il ne peut y avoir, il n'y a pas et il n'y aura pas de « liberté » véritable, tant que la femme ne sera pas libérée des privilèges que la loi édicté en faveur de l'homme, tant que l'ouvrier ne sera pas libéré du joug du Capital, tant que le paysan travailleur ne sera pas libéré du joug du capitaliste, du propriétaire foncier, du commerçant.

Que les menteurs et les hypocrites, les imbéciles et les aveugles, les bourgeois et leurs partisans trompent le peuple en lui parlant de la liberté, de l'égalité, de la démocratie en général !

Nous disons aux ouvriers et aux paysans : arrachez le masque à ces menteurs, ouvrez les yeux à ces aveugles. Demandez-leur :

- Egalité de quel sexe avec quel sexe ?
- De quelle nation avec quelle nation ?
- De quelle classe avec quelle classe ?
- Libre de quel joug ou bien du joug de quelle classe ? Liberté de quelle classe ?

Celui qui parle de politique, de démocratie, de liberté, d'égalité, de socialisme, sans poser ces questions, sans les placer au premier plan, sans lutter contre les tentatives de cacher, de dissimuler et d'étouffer ces questions, est le pire ennemi des travailleurs, un loup revêtu de la peau de l'agneau, le pire adversaire des ouvriers et des paysans, un laquais des propriétaires fonciers, des tsars, des capitalistes.

En l'espace de deux ans, le pouvoir soviétique a fait davantage pour la libération de la femme, pour son égalité avec le sexe « fort », dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, que toutes les Républiques avancées, éclairées, « démocratiques » du monde entier au cours de 130 ans.

Lumières, culture, civilisation, liberté, dans toutes les Républiques capitalistes, bourgeoises du monde, tous ces mots pompeux vont de pair avec des lois infiniment abjectes, d'une vilénie dégoûtante, d'une grossièreté bestiale, consacrant l'inégalité juridique de la femme quant au mariage et au divorce, établissant l'inégalité entre enfants naturels et « légitimes », créant des privilèges pour les hommes, alors qu'elles humilient et outragent les femmes.

Le joug du Capital, l'oppression de la « propriété privée sacrée », le despotisme de la stupidité bourgeoise, l'égoïsme du petit propriétaire, voilà ce qui a empêché les Républiques les plus démocratiques de la bourgeoisie de toucher à ces lois viles et abjectes.

La République des Soviets, la République des ouvriers et paysans a balayé ces lois d'un seul coup, elle n'a pas laissé pierre sur pierre des constructions édifiées par le mensonge bourgeois et l'hypocrisie bourgeoise.

A bas ce mensonge ! A bas les menteurs qui parlent de liberté et d'égalité *pour tous*, alors qu'existe un sexe opprimé, qu'existent des classes d'opresseurs, qu'existe la propriété privée du Capital et des actions, qu'existent des gens repus de leurs excédents de blé, et qui mettent sous leur joug les affamés. Pas la liberté pour tous, pas l'égalité pour tous, mais la lutte contre les oppresseurs et les exploités, l'anéantissement de la possibilité d'opprimer et d'exploiter. Voilà notre mot d'ordre !

Liberté et égalité pour le sexe opprimé ! Liberté et égalité pour l'ouvrier, pour le paysan travailleur !

Lutte contre les oppresseurs, lutte contre les capitalistes, lutte contre le spéculateur koulak !

Voilà notre cri de guerre, voilà notre vérité prolétarienne, vérité de la lutte contre le Capital, vérité que nous avons jetée à la face du monde du Capital avec ses phrases mielleuses, hypocrites, pompeuses sur la liberté et l'égalité *en général*, sur la liberté et l'égalité *pour tous* !

Et c'est précisément parce que nous avons arraché le masque de cette hypocrisie, parce que nous réalisons avec une énergie révolutionnaire la liberté et l'égalité pour les opprimés et pour les travailleurs, contre les oppresseurs, contre les capitalistes, contre les koulaks, c'est précisément pour cela que le pouvoir des Soviets est devenu si cher aux ouvriers du monde entier. C'est précisément pour cela qu'en ce deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets nous avons pour nous les sympathies des masses ouvrières, les sympathies des opprimés et exploités dans tous les pays du monde.

Et c'est précisément pour cela qu'en ce deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets, malgré la faim et le froid, malgré tous nos malheurs qui nous viennent de l'invasion, par les impérialistes, de la République soviétique russe, nous sommes remplis d'une foi solide dans la justesse de notre cause, d'une foi solide dans l'inévitable victoire du pouvoir soviétique mondial.

Lénine : « Le pouvoir soviétique et la situation de la femme », *Pravda*, 6 novembre 1919. *Œuvres*, t. XXIV, p. 517-519. (Edit. russe.)

7. LES CONQUÊTES DE LA RÉVOLUTION RUSSE (Lénine).

Prenez la religion ou l'inégalité des droits de la femme ou l'oppression et l'inégalité des droits des nationalités non-russes. Tout cela, ce sont des problèmes de la révolution bourgeoise démocratique. Les benêts de la démocratie petite-bourgeoise ont bavardé là-dessus durant huit mois ; il n'y a *pas un* des pays les plus avancés du monde où *ces* problèmes soient résolus jusqu'au bout dans un sens *bourgeois démocratique*. Chez nous, ils sont résolus jusqu'au bout par la législation de la Révolution d'Octobre. Nous avons lutté et nous luttons contre la religion pour de vrai. Nous avons donné à *toutes* les nationalités non-russes *leurs propres* Républiques ou régions autonomes. Chez nous, en Russie, n'existe pas cette bassesse, cette infamie, cette lâcheté qu'est l'absence de droits ou l'inégalité des droits de la femme, cette survivance révoltante du serrage et du moyen âge, perpétuée par la bourgeoisie égoïste et la petite bourgeoisie stupide et apeurée dans tous les pays du globe, sans aucune exception.

Tout cela, c'est le contenu de la révolution bourgeoise démocratique.

Il y a un siècle et demi et il y a deux cent cinquante ans, les chefs de cette révolution (de ces révolutions, si l'on parle de chaque variété nationale d'un type commun) ont promis aux peuples de libérer l'humanité des privilèges féodaux, de l'inégalité de la femme, des avantages accordés par l'Etat à telle ou telle religion (ou à l' « idée de religion », à la « religiosité » en général), de l'inégalité des nationalités. Ils l'ont promis et ils n'ont pas tenu leurs promesses. Ils ne pouvaient pas les tenir, car ils en étaient empêchés par le « respect » porté à la « sainte propriété privée ». Notre révolution prolétarienne n'a pas connu ce maudit « respect » devant ce moyen âge trois fois maudit et devant cette « sainte propriété privée ».

Mais, pour assurer aux peuples de la Russie les conquêtes de la révolution bourgeoise démocratique, nous devons aller plus loin, et nous sommes allés plus loin. Nous avons résolu les problèmes de la révolution bourgeoise démocratique en chemin, en passant, comme un « sous-produit » de notre tâche principale et véritable, *prolétarienne*, révolutionnaire, socialiste. Les réformes, avons-nous toujours dit, sont le sous-produit de la lutte de classe révolutionnaire. Les transformations bourgeoises démocratiques, — avons-nous dit, et nous l'avons démontré par nos actes, — sont le sous-produit de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Soit dit à ce propos, tous les Kautsky, les Hilferding, les Martov, les Tchernov, les Hillquit, les Longuet, les Mac Donald, les Turati et autres héros du marxisme « II $\frac{1}{2}$ » n'ont pas su comprendre un *pareil* rapport entre les révolutions bourgeoise démocratique et prolétarienne socialiste. La première, en grandissant, se transforme en la seconde. La seconde, en passant, résout les problèmes de la première. La seconde consolide l'œuvre de la première. La lutte, et la lutte seule, décide jusqu'à quel point la seconde réussira à se dégager de la première et à la dépasser.

Lénine : « Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre », 14 octobre 1921, *Pravda*, 18 octobre 1921.

Œuvres, t. XXVII, p. 25-26. (Edit. russe.)

8. LENINE ET LA QUESTION SEXUELLE (Clara Zetkin).

Le camarade Lénine m'a souvent parlé de la question féminine. Il y attachait une grande importance, le mouvement féminin étant pour lui partie constitutive et, dans certaines conditions, partie décisive du mouvement des masses. Il va sans dire qu'il considérait la pleine égalité sociale de la femme comme un principe incontestable du communisme. Notre première longue conversation à ce sujet eut lieu en automne 1920, dans son grand cabinet de travail au Kremlin. Lénine était assis devant sa table couverte de livres et de papiers qui attestaient son genre d'occupation et son travail, mais sans « le désordre habituel aux génies ».

— Nous devons absolument créer un puissant mouvement féminin international, fondé sur une base théorique nette et précise, commença-t-il après m'avoir saluée. Il est clair qu'il ne saurait y avoir de bonne pratique sans théorie marxiste. Nous, communistes, devons observer dans cette question nos principes dans toute leur pureté. Nous devons nous séparer nettement de tous les autres partis. Malheureusement, notre II^e congrès international, bien que la question féminine y ait été soulevée, n'a pas pris le temps de délibérer ni de prendre position sur ce point. La faute en est à la commission, qui fait traîner les choses. Elle doit élaborer une résolution des thèses, une ligne ferme. Mais, jusqu'ici, ses travaux ne sont pas bien avancés. Vous devez l'y aider.

J'avais déjà entendu parler de ce que me disait maintenant Lénine et je lui en exprimai mon étonnement. J'étais enthousiasmée de tout ce que les femmes russes avaient accompli pendant la révolution, de tout ce qu'elles accomplissaient encore pour la défendre et l'aider à se développer. Quant à la situation et à l'activité des femmes dans le Parti bolchevik, il me semblait que, de ce côté, le Parti se montrait vraiment à la hauteur de sa tâche. Seul, le Parti bolchevik donne au mouvement féminin communiste international des cadres éprouvés, instruits, et, en même temps sert de grand exemple historique. — C'est exact, très exact, remarqua Lénine avec un léger sourire. A Pétrograd, ici à Moscou, dans les villes et les centres industriels éloignés, l'attitude des femmes prolétaires pendant la révolution fut superbe. Sans elles, il est très probable que nous n'aurions pas vaincu.

Telle est mon opinion. De quel courage elles ont fait preuve et quel courage elles déploient aujourd'hui encore ! Imaginez toutes les souffrances et les privations qu'elles endurent... Mais elles tiennent bon, elles ne fléchissent pas, parce qu'elles défendent les Soviets, parce qu'elles veulent la liberté et le communisme.

« Oui, nos ouvrières sont magnifiques, ce sont de vraies Combattantes de classe. Elles méritent notre admiration et notre amour.

« Oui, nous avons dans notre Parti des femmes communistes sûres, intelligentes et d'une activité infatigable. Elles pourraient bien occuper des postes importants dans les Soviets, les comités exécutifs, les commissariats du peuple, l'administration. Beaucoup d'entre elles travaillent jour et nuit dans le Parti, ou parmi les masses prolétariennes et paysannes, ou bien dans l'Armée rouge. C'est très précieux pour nous. Et cela est important pour les femmes du monde entier, car cela témoigne des capacités des femmes et de la haute valeur qu'a leur travail pour la société.

« La première dictature du prolétariat fraye véritablement le chemin vers la complète égalité sociale de la femme. Elle déracine plus de préjugés que ne le feraient des monceaux d'écrits sur l'égalité féminine. Et, malgré tout cela, nous n'avons pas encore de mouvement féminin communiste international ; or, il faut à tout prix parvenir à le former. Nous devons sans tarder procéder à son organisation. Sans ce mouvement, le travail de notre Internationale et de ses sections sera incomplet et restera tel.

« Notre travail révolutionnaire doit être mené jusqu'au bout. Dites-moi où en est le travail communiste à l'étranger ?

Je lui communiquai tous les renseignements que j'avais pu recueillir, renseignements limités, étant donné la liaison faible et irrégulière qui existait alors entre les partis adhérant à l'Internationale communiste. Lénine, un peu penché en avant, m'écoutait avec attention, sans aucun signe d'ennui, d'impatience ou de fatigue. Il s'intéressait même vivement aux détails d'importance secondaire.

Je ne connais personne qui sache mieux écouter que lui, classer aussi vite les faits et les coordonner. Cela se voyait aux questions brèves, mais toujours très précises, qu'il me posait de temps à autre pendant que je parlais, et à sa manière de revenir plus tard sur quelque détail de notre entretien. Lénine avait pris quelques notes brèves.

Il va de soi que je parlai surtout de la situation en Allemagne. Je lui dis que Rosa estimait qu'il importait au plus haut point de gagner à la lutte révolutionnaire les masses féminines. Quand fut formé le Parti communiste, Rosa insista pour que l'on publiât un journal qui fût consacré au mouvement féministe. Lorsque Léo Joguichès, examinant avec moi le plan de travail du Parti au cours de notre dernière entrevue, trente-six heures avant qu'on le tuât, me confiait des tâches à accomplir, il y comprenait aussi un plan de travail organisé parmi les ouvrières. Cette question fut traitée dès la première conférence illégale du Parti. Les propagandistes et les dirigeantes instruites et expérimentées qui s'étaient signalées avant et pendant la guerre étaient restées presque toutes dans les Partis social-démocrates des deux nuances, exerçant une grande influence sur la masse agitée des ouvrières. Toutefois, parmi les femmes également, il s'était formé un noyau de camarades énergiques et pleines d'abnégation, qui prirent part à tout le travail et à la lutte de notre Parti. Ce dernier avait, de son côté, entrepris une action méthodique auprès des ouvrières. Ce n'était là que le début, mais un début bien amorcé.

— Ce n'est pas mal, ce n'est pas mal du tout, dit Lénine. L'énergie, l'esprit d'abnégation et l'enthousiasme des femmes communistes, leur courage et leur intelligence en période d'illégalité ou de semi-légalité ouvrent une belle perspective de développement de ce travail. S'emparer des masses et organiser leur action, voilà des éléments précieux pour le développement du Parti et de sa puissance.

« Mais où en êtes-vous quant à la compréhension exacte de ses bases ? Comment les enseignez-vous aux camarades ? C'est que cette question a une importance décisive pour le travail à effectuer parmi les masses. Elle exerce une grande influence sur ce qui pénètre justement au sein des masses, sur ce qui les attire à nous et les enflamme. Je ne puis me rappeler, en ce moment, qui a dit ceci : « On ne fait rien de grand sans passion. » Or, nous et les travailleurs du monde entier, nous avons véritablement à accomplir de grandes choses encore.

« Ainsi, qu'est-ce qui anime vos camarades, les femmes prolétaires d'Allemagne ? Où en est leur conscience de classe prolétarienne ? Leurs intérêts, leur activité visent-ils les revendications politiques de l'heure présente ? Sur quoi leurs idées sont-elles concentrées ?

« A ce propos, j'ai entendu des camarades russes et allemands dire des choses étranges. Je dois vous conter cela. On m'a rapporté qu'une communiste très douée éditait à Hambourg un journal pour les prostituées et qu'elle tentait de les organiser pour la lutte révolutionnaire. Rosa, en sa qualité de communiste, avait agi et senti humainement en écrivant un article où elle prenait la défense d'une prostituée, jetée en prison pour infraction à quelque règlement de police concernant son triste métier. Doublement victimes de la société bourgeoise, les prostituées méritent d'être plaintes.

« Elles sont victimes, tout d'abord, du système maudit de la propriété, puis de la maudite hypocrisie morale. C'est clair. Il n'y a que les brutes et les myopes pour l'oublier.

« Est-ce qu'il n'y a pas, en Allemagne, des ouvrières industrielles qu'il faille organiser ? Pour lesquelles on doit éditer un journal ? Qu'il faille entraîner à la lutte ? C'est là une déviation malade. Cela me rappelle fort la mode littéraire qui faisait de toute prostituée l'image d'une douce madone. Il est vrai que là également la « racine » était saine : la compassion sociale, l'indignation contre l'hypocrisie de l'honorable bourgeoisie. Mais cette racine saine, ayant subi la contamination bourgeoise, a dépéri. Dans un sens général, la prostitution, dans notre pays également, posera devant nous de nombreux problèmes difficiles à résoudre. Il s'agit de ramener la prostituée au travail productif, de lui assigner une place dans l'économie sociale, ce qui, dans l'état actuel de notre économie et dans les conditions présentes, est une chose compliquée, difficilement réalisable. Voilà donc une tranche de la question féminine qui, après la conquête du pouvoir par le prolétariat, se pose à nous dans toute son ampleur et demande à être résolue. En Russie soviétique, ce problème nous donnera encore du fil à retordre. Mais revenons à votre cas particulier en Allemagne. Le Parti ne saurait, en aucune façon, tolérer de pareils actes désordonnés de la part de ses membres. Cela embrouille les choses et désagrège nos forces. Et vous ? Qu'avez-vous entrepris pour l'en empêcher ?

Sans attendre ma réponse, Lénine poursuivit :

— La liste de vos péchés, Clara, n'est pas encore épuisée. J'ai ouï dire qu'à vos soirées de lectures et discussions avec les ouvrières, vous vous occupiez surtout des questions de sexe et de mariage. Ce sujet serait au centre de vos préoccupations de votre enseignement politique et de votre action éducative. Je n'en croyais pas mes oreilles.

« Le premier Etat de la dictature du prolétariat combat tous les contre-révolutionnaires du monde. La situation de l'Allemagne même exige la plus grande cohésion de toutes les forces révolutionnaires prolétariennes pour repousser les attaques toujours plus vigoureuses de la contre-révolution. Or, pendant ce temps, les communistes actives traitent la question des sexes, des formes du mariage dans le passé, le présent et le futur. Elles estiment que leur premier devoir est d'instruire les ouvrières dans cet ordre d'idées. On prétend que la brochure d'une communiste viennoise sur la question sexuelle jouit d'une très large diffusion. Quelle sottise que cette brochure ! Le peu de notions exactes qu'elle renferme, les ouvrières les connaissent déjà d'après Bebel, et cela non point sous la forme d'un schéma aride et fastidieux, comme dans cette brochure, mais sous la forme d'une propagande qui vous emporte, d'une propagande pleine d'attaques contre la société bourgeoise. Les hypothèses de Freud mentionnées dans la brochure en question confèrent à ce livre un caractère, à ce qu'on prétend « scientifique », mais ce n'est au fond qu'un gribouillage primitif. La théorie de Freud, elle aussi, n'est aujourd'hui qu'un caprice à la mode. Je n'ai nulle confiance en ces théories sexuelles exposées dans des articles, comptes rendus, brochures, etc., bref dans cette littérature spécifique qui fleurit avec exubérance sur le terrain de la société bourgeoise. Je me méfie de ceux qui sont constamment et obstinément absorbés par les questions de sexe, comme le fakir hindou dans la contemplation de son propre nombril.

« Il me semble que cette abondance de théories sexuelles, qui ne sont pour la plupart que des hypothèses souvent arbitraires, provient de nécessités toutes personnelles, c'est-à-dire du besoin de justifier aux yeux de la morale bourgeoise sa propre vie anormale ou ses instincts sexuels excessifs, et de les faire tolérer.

« Ce respect voilé pour la morale bourgeoise me répugne autant que cette passion pour les questions sexuelles. Elle a beau revêtir des formes subversives et révolutionnaires, cette occupation n'en est pas moins, en fin de compte, purement bourgeoise. S'y adonnent de préférence les intellectuels et les autres couches de la société qui sont proches d'eux. Point de place pour ce genre d'occupation dans le Parti, parmi le prolétariat en lutte et conscient de son esprit de classe.

Je fis remarquer que les questions sexuelles et matrimoniales en régime de propriété privée suscitaient de multiples problèmes, qu'elles étaient une cause de conflits et souffrances pour les femmes de toutes les classes et couches sociales. La guerre et ses conséquences, disais-je, ont aggravé à l'extrême pour la femme les conflits et les souffrances qui existaient auparavant dans les rapports entre les sexes. Les problèmes cachés jusqu'ici sont dévoilés aux regards des femmes, et cela dans l'atmosphère de la révolution qui vient de commencer. Le monde des vieux sentiments, des vieilles idées craque de toutes parts. Les liens sociaux d'autrefois faiblissent et se brisent. On voit apparaître les germes de nouvelles prémices idéologiques, qui n'ont pas encore pris forme, pour les relations entre hommes. L'intérêt que ces questions suscitent s'explique, par le besoin d'une orientation nouvelle. Là apparaît également la réaction qui se produit contre les déformations et le mensonge de la société bourgeoise. Le changement des formes matrimoniales et familiales tout au long de l'histoire, dans leur dépendance de l'économie, constitue un bon moyen pour déraciner de l'esprit des ouvrières la croyance à la pérennité de la société bourgeoise. La critique historique de cette société doit aboutir au démembrement de l'ordre bourgeois, à la mise à nu de son essence et de ses conséquences et, entre autres, à la stigmatisation de la fausse morale sexuelle. Tous les chemins mènent à Rome. Toute analyse marxiste concernant une partie importante de la superstructure idéologique de la société ou un phénomène marquant doit conduire à l'analyse de l'ordre bourgeois et de sa base, la propriété privée ; et chacune de ces analyses doit amener à cette conclusion : « Il faut détruire Carthage. » Lénine souriait en hochant la tête.

— Fort bien. Vous avez l'air d'un avocat qui défend ses camarades et son parti. Certes, ce que vous dites là est juste. Mais cela ne pourrait à la rigueur servir qu'à excuser la faute commise en Allemagne, non à la justifier. Une faute commise reste une faute. Pouvez-vous me garantir sérieusement que les questions sexuelles et matrimoniales ne sont discutées à vos réunions qu'au point de vue du matérialisme historique vital, bien compris ? Cela suppose des connaissances vastes, approfondies, la connaissance marxiste, claire et précise, d'une énorme quantité de matériaux. Disposez-vous, en ce moment, des forces nécessaires ? Si oui, il n'aurait pu arriver qu'une brochure, comme celle dont nous venons de parler, ait été employée comme matériel d'enseignement à vos soirées de lectures et de discussions. Cette brochure, on la recommande et on la diffuse au lieu de la critiquer. A quoi aboutit, en fin de compte, cet examen insuffisant et non marxiste de la question ? A ceci que les questions sexuelles et matrimoniales ne sont pas comprises comme partie de la principale question sociale et que, au contraire, la grande question sociale elle-même apparaît comme une partie, comme un appendice du problème sexuel. Le plus important est refoulé à l'arrière-plan, comme chose secondaire. Non seulement cela nuit à la clarté de la question, mais obscurcit la pensée en général, la conscience de classe des ouvrières.

« Autre observation qui n'est pas sans utilité. Le sage Salomon disait déjà : chaque chose en son temps. Dites-moi, je vous prie, est-ce bien le moment d'occuper les ouvrières pendant des mois entiers pour leur parler de la façon dont on aime et dont on est aimé, ou comment on fait et comment on se laisse faire la cour chez les différents peuples, bien entendu dans le passé, le présent et le futur ? Et c'est là ce qu'on nomme fièrement le matérialisme historique ! Maintenant, toutes les pensées des ouvrières doivent être dirigées vers la révolution prolétarienne. C'est elle qui créera également une base pour les nouvelles conditions du mariage et les nouveaux rapports entre les sexes. Pour l'instant, vraiment, doivent passer au premier plan d'autres problèmes que ceux qui concernent les formes du mariage chez les nègres d'Australie ou les mariages contractés entre les membres de la famille dans l'antiquité.

« L'histoire fait figurer à l'ordre du jour du prolétariat allemand la question des Soviets, du traité de Versailles et de son influence sur la vie des masses féminines, la question du chômage, de la baisse des salaires, des impôts et de bien d'autres choses. Bref, je suis toujours d'avis que ce mode d'instruction politique et sociale des ouvrières n'est pas celui qu'il faut, pas le moins du monde. Comment avez-vous pu vous taire ? Vous auriez dû user de votre autorité.

J'expliquai à mon ardent ami que je n'avais jamais manqué l'occasion de critiquer, de répliquer aux camarades dirigeantes, de faire entendre ma voix en différents endroits, mais il devait savoir que nul n'est prophète en son pays, ni parmi ses proches. Par ma critique, je m'étais fait soupçonner de rester encore fidèle aux survivances de la social-démocratie et de l'esprit petit-bourgeois vieux jeu. Toutefois, ma critique avait fini par porter ses fruits. Les questions du sexe et du mariage n'étaient plus considérées comme les principales dans nos cercles et à nos soirées de discussions.

Lénine continua à développer sa pensée.

— Je sais, je sais, dit-il, on me soupçonne aussi de philistinisme. Mais cela ne m'émeut pas. Les béjaunes, à peine sortis de l'œuf des conceptions bourgeoises, se croient toujours terriblement intelligents. Il faut en prendre son parti. Le mouvement des jeunes est aussi contaminé par la tendance moderne et l'engouement démesuré pour les problèmes sexuels.

Lénine appuya avec ironie sur le mot « moderne », avec un air de désapprobation.

— On m'a dit que les problèmes sexuels sont aussi l'objet favori de l'étude de vos organisations de jeunes. On n'y manque jamais de rapporteurs sur ce sujet. Cela est particulièrement scandaleux, particulièrement dangereux pour le mouvement des jeunes. Ces sujets peuvent facilement contribuer à exciter, à stimuler la vie sexuelle de certains individus, à détruire la santé et les forces de la jeunesse. Vous devez lutter aussi contre ce phénomène. C'est que le mouvement des femmes et celui des jeunes a de nombreux points de contact.

Nos camarades communistes femmes doivent faire partout, en union avec les jeunes, un travail systématique. Cela aura pour effet de les élever, de les transporter du monde de la maternité individuelle dans celui de la maternité sociale. Il importe de contribuer à tout éveil de la vie sociale et de l'activité chez la femme, pour lui permettre de s'élever au-dessus de la mentalité étroite, petite-bourgeoise, individualiste de sa vie domestique et familiale.

« Chez nous aussi, une grande partie de la jeunesse travaille assidûment à réviser la conception bourgeoise de la « morale » dans les problèmes sexuels. Et c'est, je dois le dire, l'élite de notre jeunesse, celle qui réellement promet beaucoup. Comme vous venez de le signaler, dans l'atmosphère consécutive à la guerre et au début de la révolution, les anciennes valeurs idéologiques s'écroulent, perdant la force qui les maintenait. Les nouvelles valeurs ne se cristallisent que lentement, par la lutte.

« Les conceptions sur les rapports entre hommes et femmes sont bouleversées, comme aussi les sentiments et les idées. On délimite à nouveau les droits de l'individu et ceux de la collectivité, et, partant, les devoirs de l'individu. C'est là un processus lent et souvent douloureux de dépérissement et d'enfantement. Cela est également vrai dans le domaine des rapports sexuels, pour le mariage et la famille. La décadence, la putréfaction, la fange du mariage bourgeois avec ses difficultés de rupture, avec la liberté pour le mari et l'esclavage pour la femme, le mensonge infâme de la morale sexuelle et des rapports sexuels remplissent les meilleurs hommes d'un sentiment de profond dégoût.

« Le joug que les lois de l'Etat bourgeois font peser sur le mariage et la famille aggrave encore le mal et rend les conflits plus aigus. C'est le joug de l'inviolabilité, de la propriété privée, qui sanctionne la vénalité, la bassesse, la saleté, à quoi vient s'ajouter le mensonge des conventions de la société bourgeoise « comme il faut ». Les gens se révoltent contre ces déformations de la nature. Et à l'époque où s'écroulent des Etats puissants, où disparaissent les anciennes formes de domination, où périt tout un monde social, les sentiments de l'individu isolé se modifient promptement.

« La soif ardente de plaisirs variés acquiert facilement une force irrésistible. Les formes du mariage et les rapports entre les sexes, dans le sens bourgeois, ne satisfont plus. Une révolution approche dans ce domaine, laquelle concorde avec la révolution prolétarienne. On conçoit que tout cet écheveau extraordinairement emmêlé de questions préoccupe profondément aussi bien les femmes que les jeunes. Les uns et les autres souffrent particulièrement de cette confusion des rapports sexuels. La jeunesse proteste contre cet état de choses avec la fougue tapageuse propre à son âge. Cela se comprend. Rien ne serait plus faux que de prêcher à la jeunesse l'ascétisme monastique et la sainteté de la malpropreté bourgeoise. Il n'est pas bon, à mon sens, que les problèmes sexuels, mis au premier plan par des causes naturelles, deviennent, en ces années, la préoccupation principale des jeunes. Les suites en sont parfois fatales.

« Dans sa nouvelle attitude à l'égard des questions concernant la vie sexuelle, la jeunesse n'est point sans se référer en principe à la théorie. Beaucoup qualifient leur position de « révolutionnaire » ou de « communiste ». Ils croient sincèrement qu'il en est ainsi. Je suis trop vieux pour qu'ils m'en imposent. Bien que je ne sois rien moins qu'un morne ascète, cette nouvelle vie sexuelle de la jeunesse, et souvent même des adultes, m'apparaît assez souvent comme tout à fait bourgeoise, comme un des multiples aspects d'un lupanar bourgeois. Tout cela n'a rien à voir avec la « liberté de l'amour » telle que nous, communistes, nous la concevons. Vous connaissez sans doute la fameuse théorie d'après laquelle, dans la société communiste, satisfaire ses instincts sexuels et son besoin d'amour est aussi simple et aussi insignifiant que d'avalier un verre d'eau. Cette théorie du « verre d'eau » a fait que notre jeunesse est enragée, littéralement enragée.

« Elle est devenue fatale à beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles. Ses partisans affirment crue c'est une théorie marxiste. Merci pour ce marxisme pour lequel tous les phénomènes et toutes les modifications qui interviennent dans la superstructure idéologique de la société se déduisent immédiatement, en ligne droite et sans réserve aucune, uniquement de la base économique. La chose n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air. Un certain Friedrich Engels a, depuis longtemps déjà, établi cette vérité du matérialisme historique.

« Je considère la fameuse théorie du « verre d'eau » comme non marxiste et antisociale par-dessus le marché. Dans la vie sexuelle se manifeste non seulement ce que nous tenons de la nature, mais aussi ce que nous apporte la culture, qu'il s'agisse de choses élevées ou inférieures.

« Engels, dans son *Origine de la famille*, montre l'importance qu'il y a à ce que l'amour sexuel se développe et s'affine. Les rapports entre les sexes ne sont pas simplement l'expression du jeu de l'économie sociale et du besoin physique, dissocié en pensée par une analyse physiologique.

« La tendance à ramener directement à la base économique de la société la modification de ces rapports en dehors de leur relation avec toute l'idéologie serait non du marxisme, mais du rationalisme. Certes, la soif doit être assouvie. Mais un homme normal, dans des conditions normales également, se mettra-t-il à plat ventre dans la rue pour boire dans une flaque d'eau sale ? Ou même dans un verre dont les bords auront été souillés par des dizaines d'autres lèvres ? Mais le plus important, c'est le côté social. En effet, boire de l'eau est une affaire personnelle. Mais en amour, il y a deux intéressés et il en vient un troisième, un être nouveau. C'est ici que se cache l'intérêt social, que naît le devoir envers la collectivité. Etant communiste, je ne ressens aucune sympathie pour la théorie du « verre d'eau », encore qu'elle porte l'étiquette de l' « amour affranchi ». Au surplus, elle n'est pas neuve, cette théorie communiste. Vous vous rappelez, je suppose, qu'elle avait été « prêchée » en littérature vers le milieu du siècle passé comme l' « émancipation du cœur ». Pour la pratique bourgeoise, elle s'est changée en émancipation de la chair. On prêchait alors avec plus de talent qu'aujourd'hui. Quant à la pratique, je n'en puis juger.

« Je ne veux point, par ma critique, prêcher l'ascétisme. Loin de là. Le communisme doit apporter non l'ascétisme, mais la joie de vivre et le réconfort, dus également à la plénitude de l'amour. A mon sens, l'excès qu'on observe aujourd'hui dans la vie sexuelle n'apporte ni la joie de vivre ni le réconfort ; bien au contraire, il les diminue. Or, pendant la révolution, cela ne vaut rien du tout.

« Ce qu'il faut précisément à la jeunesse, c'est la joie de vivre et le réconfort.

« Sport, gymnastique, natation, excursions, toute sorte d'exercices physiques, intérêts moraux variés, études, analyses, recherches, le tout appliqué simultanément, tout cela donne à la jeunesse bien plus que les rapports et les discussions sans fin sur les questions sexuelles et sur la façon de « jouir de la vie », selon l'expression courante.

« Une âme saine dans un corps sain. » Ni moine, ni don Juan, ni philistin allemand non plus comme moyen terme. Vous connaissez bien votre jeune camarade Huz. C'est un jeune homme parfait, très doué, mais je crains qu'il n'en sorte rien de bon. Il se démène et se jette d'une aventure amoureuse dans une autre. Cela ne vaut rien pour la lutte politique, ni pour la révolution. Je ne me porterais pas garant, quant à la sûreté et la fermeté dans la lutte, pour les femmes dont le roman personnel s'entrelace avec la politique, ni pour les hommes qui courent après chaque jupe et se laissent ensorceler par la première jeune femme venue. Non, cela ne va pas avec la révolution !

Lénine se leva brusquement, frappa de la main sur la table et fit quelques pas dans sa chambre.

— La révolution exige la concentration, la tension des forces. De la part des masses et des individus isolés. Elle ne tolère pas les états orgiastiques, dans le genre de ceux qui sont propres aux héroïnes et aux héros décadents de d'Annunzio, Les excès dans la vie sexuelle sont un signe de dégénérescence bourgeoise. Le prolétariat est une classe qui monte. Il n'a pas besoin qu'on l'enivre, qu'on l'assourdisse et qu'on l'excite. Il ne demande à se griser ni d'excès sexuels ni d'alcool. Il n'ose ni ne veut oublier la bassesse, la boue et la barbarie du capitalisme. Il puise ses plus fortes impulsions à la lutte dans la situation de sa classe, dans l'idéal communiste. Ce qu'il lui faut, c'est la clarté et encore une fois la clarté. Aussi, je le répète, pas de faiblesse, pas de forces gaspillées ou détruites. Savoir se maîtriser, discipliner ses actes, ce n'est point de l'esclavage. Cela est également nécessaire en amour.

« Mais, excusez-moi, Clara, je me suis beaucoup écarté du point de départ de notre conversation. Pourquoi ne pas m'avoir rappelé à l'ordre ? L'angoisse m'en a fait dire plus que je ne voulais. L'avenir de notre jeunesse m'inquiète beaucoup. La jeunesse, c'est une partie de la révolution. Or, si les influences malfaisantes de la société bourgeoise commencent à gagner aussi le monde de la révolution comme les racines largement ramifiées de certaines mauvaises herbes, il vaut mieux réagir à temps. D'autant plus que ces questions-là font également partie du problème féminin.

Lénine parlait avec beaucoup de vivacité et de conviction. Je sentais que chacune de ses paroles lui venait du fond du cœur ; l'expression de son visage l'attestait. Un mouvement énergique de la main soulignait parfois sa pensée. Ce qui me frappait, c'était de voir Lénine, à côté des questions politiques de la plus haute importance, prêter une si grande attention aux phénomènes isolés et les analyser avec un tel soin, et cela non seulement pour les choses concernant la Russie soviétique, mais aussi les pays capitalistes. En parfait marxiste, Lénine concevait un phénomène isolé, sous quelque forme et en quelque lieu qu'il se manifestât, par rapport au grand, au tout, appréciant la valeur du premier pour ce dernier ; sa volonté, son but vital, inébranlable comme une force invincible de la nature, ne visait qu'à une chose : accélérer la révolution, dans laquelle il voyait la cause des masses. Lénine appréciait tout phénomène du point de vue de l'influence qu'il peut exercer sur les forces de combat, nationales et internationales, de la révolution, car il voyait toujours devant lui, en tenant pleinement compte des particularités historiques dans les différents pays et des diverses étapes de leur développement, une seule et indivisible révolution prolétarienne mondiale.

— Comme je regrette, camarade Lénine, m'écriai-je, que des centaines, des milliers de personnes n'aient pas entendu vos paroles. Pour moi, vous le savez bien, vous n'avez pas besoin de me convaincre. Mais il serait extrêmement important que votre opinion fût connue de nos amis comme de nos ennemis. Lénine souriait avec bonhomie.

— Un jour peut-être je prononcerai un discours ou j'écrirai sur ce sujet. Pas maintenant, plus tard ; aujourd'hui, nous devons concentrer tout notre temps et toutes nos forces sur un autre point. Pour l'instant nous avons d'autres soucis plus graves et plus pénibles. La lutte pour le maintien et la consolidation du pouvoir soviétique est encore bien loin d'être terminée. Nous devons de notre mieux nous tirer des conséquences de la guerre avec la Pologne. Wrangel est toujours dans le Sud. J'ai la ferme conviction, il est vrai, que nous en viendrons à bout, ce qui donnera à réfléchir aux impérialistes anglais et français et à leurs petits vassaux. Mais le plus difficile, c'est la reconstruction.

« A travers ce processus acquerront également de l'importance le problème des rapports des sexes, les questions du mariage et de la famille. En attendant, vous devez lutter toujours et partout. Vous ne devez pas permettre que ces questions soient traitées autrement que dans le sens marxiste, qu'elles créent un terrain favorable pour des déviations et des déformations pernicieuses. Enfin, j'en viens à votre travail.

Lénine regarda l'heure.

— Le temps dont je disposais, dit-il, est à moitié écoulé. J'ai trop parlé. Il nous faut écrire des thèses dont s'inspireront les femmes pour leur travail communiste. Je connais vos principes et votre expérience pratique. Aussi notre conversation sur ce point sera-t-elle brève. Ainsi, au travail !...

Clara Zetkin : « Notes de mon carnet », *Lénine tel qu'il fut*. Bureau d'éditions, 1934.

9. LES FEMMES DANS LES KOLKHOZ (Staline).

Quelques mots maintenant à *propos des femmes, à propos des kolkhoziennes*. La question des femmes dans les kolkhoz est une question d'importance, camarades. Je sais que beaucoup d'entre vous sous-estiment le rôle des femmes et même se moquent un peu d'elles. Mais vous avez tort, camarades, grandement tort.

Ce n'est pas seulement parce que les femmes représentent la moitié de la population. C'est surtout parce que le mouvement kolkhozien a porté aux postes de direction bon nombre de femmes remarquables, de femmes douées. Considérez ce congrès, sa composition, et vous verrez que les femmes, d'arriérées qu'elles étaient, ont depuis longtemps rejoint l'avant-garde. Les femmes, dans les kolkhoz, constituent une force importante. Tenir cette force sous le boisseau, c'est commettre un crime. Notre devoir est de promouvoir les femmes dans les kolkhoz, et de faire agir cette force.

Il est vrai que le pouvoir des Soviétiques a eu, dans un passé récent, un petit malentendu avec les kolkhoziennes. C'était à propos de leurs vaches. Mais maintenant la question des vaches est réglée, et le malentendu est dissipé. (*Applaudissements prolongés.*)

Nous sommes arrivés à ceci que la plupart des kolkhoziens possèdent déjà une vache par foyer. Une année, deux années passeront encore, et vous ne trouverez plus un seul kolkhozien qui n'ait pas sa vache. Soyez assurés que nous, bolcheviks, saurons faire en sorte que chaque kolkhozien ait sa vache. (*Applaudissements prolongés.*)

Pour ce qui est des kolkhoziennes, elles ne doivent pas oublier le rôle et l'importance des kolkhoz pour la femme. Elles ne doivent pas oublier que c'est seulement dans les kolkhoz qu'elles peuvent se mettre sur un pied d'égalité avec l'homme. En dehors des kolkhoz, c'est l'inégalité ; dans les kolkhoz, c'est l'égalité des droits. Que les camarades kolkhoziennes s'en souviennent, et qu'elles gardent le régime des kolkhoz comme la prunelle de leurs yeux. (*Applaudissements prolongés.*)

Staline : « Discours prononcé au I^{er} Congrès des kolkhoziens-oudarniks de l'U.R.S.S. », le 19 février 1933 : *les Questions du léninisme* (11^e édition), p. 440. Editions en langues étrangères, Moscou 1947.

10. INDIVIDUALISTE HIER, KOLKHOZIENNE AUJOURD'HUI (Staline).

Certes, il faut comprendre les kolkhoziens et se mettre à leur place. Toutes ces années, ils ont eu à endurer bien des offenses et moqueries de la part des paysans individuels. Mais offenses et moqueries ne doivent pas avoir ici une importance décisive. C'est un mauvais dirigeant, celui qui ne sait pas oublier les offenses et qui fait passer ses sentiments avant les intérêts de l'œuvre kolkhozienne. Si vous voulez être des dirigeants, vous devez savoir oublier les offenses que vous ont faites certains paysans individuels.

Il y a deux ans, je reçus de la région de la Volga une lettre d'une paysanne veuve. Elle se plaignait de se voir refuser l'accès du kolkhoz, et requérait mon aide. Je demandai des explications au kolkhoz. On me répondit qu'on ne pouvait l'accepter parce qu'elle avait outragé une réunion de kolkhoziens. De quoi s'agissait-il ? Pendant une réunion de paysans, où les kolkhoziens appelaient les paysans individuels à entrer au kolkhoz, cette veuve, en réponse à cet appel, avait, paraît-il, relevé sa jupe en disant : « Tenez, je l'ai là, votre kolkhoz ! » (*Joyeuse animation. Hilarité.*)

Il est évident qu'elle avait mal agi, qu'elle avait outragé la réunion. Mais peut-on lui refuser l'accès du kolkhoz, si un an après elle s'est repentie sincèrement et a reconnu sa faute ? J'estime que non. C'est ce que j'ai écrit au kolkhoz. On accepta la veuve. Eh bien ? Elle travaille aujourd'hui au kolkhoz, non pas dans les derniers, mais dans les premiers rangs. (*Applaudissements.*)

Staline : « Discours prononcé au I^{er} Congrès des kolkhoziens-oudarniks de l'U.R.S.S. », le 19 février 1933 : *les Questions du léninisme*, p. 441-442. Editions en langues étrangères, Moscou 1947.

11. IMPORTANCE DE L'ACTIVITE DES FEMMES DANS L'EDIFICATION DU SOCIALISME (Staline).

A noter comme un fait réconfortant et un signe du progrès de la culture au village, l'activité grandissante des femmes, membres des kolkhoz, dans le travail d'organisation sociale. On sait, par exemple, que les femmes assurant la présidence des kolkhoz sont actuellement au nombre de 6.000 environ ; on compte parmi les membres des directions de kolkhoz plus de 60 000 femmes ; chefs d'équipe, 28.000 ; organisatrices des groupes de travail, 100.000 ; 9.000 femmes sont chargées de diriger l'élevage dans les kolkhoz ; conductrices de tracteurs, 7.000.

Inutile de dire que ces renseignements sont incomplets. Mais le peu que renferment ces données témoigne avec assez d'évidence du grand essor culturel au village. Ce fait, camarades, a une énorme importance. Cela, parce que les femmes forment la moitié de la population de notre pays ; qu'elles constituent une immense armée du travail ; qu'elles sont appelées à éduquer nos enfants, notre génération montante, c'est-à-dire notre avenir. Voilà pourquoi nous ne pouvons admettre que celle immense armée de travailleuses végète dans les ténèbres de l'ignorance ! Voilà pourquoi nous devons saluer l'activité sociale grandissante des femmes travailleuses et leur accession aux postes de direction, comme un signe certain des progrès de notre culture. (*Applaudissements prolongés.*)

Staline : « Rapport sur l'activité du Comité Central présenté au XVII^e Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. ». Le 26 janvier 1934 : *les Questions du léninisme* (11^e édition), p. 482. Editions en langues étrangères, Moscou 1947.

12. HEROÏNES DU TRAVAIL SOCIALISTE (Staline).

Camarades, ce que nous avons vu ici aujourd'hui, c'est un morceau de la vie nouvelle, de la vie qu'on appelle chez nous la vie kolkhozienne, la vie socialiste. Nous avons entendu des paroles simples de gens simples, de travailleurs : ils nous ont dit comment ils ont lutté, comment ils ont vaincu les difficultés pour obtenir des succès dans le domaine de l'émulation. Nous avons entendu des femmes qui ne sont pas des femmes ordinaires, mais, dirais-je, des héroïnes du travail, parce que seules des héroïnes du travail pouvaient obtenir les succès qu'elles ont obtenus. Auparavant il n'y a jamais eu de pareilles femmes. J'ai déjà cinquante-six ans, j'ai vu bien des choses, j'ai vu beaucoup d'hommes et de femmes qui travaillent. Mais de telles femmes, je n'en ai pas rencontré. Ce sont des êtres absolument nouveaux. Seul le travail libre, seul le travail kolkhozien pouvait créer ces héroïnes du travail à la campagne.

De telles femmes n'existaient pas, ne pouvaient pas exister dans le vieux temps.

Vraiment, lorsque l'on songe à ce qu'étaient les femmes au temps jadis ! Jeune fille encore, elle était la dernière parmi les travailleurs. Elle travaillait pour le père, elle travaillait sans trêve, ni répit. Pourtant, le père l'insultait par-dessus le marché et lui reprochait : il faut que je te nourrisse. Lorsqu'elle se mariait, elle travaillait pour son époux et travaillait autant que l'homme l'exigeait. Mais son époux t'insultait et lui reprochait : il faut que je te nourrisse. Au village la femme était la dernière parmi les travailleurs. On conçoit qu'avec une telle existence il ne pouvait y avoir d'héroïnes du travail parmi les paysannes. Le travail était considéré à l'époque comme une malédiction pour la femme et elle l'évitait autant qu'elle pouvait.

Seule la vie kolkhozienne pouvait faire du travail une question d'honneur, seule elle pouvait créer de véritables héroïnes au village. Seule la vie kolkhozienne pouvait abolir l'inégalité et assurer à la femme la place qui lui revient. Vous le savez vous-mêmes fort bien. Le kolkhoz a introduit Sa journée de travail. Qu'est-ce que la journée de travail ? Devant la journée fie travail, hommes et femmes sont égaux. Celui qui a travaillé le plus de jours a gagné davantage. Ici ni le père, ni le mari, ne peut reprocher à la femme qu'il la nourrit. Aujourd'hui, lorsqu'elle travaille et fournit des unités de travail, la femme est son propre maître. Je me rappelle une conversation que j'eus avec plusieurs camarades femmes, au II^e Congrès des kolkhoziennes. L'une d'elles, qui était des régions du Nord, me dit :

« Jusqu'il y a deux ans, pas un prétendant ne s'était montré chez moi. Une femme sans dot ! Aujourd'hui, j'ai 500 unités de travail, et qu'arrive-t-il ? Je ne puis me défaire des prétendants. Ils veulent tous m'épouser. Mais j'y regarde de près, je m'en choisirai un toute seule. »

Au moyen de l'unité de travail, le kolkhoz a libéré la femme, l'a rendue indépendante. Elle ne travaille plus maintenant pour son père, quand elle est jeune fille, ni pour son mari, quand elle est mariée, elle travaille d'abord pour elle-même. C'est cela, la libération de la paysanne, c'est cela le régime des kolkhoz, qui fait de la travailleuse l'égale du travailleur. Sur cette base seulement et dans ces conditions pouvaient apparaître ces femmes magnifiques. Voilà pourquoi je ne considère pas la rencontre d'aujourd'hui simplement comme une rencontre ordinaire entre des gens avancés et les membres du gouvernement, mais comme un jour solennel, où sont mis en pleine lumière les succès et les capacités du travail féminin libéré. Je pense que le gouvernement doit honorer les héroïnes du travail, qui sont venues ici pour exposer leurs succès au gouvernement.

Staline : « Discours aux kolkhoziennes de choc des champs de betteraves, lors de leur réception par les dirigeants du Parti et du gouvernement », le 10 novembre 1935. Lénine et Staline : *Recueil de textes pour l'étude de l'histoire du Parti communiste*, tome III, p. 642-643. (Edit. russe).

13. LES FEMMES DANS LE MOUVEMENT STAKHANOVISTE (Staline).

Pour que la technique moderne puisse donner des résultats, il faut encore avoir des hommes, des cadres d'ouvriers et d'ouvrières capables de se placer à la tête de la technique et de la pousser en avant. L'éclosion et la croissance du mouvement stakhanoviste signifient que ces cadres sont déjà nés chez nous parmi les ouvriers et les ouvrières. Il y a quelque deux ans, le Parti disait qu'en construisant de nouvelles usines et fabriques et en donnant à nos entreprises un outillage moderne, nous n'avions fait que la moitié de la tâche. Le Parti a proclamé alors que l'enthousiasme que nous mettions à construire de nouvelles usines devait être complété par l'enthousiasme à en assimiler le fonctionnement, qu'ainsi seulement l'on pouvait mener les choses à bonne fin. Il est évident que, durant ces deux années, se sont poursuivies l'assimilation de cette nouvelle technique et la formation de nouveaux cadres. Il est clair maintenant que ces cadres existent déjà chez nous. On conçoit que sans ces cadres, sans ces hommes nouveaux, nous n'aurions point de mouvement stakhanoviste. Ainsi les gens nouveaux parmi les ouvriers et les ouvrières, qui se sont rendus maîtres de la technique moderne, ont été cette force qui a cristallisé et poussé en avant le mouvement stakhanoviste.

... Les uns disent que nous n'avons plus besoin de normes techniques. C'est faux, camarades. Bien plus, c'est absurde. Sans les normes techniques, l'économie planifiée est impossible. Les normes techniques sont nécessaires encore pour amener les masses retardataires au niveau des masses avancées. Les normes techniques sont une grande force régulatrice, qui organise dans la production les grandes masses d'ouvriers autour des éléments avancés de la classe ouvrière. Par conséquent, les normes techniques nous sont nécessaires, non pas celles qui existent aujourd'hui, mais des normes plus élevées.

D'autres disent que les normes techniques nous sont nécessaires, mais qu'il faut les élever dès maintenant au niveau des résultats obtenus par les Stakhanov, les Boussyguine, les Vinogradova et autres. Cela est également faux. Ces normes ne seraient pas réelles pour la période présente, parce que les ouvriers et les ouvrières, moins ferrés sur la technique que les Stakhanov et les Boussyguine, ne seraient pas en mesure d'exécuter ces normes. Ce qu'il nous faut, ce sont des normes techniques qui tiendraient à peu près le milieu entre les normes actuelles et celles qui ont été établies par les Stakhanov et les Boussyguine. Prenons, par exemple, Maria Demtchenko, connue pour avoir récolté 500 quintaux de betteraves et plus à l'hectare. Peut-on faire de cette réalisation une norme de rendement pour toute la culture betteravière, par exemple de l'Ukraine ? Non, assurément. Il est encore trop tôt pour en parler. Maria Demtchenko a obtenu 500 quintaux et plus à l'hectare, tandis que la récolte moyenne de betteraves en Ukraine, par exemple, s'élève cette année à 130-132 quintaux à l'hectare. La différence, vous le voyez, n'est pas mince. Peut-on donner une norme de rendement pour la betterave de 400 ou de 300 quintaux ? Tous les connaisseurs en la matière soutiennent qu'on ne peut le faire pour l'instant. Apparemment, il faudra établir, pour l'année 1936, une norme de rendement à l'hectare, pour l'Ukraine, de 200 à 250 quintaux.

Et cette norme n'est pas petite, puisque, si elle était réalisée, elle pourrait nous donner deux fois plus de sucre qu'en 1935. Il faut en dire autant en ce qui concerne l'industrie. Stakhanov a dépassé la norme technique existante de dix fois, ou même plus. Faire de cette réalisation une nouvelle norme technique pour tous ceux qui travaillent au marteau-piqueur ne serait pas raisonnable. Apparemment, il faudra établir une norme tenant à pès près le milieu entre la norme technique existante et la norme réalisée par le camarade Stakhanov.

En tout cas, une chose est claire : les normes techniques actuelles ne correspondent plus à la réalité ; elles retardent, elles sont devenues un frein pour notre industrie. Or, pour ne pas freiner notre industrie, il faut les remplacer par des normes techniques nouvelles, plus élevées. Hommes nouveaux, temps nouveaux, normes techniques nouvelles.

Staline : « Discours prononcé à la première conférence des stakhanovistes de l'U.R.S.S. », le 17 novembre 1935 : *les Questions du léninisme*, p. 522-525. Editions en langues étrangères, Moscou 1947.

14. LA FEMME ET LA CONSTITUTION DE L'U.R.S.S. (Staline).

I

La cinquième particularité du projet de la nouvelle Constitution, c'est son démocratisme conséquent et sans défaillance. Du point de vue du démocratisme, on peut diviser les constitutions bourgeoises en deux groupes : un groupe de constitutions nie ouvertement ou, en fait, réduit à néant l'égalité en droit des citoyens et les libertés démocratiques. L'autre groupe de constitutions accepte volontiers et affiche même les principes démocratiques ; mais en même temps il fait de telles réserves et restrictions que les droits et libertés démocratiques s'en trouvent complètement mutilés.

Ces constitutions parlent de droits électoraux égaux pour tous les citoyens, mais aussitôt les restreignent par les conditions de résidence et d'instructions voire de fortune. Elles parlent de droits égaux pour les citoyens, mais aussitôt font cette réserve que cela ne concerne pas les femmes, ou ne les concerne que partiellement. Etc., etc...

Le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. a ceci de particulier qu'il est exempt de pareilles réserves et restrictions. Pour lui, il n'existe point de citoyens actifs ou passifs ; pour lui, tous les citoyens sont actifs. Il n'admet point de différence de droits entre hommes et femmes, entre « domiciliés » et « non-domiciliés », entre possédants et non-possédants, entre gens instruits et non instruits. Pour lui, tous les citoyens ont des droits égaux. Ce n'est pas la situation de fortune ni l'origine nationale, ce n'est pas le sexe ni la fonction ou le grade, mais les qualités personnelles et le travail personnel de chaque citoyen, qui déterminent sa situation dans la société.

Staline : « Sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S. », rapport présenté au VIII^e Congrès — congrès extraordinaire — des Soviets de l'U.R.S.S., le 25 novembre 1936 : *les Questions du léninisme*, p. 539. Editions en langues étrangères, Moscou 1947.

II

Art. 122. — Des droits égaux à ceux de l'homme sont donnés à la femme, en U.R.S.S., dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse, avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

Constitution de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, adoptée le 5 décembre 1936.

15. LES FEMMES SOVIETIQUES DANS LA GUERRE DE LIBERATION CONTRE L'ENVAHISSEUR HITLERIEN (Staline).

I

Pour atteindre ces buts, il faut anéantir la puissance militaire des envahisseurs allemands, il faut exterminer jusqu'au dernier tous les envahisseurs allemands qui ont pénétré dans notre Patrie pour l'asservir. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

Il faut pour cela que notre armée et notre flotte aient l'appui actif et efficace de tout notre pays ; il faut que nos ouvriers et employés, hommes et femmes, travaillent dans les entreprises sans répit et fournissent au front toujours plus de chars, de fusils et pièces antichars, d'avions, de canons, de mortiers, de mitrailleuses, de fusils, de munitions ; il faut que nos kolkhoziens, hommes et femmes, travaillent dans leurs champs sans répit et fournissent au front et au pays toujours plus de blé, de viande, de matières premières pour l'industrie ; il faut que tout notre pays et tous les peuples de l'U.R.S.S. forment un seul camp retranché, menant de pair avec notre armée et notre flotte la grande guerre libératrice pour l'honneur et la liberté de notre Patrie, pour l'écrasement des armées allemandes. (*Vifs applaudissements.*)

Là est notre tâche aujourd'hui. Cette tâche, nous pouvons et devons l'accomplir.

Staline : « Rapport présenté, pour le XXIV^e anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre, à la séance solennelle du Soviet des députés des travailleurs de Moscou, élargie aux organisations sociales et du Parti », le 6 novembre 1941. *Sur la grande guerre de l'Union Soviétique pour le salut de la Patrie*, p. 31. Editions en langues étrangères, Moscou 1946.

II

Les femmes soviétiques ont rendu des services inappréciables à la défense nationale. Elles travaillent avec abnégation pour le front ; elles supportent courageusement toutes les difficultés du temps de guerre ; elles enflamment pour des actions d'éclat les combattants de l'Armée rouge, les libérateurs de notre Patrie.

La guerre nationale a montré que le peuple soviétique est capable d'accomplir des prodiges et de triompher des plus dures épreuves.

Staline : « Ordre du jour du commandant en chef des forces armées de l'U.R.S.S. », n° 70. Moscou, 1^{er} mai 1944. *Sur la grande guerre de l'Union Soviétique pour le salut de la Patrie*, p. 139. Editions en langues étrangères, Moscou 1946.

ANNEXE

CE QUE LENINE PENSAIT DE L'AMOUR LIBRE

Une camarade du Parti bolchevik, Inès Armand, qui séjournait comme Lénine en Suisse durant la guerre impérialiste, s'apprêtait, au début de 1915, à écrire pour les ouvrières une brochure sur les rapports entre l'homme et la femme. Elle soumit le plan de cette brochure à Lénine. Celui-ci, dans deux lettres, lui reproche amicalement, mais fermement, de revendiquer pour le prolétariat « l'amour libre », conception bourgeoise, à laquelle Lénine oppose le « mariage prolétarien avec amour ».

Ce texte, publié pour la première fois à Moscou en 1939, est inédit en français.

I

17 janvier 1915.

Dear friend !

Je vous prie de détailler davantage le plan de votre brochure. Sinon, trop de choses demeurent imprécises.

Je veux vous exprimer dès maintenant mon avis sur un point :

Je vous conseille de supprimer le paragraphe 3 : « revendication (par la femme) de l'amour libre ».

C'est une exigence qui n'est pas prolétarienne, mais bourgeoise.

Qu'entendez-vous par là ? Que *peut-on* entendre par là ?

1. Le fait qu'on se libère ainsi des calculs matériels (financiers) en amour ?
2. Des soucis matériels ?
3. Des préjugés religieux ?
4. Des interdictions paternelles ?
5. Des préjugés de la « société » ?
6. Du milieu mesquin (paysan, petit bourgeois, intellectuel bourgeois) ?
7. Des entraves de la loi, des tribunaux, de la police ?
8. Des suites sérieuses de l'amour ?
9. De la naissance d'enfants ?
10. Qu'il permet l'adultère ? etc.

J'ai énuméré beaucoup de points (pas tous). Vous n'envisagez pas, c'est certain, les points 8 à 10, mais les points 1 à 7, ou quelque chose d'approchant les points 1 à 7.

Mais pour les points 1 à 7, il faut choisir une autre formule, car l'amour libre ne répond pas exactement à cet ordre de préoccupations.

Le public, le lecteur de la brochure comprendront *inévitablement* par « amour libre » quelque chose dans le genre des points 8 à 10, même *si vous ne le voulez pas*.

Parce que dans la société actuelle les classes les plus bavardes, les plus bruyantes, les plus « en vue » comprennent par amour libre les points 8 à 10, cette exigence n'est pas prolétarienne, mais bourgeoise.

Pour le prolétariat, les points les plus importants sont les points 1 et 2, puis les points 3 à 7, mais ce n'est pas à proprement parler « l'amour libre ».

Il ne s'agit pas de ce que « vous voulez comprendre » *subjectivement* par cela. Il s'agit de la *logique objective* des rapports de classe en amour.

Friendly shake hands !

II

24 janvier 1915.

Chère amie !

Je m'excuse du retard que je mets à vous répondre ; je roulais le faire hier, on m'a retenu et je n'ai pas eu le temps de vous écrire.

En ce qui concerne le plan de la brochure, j'ai trouvé que « l'exigence de l'amour libre » est imprécise et qu'indépendamment de votre volonté et de votre désir (je l'ai souligné en disant : il s'agit des rapports objectifs de classe et non de vos désirs subjectifs) elle apparaîtra dans les conditions sociales actuelles comme une exigence bourgeoise, et non prolétarienne.

Vous n'êtes pas d'accord.

Bien. Examinons l'affaire une fois encore.

Pour préciser, j'ai énuméré dix interprétations *possibles* (et inévitables dans les conditions de la lutte des classes), et j'ai fait la remarque que les interprétations 1 à 7 seront, à mon avis, typiques ou caractéristiques pour les ouvrières, et les interprétations 8 à 10 typiques pour les bourgeoises.

Si on le nie, il faut montrer :

1° Que ces interprétations sont fausses (alors il faut les remplacer par d'autres ou rejeter celles qui sont fausses) ;

2° Ou incomplètes (alors les compléter) ;

3° Ou qu'elles ne se divisent pas en interprétations prolétarienne et bourgeoise.

Vous ne faites rien de cela.

Vous ne touchez pas les points 1 à 7. Donc vous en reconnaissez (en général) la justesse ? Ce que vous écrivez de la prostitution des ouvrières et de leur dépendance : « impossibilité de dire non » rentre tout-à-fait dans les points 1 à 7. Il n'y a là-dessus absolument aucun désaccord entre nous.

Vous ne contestez pas non plus que c'est une interprétation *prolétarienne*.

Restent les points 8 à 10.

Vous ne les « comprenez pas tout-à-fait » et vous « objectez » : « Je ne comprends pas comment on peut (ce sont vos mots) identifier (!!?) l'amour libre » avec le point 10.

Il ressort que « j'identifie », et vous vous apprêtez à me tancer vertement et à m'écraser.

Qu'est-ce à dire ?

Les *bourgeoises* comprennent par amour libre les points 8 à 10, voilà ma thèse.

Le niez-vous ? Dites ce que les dames *bourgeoises* comprennent par amour libre ?

Vous ne le dites pas. Est-ce que la littérature et la vie ne *prouvent* pas que les bourgeoises le comprennent justement ainsi ? Elles le prouvent ! Vous le reconnaissez par votre silence. Du moment qu'il en est ainsi, cela provient de leur situation de classe : le « réfuter » est impossible et naïf.

Il faut clairement s'en *délimiter*, leur opposer le point de vue prolétarien. Il faut prendre en considération ce fait objectif que sans cela elles extraient de votre brochure ces passages, les interpréteront à leur manière, feront en sorte que votre brochure apporte de l'eau à leur moulin, dénatureront vos pensées devant les ouvriers, sèmeront la confusion dans leur esprit (en éveillant chez eux la crainte que vous leur apportez des idées qui leur sont étrangères). Elles ont pour cela une masse de journaux, etc...

Et vous, abandonnant complètement le point de vue objectif et de classe, vous passez à « l'attaque » contre moi, m'accusant « d'identifier » l'amour libre avec les points 8 à 10. Merveilleux, vraiment merveilleux...

« Même la passion passagère, la liaison passagère » est « plus poétique et plus pure » que « les baisers sans amour » échangés couramment entre mari et femme. Vous l'écrivez. Et vous vous apprêtez à l'écrire dans votre brochure. Fort bien.

Cette opposition est-elle logique ? Les baisers sans amour que le mari et la femme échangent par habitude sont *impurs*. D'accord. A quoi voudriez-vous les opposer ? A un baiser *plein d'amour*, semble-t-il ? Non, vous les opposez à la « passion » (pourquoi pas l'amour ?) « passagère » (pourquoi passagère ?). Il s'ensuit logiquement que ces baisers sans amour (puisque passager) s'opposent aux baisers sans amour échangés par le mari et la femme... Etrange ! Dans une brochure populaire, ne vaudrait-il pas mieux opposer le mariage sale et bas sans amour (voir les points 6 ou 5 chez moi) au mariage prolétarien avec amour (en ajoutant, si *vous le voulez absolument*, que la liaison-passion passagère peut être ou sale ou pure). Vous opposez non pas des types de classe, mais des cas, qui peuvent, certes, se produire. Mais s'agit-il de cas ? Si on prend pour thème le cas individuel de baisers impurs dans le mariage et de baisers purs dans une liaison passagère, on peut développer ce thème dans un roman (car dans un roman il s'agit de descriptions *d'individus*, d'analyse des *caractères*, de psychologie de types *donnés*.) Mais dans une brochure ?

Vous avez très bien compris ma pensée au sujet de la citation de Key ¹, qui ne convient pas, en disant qu'il est « stupide » d'assumer le rôle de « professeur ès amour ». [Ellen Key, femme de lettres suédoise (1849-1926), qui défendit la cause des ouvriers et de la femme.] Certes. Et d'assumer le rôle de professeur ès amour passager ?

Je ne veux pas faire de polémique. J'aurais voulu ne pas écrire cette lettre et attendre notre prochain entretien. Mais je désire que la brochure soit bonne, que personne *ne puisse* en tirer des phrases désagréables pour vous (une seule phrase a parfois l'effet d'une cuiller de goudron), que personne ne puisse vous faire dire ce que vous n'avez pas voulu dire. Je suis sûr que ce que vous avez écrit, vous l'avez écrit « sans le vouloir », et je vous envoie cette lettre seulement pour que vous examiniez plus à fond votre plan d'après mes observations, ce qui vaut mieux qu'à la suite d'un entretien. Le plan est une chose très importante.

Ne connaissez-vous pas une socialiste française ? Traduisez-lui (comme si c'était traduit de l'anglais) mes points 1 à 10 et vos remarques sur l'amour « passager », etc... Regardez-la, écoutez-la attentivement : c'est une petite expérience pour savoir ce que diront des personnes *du dehors*, quelles seront leurs impressions, ce qu'elles attendent de la brochure.

Je vous serre la main et vous souhaite de moins souffrir de vos migraines et de vous rétablir au plus vite.

Lénine : Deux lettres à Inès Armand, des 17 et 24 janvier 1915, publiées dans la revue : *Le Bolchevik*, juillet 1939, n° 13, p. 58-62.